

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08172560 2

Presented by

John Bigelow

to the

Century Association

Presented by

the Century Association

to the

New York Public Library

Digitized by Google

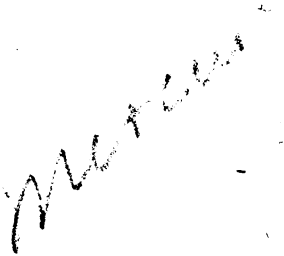
*DM
Mercure

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE, DÉDIÉ AU ROI;

Composé & rédigé, quant à la partie Littéraire, par MM. Marmontel, de la Harpe & Chamfort, *tous trois de l'Académie Françaiſe ; & par MM.* Framery & Berquin, *Rédacteurs.*

M. Mallet du Pan, *Citoyen de Genève, eſt ſeul chargé de la partie Hiſtorique & Politique.*

SAMEDI 5 MARS 1791.



A PARIS,

Au Bureau du Mercure, Hôtel de Thou rue des Poitevins ; N°. 18.

Avec Privilége du Roi.

Digitized by Google

THE NEW
PUBLIC LIBRARY
335382
ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS

TABLE GÉNÉRALE

Du mois de Février 1791.

ÉPITRE.	3	Etrennes Sentimentales.	41
Les Déjeûnés du Village.	11	Théatre Italien.	44
Charade, Enig. Logog.	34	Notices.	46
Histoire.	39		

ODE.	49	Antiquités.	69
Charade, En. Log.	55	Notices.	77
Vies des Surintendans.	59		

ROMANCE pastorale.	85	La Chaumière Indienne.	107
Allégorie.	90	Théatre Italien.	112
Charade, En. Log.	91	Notices.	118
Voyage.	93		

VERS.	121	De l'Organisation.	144
Fable.	123	Spectacles.	148
Charade, En. Log.	125	Notices.	150
Discours.	128		

A Paris, de l'Imprimerie de *Moutard*, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

PIECES FUGITIVES EN VERS ET EN PROSE.

VERS

POUR être mis au bas du Portrait de M. BAILLY, Maire de la Ville de Paris.

PHILOSOPHE profond, vertueux Magiſtrat,
Deſtiné de tout temps au Temple de Mémoire,
BAILLY ſut mériter un immortel éclat
En nous donnant du Ciel la merveilleuſe hiſtoire(1);
Conſacré maintenant au ſalut de l'Etat,
C'eſt par notre bonheur qu'il ſe couvre de gloire.

(Par M. Janſen, Gren. Vol. du Bat. des Gravilliers.)

(1) Hiſtoire de l'Aſtronomie chez les Anciens & les Modernes, en 5 Volumes in-4°.

Digitized by Google

VERS BACCHIQUES

De Gautier Mapès, Archidiacre d'Oxford, qui vécut dans le 12e. & 13e. Siecles.

Mihi est propositum in tabernâ mori.
Vinum sit appositum morientis ori,
Ut dicant, cum venerint, angelorum chori:
Deus sit propitius huic potatori.

Poculis accenditur animi lucerna;
Cor imbutum nectare volat ad superna.
Mihi sapit dulcius vinum in tabernâ,
Quam quod aquâ miscuit præsulis pincerna.

Suum cuique dat Natura munus:
Ego nunquam potui scribere jejunus.
Me jejunum vincere posset puer unus,
Sitim & jejunium odi tanquam funus.

Tales versus facio quale vinum bibo.
Nequo possum scribere nisi sumpto cibo.
Nihil valet penitus quod jejunus scribo:
Naſonem, post calices, carmine præibo.

Digitized by Google

Mihi nunquam spiritus prophetiæ datur,
Non nisi cum fuerit venter bene fatur.
Cum in arce cerebri Bacchus dominatur,
In me Phœbus irruit, ac miranda fatur.

IMITATION.

LE verre en main, je veux finir ma vie :
Qu'à l'instant même de la mort,
Ma bouche encor teinte de Malvoisie,
Pour boire de nouveau fasse un dernier effort ;
Et de mes compagnons que la troupe ravie,
A mes obsèques chante en chœur :
Dieu, prends pitié de ce Buveur.

Le vin est le flambeau de l'ame :
Par ce nectar qui l'échauffe & l'enflamme,
Mon cœur se croit transporté jusqu'aux cieux.
Aussi, j'aime cent fois mieux
Un repas de la taverne (1)
Que de boire, à côté du Chef qui nous gouverne,
Ce vin, dont l'Echanson,
A force d'eau, fait du poison.

(1) Il faut se rappeler que depuis long-temps, les Anglais vont à la Taverne, comme nous chez le Restaurateur, & que l'Evêque, dans le 12e. & 13e. siecles, vivait en communauté avec ses Chanoines qu'il nourrissait.

Digitized by Google

Chaque Génie a son caprice ;
Le mien à jeun peut à peine penser.
Aux jours de jeûne un enfant, sans malice,
Du bout du doigt pourrait me terrasser.
Hélas ! traînant la faim & la soif, mon supplice,
Le carême va commencer :
Ecoute-moi, Seigneur, sans t'offenser,
Fais que la veille je périsse.

Le vin seul est mon Apollon :
Mes vers sont beaux quand il est bon.
La table, voilà le Parnasse ;
Hors de là, ma Muse sans grace,
Peut-être enfanterait quelque froide chanson.
Le verre en main, je ne crains pas Horace.

Je le sens bien, Amis, n'en doutez pas.
Jadis, quand les heureux Poëtes
Méritaient le nom de Prophetes,
C'était à la fin d'un repas.
Lorsque dans mon cerveau Bacchus tient ses Etats,
Phébus accourt : ma langue, en merveilles fertile,
Parle ainsi qu'une Sibylle.

(*Par M. Par...*)

Digitized by Google

LA LEÇON DU MALHEUR.

CONTE MORAL.

C'EST un noble & généreux courage que celui qui brave la mort ou qui dompte l'adverſité; mais il en eſt un que je crois plus rare encore & non moins admirable. Je vais en donner un exemple, en me rappelant ce qu'un jour Watelet me raconta dans les boſquets du Moulin-Joli.

L'un des hommes de notre ſiecle qui avait le mieux arrangé ſa vie pour être heureux, c'était Watelet. Il s'était donné tous les goûts, il aimait tous les Arts, il attirait chez lui les Gens de Lettres & les Artiſtes; il s'était fait lui-même Artiſte & Homme de Lettres, non pas avec ce brillant ſuccès qui éveille & provoque l'envie, mais avec ce demi-talent qui ſollicite l'indulgence, & qui, ſans éclat, ſans orages, obtenant de l'eſtime & ſe paſſant de gloire, amuſe les loiſirs d'une modeſte ſolitude, ou d'une ſociété bénévole, aſſez ſage pour y borner le cercle de ſa renommée, & pour ne chercher dans le monde ni admirateurs ni jaloux. Ajoutez à ces avantages une ſinguliere aménité de mœurs, une

Digitized by Google

sensibilité délicate, une politesse attentive à tenir constamment l'amour propre d'autrui en paix avec le sien, & vous aurez l'idée d'une vie voluptueusement innocente. Telle fut celle de Watelet.

Tout le monde connaît la retraite philosophique qu'il s'était faite au bord de la Seine. Je l'y allais voir quelquefois. Un jour j'y trouvai deux époux, nouvellement unis & charmés l'un de l'autre, le mari jeune encore, la femme âgée à peine de dix-huit à vingt ans. Watelet semblait lui-même heureux de leur bonheur, dont leurs regards lui rendaient graces. Comme ils parlaient français tout aussi purement que nous, je fus surpris de leur entendre dire qu'ils allaient passer en Hollande, & qu'ils étaient venus lui faire leurs adieux. J'eus donc après dîner, lorsqu'ils furent partis, la curiosité de savoir quels étaient ces époux, si heureux, si reconnaissans. Watelet me mena dans un coin de son isle enchantée, & nous étant assis : Ecoutez, me dit-il, vous allez voir l'Honneur sauvé du naufrage par la Vertu.

Dans un voyage que je fis en Hollande, uniquement pour voir un pays que l'homme dispute à la mer, & que le commerce enrichit comme en dépit de la Nature, j'y fus recommandé à un riche Négociant, appelé Odelman, homme honorable dans sa maison autant qu'avare dans son com-

Digitized by Google

merce. A son comptoir & à sa table, je trouvai un jeune Français, d'une figure intéressante & d'une modestie extrême. Il n'avait, en Hollande, que le nom d'Olivier.

Odelman, simple dans ses manieres, avait beau le traiter en ami & presque en égal, le jeune homme, avec je ne sais quelle dignité respectueuse, se tenait à sa place : vous eussiez dit d'un fils attentif & docile à la volonté de son pere, & qui le servait par amour.

Je lui fis un accueil dont il parut touché. Il y répondit d'un ton noble, mais d'un air humble, les yeux baissés & la pudeur sur le visage. A table, il parla peu, mais avec un choix d'expression, une mesure, une décence, qui annonçaient un homme bien né. Après le dîner, il vint à moi, & de l'air le plus obligeant, il m'offrit tous ses bons offices. Je n'en abusai point ; mais pour quelques détails d'économie dans mes dépenses, d'intelligence dans mes emplettes, je le priai de vouloir bien m'aider de ses conseils. Il y ajouta les attentions les plus aimables, les soins les plus affectueux.

J'essayai de savoir de lui ce qui l'avait amené en Hollande. Il me répondit : *l'infortune* ; & sur tout ce qui le touchait, je crus m'appercevoir qu'il ne voulait pas s'expliquer.

Cependant nous passions ensemble tous

Digitized by Google

les momens qu'il pouvait me donner ; & avec une complaisance que ma curiosité fatiguait quelquefois, mais ne lassait jamais, il voulait bien m'instruire de ce que la Hollande avait d'intéressant. Il me la faisait voir dans ses relations avec tous les Peuples du Monde, n'existant que par artifice, & occupée sans relâche à soutenir & à défendre ses digues & sa liberté. Reconnaissant envers sa nouvelle Patrie, il en parlait avec un sentiment que sa mélancolie attendrissait encore, & qui, plein d'estime pour elle, ne laissait pas d'être mêlé de souvenirs & de regrets. Ah ! si la France, disait-il, faisait pour aider la Nature, le quart de ce que fait la Hollande pour la dompter !..... Et dans les mœurs de celle-ci, dans ses Loix, dans sa politique, dans sa laborieuse & pénible industrie, il me faisait admirer les prodiges qu'opere la nécessité.

Vous sentez bien que je me pris pour lui d'une affection singuliere. L'intéressant jeune homme, disais-je à Odelman ! & combien n'ai-je pas à m'en louer ! c'est vous sans doute qui lui avez recommandé de me traiter si bien ? Point du tout, me dit-il ; mais vous êtes Français, & il adore sa Patrie. Je suis pourtant bien aise qu'elle me l'ait cédé ; elle en a peu qui lui ressemblent. Tout ce que vous pouvez imaginer d'estimable, il le réunit : fidélité,

Digitized by Google

intelligence, application infatigable, travail facile & prompt, coup d'œil perçant, net & rapide, un esprit d'ordre auquel rien n'échappe; & sur-tout une économie !.... Ah ! c'est lui qui connaît bien le prix de l'or !

Cet article de son éloge ne fut point de mon goût; & pour l'en excuser, j'observai qu'il était permis aux infortunés d'être avares. Avare ! il ne l'est point, reprit le Hollandais, car il n'est point avide: jamais l'argent d'autrui ne l'a tenté, j'en suis bien sûr; il n'aime que le sien; mais pour le ménager, il est d'une parcimonie si savante, si raffinée, que les Hollandais mêmes en sont émerveillés. Et cependant, lui dis-je, rien ne décele en lui une ame intéressée. Il m'a parlé de vos richesses & de celles de la Hollande; il en a parlé sans envie. — Oh ! non, je vous l'ai dit, il n'est point envieux; je ne lui vois pas même cette cupidité qui est l'ame de notre commerce. Souvent je lui ai proposé de risquer dans le mien les bénéfices de son travail. Non, me dit-il, je n'ai rien à risquer, le peu que j'ai m'est nécessaire; & s'il a quelquefois cédé à mes instances, en exposant de petites sommes aux périls de la mer, je l'en ai vu si cruellement agité jusqu'au retour de mes navires, qu'il en a perdu le sommeil. C'est proprement le caractere de la fourmi: content de ce qu'il peut accu-

Digitized by Google

muler par ſon travail, jamais il ne ſe plaint de n'en pas gagner davantage ; & conſervant dans ſes épargnes un air d'aiſance & de nobleſſe, en ſe refuſant tout, il paraît ne manquer de rien. Par exemple, vous le voyez mis décemment ; hé bien, cet habit bleu, ſur lequel n'a jamais repoſé un grain de pouſſiere, il y a ſix ans qu'il eſt le même, & il n'a eu que celui-là. Il m'a fait aujourd'hui la faveur de dîner chez moi : rien n'eſt plus rare ; & cependant il n'a tenu qu'à lui que ma table ait été la ſienne ; mais il aime mieux diſpoſer de cet article de ſa dépenſe, pour la réduire à l'étroit néceſſaire ; & ſur les beſoins de la vie, ſa frugalité trouve encore les moyens d'économiſer. Mais ce qui m'étonne ſurtout, c'eſt le ſecret qu'il me fait à moi-même de l'emploi de ſes fonds. Je lui ai ſuppoſé d'abord quelque Maîtreſſe qui lui épargnoit la peine de théſauriſer ; mais la ſageſſe de ſa conduite a bientôt détruit ce ſoupçon. Ce qui me reſte à croire, c'eſt qu'impatient de revoir ſa Patrie, il y place à meſure ſa petite fortune, & qu'il me cache le déſir d'en aller jouir dans ſon ſein.

Comme il n'y avait rien de plus ſimple, ni de plus vraiſemblable, j'eus la même penſée. Mais avant mon départ, j'appris mieux à connaître ce rare & vertueux jeune homme.

Mon cher compatriote, lui dis-je le

Digitized by Google

jour qu'il reçut mes adieux, je retourne à Paris ; aurai-je le chagrin de vous y être inutile ? Je vous ai donné le plaisir de m'obliger tout à votre aise & tant que vous avez voulu ; ne me refusez pas ma revanche, je vous en prie. Non, Monsieur, me dit-il, je vous la donnerai ; & en échange de ces petits services dont vous exagérez le prix, j'irai ce soir vous en demander un des plus intéressans pour moi. Je vous préviens que c'est un secret dont je vous rends dépositaire : mais je n'en ferai point en peine, & votre nom seul m'en répond. Je lui promis de le garder fidèlement ; & le soir même, il arriva chez moi chargé d'une cassette pleine d'or.

Voici, me dit-il, cinq cents louis, trois ans de mes épargnes, & une note signée de ma main qui vous en indique l'usage. En les distribuant, vous aurez la bonté de retirer les billets que j'acquitte, & de me les faire passer.

Après que l'or fut bien compté, je lus la note. Elle était signée, *Olivier Salvary*. Quelle fut ma surprise de n'y trouver que des objets de luxe ! Mille écus à un Joaillier, mille à un Ebéniste, cent louis pour des modes, autant pour des dentelles, & le reste à un Parfumeur.

Je vous étonne, me dit-il ? vous ne voyez pas tout. J'ai déjà payé, graces au Ciel, pour trois cents louis de folies ; &

Digitized by Google

j'en ai pour long-temps encore, avant que tout soit acquitté. Vous le dirai-je, hélas ! je suis un homme déshonoré dans ma Patrie ; & je travaille ici à effacer la tache que j'ai faite à mon nom. En attendant, je puis mourir, & mourir insolvable. Je veux avoir en vous, Monsieur, un témoin qui dépose & de ma bonne volonté & des efforts que je faisais pour réparer mon malheur & ma honte. Ce que je vais vous dire est donc mon testament, que je vous prie de recueillir, afin que si je meurs, vous preniez quelque soin de réhabiliter ma mémoire.

Vous vivrez, vous aurez, lui dis-je, le temps de le faire oublier, ce malheur de votre jeunesse. Mais si, pour vous tranquilliser, il ne faut qu'un témoin fidele & de vos sentimens & de votre conduite, j'en suis instruit mieux que vous ne pensez ; & vous pouvez, en toute confiance, achever de répandre votre cœur dans le mien.

Je commence par avouer, dit-il en soupirant, que mes torts sont à moi, & que mes fautes sont sans excuse. Ma profession était de celles qui exigent essentiellement la probité la plus exacte ; & la premiere loi de cette probité, c'est de ne disposer que de son propre bien. Je comptai mal avec moi-même ; il fallait mieux compter ; & ma folle imprudence n'en fut pas moins un crime. Voici comment j'y fus conduit.

Digitized by Google

Une naissance honnête, un nom considéré, l'estime publique transmise de mes peres à leurs enfans, ma jeunesse, quelques succès où les circonstances m'avaient servi, tout m'annonçait, dans mon état, une rapide & brillante fortune : ce fut-là ce qui me perdit.

Un homme riche, & qui calculait mes espérances comme infaillibles, M. d'Amene, osa fonder le bonheur de sa fille sur ces espérances trompeuses : il me la fit proposer en mariage ; & par un mutuel attrait, dès que nous pûmes nous connaître, nous désirâmes d'être unis. Elle n'est plus ; si elle était encore, & si j'avais à choisir une femme, ce serait elle : oui, je le jure, ce serait toi, mon aimable Adrienne, que je choisirais entre mille. Elles auraient plus de beauté peut-être ; mais ta bonté, mais ta tendresse, mais ce naturel plein de charme, mais cet esprit plein de sagesse & de candeur, qui l'aura jamais comme toi ? En lui adressant ces mots, ses yeux levés au ciel, où il semblait chercher son ame, s'humecterent de quelques pleurs. Monsieur, ajouta-t-il, ne lui imputez rien de tout ce que j'ai fait pour elle. Cause innocente de mon malheur, elle ne s'en douta jamais ; & au milieu des illusions dont je l'avais environnée, elle était loin d'appercevoir l'abîme où je la conduisais par un chemin de fleurs.

Digitized by Google

Amoureux d'elle avant de l'épouser, plus amoureux quand je l'eus possédée, je ne croyais jamais pouvoir assez lui plaire ; & auprès de l'amour dont je brûlais pour elle, sa timide tendresse, sa sensibilité, que tempérait sa modestie, ressemblait à de la froideur. Pour me faire aimer d'elle autant que je l'aimais, je voulus, le dirai-je ? l'enivrer de bonheur. Grand Dieu ! de quelle passion ne doit-on pas se défier, s'il est si dangereux de se livrer au désir de plaire à sa femme !

Une maison commode, élégamment ornée, des meubles de luxe & de prix, tout ce que la mode & le goût de la parure inventait tous les jours pour agacer, dans de jeunes têtes, les fantaisies de l'amour-propre, en promettant à la beauté ou un nouvel éclat, ou de nouveaux attraits ; tout cela, sans attendre les désirs de ma femme, vint s'offrir comme de soi même. Une société choisie & formée à son gré s'empressa autour d'elle ; & de tout ce qui pouvait rendre sa maison agréable, rien ne fut épargné.

Ma femme était trop jeune pour croire avoir besoin de régler ma dépense & de la modérer. Ah ! si elle avait pu soupçonner ce que je risquais pour lui plaire, avec quelle résolution elle s'y serait opposée ! Mais en m'apportant une riche dot, elle avait dû penser que de mon côté j'étais

Digitized by Google

riche ; elle croyait au moins que ma situation me permettait de monter ma maison sur le pied d'une honnête aisance ; elle n'y voyait rien qui blessât les bienséances de mon état ; & à consulter ses pareilles, tout cela était convenable, tout cela n'était que decent. Hélas ! je le disais comme elles ; & Adrienne seule avec sa modestie & sa douce ingénuité, me demandait si je croyais avoir besoin de faire tant de frais pour lui paraître aimable. Je ne puis, disait-elle, être insensible aux soins que vous vous donnez pour me rendre heureuse ; mais je la serais sans cela. Vous m'aimez, c'en est bien assez pour m'attirer l'envie de ces jeunes femmes. Quel plaisir prenez-vous à l'exciter encore, en voulant que je les efface ? Laissez-leur quelques avantages, que je ne leur envierai pas. Les goûts frivoles, les fantaisies, les superfluités vaines seront leur lot ; l'amour & le bonheur seront le mien.

Cette délicatesse, qui me charmait encore, ne me corrigeait pas ; & je lui répondais que c'était pour moi-même que je déférais à l'usage ; que ce qui lui semblait du luxe n'était qu'un peu plus d'élégance ; que le goût n'était jamais cher, & qu'en faisant ce qui était convenable, je n'irais jamais au delà. Je la trompais, je me trompais moi-même ; ou plutôt je m'étourdissais. Je savais bien que j'excédais mes facultés présentes ; mais bientôt le produit de mon tra-

Digitized by Google

vail aurait rempli ce vide ; &, en attendant, ma femme aurait joui. Chacun applaudiſſait aux ſoins que mon amour prenait de ſon bonheur. *Pouvais-je faire moins pour elle ? Pouvais-je en faire aſſez ?* C'était la voix publique ; c'était au moins le ſentiment, le langage de nos amis. Mon beau-pere lui ſeul voyait avec chagrin ces dépenſes anticipées, cette émulation de luxe qui ruinait, diſait-il, les fortunes les plus ſolides ; il m'en parlait avec humeur. Je lui répondais doucement, que cette émulation ne me ferait jamais faire aucune folie ; & qu'il pouvait s'en repoſer ſur moi. J'ai reconnu depuis quelle impreſſion faiſait ſur mon beau-pere cette maniere d'écarter reſpectueuſement ſes avis, & quels reſſentimens amers il en avait gardé dans le fond de ſon ame.

J'approchais du moment où j'allais être pere ; & ce moment que j'attendais avec des mouvemens d'impatience & de joie inconnus à mon cœur, ce jour qui devait être le plus délicieux de ma vie, en fut le plus funeſte. Il m'enleva la mere avec l'enfant. Je tombai ſous le coup dans l'abîme de ma douleur. Je ne vous dirai pas combien elle fut cruelle & profonde : elle eſt de celles qui ne s'expriment que par les cris qu'elles arrachent : pour en avoir l'idée, il faut les reſſentir.

J'en étais encore accablé, lorſque le pere

Digitized by Google

de ma femme, avec quelques mots d'affliction & de condoléance, me fit dire par son Notaire, que l'acte était dressé pour remettre en ses mains la dot que j'en avais reçue. Indigné de sa diligence, je répondis que j'étais tout prêt; & dès le lendemain la dot lui fut remise. Mais les diamans, les bijoux que j'avais donnés à sa fille, les meubles précieux qui étaient à son usage, devenaient aussi sa dépouille; il avait droit de s'en saisir. Je lui représentai qu'au bout de dix-huit mois de mariage, il serait inhumain de me faire subir une si dure loi. Mais lui, avec l'impatience & l'âpreté d'un héritier avide, il se prévalut de son droit. Je cédai. Cette dure expoliation fit du bruit. Alors les envieux, car mon bonheur m'en avait fait, s'empressèrent de me punir de ce bonheur, hélas! si peu durable; & faisant semblant de me plaindre, ils eurent soin de divulguer ma ruine en la déplorant. Mes amis n'eurent pas la même ardeur à me servir que mes ennemis à me nuire; ils convinrent que je m'étais un peu trop pressé de jouir. Ils avaient bien raison; mais ils l'avaient trop tard; c'était à mes soupers qu'il aurait fallu me le dire. Mais vous, Monsieur, qui connaissez le monde, vous savez quelle est l'indulgence qu'on a pour les dissipateurs, jusqu'au jour de leur décadence. La mienne fut publique; & l'inquiétude ayant saisi mes créanciers, je les vis arriver en

Digitized by Google

foule. Je ne voulus pas les tromper; & en leur exposant ma situation, j'offris tout ce qui me restait; seulement je leur demandais du temps pour acquitter le reste. Quelques-uns se rendaient traitables; mais les autres, en alléguant la fortune de mon beau-pere, me dirent que c'était à lui de me donner du temps, & qu'en se saisissant de la dépouille de sa fille, c'était leur bien qu'il avait envahi. Que vous dirai-je enfin? Je fus réduit au choix ou d'échapper à leur poursuite, ou de me brûler la cervelle, ou de me voir empriſonné.

C'est ici, Monsieur, c'est la nuit que je passai dans les angoisses de la honte & du désespoir, entre la ruine & la mort; c'est-là ce qui doit à jamais servir de leçon & d'exemple. Un homme honnête & bon, dont le seul crime était d'avoir compté sur des espérances légeres; cet homme jusque-là estimé, honoré, fait pour aller à la fortune par un chemin facile & sûr, tout à coup noté d'infamie, dévoué au mépris, condamné à quitter la vie, ou à la passer avec opprobre dans l'exil ou dans les prisons, désavoué de son beau-pere, abandonné par ses amis, n'osant plus voir le jour, n'osant plus se nommer, & trop heureux si dans un antre solitaire & inaccessible, il pouvait se cacher sans être poursuivi! C'est au milieu de ces horreurs que je passai la plus longue des nuits. Ah!

Digitized by Google

j'en frémis encore ; & ni ma tête ni mon cœur ne se sont remis de la commotion de cette chute épouvantable. Je n'exagere point en vous disant que, dans les convulsions de ma douleur, je suai du sang. Enfin ce long tourment ayant accablé mes esprits, mes forces épuisées me laisserent jouir d'un calme plus horrible encore. Je mesurai la profondeur de l'abîme où j'étais tombé ; & ce fut alors que je sentis naître au fond de mon ame le froid courage de me détruire. Raisonnons, me dis-je en moi-même, ma derniere résolution. Si je me laisse prendre & traîner dans les fers, j'y meurs déshonoré, sans ressource & sans espérance. Il vaut mille fois mieux, sans doute, me délivrer d'une vie odieuse, & me jeter dans les bras d'un Dieu qui me pardonnera peut-être de n'avoir pu survivre à un malheur déshonorant. Mes pistolets étaient armés, ils étaient sur ma table ; & en les regardant d'un œil fixe, rien ne me semblait plus facile dans ce moment que de finir. Oui, mais combien de scélérats auront fini de même ? Combien d'ames basses & viles auront eu, comme moi, ce courage du désespoir ? Et que lavera-t-il, le sang où je vais me noyer ? Mon opprobre en sera-t-il moins imprimé sur ma tombe, s'il me reste une tombe ? Et mon nom flétri par les Loix y sera-t-il enseveli ? Que dis-je, malheureux ? Je pense à la honte ! Et

Digitized by Google

le crime, qui l'expiera ? Je veux m'évader de la vie ; mais n'est-ce pas me dérober moi-même, & frustrer de nouveau ceux à qui je me dois ? Quand je ne serai plus, qui le restituera ce larcin que je leur ai fait ? Qui le justifiera cet abus de leur confiance ? Qui demandera grace pour un jeune insensé, dissipateur d'un bien qui n'était pas à lui ? Ah ! mourons, s'il n'est plus pour moi d'espérance de regagner cette estime que j'ai perdue ; mais à mon âge, avec du travail & du temps, m'est-il donc impossible de réparer les torts de ma jeunesse, & de me faire pardonner mon malheur ? Alors, réfléchissant aux ressources qui me restaient, si j'avais la constance de lutter contre l'infortune, je crus voir dans l'éloignement mon honneur sortir du nuage où il était plongé : je crus voir une planche offerte à mon naufrage, & un port secourable où me réfugier. Je passai en Hollande ; mais avant de partir, j'écrivis à mes Créanciers qu'en leur abandonnant tout ce qui me restait au monde, j'allais encore employer ma vie à travailler pour eux ; & je les conjurai d'attendre.

Amsterdam fut la ville où j'abordai. En y arrivant, mon premier soin fut de savoir quel était, parmi les riches Négocians de cette ville, l'homme le plus honnête & le plus estimé ; & comme on s'accordait à nommer Odelman, j'allai me présenter à lui.

Digitized by Google

Monsieur, lui dis-je, un Etranger que le malheur poursuit, se réfugie auprès de vous, & vient vous demander s'il faut qu'il y succombe, ou si, à force de courage & de travail, il peut le vaincre & y survivre. Je n'ai, pour me recommander, ni protecteur ni répondant ; j'espere avec le temps être ma caution moi-même : en attendant, disposez d'un homme élevé avec soin, assez instruit peut-être, & plein de bonne volonté. Odelman, après m'avoir entendu & considéré attentivement, me demanda par qui je lui étais adressé. Par la voix publique, lui dis-je. En arrivant, je me suis informé quel était l'homme le plus sage & le meilleur parmi vos Citoyens ; tout le monde vous a nommé.

Dans mon langage & dans ma contenance, un certain caractere de fierté, de franchise & de résolution que donne l'infortune aux ames courageuses, & dont la Nature semble avoir fait la dignité des malheureux, parut le frapper vivement. Il fut discret dans ses questions ; je fus sincere, mais réservé dans mes réponses. Enfin, sans me trahir, je lui en dis assez pour rassurer sa méfiance ; & prévenu pour moi d'un sentiment d'estime, il consentit à me mettre à l'épreuve, mais sans aucun engagement. Bientôt il s'apperçut qu'il n'avait pas dans ses comptoirs de travailleur plus diligent que moi, plus assidû-

Digitized by Google

ment appliqué, ni plus envieux de s'instruire.

Olivier, me dit-il, (car c'était le seul nom que je m'étais donné) vous me tenez parole. Continuez; je vois que vous me convenez; nous sommes faits pour vivre ensemble. Voici les trois mois écoulés de vos appointemens d'une premiere année; j'espere & je prévois qu'ils iront en croissant.

Ah, Monsieur! moi qui de ma vie n'avais connu le prix de l'or, avec quel mouvement de joie je me vis possesseur de cent ducats dont il m'avait gratifié! Avec quel soin religieux j'en épargnai la meilleure partie! De quelle ardeur je me livrai à ce travail dont ils étaient le fruit, & avec quelle impatience j'attendis les trois termes de ces appointemens qui devaient grossir mon trésor! L'un des plus beaux jours de ma vie fut celui où je pus envoyer à Paris les premiers cent louis de mes économies; & quand je reçus le billet qu'ils avaient acquitté, je le baisai cent fois, je l'arrosai de larmes, je le mis sur mon cœur, & je sentis que c'était comme un baume appliqué sur ma plaie. Trois ans de suite je me donnai une pareille joie; elle est plus sensible aujourd'hui, car mes honoraires accrus & joints à quelques bénéfices que le commerce m'a produits, doublent la somme de mes épargnes. Si cet envoi s'est fait attendre, dites, Monsieur, je vous en prie, que

que ce retard a eu pour cause la mort du seul Correspondant affidé que j'eusse à Paris, & que dorénavant vous voulez bien tenir sa place. Hélas ! j'aurai peut-être encore pour quinze ans de travail avant d'être acquitté : mais je n'ai que trente cinq ans ; à cinquante je serai libre ; la plaie de mon cœur sera fermée ; vingt voix s'éleveront pour attester ma bonne foi ; & ce front, sans rougir, se montrera dans ma Patrie. Ah, Monsieur ! qu'il est doux & consolant pour moi de penser que l'estime de mes Concitoyens reviendra orner ma vieillesse & couronner mes cheveux blancs !

A peine il achevait de parler, reprit Watelet, que charmé de lui voir une probité si parfaite, je l'embrassai en l'assurant que je ne connaissais pas au monde un plus honnête homme que lui. Ce témoignage de mon estime l'émut profondément ; & les larmes aux yeux, il me dit qu'il n'oublierait jamais les adieux consolans qu'il recevait de moi. Du reste, il ajouta que je connaissais bien son cœur, & que je lui parlais comme sa conscience.

Arrivé à Paris, je distribuai ses payemens. Ses créanciers voulaient savoir où il était, ce qu'il faisait, quels étaient ses moyens. Sans m'expliquer sur tout cela, je leur donnai de sa bonne foi la même

Digitized by Google

opinion que j'en avais moi-même, & je les renvoyai contens.

Mais un jour à dîner chez M. Nervin, mon Notaire, l'un des convives, en m'entendant parler de mon voyage de Hollande, me demanda d'un air d'humeur & de mépris, si dans ce pays-là je n'avais pas rencontré par hasard un nommé Olivier Salvary. Comme il était aisé de voir dans son regard & dans le mouvement de ses sourcils, un sentiment de malveillance, je me tins sur mes gardes, & je lui répondis que mon voyage n'ayant été qu'une promenade en Hollande, je n'avais pas eu le temps d'y prendre connaissance des Français que j'y avais pu voir; mais que par mes relations il me serait possible de savoir des nouvelles de celui qu'il m'avait nommé. Non, me dit-il, ce n'est pas la peine : il m'a donné trop de chagrin pour que je m'intéresse à lui. Il sera mort de misere ou de honte, & il aura bien fait : il aurait bien mieux fait encore de mourir avant d'épouser ma fille, & avant de se ruiner. Après cela, fiez-vous, reprit-il, aux belles espérances que vous donne un jeune homme. En dix-huit mois, cinquante mille écus de dettes; & au bout, la fuite & la honte! Ah! Monsieur, dit-il au Notaire, quand vous marierez votre fille, prenez bien vos précautions. C'est un vilain meuble qu'un gendre insolvable & déshonoré.

Digitized by Google

M. Nervin lui demanda comment un homme auſſi prudent que lui n'avait pas prévu ce malheur & n'y avait pas porté remede. Je l'avais prévu, répondit d'Amene, & j'y ai remédié autant que je l'ai pu ; car dès le lendemain de la mort de ſa femme, j'ai fait toutes mes diligences : auſſi, graces au Ciel, ai-je eu la conſolation de recouvrer la dot & les repriſes de ma fille ; mais c'eſt-là tout ce que j'ai pu ſauver de ſon naufrage ; & pour ſes autres créanciers il n'a laiſſé que des débris.

Je me fis violence pour ne pas le confondre ; mais lorſqu'il fut ſorti, voyant l'impreſſion qu'il avait faite ſur l'eſprit de mon Notaire & de ſa fille, je ne pus réſiſter au déſir de venger l'honnête homme abſent ; & ſans indiquer ſon aſile, ſans dire où il s'était caché (car c'était là ce que j'avais à taire) : Vous venez d'entendre, leur dis-je, ce dur beau-pere vous parler de ſon gendre avec le plus cruel mépris ; eh bien tout ce qu'il en a dit eſt véritable ; & il n'eſt pas moins vrai, que cet infortuné eſt l'innocence & la probité même. Ce début leur parut étrange ; il fixa leur attention ; & le pere & la fille ayant prêté ſilence, je me mis à leur raconter ce que vous avez entendu.

Nervin eſt un de ces compoſés rares que l'on a peine à concevoir. Il n'y a point de tête plus froide, ni de cœur

Digitized by Google

plus brûlant : c'eſt un volcan ſous un monceau de neige. Sa fille eſt, au contraire, d'un naturel ſenſible & tempéré, qui participe également de la chaleur de l'ame de ſon pere & du ſang froid de ſa raiſon. Elle eſt belle, vous l'avez vue ; mais elle eſt ſi peu vaine de ſa beauté, qu'elle en entend parler ſans rougeur & ſans embarras, comme de la beauté d'une autre. On peut s'énorgueillir, dit-elle, de ce qu'on ſe donne à ſoi-même, & on a beſoin de modeſtie pour cacher cet orgueil ou pour le modérer ; mais d'avoir les yeux & la bouche faits de telle façon, où en eſt le mérite & la gloire ? & pourquoi ſe croit-on obligé de rougir en entendant louer ce qu'un caprice de la Nature a produit en nous, & ſans nous ? Ce ſeul trait vous donne une idée du caractere de Juſtine : plus décidé, plus fort que celui d'Adrienne, il a le même charme & la même candeur.

Cette fille eſtimable recueillait mes paroles avec autant d'attention que ſon pere ; & à chaque trait qui marquait la loyauté de Salvary, ſa ſenſibilité profonde, ſa conſtance dans le malheur, je les voyais ſe regarder l'un l'autre, & treſſaillir de cette douce joie qu'excite la vertu dans les ames qui la chériſſent. Mais inſenſiblement le pere devenait plus penſif, & la fille plus attendrie.

Digitized by Google

Lors donc que j'en fus à ces mots qu'Olivier m'avait adressés : *Ah, Monsieur! qu'il est doux & consolant pour moi de penser que l'estime de mes Concitoyens reviendra orner ma vieillesse & couronner mes cheveux blancs!* je vis Nervin relever sa tête ; & avec des yeux brillans des larmes dont ils étaient remplis : Non, vertueux jeune homme, s'écria-t-il dans la fougue de sa bonté, non tu n'attendras point une vieillesse lente, pour être libre & honoré comme tu mérites de l'être. Monsieur, ajouta-t-il en s'adressant à moi, vous avez raison : il n'y a pas au monde un plus honnête homme. Les devoirs simples & de plain pied, le premier venu les remplit ; mais à travers les précipices de l'infortune & de la honte, conserver ce courage & cette probité sans s'en écarter d'une ligne ! c'est-là ce qui est rare, c'est-là ce que j'appelle une trempe d'ame à l'épreuve. Il ne fera plus de folies, j'en réponds bien. Il sera bon, mais sage : il sait trop ce qu'il en coute d'être faible & d'être impudent. Et n'en déplaise à son beau-pere, ce serait-là le gendre que je voudrais avoir. Oui, toi, qu'en penses-tu, ma fille? Moi, mon pere, répondit Justine, ce serait aussi, je l'avoue, le mari que je choisirais. Tu l'auras, dit son pere, en prenant sa résolution. Monsieur, écrivez-lui qu'il vienne, & qu'un riche parti l'attend : ne lui en dites pas davantage.

Digitized by Google

J'écrivis. Il me répondit que dans sa situation, il était condamné au célibat & à la solitude; qu'il ne voulait associer à sa disgrace, ni une femme, ni des enfans; & qu'il ne remettrait le pied dans sa Patrie que lorsqu'il n'y aurait plus personne dont il ne pût soutenir le regard. Cette réponse fut encore comme un coup d'aiguillon pour l'impatiente volonté du Notaire. Demandez-lui, me dit-il, un état bien articulé de ses dettes, & marquez-lui qu'un homme qui s'intéresse à lui, veut se charger du soin de tout accommoder.

Salvary voulut bien me confier l'état que je lui demandais; mais pour des accommodemens, il répondit qu'il n'en voulait aucun; que toute réduction dans ses dettes serait injuste; qu'il entendait les acquitter pleinement & à la rigueur; & que pour toute grace, il ne demandait que du temps. Du temps, du temps, dit le Notaire, je n'en ai point à lui donner: ma fille aurait vieilli avant qu'il eût payé ses dettes. Laissez-moi cet état: je sais comment l'on traite au nom d'un honnête homme; tout le monde sera content. Deux jours après, il me vint voir. Tout est fini, me dit-il; tenez, voilà ses billets quittancés: faites-les-lui tenir, & donnez-lui le choix ou de ne plus rien devoir à personne en épousant ma fille, ou de n'avoir que moi pour créancier, s'il ne me veut pas pour beau-pere; car ceci ne l'engage à rien.

Digitized by Google

Quelle fut la surprise & la reconnaissance de Salvary en voyant effacées, comme d'un trait de plume, toutes les traces de sa ruine ; & quel fut son empressement à venir rendre graces à son libérateur ; je vous le laisse imaginer. Il fut pourtant retenu en Hollande plus de temps qu'il n'aurait voulu ; & le bouillant Nervin commençait à dire, que cet homme là était lent, & difficile à émouvoir. Enfin il arriva chez moi, n'osant se persuader encore que son bonheur ne fût pas un rêve. Je le menai bien vîte chez son généreux Liquidateur ; & là, entre deux sentimens également délicieux, pénétré des bontés du pere, tous les jours plus épris des charmes de la fille, & retrouvant en elle tout ce qu'il avait tant aimé, tant regretté dans Adrienne, son ame était comme ravie de reconnaissance & d'amour : il ne savait plus, disait-il, lequel était pour lui le plus précieux don du Ciel, ou d'un ami comme Nervin, ou d'une femme comme Justine. Il lui restait cependant un regret, qu'il ne put leur dissimuler ; & Nervin lui ayant reproché de s'être fait un peu long-temps attendre : Pardonnez, Monsieur, lui dit-il, je brûlais d'être à vos genoux ; mais indépendamment des comptes que j'avais à rendre, j'ai eu, pour quitter la Hollande, plus d'un combat à soutenir. Le digne Odelman, mon refuge, mon premier bienfaiteur, avait compté sur

Digitized by Google

moi pour le soulagement & le repos de sa vieillesse : il est veuf, il n'a point d'enfans ; & dans son cœur, sans me le dire, il m'avait adopté. Lorsqu'il a donc fallu me séparer de lui, & qu'en lui révélant mon malheur passé, je lui ai dit par quel prodige de bonté l'honneur m'était rendu, il s'est plaint avec amertume de ma dissimulation, & il m'a demandé si j'avais cru avoir au monde un meilleur ami qu'Odelman. Il m'a pressé de consentir à ce qu'il m'acquittât envers vous ; il le demandait avec larmes, & bientôt je ne me sentais plus la force de lui résister. Mais il a lu la lettre où M. Watelet faisait l'éloge de l'aimable, de l'intéressante Justine, & un portrait plus ravissant encore de son ame que de sa beauté. Ah ! je n'ai point de fille à vous offrir, m'a dit cet honnête homme ; & si ce portrait est fidele, la pareille serait difficile à trouver. Je ne vous retiens plus. Allez, soyez heureux, souvenez-vous de moi, & ne cessez pas de m'aimer.

Nervin, en écoutant ce récit d'Olivier, était recueilli en lui-même. Tout à coup rompant le silence : Non, dit-il, non, je ne veux point que vous soyez ingrat ; je ne veux pas non plus qu'un Hollandais se vante d'être plus généreux que moi. Ici, vous n'avez plus d'état, & vous n'êtes pas fait pour vivre oisif & inutile. Il me serait fort doux, comme vous croyez bien,

Digitized by Google

d'avoir près de moi mes enfans ; mais réservons cela pour ma vieillesse ; & tandis qu'ici les affaires m'occuperont assez pour me préserver de l'ennui, écrivez au bon Odelman que je vous cede à lui, avec ma fille, pour une dixaine d'années, après quoi vous me reviendrez entourés, comme je l'espere, d'une petite colonie d'enfans ; & vous & moi, dans l'intervalle, nous aurons travaillé pour eux.

Le Hollandais, comblé de joie, a répondu que sa maison ; ses bras, son cœur étaient ouverts aux deux époux. Il les attend, ils vont partir ; & Olivier sera désormais en société de commerce avec lui. Voilà l'exemple que je vous ai promis, ajouta Watelet, d'un courage qui manque à bien des malheureux, celui de ne jamais renoncer à sa propre estime, celui de ne jamais désespérer de soi, tant qu'on se sent homme de bien.

Par M. Marmontel.

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

LE mot de la Charade eſt *Portemanteau*; celui de l'Énigme eſt *Enfant*; & celui du Logogriphe eſt *Trouble*, où l'on trouve *Or*, *Loutre*, *Bourlet*, *Bleu*, *Boue*, *Roue*, *Rot*, *Outre*, *Brou*, *Brû*, *Brout*, *Bort*, *Bluet*.

CHARADE.

SUR la Scene Lyrique on chante mon premier;
La Bergere ſe plaît auprès de mon dernier;
Dans la ſphere céleſte on trouve mon entier.

(*Par M. Verlhac, Inſtituteur de la Jeuneſſe, à Brive.*)

ÉNIGME.

JE ſuis du Monde entier la fin & le principe;
A tous ſes mouvemens moi ſeul je participe.
Je n'exiſtai jamais, je n'habite aucun lieu;
Tendre ami des humains, fier ennemi de Dieu,
Par moi la Liberté doit être renverſée:
La rendre inébranlable eſt ma ſeule penſée.

Digitized by Google

J'enchaîne le Temps même. Au pied des saints Autels
Je prononce en riant mes décrets immortels.
Embellissant le jour toute femme jolie,
Je repose la nuit dans les bras de Julie.
J'ai mis plus d'une fois un esprit à l'étroit;
Devine-moi, Lecteur, tu seras bien adroit.

(*Par un Abonné.*)

LOGOGRIPHE.

JE nourris l'homme avec mon ventre,
Et le fais mourir sans mon ventre;
Souvent avec moi, sans mon ventre,
On me détruit avec mon ventre;
Je porte un ventre avec mon ventre;
Je nuis au ventre sans mon ventre;
Supprime ma tête & mon ventre,
Je n'en aurai pas moins un ventre,
Et serai fort bon pour ton ventre:
Enfin quand je possede & ma tête & mon ventre;
En me cherchant pour assouvir son ventre,
L'homme souvent vient finir dans mon ventre.

(*Par une femme grosse, abonnée.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

De l'importance des Langues Orientales pour l'extenſion du Commerce, le progrès des Lettres & des Sciences ; Adreſſe à l'Aſſemblée Nationale, par L. Langlès, *Officier du Point-d'Honneur, & Chaſſeur Volontaire de la Garde Nationale Pariſienne. A Paris, chez* Champigny, *Imp-Lib. rue Haute-feuille, N°. 36 ; & à Strasbourg, chez* Koenig, *Libraire.*

Cette Adreſſe, intéreſſante pour la Nation en général, à qui elle préſente une nouvelle perſpective de commerce, ſemble l'être encore plus particuliérement pour les Gens de Lettres, à qui elle promet une riche moiſſon de connaiſſances nouvelles. M. Langlès, célebre par pluſieurs Ouvrages ſur la Littérature Orientale, par des Traductions de pluſieurs morceaux Arabes, Perſans, Indiens ; des Inſtitutions Militaires & Politiques de Tamerlan, écrites par ce Prince lui-même, &c. M. L. a cru qu'au moment où l'Aſſemblée Nationale allait

Digitized by Google

s'occuper de l'enſeignement public, il importait d'attirer l'attention des Légiſlateurs ſur un genre d'études trop peu encouragé juſqu'aujourd'hui, malgré l'exemple que nous donnent nos voiſins, & les avantages qu'ils retirent de cette étude. C'eſt une des cauſes de la prodigieuſe ſupériorité que les Anglais ont ſur nous dans le commerce de l'Inde; & les encouragemens qu'ils donnent à ce genre d'inſtruction, montrent qu'ils ſont bien convaincus de cette vérité. La Compagnie des Indes ne néglige rien pour favoriſer cette étude de tout ſon pouvoir, & fait à ce deſſein des dépenſes conſidérables. Elle emploie de grandes ſommes à faire compoſer des Grammaires, des Dictionnaires, &c. Le célebre M. Haſtings a écrit pour démontrer l'utilité de la Langue Perſane, & il ſe propoſait même d'établir à Oxford un Collége pour cette étude. On ſait que pluſieurs Savans Anglais ſe ſont rendus diſciples des Brachmanes pour apprendre le Sanskrit, c'eſt-à-dire, la Langue ſacrée. Ils ont formé à Calcutta une Société Littéraire, publié deux volumes de ſes Mémoires, & ont élevé dans la même ville une magnifique Imprimerie dont il ſort d'excellens ouvrages. Cette docte aſſociation d'Anglais dans l'Inde, dans le même pays où d'anciens Philoſophes allerent étudier les Sciences & la ſageſſe, annonce une grande idée

Digitized by Google

vraiment digne du peuple qui l'a conçue : ces Savans, dit M. L., la rempliſſent parfaitement. L'Hiſtoire Naturelle, Civile, la Littérature, les Antiquités, les Sciences & les Arts de l'Aſie, ils embraſſent & approfondiſſent tout.

Mais quel que ſoit l'intérêt que prennent les Anglais aux progrès des connaiſſances humaines, on ſent que de pareils établiſſemens ne peuvent devoir leur naiſſance qu'à des conſidérations politiques & commerciales. On apperçoit du premier coup d'œil les avantages que les Négocians en tirent dans leurs affaires perſonnelles. Ceux qu'en tire la Compagnie des Indes, comme Puiſſance qui traite avec les Souverains de l'Indoſtan, ne ſont pas moins ſenſibles. C'eſt la connaiſſance de ces différentes Langues qui a mis les Anglais à portée de faire des tentatives ſur le Thibet.

Cette connaiſſance ne contribue pas moins à l'activité de leur commerce avec la Chine ; commerce qu'ils peuvent faire par l'intermede de la Langue Mogole ou du Mantchou, qui n'en eſt qu'une dialecte. On ſait que depuis la conquête de la Chine par les Tartares, ces deux idiomes, peu différens l'un de l'autre, ſont très-familiers aux Chinois. C'eſt par le moyen de l'un ou de l'autre que les Ruſſes font avec la Chine un commerce de dix-huit à vingt millions par an.

Digitized by Google

Il est temps, dit M. Langlès, que nous participions à des avantages auxquels nous pouvons prétendre ainsi que nos voisins. Cependant, qu'on examine la situation de nos Ports, l'état de notre Marine, la multitude de nos Comptoirs, les différentes productions de nos Manufactures & de notre pays; qu'on réfléchisse sur les propositions du puissant Nabab Tippo, sollicitant notre alliance par une ambassade qui n'a été pour nous qu'un vain objet de curiosité, & qu'on pouvait rendre si utile: que l'on considere le grand nombre de citoyens condamnés dans ce moment à une inaction forcée, & l'on verra qu'aucune Nation Européenne n'a plus de facilité & d'intérêt que nous à faire le commerce de l'Asie. Observez de plus, c'est toujours M. Langlès qui parle, qu'il n'y a pas de circonstance plus favorable que l'expiration prochaine du bail de la Compagnie Anglaise des Indes Orientales, qui va nécessairement causer du trouble dans le commerce de l'Angleterre.

Telles sont les principales considérations que l'Auteur présente à la Politique. Celles qu'il offre à la Littérature & à la Philosophie, ne sont pas moins nombreuses, ni moins attrayantes. Mais il ne fait ici que se résumer & donner le résultat de ce qu'il a développé plus au long,

Digitized by Google

dans deux Ouvrages différens, publiés (1), l'un dans l'année 1788, & l'autre (2), l'année derniere.

A la tête de chacun de ces Recueils, M. Langlès a placé un Discours préliminaire, dans lequel il caractérise le génie de chacun de ces Peuples. Il serait trop long de rappeler les différences qui les distinguent; mais il résulte des observations de M. Langlès, que notre Littérature ne gagnerait pas moins que notre Commerce, en étudiant l'Arabe, le Persan, le Tartare & la Langue des Hindoux. Il expose en quelque sorte à nos yeux les richesses littéraires de tous ces Peuples. Elles peuvent tenter également l'Historien, le Poëte, le Philosophe. C'est chez les Hindoux que le dernier s'enrichirait davantage. Mais la Poésie & l'Histoire feraient de plus grandes conquêtes chez les Arabes, les Persans, les Mogols, &c. On connaît le talent de ces Peuples pour conter. On n'a point surpassé, à peine a-t-on égalé en Europe l'invention, l'imagination

(1) Contes, Fables & Sentences, tirés de différens Auteurs Arabes & Persans, avec une analyse du Poëme de Ferdoussi sur les Rois de Perse. A Paris, chez Royez, Libr. quai des Augustins, près le Pont-Neuf.

(2) Fables & Contes Indiens, nouvellement traduits, avec un Discours préliminaire & des Notes sur la Religion, la Littérature, les Mœurs, &c. des Hindoux. Chez le même Libraire.

Digitized by Google

qu'on admire dans les *Mille & une Nuits.* A l'égard de l'Hiſtoire, M. Langlès reconnaît leur infériorité; mais il ajoute qu'ils poſſedent des matériaux immenſes, qui n'attendent pour être mis en œuvre qu'une main habile & exercée.

Après avoir montré l'importance & l'utilité des Langues Orientales ſous les rapports littéraires, comme ſous les rapports politiques, M. Langlès indique les moyens d'encourager cette étude. Il eſpere que l'Aſſemblée Nationale la fera entrer dans le plan d'éducation publique, dont elle va s'occuper. Il fait ſentir l'inſuffiſance du Collége Royal, qu'il appelle un établiſſement faſtueux ſans utilité. Il n'eſt pas plus favorable à celui des dix enfans de Langue qu'on entretient au Collége de Louis le Grand, ſans examiner s'ils ſont propres à ce genre de travail, qui demande une vocation particuliere. On peut remplacer ces inſtitutions défectueuſes & mal entendues, par l'établiſſement de quelques Chaires à Paris & à Marſeille. Les Chaires ne ſeraient confiées qu'à des Savans naturaliſés parmi les Orientaux, par un long ſéjour en Aſie. Ce ſerait une retraite avantageuſe aux anciens Drogmans dont on oublie trop ſouvent les ſervices. De leur talent pour enſeigner dépendrait le nombre de leurs élèves; & il n'eſt pas à craindre qu'ils fuſſent en auſſi petit nom-

Digitized by Google

bre qu'ils le ſont au Collége Royal. L'Auteur indique de plus pluſieurs autres moyens peu diſpendieux d'encourager à la fois les Maîtres les plus habiles, & les Diſciples les plus diſtingués.

C'eſt à l'Aſſemblée Nationale, c'eſt aux hommes éclairés à juger de ces moyens; mais ce dont tout le monde eſt juge, ce qui frappera tous les yeux, c'eſt l'activité laborieuſe de M. Langlès; c'eſt le courage infatigable avec lequel il pourſuit les travaux qu'il a commencés & qu'il annonce dans ſes notes.

L'abrégé des Mémoires de la Société Aſiatique établie à Calcutta.

La traduction de l'ouvrage Allemand de M. Michaëlis, intitulé Hiſtoire générale de la Littérature Orientale.

Un volume de Contes tirés d'un manuſcrit Perſan qu'il poſſede.

Une Traduction complette du *Guliſtan* de Sady.

Celle du *Bouſtan*, du même Auteur.

L'extrait de pluſieurs livres Mantchoux qui ſont par centaines à la Bibliotheque du Roi.

Pluſieurs Traductions de différens morceaux qui renferment des détails précieux & neufs ſur les Hindoux.

Ajoutez à tous ces travaux ſon Dictionnaire Mantchoux, en trois volumes, pluſieurs Grammaires qui ſont maintenant

Digitized by Google

sous presse, & on verra ce que peut un seul homme, quand il est animé par une passion ou plutôt par deux, celle des Lettres & celle du bien public.

Le Nouveau Testament de N. S. J. C., en latin & en français; Edition ornée de Figures en taille-douce, dessinées par M. Moreau le jeune, & gravées sous sa direction par les plus habiles Artistes de la Capitale : dédié à l'Assemblée Nationale. 1re. à 12e. Livraison. De l'Imprimerie de Didot jeune. A Paris, chez Saugrain, *rue du Jardinet, N°. 5.*

Il y a une vingtaine d'années que nos Artistes employaient à des ouvrages futiles des talens assez médiocres : aussi n'obtenaient-ils que des succès éphémeres. Les Gravures de ce temps, où elles ont été si fort à la mode, sont oubliées aujourd'hui, comme les vers auxquelles elles servaient de soutien. Les Arts d'aujourd'hui suivent une carriere plus noble & qui leur sera plus profitable : ils ne s'attachent qu'à l'Histoire, dont ils recevront l'immortalité. L'Histoire de France, l'Histoire Romaine, l'Histoire Universelle, la Bible, les grands Cabinets de Peinture, les sites les plus pittoresques des diverses contrées du Monde, ont successivement occupé nos burins les plus fameux.

Digitized by Google

M. Moreau le jeune, qui mérite depuis long-temps d'être distingué, même parmi les plus célebres Dessinateurs de la Capitale, vient de faire une nouvelle entreprise de ce genre, & il n'en est point qui nous paraisse plus digne d'encouragement. Sa premiere idée avait été de ne présenter que les sujets des Epîtres & Evangiles de chaque jour de l'année : mais son plan s'est agrandi à l'exécution ; il a senti qu'il pourrait laisser des regrets en ne donnant pas en entier le Nouveau Testament, c'est-à-dire, les quatre Evangélistes, les Epîtres, les Actes des Apôtres & l'Apocalypse.

Tous les Dessins sont faits par M. Moreau, & il met tous ses soins à ce qu'ils soient aussi bien exécutés qu'ils sont dignes de l'être. Cette entreprise sera terminée en 1791. Il y aura environ 80 Estampes qui seront données en 52 Livraisons, une par semaine. Le prix de chaque Livraison est de 30 s.

Cet Ouvrage est dédié à l'Assemblée Nationale, qui a dérogé en sa faveur à la loi qu'elle s'était faite de n'accepter aucune Dédicace ; mais elle a voulu par cette exception, prouver à la fois le désir qu'elle a toujours témoigné, au nom de la Nation, d'encourager les Arts, de protéger les entreprises utiles, & son respect profond pour l'Evangile, pour cette base solide de notre Religion, qu'on l'a calomnieusement accusée de vouloir renverser.

Digitized by Google

NOTICES.

Traité du Rachat des Rentes foncieres, d'après les nouvelles Loix ; suivi d'une Instruction pratique sur le Rachat des Droits féodaux & Rentes foncieres, & sur l'indemnité des Dixmes inféodées ; contenant le modele des principaux Actes nécessaires pour parvenir à la liquidation & consommer le Rachat des Droits féodaux : par M. Garnier, Avocat. Ouvrage servant de suite & de Supplément au Commentaire sur les nouvelles Loix relatives aux Droits féodaux, récemment publié par le même Auteur.

Prix, 30 f., & 36 f. rendu franc de port dans tout le Royaume. — Les deux Œuvres, 4 liv. & 4 liv. 16 f. rendus francs de port. A Paris, chez l'Auteur, rue de la Limace, au Bureau de la Poste ; & chez Belin, Libr. rue St-Jacques ; & Desenne, au Palais-Royal.

Instruit par l'expérience des difficultés qui naissent chaque jour entre les ci-devant Seigneurs & Censitaires à cause du Rachat, & entre les Propriétaires de Dixmes inféodées & les Directoires des Assemblées Administratives pour la fixation de l'Indemnité due à ces Propriétaires, l'Auteur s'est attaché dans son Instruction pratique à rendre tellement familiere l'application de la Loi, que les Propriétaires & Redevables, les moins versés dans ces sortes de matieres, pourront facilement terminer entre eux des opérations qu'il est de leurs intérêts de finir sans frais & sans procès.

Digitized by Google

Discours prononcé par M. l'Abbé Phelippes lors de la bénédiction qu'il a faite du Drapeau de la Garde Nationale de Bajoches-les-Gallerandes, le 17 Octobre 1790. De l'Imprimerie de Knapen, rue St-André-des-Arts, pont St-Michel. In-8°. de 32 pages.

Ce Discours ne peut que faire honneur à son Auteur : il a pour objet de prémunir les Citoyens contre les illusions du civisme. On y retrouve avec plaisir les principes de la Morale la plus pure, la plus éclairée.

Les vertus, le pouvoir, la clémence & la gloire de Marie mere de Dieu; par D. A. J. P. A. D. B.

(Ecce enim ex hoc beatam me dicent omnes generationes ; quia fecit mihi magna qui potens est. *Luc. I, vers. 43 & 49.*)

1 Vol. in-8°. de plus de 400 pages. Prix, 3 liv. 12 s. A Paris, chez Laurent, Libr. rue de la Harpe, N°. 18.

C'est un Livre ascétique que la piété recommande aux ames dévotes. Il nous paraît seulement un peu long pour son objet.

Les Intérêts de la Nation conciliés avec ceux de la Noblesse. Brochure in-8°. de 26 pages. A Paris, chez Barrois l'aîné, Lib. quai des Augustins, N°. 19.

Il n'y a qu'une question à faire sur cet Ouvrage : Est-ce que la Noblesse, quand elle existait, ne faisait pas partie de la Nation ? Est-ce que l'intérêt de cette Noblesse pouvait être distinct de celui de la Nation entiere ?

Digitized by Google

Apperçu du Plan général de Finances le plus propre à concilier les intérêts publics, par M. le (ci-devant) Vicomte de Prunelé. Brochure in-8°. d'environ 100 pages. A Paris, chez Beaudouin, Imprim. de l'Assemblée Nationale, rue du Foin-St-Jacques, N°. 31.

Cette matiere si importante ne saurait être trop approfondie, & l'on doit de la reconnaissance à tous ceux qui viennent y porter la lumiere. M. de Prunelé montre des connaissances très-propres à l'éclairer.

Projet de réforme, ou Réflexions soumises à l'Assemblée Nationale; par M. Gouttes, Curé d'Argelliers. Brochure in-8°. de 32 pages. A Paris, chez Barrois l'aîné, Libr. quai des Augustins.

Le patriotisme de M. l'Abbé Gouttes s'est assez distingué dans l'Assemblée Nationale, pour faire accueillir avec intérêt ses Réflexions sur une réforme dans la conduite & dans la constitution du Clergé; réforme désirée depuis long-temps par les esprits sages, & que tous les Ecclésiastiques vertueux ont sollicitée eux-mêmes.

Essai sur la Discipline & la Subordination, & sur la Hiérarchie militaire dans les Régimens. 1 Vol. in-8°. de 250 pages. Prix, br. 2 liv. 8 s. A Paris, chez Barbou, Imp-Lib. rue des Mathurins.

Cet Essai, le fruit des réflexions d'un Militaire très-éclairé, ne pouvait paraître plus à propos. Il serait à désirer qu'il fût bien connu des Soldats, à qui aujourd'hui l'instruction n'est point étrangere, & qu'il ramenât dans l'Armée Française cette subordination si nécessaire & si bien recommandée par l'Auteur. Ses idées sur la disci-

Digitized by Google

pline & la conſtitution de l'Armée, doivent être examinées avec ſoin.

Caracteres & Anecdotes de la Cour de Suede. 1 Vol. in-8°. de plus de 300 pages. Prix, 3 liv. broché, & 3 liv. 10 ſ. franc de port par tout le Royaume. A Paris, chez Buiſſon, Libraire, rue Haute-feuille, près celle des Cordeliers.

C'eſt une Galerie de Portraits qu'on doit croire fort reſſemblans, d'après les connaiſſances qu'annonce l'Auteur, & qui peuvent être, ainſi que les faits qu'il raconte, fort utiles à ceux qui ont des vûes d'établiſſement à la Cour de Suede, ou des relations avec ce pays, & qui peuvent ſervir de matériaux à l'Hiſtoire. L'Auteur y raconte avec détail la Révolution de 1772, dont il fait connaître les cauſes & les ſuites. Il parle auſſi de la derniere guerre entre Guſtave & l'Impératrice de Ruſſie.

Ordre des Cérémonies qui s'obſervent à la Conſécration des Evêques, ſelon le Pontifical Romain; traduit en françois, à l'uſage des perſonnes qui aſſiſtent à cette Cérémonie. Petite Brochure in-12. d'environ 100 pages. A Paris, chez Vente, Libr. rue des Anglais, N°. 17.

Ce petit Ouvrage curieux prend un nouvel intérêt dans les circonſtances préſentes, où les Conſécrations d'Evêques ſe multiplient.

TABLE.

VERS.	3	*Charade, En Logog.*	34
Vers Bacchiques.	4	*D. l'Importance, &c.*	63
Imitation.	5	*Le Nouveau Teſtament.*	43
La Leçon du Malheur.	7	*Notices.*	46

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 9 Février 1791.

LE chargé d'affaires de la Cour de Londres a reçu un courier de Sziſtove avec des dépêches du 28 janvier. On lui mande que la veille du départ de ce courier, les Plénipotentiaires Turcs avoient accepté la proposition que, les choſes fuſſent rétablies ſur le pied où elles étoient avant le 8 février 1788, & conſenti en même-temps, que les traités préexiſtans entre la Porte & la maiſon d'Autriche conſervent toute leur force. En attendant la concluſion de la paix entre la Porte & la Ruſſie, la forteresſe de Choczim reſtera entre les mains de l'Empereur, dont le Miniſtre a promis de nouveau, que S. M. I. ne prendroit aucune part à la guerre qui ſe continue entre la Porte & la Ruſſie.

Digitized by Google

Cette nouvelle s'eſt tellement accréditée, qu'on ne doute pas de la concluſion preſqu'immédiate de la paix. La fréquence des couriers annonce que nous y touchons. Quant à ſa garantie par les Puiſſances médiatrices, leurs Plénipotentiaires ont demandé à leurs Cours des inſtructions préciſes à ce ſujet. — Le Conſeil Aulique de guerre a expédié la ſemaine dernière, aux troupes de ligne reſtées en Croatie, l'ordre de revenir en Autriche & dans la Bohême. Il eſt faux d'ailleurs qu'on ait commandé une concentration de troupes dans ce dernier Royaume.

(*Nous renvoyons au journal ſuivant les autres nouvelles peu intéreſſantes, que nous fournit l'Etranger en ce moment.*)

FRANCE.

De Paris, le 2 Mars.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

On verra plus bas que, dans la ſéance du mercredi 23 février, M. *le Chapelier* a lu un rapport & un projet de loi *ſur la réſidence des fonctionnaires publics*, enfantés l'un & l'autre par le comité de conſtitution. La diſcuſſion de ce projet s'eſt ouverte le vendredi ſuivant; on l'a ajournée, & probablement cette loi ſera admiſe ou rejettée, lorſque les

Digitized by Google

observations qu'elle nous présente en foule, passeront sous les yeux du public. Ce n'est point une raison de les dissimuler ; car l'opinion, juge suprême des hommes & de leurs institutions, doit se régler sur les principes & non sur les succès. Les maximes du comité & ses articles nous paroissent altérer visiblement les élémens du Gouvernement monarchique & de la liberté individuelle, ou en d'autres termes la constitution françoise. Nulle question ne fut plus solemnelle ; nul intérêt politique ne sollicita un plus sérieux examen.

Dans une espèce de réponse que M. *le Chapelier* daigna faire vendredi dernier à quelques-uns de ses adversaires, il traita les objections avec tout le mépris, dont son comité a honoré celles qui s'élevèrent contre cette commission du peuple, accusateur & juge, qu'il a décorée du nom de *Haute Cour nationale*. Le mépris de M. *le Chapelier* n'est pas un argument, & il faut braver ses dédains, lorsqu'on ne veut pas braver l'intérêt de la Nation. Le *rapport* & le *projet* sont conçus en ces termes :

» Vous avez renvoyé à votre comité de constitution la pétition de la commune de Paris, sur l'état & les obligations de la famille du roi, dans le gouvernement françois.

» Vous avez donc voulu une loi constitutionnelle, & non un décret du moment qui laisseroit en arrière une loi importante du royaume, & n'en feroit que l'ajournement.

Digitized by Google

» Nous partageons les vues de votre sagesse ; nous pensons, après un examen très-réfléchi, que le corps constituant doit faire *le plus rarement qu'il est possible, des décrets de circonstances.* Ainsi c'est une loi *constitutionnelle* que nous vous apportons.

» Nous n'avons point à craindre que les événemens actuels portent leur influence sur votre décision ; ce ne sont ni les alarmes qu'on se plaît à répandre, ni les agitations qu'on cherche à exciter, ni un départ *qui peut blesser les convenances*, mais qui n'enfreint pas les loix, qui peuvent vous occuper : vous ne porterez votre attention que sur la constitution décrétée par vous, & acceptée par le roi, & vous chercherez pour la confection de la loi que vous allez discuter, quelles *sont les conséquences de cette constitution dont toutes les parties doivent être d'accord*, & sortir du même principe.

» Le travail que nous vous soumettons aujourd'hui n'est cependant qu'une portion de celui qu'embrasse cette matière. Pour fixer complétement l'état & les obligations des membres de la famille du roi, il faut non-seulement dire quels sont ceux d'entr'eux, qui, comme fonctionnaires publics, ou prochainement appelés à le devenir, sont assujétis à la résidence ; mais encore, déterminer les règles qui seront suivies pour la régence, & *l'éducation de l'héritier présomptif ou du roi mineur.*

» Sous fort peu de jours, nous vous apporterons ces projets de loix, & plus promptement encore, nous vous soumettrons un projet de décret sur les émigrans.

» Cette dernière loi est aussi nécessaire que les autres, *& la liberté ne s'en alarmera pas.* Il faut

Digitized by Google

distinguer le droit qui appartient à l'homme en société, d'aller, de venir, de partir, de rester, de fixer son domicile où bon lui semble, & le délit qu'il commet quand, pour exciter *ou pour fuir lâchement les troubles de sa patrie*, il en abandonne le sol; l'ordre ordinaire est alors dérangé, *les loix qui lui conviennent ne sont plus les loix applicables*, & comme dans un moment d'émeute la force publique prend la place de la loi civile, ainsi dans les cas d'émigration, la nation prend des mesures sévères contre ces déserteurs coupables qui ne peuvent plus prétendre ni à ses bienfaits pour leurs personnes, *ni à sa protection pour leurs propriétés.*

» Nous sentons & *la justice* & l'urgence de cette loi; nous n'en ferons pas attendre le projet; ce sera encore *une loi constitutionnelle*, mais qui, comme la loi martiale, ne sera applicable qu'à ces *momens de désordre & d'incivisme* qui en solliciteront l'application.

» Aujourd'hui, c'est un décret sur la résidence des fonctionnaires publics: ceux qui sont, à des titres différens, chargés du gouvernement de l'empire, sont certainement obligés de résider. Mais ce n'est aussi qu'à ceux-là que la loi de la résidence doit être imposée. Tous les autres citoyens ne peuvent être dans leurs voyages, dans la fixation de leur domicile, ni apperçus par la société, ni atteints par une loi, à moins que ce ne soit *plus ni leur liberté dont ils fassent usage, ni leurs droits qu'ils exercent, mais une émigration dont ils se rendent coupables.*

» Outre le Roi qui est le *premier fonctionnaire de l'état*, il est des membres de sa famille, qui, sans être encore fonctionnaires publics *en activité*, sont si prochainement appellés à *la suppléance*

Digitized by Google

héréditaire que la constitution leur défère, qu'ils doivent être assujétis à la résidence. L'héritier présomptif, quand celui-ci est en minorité; celui de ses parens majeur qui est le plus près de la succession au trône, doivent résider dans le royaume; & un devoir de famille sur l'observation duquel la nation doit veiller, assujétit à cette résidence, la mère de l'héritier présomptif mineur.

» C'est là que doit s'arrêter la loi, parce que quoique tous les mâles de la famille du roi soient par la constitution appelés à la succession du trône, par droit de primogéniture; la loi qui arrête la libre disposition des personnes, ne peut pas être étendue au-delà de ce qui est strictement exigé par l'utilité publique.

» Ce sera déjà une *fiction que* celle qui placera dans la classe des fonctionnaires publics, en activité continue, les membres de la famille du roi qui venant immédiatement après lui, sont *ses premiers suppléans au trône*; un double danger résulteroit de la loi qui, prolongeant la fiction jusqu'au dernier individu de cette famille, les astreindroit à la résidence. Leur liberté seroit attaquée sans qu'ils eussent accepté aucunes fonctions publiques qui les assujétissent à aucuns devoirs. La famille du roi seroit, sans avantage pour elle, frappée d'un esclavage politique, dans lequel chacun de ceux qui la composeroient, n'étant ni fonctionnaires publics, ni citoyens, désapprendroient les devoirs de ceux-ci, sans avoir ni intérêt ni occasion de s'instruire des obligations de ceux-là.

» Ensuite ce seroit une famille *privilégiée*, jusqu'à son dernier rejeton, & qui, pouvant s'accroître *à l'infini* par ses ramifications diverses,

Digitized by Google

menacée ou l'égalité politique, sauve garde de la liberté, & base de la constitution.

» Que les premiers membres de la famille du roi soient considérés comme fonctionnaires publics, parce qu'ils peuvent à chaque moment le devenir, mais que les autres soient libres comme tous les citoyens, qu'ils en exercent les droits, & qu'ils jouissent du bénéfice de toutes les lois sociales, en conservant toujours les titres à la suppléance héréditaire qu'ils tiennent de la constitution & de leur naissance : voilà les conséquences *les plus pures* de la constitution françoise ».

Projet de loi.

Art. I. Les fonctionnaires publics dont l'activité est continue, ne pourront quitter les lieux où ils exercent les fonctions qui leur sont déléguées, s'ils n'y sont autorisés.

II. Ceux des fonctionnaires publics dont l'activité n'est pas continue, seront tenus de se rendre aux lieux de leur résidence politique, pour le temps où ils doivent reprendre l'exercice de leurs fonctions, s'ils n'en sont dispensés.

III. L'autorisation ou la dispense ne pourront être accordées aux fonctionnaires publics que par le corps dont ils sont membres, ou par leurs supérieurs.

IV. Le Roi, *premier fonctionnaire public, doit avoir sa résidence à portée de l'Assemblée nationale, lorsqu'elle est réunie*; & lorsqu'elle est séparée, le Roi peut résider dans toute autre partie du Royaume.

V. L'héritier présomptif de la couronne étant, en cette qualité, le *premier suppléant* du Roi, est tenu de résider auprès de sa personne. La permission du Roi lui suffira pour voyager dans l'inté-

Digitized by Google

rieur de la France ; mais il ne pourra sortir du Royaume, sans y être autorisé par un décret de l'Assemblée nationale, sanctionné par le Roi.

VI. Si l'héritier présomptif est mineur, le suppléant majeur qui sera le plus près de succéder à la couronne, d'après la loi constitutionnelle de l'état, sera assujéti à la résidence, conformément au précédent article, sans que par la présente disposition, l'Assemblée nationale entende rien préjuger sur la loi de la régence.

VII. Tant que l'héritier présomptif sera mineur, *sa mère* sera tenue à la même résidence. L'Assemblée nationale n'entend rien préjuger sur ce qui concerne l'éducation de l'héritier présomptif ou d'un Roi mineur.

VIII. Les autres membres de la famille du Roi ne sont point compris dans les dispositions du présent décret ; ils ne sont soumis qu'aux lois communes aux autres citoyens.

IX. Tout fonctionnaire public qui contreviendra aux dispositions du présent décret, sera censé avoir renoncé, sans retour, à ses fonctions ; & les membres de la famille du Roi seront censés de même, en cas de contravention, avoir renoncé personnellement & sans retour à la succession au trône.

Les expressions de l'écrit qu'on vient de lire, & le système sur lequel il est fondé, démontrent que le comité n'en a point pénétré les conséquences. Ils tendent d'une part, à effacer le dernier reste du respect public pour l'Autorité Royale, sans laquelle, quoique fassent les clubs & les exécutions populaires, la constitution n'aura jamais que l'activité de l'anarchie. De l'autre, il

Digitized by Google

ſubvertit à leur naiſſance les premiers droits de la liberté individuelle, en donnant l'exemple effrayant d'une prompte dérogation à des prérogatives naturelles, qu'on a ſolemnellement déclarées hors de l'atteinte du légiſlateur lui-même.

Par quelle déplorable fatalité la dignité royale a-t-elle été tour à tour, avilie par les courtiſans avant la révolution, & par les factieux depuis l'ouverture de l'Aſſemblée nationale ? Sous quels rapports qu'on voulût conſidérer la conſtitution naiſſante ; quelles formes politiques qu'on ſe propoſât d'adopter ; du jour ou la néceſſité du Gouvernement monarchique fut reconnue, le Roi & tout ce qui forme le centre de ſes affections, de ſes rapports, de ſon relief extérieur, devoient partager la vénération dont la loi venoit d'entourer le trône. Le plus inſenſé, ou le plus perfide des contre-ſens, étoit de créer un Monarque & de le dégrader, d'inſtituer ſa ſuprématie & de la lui ravir en l'aviliſſant par l'opinion.

Si l'on conçoit cet artifice de la part des factions, auxquelles on a attribué le projet d'une république, ou celui de tranſporter la couronne, comment ceux qui profeſſent juſqu'à l'idolâtrie, l'amour d'une conſtitution ſortie de leurs mains, ont-ils pu s'en rendre les complices ? Comment ont-ils eſpéré faire régner leurs loix, en affoibliſſant la force de ſanction qui réſulte du caractère

Digitized by Google

auguste du Prince, chargé de leur maintien & de leur exécution? Deux ans de désordres interminables ont démontré qu'on ne sépara jamais impunément dans un grand empire, l'autorité de la loi de celle du Monarque, & l'une & l'autre d'un respect sacré pour la Couronne.

Ce respect devint même le seul moyen d'obéissance, lorsque l'application des décrets qui avoient institué la Monarchie, la firent, successivement, dégénérer en une présidence d'honneur à l'administration générale de l'Etat. Moins on laissoit au Roi de prérogatives politiques, plus il importoit au maintien de la loi, livrée à cent mille exécuteurs novices & presque indépendans, que la puissance d'opinion suppléât à la foiblesse du trône, & qu'au défaut d'une autorité réelle, on l'appuyât sur le sentiment public.

Chaque crime, chaque violation des loix, chaque désobéissance du peuple ou de ses prépposés, ont rappellé cette vérité. Toujours repoussée, & par l'esprit de système égaré dans une vaine métaphysique, & par les promoteurs de l'anarchie bien plus pénétrans, bien autrement habiles que les métaphysiciens, son oubli nous a conduits rapidement à la décadence des principes même de la constitution. L'autorité royale restant sans nerf & sans majesté, il a fallu confondre toutes les autorités, faire d'un

Digitized by Google

corps constituant, un législateur & un administrateur universel ; placer tous les bras de la puissance publique dans les comités d'une convention nationale, passer une loi pour chaque acte d'exécution, imposer à tout moment l'obéissance par des décrets spéciaux, juger tous les cas, discuter tous les conflits, ôter & donner les juridictions, dresser autant de statuts qu'il existe d'ordres à intimer dans le royaume, en un mot, suppléer à l'inertie de la puissance exécutrice, en la transposant forcément dans l'Assemblée des représentans électifs de la nation. Ainsi, un empire sans loix est depuis 18 mois, conduit par une puissance sans règles, dont la force motrice ne surmonte pas un frottement sans en produire, & dont les ressorts tourmentés ne se tendent que par l'intervention continuelle du machiniste.

Si la confusion des pouvoirs a résulté de l'impuissance du Monarque, il faut attribuer à la même cause l'insubordination d'un grand nombre de corps administratifs. Livrés au déréglement d'une autorité dont il leur est encore difficile d'appercevoir les limites, la plupart flottent de la nullité à l'usurpation : un jour inactifs, le lendemain impétueux, ils nous retracent dans leur marche des corps célestes hors de leur orbite, ou pour parler sans figures, les influences illégales des clubs, des libelles, de la multitude, de toutes les passions de la jeunesse po-

Digitized by Google

litique. Point de régulateur qui les maîtrise. A peine daignent-ils honorer les ministres de leur correspondance; quelques-uns ne considèrent pas même le Roi comme leur égal : presque tous demandent & reçoivent leurs ordres d'exécuter la loi, du corps législatif que la loi a rendu étranger à l'exécution. Il seroit hors de place de développer ici les innombrables conséquences de la dégradation où est tombée l'autorité royale; je reviens au rapport & au projet de M. *le Chapelier*, qui lui porte de nouveaux coups.

Tant que ces termes méprisans de *fonctionnaire public*, de *suppléant à la couronne*, de *femme du Roi*, de *mère du premier suppléant*, ont été appliqués au Roi & à sa famille par *Desmoulins*, *Carra*, *Noel*, *Marat*, *Feydel*, le *P. Duchesne*, & autres catéchistes des clubs *patriotiques* & des cabarets, on s'est borné à invoquer, bien inutilement, une loi qui mît fin à ces turpitudes. On imaginoit que cette licence, loin de servir la liberté, n'étoit propre qu'à la faire haïr, qu'à livrer au mépris de l'Europe une constitution qui toléroit ce scandale, & à préparer la subversion du trône, en avilissant aux yeux du peuple, & le Monarque & les personnes qui lui appartiennent.

Mais, ces qualifications préparatoires deviennent aujourd'hui le langage d'un

Digitized by Google

comité, du comité de constitution. Certes, lorsqu'il fut créé, il ne s'attendoit guères à emprunter un jour ce vocabulaire. On ne peut douter que ses opinions n'y correspondent, puisque ces sobriquets portent l'édifice du projet de loi, que M. *le Chapelier* nous présente comme *les conséquences les plus pures de la constitution Françoise*. Le rapporteur a poussé même le scrupule, jusqu'à rejetter constamment l'expression de *Famille Royale*, à laquelle il substitue celle de *Famille du Roi*.

Afin d'éviter de rentrer dans les objections que divers opinans ont dévelopées avec tant d'éloquence & de solidité, je me réduirai à une ou deux remarques fondamentales.

On auroit beau parcourir tous les Gouvernemens, où l'autorité royale a reçu les plus étroites limites & les affronts les plus impolitiques; aucun ne nous offriroit le premier exemple d'un Monarque travesti en *fonctionnaire public*. Les Suédois pendant 30 ans, poussèrent l'oppression du Chef de l'Etat jusques dans ses affaires domestiques. L'aristocratie Polonoise s'est étudiée à enlever au Roi tout pouvoir de faire le bien & d'empêcher le mal; ni l'un ni l'autre de ces Etats n'imaginèrent, cependant, les formes de M. *le Chapelier*. Lorsque les Hollandois ont été lassés du Stathou-

Digitized by Google

dérat, ils l'ont détruit ; mais tant qu'il fut conservé, jamais ils n'assimilèrent sa dignité à celle d'un Echevin. En créant un président du Congrès, les Etats-Unis l'ont placé à une grande distance de tous les officiers publics ; l'Amérique républicaine s'est bien gardée de ranger son grand Magistrat sur la ligne de ses autres fonctionnaires. Néanmoins, ce président est électif & amovible ; modifications qui le rapprochent singulièrement du reste des citoyens. Je ne citerai pas l'Angleterre ; on sait qu'elle est sous l'anathême de nos publicistes d'avant-hier, & qu'en un an, ils en ont plus appris dans les clubs sur la liberté, que la Nation Britannique n'a pû en savoir par des siècles d'expérience & de génie.

Faire du Roi un *fonctionnaire public*, le *premier des fonctionnaires publics*, c'est tuer la Monarchie de la constitution. Pour s'en convaincre, il suffit d'analyser la différence qui sépare un royaume d'une république. Dans celles-ci, l'exécution des loix est confiée à des Conseils, présidés par un ou plusieurs chefs : ces chefs sortent ou de la classe des citoyens, ou des corps à la tête desquels une élection les a placés. Magistrats supérieurs & non suprêmes, leur autorité est ordinairement subordonnée aux Sénats quelconques dont ils émanent, elle ne peut s'exercer sans leur concours. Leurs fonctions limitées par

Digitized by Google

celles des colléges qui leur sont adjoints, & simplement temporaires, cessent à l'époque fixe où la loi leur donne des successeurs. Tels furent les consuls à Rome, tels sont aujourd'hui les Bourguemestres, les Avoyers, les Doges, les Syndics dans les républiques ou villes libres de l'Europe. C'est à ces officiers en chef que pourroit appartenir la dénomination de *premiers fonctionnaires publics*, puisqu'ils président le gouvernement sans le composer, & qu'ils en partagent les fonctions au lieu de les déléguer. *Primi inter pares*, premiers anneaux de la chaîne, leur rang les place à la tête de l'état, sans les investir d'une Magistrature assez distinctive, pour en faire les représentans, les agens exclusifs de la puissance exécutrice.

Et c'est à ces délégués amovibles & subordonnés qu'on prétend comparer le Monarque des François ! Le seul représentant éternel & héréditaire du peuple, le Roi par droit de naissance, auquel la nation confie le dépôt de la majesté publique & toute la force des loix, n'est autre chose dans la hiérarchie des pouvoirs publics, que l'inférieur d'un Doge de Venise ou d'un Gonfalonier de Lucques ! Une erreur si monstrueuse n'est concevable que sous ce regime imité des Tribus sauvages de la mer du Sud, qu'on a baptisé du surnom de *démocratie royale*; mais la démocratie royale & le gouvernement monarchique ont aussi

Digitized by Google

peu de rapport, que la constitution Angloise avec le despotisme de la Chine.

Très abusivement, on désigneroit le Roi comme premier *fonctionnaire public* : il n'est point fonctionnaire public, il n'est point le *pouvoir exécutif;* il est le CHEF SUPRÊME DU POUVOIR EXÉCUTIF. La loi l'a créé tel; il n'est pas permis, & moins qu'à tout autre au comité qui la prépare, d'en dénaturer le langage pour en altérer l'obligation.

Les esprits attentifs n'auront pas laissé échapper l'adroite politique qui, à la tribune, dans les clubs, dans les journaux, a banni du dictionnaire le mot de *Roi*, en le remplaçant par celui de *pouvoir exécutif.* Il n'y a de Roi que dans une Monarchie : le pouvoir exécutif existe sous toutes les formes de gouvernement : je laisse à la pénétration du lecteur, de tirer les inductions que présente cette substitution de termes.

Ayant attribué au monarque seul la suprématie héréditaire, inviolable, éternellement substituée, des fonctions du trône; l'ayant expressément caractérisé de *chef suprême du pouvoir executif*, la constitution a investi le Roi d'une *dignité*; elle n'a reservé que des *emplois* aux officiers publics. Cette différence fondamentale, unique base de la monarchie, repousse toutes ces conformités artificieuses, à l'aide des-

Digitized by Google

quelles on prétend réduire le Roi des François au droit de préséance sur les Maires & les Curés.

Les agens de la Couronne, soit qu'ils le deviennent par le choix du peuple ou par celui du Prince, tous les fonctionnaires doivent reconnoître les ordres du Monarque, & le faire obéir lorsqu'il commande au nom de la Loi : voilà les officiers d'exécution, entre lesquels on peut distinguer les rangs, & numéroter les places. Le Roi seul, ce monarque constitutionnel dont le Comité fait un chef de file, domine sur cette hiérarchie, il ne lui appartient pas. Eh ! qui n'apperçoit cette distance inviolable qui sépare le chef suprême, le dépositaire exclusif des ordres d'exécuter la loi, des officiers publics soumis à reconnoître ces ordres & à y obéir ? Cette distance est un espace sans mesure. Faites la disparoître, & vous tomberez, si vous n'y êtes déjà, dans la polycratie la plus anarchique, dans l'indépendance des autorités subalternes, dans la dissolution de la force publique, arrachée de son centre, & dispersée dans un million de mains. De cet abîme vous tomberez dans celui du gouvernement de la multitude ; chacun regnera, personne ne voudra obéir ; la loi fléchira devant le premier attroupement, & le droit du plus séditieux deviendra le gouvernement des François du 18e. siècle.

Toutes ces conséquences dériveront des

sophismes perfides, par lesquels on altère la monarchie. Que le Roi & tout ce qui tient au Roi perdent la vénération publique, que le Monarque cesse d'être craint & obéi, qu'on lui donne autant de collègues qu'il existe de fonctionnaires publics, avant un an, la constitution achevera d'être paralysée; avant un an, les loix maintenant par-tout & impunément violées, ne seront plus qu'un objet de curiosité pour les Antiquaires, & nous n'aurons d'autre régime, que l'usurpation du plus fourbe, ou du plus fort.

Ainsi, à force d'exagérer les principes démocratiques, M. *le Chapelier* nous condamne à laisser le trône sans action, & à voir briser ensuite ce simulacre; car, qui se dissimulera qu'il n'est pas besoin d'un Roi pour représenter un *fonctionnaire public*, & qu'une monarchie sans Monarque ne vaut pas même une mauvaise République.

Ce sujet mériteroit un traité, nous nous bornons à la table des chapitres. Nous passerons également sous silence les conséquences où le système du Comité a conduit son rapporteur; nous ne dirons rien d'un Roi, auquel la législature fixera le lieu de son séjour, en lui défendant, sous peine de détrônement, de s'éloigner d'elle, ou de l'approcher de lui s'il jugeoit convenable de transférer son séjour; ni de l'équité de cette justice distributive, qui

Digitized by Google

punit par la perte de la Couronne une absence indéterminée ; ni de l'inconsidération qui dicte cette *justice* dans un instant de troubles, tel, que le Comité le juge assez terrible pour suspendre l'exercice de la liberté individuelle ; ni de cette série de *suppléans* qui s'arrête au second héritier présomptif, afin d'éviter *une caste privilégiée* ; ni de cette famille appellée au trône qui ne doit pas être *une caste privilégiée*, & qui, cependant a le plus grand des priviléges connus, celui de l'habileté héréditaire à la Couronne ; nous ne chercherons pas davantage les motifs qui assujettissent la mère de l'héritier présomptif mineur à la résidence forcée, ni les secrets du comité sur l'éducation de M. le Dauphin. Plusieurs orateurs ont commencé cet examen ; nous allons passer à celui de la loi relative aux émigrans.

La liberté naturelle laisse à l'homme la faculté libre de changer de lieu, & de transporter où il lui plaît sa propriété comme sa personne. La liberté sociale conserve au citoyen cette prérogative : le premier chapitre de la constitution françoise, cette fameuse déclaration des droits qu'on entame chaque jour, & dont les ruines entourent déja l'échaffaudage, prononça même sans restrictions, cette indépendance de l'homme social : elle l'exagéroit sans doute, car qui disputera à la communauté en péril, le droit

Digitized by Google

de retenir auprès d'elle tous ceux de ses membres qui peuvent être appellés à sa défense? Un décret subséquent en exceptant les fonctionnaires publics du droit illimité de voyager, confirma expressément la première déclaration.

Aujourd'hui, le comité entend déroger à cette sanction péremptoire : il fait rétrograder le législateur aux exceptions qui infirment la règle générale.

« Il faut, dit-il, *distinguer* le délit que » commet le citoyen, quand, *pour exciter, ou pour fuir lâchement les troubles* de » sa patrie, il en abandonne le sol; l'ordre » ordinaire est *alors dérangé*, les loix qui » lui conviennent ne sont plus les loix applicables, & comme dans un moment » d'émeute la force publique prend la place » de la loi civile, ainsi dans les cas d'émigration, la nation prend des mesures sévères contre ses déserteurs coupables, qui » ne peuvent plus prétendre ni à ses bienfaits pour leurs personnes, *ni à sa protection pour leurs propriétés*. Nous sentons » & la justice & l'urgence de cette loi; ce » sera encore une loi constitutionnelle, mais » qui, comme la loi martiale, ne sera applicable qu'à *ces momens de désordre et* » *d'incivisme* qui en solliciteront l'application ».

On appercevra d'abord, que les exceptions à une loi générale sont autant d'atteintes aux droits consacrés par celle-ci. Leur vice est encore plus alarmant lorsqu'elles deviennent

Digitized by Google

circonſtancielles, lorſqu'on peut craindre que, ſelon la volonté arbitraire du légiſlateur, l'acte légitime du jour d'hier ſoit interdit comme coupable le lendemain. Cependant, aucun gouvernement ſage ne pouvant prétendre à cette rigoureuſe immutabilité, il ſe bornera à ne faire taire la loi que devant l'impérieuſe néceſſité; mais l'eſprit de notre code & celui de nos légiſlateurs excluent même ce privilège. Les maximes abſolues qui nous dirigent, ont formellement ſubordonné les convenances & les droits ſociaux aux droits impreſcriptibles du citoyen. Lorſqu'on a repréſenté, par exemple, que la ſociété ſouffriroit de la nomination des juges, excluſivement abandonnée au peuple, les prétendus défenſeurs de celui-ci ont ſoutenu que, l'homme ne pouvoit légitimement être jugé que par un tribunal de ſon choix, & le droit du citoyen a prévalu ſur les inconvéniens de ſon exercice.

Je n'obſerverai point, enſuite, avec *Machiavel*, combien il eſt dangereux de réformer auſſi ſubitement une inſtitution ſi récente, d'attaquer auſſi ſubitement une liberté ſi ſolemnellement jurée, & de montrer ſitôt tant de variations, après tant d'enthouſiaſme. Cette objection ne ne frapperoit que dans le cas, où cette réforme & ces reſtrictions ne ſeroient pas commandées par un intérêt ſuprême, & où

Digitized by Google

elles offenseroient les premières règles de la justice.

Je ne ferai pas remarquer le défaut de maturité qui distingue ce rapport, en fixant l'attention sur l'étrange confusion de principes, qui dicte à M. *le Chapelier* de réunir comme deux délits égaux, l'abandon de sa patrie pour *lui susciter des troubles*, & la *lâcheté* qui porte à s'en éloigner : confondant un crime avec une foiblesse, le comité les soumet aux mêmes peines : c'est subvertir les premiers élemens de la jurisprudence naturelle.

Si nous passons à la disposition fondamentale du rapport & aux subtilités qui la motivent, il se présente une question très-intéressante. « La société a-t-elle jamais le » droit d'interdire l'absence aux citoyens » irréprochables » ?

Nous répondrons affirmativement. D'abord, il ne peut exister de doute quant aux fonctionnaires publics. Tout Etat où un officier quelconque peut, sans cause grave, délaisser les devoirs de sa place, pour aller voyager, est un Etat mal organisé & mal servi. Sur cet article, le comité ne trouvera aucun contradicteur de bonne-foi ; mais on lui a reproché, avec raison, l'ambiguité de la condition, sous laquelle le fonctionnaire pourra quitter sa résidence d'obligation. La permission du supérieur ! Et quels sont les supérieurs dans

notre échelle incohérente ? Aucune loi a-t-elle déterminé cette subordination graduelle, qui ne fait qu'un tout d'une multitude d'Administrateurs, de Magistrats, & d'Officiers publics ?

Ensuite, personne ne contestera qu'il est des cas, tels que ceux d'une irruption prochaine ou immédiate de l'ennemi, d'un fléau qui appelle tous les bras & commande tous les secours, de la découverte d'une conjuration qui met l'État en péril, & dont des complices redoutables chercheroient à s'évader, que ces cas, dis-je, auxquels on ne pourroit guères en ajouter d'autres sans offenser la liberté, n'autorisent le législateur à en suspendre l'exercice, & à fermer les portes de l'Empire. Une loi vraiment constitutionnelle eut porté sur ces bases ; celles qu'on nous présente réunissent l'arbitraire, l'injustice, & l'oppression.

M. *le Chapelier* nous parle de temps de *troubles, de momens de désordre et d'incivisme*. C'est sur d'aussi vagues expressions qu'il affied le projet d'une confiscation des propriétés. Qui ne frémira d'appercevoir la latitude indéfinie, que cette spécification arbitraire & illimitée donne à la tyrannie d'un législateur absolu, aux vengeances d'une faction puissante, à la captivité ou à la ruine des citoyens ?

Des temps d'*incivisme* qui, suspendant la liberté de chacun, empêcheront le ci-

moyen de se déplacer sous peine de forfaiture ! Eh ! valoit-il la peine d'adopter un barbarisme de journalistes, pour en étayer un projet de proscription ?

Et à quelle époque cessera-t-on, sous un régime non pas seulement populaire, mais extrait des rafinemens d'une démocratie idéale, d'avoir des momens de trouble & *d'inciviſme ?* Ces dérangemens seront l'ordre ordinaire ; habituons nous à cette attente. Dans un demi siècle, Genève dont la surface couvre à peine une de nos municipalités, Genève a compté 25 ans de troubles. Qui se chargera de promettre un an de calme, à 25 millions d'hommes politiquement constitués sur le gouvernement des Grisons ? Ainsi, la loi, les droits de l'homme, & la liberté *loco-motive* dormiront ordinairement, & le cas extraordinaire sera certainement celui où la paix publique permettra de les remettre en exercice.

A-t-on calculé ce pouvoir effrayant dont on arme la législature, de fermer les issues à discrétion, de confisquer les propriétés, de punir les citoyens, en laissant à son arbitre la définition indéfinissable *des momens de désordre et d'inciviſme ?* A quelle degré de *désordre* s'arrêtera donc cette dictature ? autant vaudroit la proclamer éternelle.

Quod

Digitized by Google

Quod omnia mala exempla, dit Salluſte, *bonis initiis orta ſunt.* « Tous les mauvais exemples ne tirent leur origine que de principes qui étoient bons ». On peut en dire de même des applications légiſlatives de M. *le Chapelier*. Il eſt parti d'idées vraies pour arriver à des conſéquences pernicieuſes : il a cru faire une loi conſtitutionnelle, & ne penſoit qu'à une loi de circonſtance ; il avoit les émigrans actuels ſous les yeux ; il a choiſi les conjonctures actuelles, pour en former les matériaux d'un ſtatut qui doit être impartial comme la juſtice, & univerſel comme la raiſon. Bâtiſſant Chalcédoine avec le rivage de Byzance ſous ſa lunette, il a ſacrifié les ſaints droits de l'homme & l'intérêt public, à l'exhérédation de deux Princes & de quelques familles nobles.

Non, il ne ſera jamais vrai que nos temps déplorables, ſi fauſſement comparés à ces criſes fatales où un danger commun menaçant la Nation, la Nation entière eſt appellée à le repouſſer ; il ne ſera jamais vrai, diſons-nous, que des diſcordes civiles, produites par l'anarchie, légitiment ces précautions tyranniques, que des rhéteurs oſent comparer à la Dictature romaine, ou à la ſuſpenſion de l'*habeas corpus* en Angleterre. La dictature finit par perdre Rome, après avoir conſtamment affecté ſa liberté. Toute république qui,

Digitized by Google

pour se soutenir, a besoin d'un pouvoir extraordinaire, plus fort que la loi, renferme le principe de sa destruction. Aussi, les Romains, en créant cette magistrature absolue, eurent soin d'en limiter rigoureusement le terme. Quoique son institution prît naissance au milieu de violentes dissensions domestiques, on apprit par la suite à en réserver l'emploi pour les dangers extérieurs : aucun dictateur ne fut nommé pendant la conspiration de *Catilina ;* enfin, le gouvernement de Rome n'étoit pas fondé sur la déclaration des droits.

La suspension de l'*habeas corpus* n'a pas plus d'analogie avec les mesures du comité. Le Parlement ne l'accorde jamais à la Couronne que pour un temps court & limité ; elle n'a pour objet que des hommes suspects dans un moment de péril extrême, contre lequel la puissance ordinaire des loix seroit insuffisante. Le décret généralisé contre les émigrans frapperoit, au contraire, les innocens, les coupables, & les citoyens suspects. N'est-il pas étrange d'entendre aujourd'hui des déclamateurs qui citoient la suspension de l'*habeas corpus*, comme un titre de leur mépris pour la constitution Angloise, la citer maintenant comme une autorité de leur nouvelle politique ?

Mais en admettant la nécessité de ces sommeils momentanés de la liberté, il reste à décider si l'époque actuelle peut les justifier.

Digitized by Google

Et d'abord, on se demande si, à la formation du contrat social, pendant l'enfantement d'une constitution toute nouvelle, la convention nationale chargée de ce travail, peut s'attribuer le pouvoir suspensif d'un souverain, dans un Etat gouverné par des loix complettes, affermies, auxquelles le temps a imprimé le sceau d'un consentement réfléchi, & d'un obéissance libre. Dans ce passage des institutions anciennes aux institutions nouvelles, on ne peut disputer au citoyen le droit de rejetter le pacte proposé, & de changer de patrie comme de domination. Aucune obligation antérieure ne l'enchaîne : la société dont il repousse les conditions, peut l'expulser de son sein, & ne peut jamais l'y renfermer.

Non-seulement, le moment d'un nouveau contrat exclut cette oppression; mais, de plus, il la rend absurde, tant qu'il reste une loi politique à déterminer; car je puis me soumettre aux clauses déjà sanctionnées, sans pouvoir adhérer d'avance & servilement à celles qui suivront. J'enchaîne ma volonté à ce qui existe; mais l'enchaînerois-je à ce qui existera ? Cumulerois-je ainsi le présent & l'avenir, lorsqu'il peut s'élever subséquemment une institution, qui me fera préférer l'abandon de ma patrie aux obligations encore inconnues qu'elle m'imposera ?

Digitized by Google

Et quelle force n'acquiert pas ce droit d'indépendance, à la suite d'une révolution inouie, qui, semblable à la lave d'un volcan, a tout renversé sur son passage, loix, liens politiques & moraux, intérêts, fortunes, sentimens, préjugés, droits quelconques, & bouleversé l'existence civile de deux millions de familles! Quoi! à la suite de ces évènemens mêlés à de si grandes catastrophes, vous en condamneriez les victimes à s'asseoir enchaînées sur leurs ruines, & à reconnoître forcément l'autorité qui les a frappées? Non, un semblable spectacle ne déshonorera jamais une terre de liberté.

Des factions se sont élevées, mais si la liberté n'est pas un mot, aucune d'elles ne peut confondre son intérêt avec celui de la constitution. » De grands dangers, dit-on, menacent celle-ci; ses ennemis conspirent au dehors «. Eh bien! recueillez les preuves de leurs complots, sommez-les de répondre aux tribunaux, & la conviction acquise, confisquez leurs biens si vous ne pouvez atteindre leurs personnes. » Ils conspirent au-dedans «. Armez la justice contre les rebelles, vous en avez le droit; mais, avec des cours d'inquisition qui bravent toutes les formes, & étouffent déjà toute liberté; avec deux millions de citoyens armés; avec la puissance publique la plus absolue, la plus illimitée entre vos mains, vous voulez encore que tout

Digitized by Google

innocent soit suspect, & le frapper d'immobilité sur le sol, parce qu'il existe peut-être des hommes dangereux! Quelle mesure, d'ailleurs, pour étouffer des conspirations, que de conserver au milieu de soi les conspirateurs?

Quiconque considérera impartialement les seules & véritables causes de l'émigration, les trouvera dans l'anarchie. Des esprits ulcérés ont fui, sans doute, pour échapper au joug des nouvelles loix; honteux de survivre à leurs prérogatives, ils ont porté leur désespoir en d'autres climats; ces *Coriolans* n'ont appellé ni trouvé de Volsques pour rentrer armés dans leur patrie; mais ce seroit outrager la sensibilité la plus vulgaire, que s'étonner de cette irritation; ce seroit méconnoître la nature humaine, d'imaginer qu'on la domptera par des proscriptions. A un petit nombre d'exceptions près, la totalité des émigrans est composée de personnes dont la vie a été en péril, dont le patrimoine a été attaqué ou dévasté, dont la crainte, l'horreur excusable de tant de crimes impunis, l'anéantissement de la force publique, le défaut de recours à aucune sauve-garde, l'amour de la tranquillité & l'incertitude de l'avenir, ont justement ébranlé l'imagination. Pense-t-on que de simples regrets de vanité, ou des animosités politiques, suffisent à chasser une

Digitized by Google

famille de ses foyers, à lui faire livrer ses propriétés à la torche de l'insurrection, & à chercher dispendieusement un asyle dans une contrée étrangère ?

Si la liberté individuelle n'étoit pas journellement menacée, si l'on n'avoit mis en pratique ce dogme insensé prêché par les factieux, que la puissance du peuple doit exister sans contre-poids, & que les crimes de la multitude sont les jugemens du ciel, la France eût conservé les trois quarts de ses fugitifs ; mais le clergé, la noblesse, tous les citoyens qui pouvoient faire ombrage à ces législatures tyranniques, consacrés partout sous le nom sallacieux d'*amis de la constitution*, sont exposés depuis deux ans à des dangers ignominieux, à des outrages de tout genre, à des persécutions innombrables, au fer des assassins, au brandon des incendiaires, aux plus infâmes délations, à des serviteurs corrompus, aux visites domiciliaires sur le premier soupçon populaire, aux emprisonnemens arbitraires des comités des recherches. On leur a enlevé de fait tous les droits de citoyen. En combien de lieux ceux qui ont voulu paroître aux Assemblées primaires, en ont-ils été chassés par violence, ou écartés par des manœuvres criminelles ? A la plus absurde comme à la plus injuste des loix, celle qui réservoit les grandes places à la Noblesse, a succédé l'usage encore plus odieux, de regarder les anciens Privilégiés, de les traiter, comme étant inadmissibles aux

Digitized by Google

fonctions publiques. Après les avoir aliénés par tant de vexations, on leur demande compte de leurs murmures, & on les punit d'une sensibilité qui toucheroit dans les animaux souffrans.

Certes, il est étonnant d'entendre M. *le Chapelier* retirer la *protection des loix aux propriétés* des émigrans. Je lui demande, si sa conscience & son cœur supporteroient l'idée d'une loi qui, empêchant MM. *Pascalis, Guiramand, de la Roquette*, & tant d'autres victimes de sortir du royaume, auroit livré leurs têtes aux cordes de la multitude ? Je lui demande, si MM. *d'Esquirac* & de *Clarac* en passant la frontière, eussent été qualifiés de traîtres à la patrie ? Je lui demande si la société qui ne prévient ni ne punit le crime, peut, sans une tyrannie semblable à celle de Néron, fermant les portes de Rome avant de l'incendier, condamner au supplice de l'habiter, ceux dont elle ne peut garantir la vie trois jours de suite ?

Que les loix s'exécutent, que les autorités les respectent, que le peuple y obéisse, que les corps administratifs cessent d'être les honteux spectateurs des désordres au lieu de les réprimer, que l'intérêt de parti ne pardonne à aucun scélérat, que la paix, l'équité, la liberté, la sûreté, remplacent l'anarchie, & l'on n'aura pas besoin de réglemens proscripteurs, pour attacher à l'empire des citoyens François.

Digitized by Google

Nous ne relèverons point les fleurs de rhétorique, dont quelques sophistes déclamateurs ont orné le projet que nous venons de discuter. Ils nous ont cité ces sières républiques fixant autour d'elles tous leurs enfans, dans les crises publiques. Ce n'est pas de Rome, sans doute, ni de l'Angleterre, qu'ils entendent nous parler : je ne connois aucun sénatus-consulte qui ait interdit aux Romains, en aucun temps, de voyager en Cappadoce ou en Afrique ; ni de bill Anglois qui, ait mis d'*embargo* général sur les citoyens. Des mesures pareilles n'ont jamais eu lieu que dans de petites républiques, où la nécessité forçoit chaque habitant libre d'être soldat, où l'on ne connoissoit point d'armées réglées, & où la guerre obligeoit à rassembler tous les citoyens. Là, sans doute, chacun devoit *être à son poste*, parce que nul autre que lui ne pouvoit tenir sa place, & que le moindre vide laissoit l'Etat à découvert. Mais quel est le poste d'un ci-devant noble, ou d'un ecclésiastique qui refuse le serment, ou d'un citoyen quelconque accusé d'aristocratie ? je n'en vois pas d'autres que l'abbaye Saint-Germain, où la cure dont on chasse le refractaire, ou le château brûlé d'un gentilhomme.

Il eût été aisé d'ajouter à la discussion précédente, la preuve que cette précaution violente sera aussi impolitique, qu'inefficace ; qu'elle renouvellera sans fruit les fau-

Digitized by Google

tes déplorables de *Louis XIV*; enfin, qu'elle aura les mêmes effets, sinon de plus terribles, à moins que l'empire des loix en se rétablissant, ne la fasse promptement tomber en désuétude. Si elle est décrétée, il faudra placer sur nos frontières l'inscription de l'Enfer du *Dante*.

Voi ch'entrate, lasciate ogni Speranza.

Du lundi 21 février.

Un décret relatif aux secours à continuer aux familles Acadiennes passées en France en 1763, a précédé une proposition que M. *Barnave* a nommée une *motion d'ordre*, & dont le départ de *Mesdames* venoit de lui fournir le texte.

» Votre comité de constitution, a dit M. *Barnave*, doit vous présenter une loi sur les obligations particulières des membres de la famille royale. Cette question ajournée laissoit subsister, jusqu'à la loi nouvelle, l'*usage* ancien suivant lequel les membres de cette famille ne pouvoient sortir du royaume sans la permission expresse du roi. Les conseils coupables qui ont eu le crédit d'égarer leurs opinions, sont aussi parvenus à les soustraire à un devoir positif & prescrit *par les loix*. Un bruit *déjà répandu* annonce qu'une autre personne, dont la fuite entraîneroit de plus graves conséquences, se dispose à suivre leur exemple. Les citoyens en sont alarmés... Il faut que la loi déclare ce qu'elle autorise & ce qu'elle défend. Certes, il est permis de s'étonner que les membres d'une famille que la nation *a comblée de biens*, abandonnent presque sous la chose publique dans un moment de crise.

Digitized by Google

Il est tems de déclarer les devoirs de ceux dont nous n'avons jusqu'ici déclaré que *les honneurs & les émolumens*. Il faut savoir enfin quels engagemens doivent répondre à celui qui consacre, dans une famille, les suprêmes honneurs & la seule magistrature héréditaire; & si notre dénuement intérieur, si l'expoliation de notre numéraire, si les inquiétudes *fomentées* parmi les citoyens, si l'encouragement des ennemis publics & la prolongation de leur résistance, seront *à jamais leur ouvrage*, & le seul témoignage *de reconnoissance* que *nous* puissions en obtenir... Je demande que le comité nous présente, après demain, le projet d'une loi précise sur les devoirs des membres de la famille royale ». Ce même côté gauche, ces mêmes galeries, qui ont tant applaudi aux décrets qui statuent la liberté, l'égalité, aux décrets dont l'esprit & la lettre portent expressément que les princes n'ont ni plus ni moins de droits que le plus simple des citoyens; qui pour les *honneurs* les mettent au-dessous d'un maire de village; qui statuent que le roi ne peut rien que d'après un décret; cette même majorité des bancs & des tribunes, applaudit avec d'aussi violens transports au discours de M. *Barnave*, auquel nous n'ajouterons aucune réflexion.

M. *Fréteau* étayoit la motion de toutes les terreurs que lui donnent ses correspondances de politique extérieure; M. *Martineau*, d'un commentaire sur la fameuse déclaration des droits de l'homme, appropriés à l'usage des princes, depuis qu'il n'y a plus constitutionnellement de princes; sur la loi de résidence au milieu de l'anarchie, & sur les devoirs de garde nationale qu'il desire, sans doute, que les *ci-devant* prin-

Digitized by Google

ces & princesses remplissent en personne. Pour M. *Goupil*, ne bornant pas ces obligations aux *membres* de la *dynastie règnante* (comme si la *dynastie* étoit autre chose que la suite des rois d'une même race ; comme si la famille de chacun de ces rois étoit composée de *dynastes* & formoit la *dynastie*) ; il a cité les Allemands & les Anglois qui ne citent plus la France ; & a conclu à des défenses de sortir d'un royaume libre, & au rappel des émigrans.

« Mon respect pour la constitution, a dit M. *de Foucault*, m'interdit d'appuyer la proposition qui vous est faite ; mais si vous vous déterminez à déchirer l'article le plus précieux de votre déclaration des droits ; prenez du moins des mesures pour que la tranquillité publique soit rétablie, les propriétés inviolables, la vie des citoyens en sûreté.

» Je conviens qu'il y a des troubles, s'est écrié M *Péthion* ; mais à qui faut il les attribuer, si ce n'est à la révolte perpétuelle de la minorité contre la majorité de l'Assemblée, aux protestations, aux mandemens incendiaires ? ... J'alléguerai pour exemple l'affaire de Nîmes.... Lorsqu'on vous présentera ce décret vous verrez s'il viole la liberté. Ceux qui le proposent ne sont pas ceux qui ont le moins servi à *venger* les droits de l'homme. Il ne s'agit aujourd'hui que d'ordonner au comité de s'acquitter d'un devoir qui lui a été imposé ».

M. *de Foucault* a cité l'opinant à l'opinion publique, en disant : « un jour lui & nous nous serons jugés ».

Profondément affecté de voir la liberté d'exposer son avis, une contradiction de droit & de devoir, travestie en révolte, d'entendre im-

Digitized by Google

puter à la minorité les troubles dont elle est toujours la victime, M. *Malouet* a déclaré qu'en continuant de donner son suffrage, il ne prononceroit plus une seule parole dans l'Assemblée. « Croyez, a-t-il dit, que ce sacrifice est fait » au caractère respectable dont je suis revêtu, » aux obligations saintes qui me sont imposées... » Elles sont calomniées; on les jugera ».

M. *d'André* à supposé que M. *Péthion* pouvoit avoir attribué les troubles qui dévastent la France, non à la minorité de l'Assemblée, mais à la minorité de la nation. Un décret a joint à la demande au comité d'un projet de loi sur les devoirs des membres de la famille royale, celle de s'occuper de la question de savoir si, dans un moment de crise, on peut empêcher les citoyens de sortir du royaume.

M. *de la Gallissonnière* a fait décréter quatre articles provisoires, jusqu'à l'organisation des régimens coloniaux, articles ajoutés au décret du 5 février, concernant la décoration militaire.

Sur une motion de M. *Camus*, M. *de Crillon*, le jeune, a voulu prouver que de petits assignats de 25, de 30 liv. n'achèveroient pas de chasser l'argent. Le contraire a paru démontré à M. *d'André*. On a opposé au préopinant que l'Assemblée avoit décrété qu'on ne fabriqueroit point de si petits assignats. M. *de Mirabeau* porte le défi de montrer le décret allégué. M. *de Praslin* lui en lit l'article : » 50 liv. & *non au-dessous* ». Nouveau décret qui en ordonne pour 50 millions de 50 liv. sur les 1200 millions décrétés.

Organe du comité d'imposition, M. *d'Auchy* propose & l'Assemblée décrète que les canaux & les droits de péage non-supprimés par le décret du 26 mars, seront sujets à la contribution foncière d'après l'estimation des directoires.

Digitized by Google

M. *Dedelay d'Agier* a lu son opinion sur les recettes & les dépenses du trésor public & un projet destiné à combler graduellement le déficit qu'il reconnoît.

M. *de la Rochefoucault* a demandé l'impression de ce plan, pour que tout le monde le comprît. M. *d'Auchy* a observé que DANS les 250 millions de contribution foncière, il y a 60 millions pour les départemens. M. l'abbé *Maury* vouloit que l'auteur du projet fut adjoint aux comités, pour le discuter. M. *de Tracy* y voyoit une défaveur dangereuse pour les calculs des comités, & des erreurs palpables. M. *Alexandre Lameth* prouvoit l'infaillibilité des comités par leurs égards pour les pauvres, l'impression du mémoire de M. *Dedelay*. La séance a fini par un décret interprétatif qui autorise les évêques élus à se faire sacrer sans la permission de l'évêque du lieu.

Du mardi, 22 Février.

Un décret ordonnoit que le procès-verbal ne feroit aucune mention des objets rejettés sur lesquels l'Assemblée seroit passée à l'ordre du jour. Ceux qu'avoient alarmés ou mortifiés l'exposé de M. *Dedelay d'Agier*, ont obtenu qu'on y effaceroit jusqu'aux moindres traces même du refus d'imprimer son apperçu des recettes, & des dépenses; mais toutes ces précautions n'intercepteront pas un rayon de lumière.

D'après un rapport du comité des pensions, l'Assemblée a décrété que les personnes qui, n'étant dans les cas prévus par la loi du 23 août, pour des services rendus à l'Etat avant le premier janvier 1790, n'auroient pas été récompensées, remettront leurs mémoires au comité des pensions.

Digitized by Google

M. *Merlin*, grossissant de nouveaux articles le code antiféodal, a fait main-basse sur les droits honorifiques des ci-devant seigneurs, à qui un décret enjoint de supprimer leurs bancs dans les églises & chapelles, litres, fourches patibulaires, piloris. Quant aux dots aliénables du consentement de leurs femmes, quant aux droits de déshérence, d'aubaine, de bâtardise, d'épaves, de trésor trouvé; au droit de s'approprier les terres vaines, vagues, landes, garriques, &c. la hache de M. *Merlin* les retranche également. Quatorze articles décrétés ont suffi à cette opération; ils sont la paraphrase des décrets connus du 3 mai & du 4 août 1790.

M. *de Lessart* apprend au corps constituant que le bail des messageries a été définitivement adjugé à la compagnie *Le Queux*. Les maîtres de postes composant cette compagnie, qu'une disposition antérieure écartoit du concours comme maîtres de postes, puisqu'on avoit décidé que les messageries & les postes seroient séparées, ont écrit à l'Assemblée qu'ils seront » des sentinelles » actives contre ses ennemis, & qu'ils jurent de » veiller sur tous les mouvemens contraires à la » constitution «. Voilà un serment bien engageant pour les voyageurs François & Etrangers, assurés désormais de trouver un inquisiteur à chaque poste.

Une lettre demande, au nom de quelques habitans de Carpentras, la réunion de cette ville à l'Empire François, & la permission pour ses députés de prêter un serment de fidélité devant tel comité qu'il plaira à l'Assemblée de nommer.

On a renvoyé le tout au comité diplomatique & d'Avignon.

M. *Dubois de Crancé* a cru digne de la gra-

Digitized by Google

vré de la diète nationale, de lui raconter l'anecdote suivante. Un curé des environs de Paris avoit refusé de prêter son serment, de retour chez lui, il reçut un assignat de 300 liv. de la part d'une dame, sans doute très-respectable, qui vouloit l'indemniser du sacrifice de sa cure. Le curé fait ses réflexions, va prêter le serment, & donne l'assignat aux pauvres. On a beaucoup applaudi l'orthodoxie & la probité du pasteur, qui ne désirera pas davantage qu'on le nomme.

M. *de Saint-Martin* annonce que l'évêque de Viviers a prêté le serment. M. *d'Epréménil* assure que ce prélat exemplaire avoit déjà perdu la tête. » Il a pourtant célébré dans un discours, » l'admirable sagesse de la nouvelle constitution » civile du clergé « répond M. *de Saint-Martin*. M. *d'Epréménil* n'a pas dit le contraire.

Un des secrétaires, M. *Vouland*, député d'Uzès, a fait lecture de différentes lettres qui mandent que le département est dans une crise effrayante. Les gardes nationales de diverses villes, les montagnards, les troupes de Jalès, marchent en armes, contre la ville. Il y a eu déjà des blessés, des morts, deux prisonniers. Les plus grandes forces qui menacent ce département sont de trente mille hommes. Uzès demande des troupes, des armes, des munitions, des artilleurs. Les lettres, M. *Vouland*, frère d'un des chefs des Protestans d'Uzès, & l'un des auditeurs imputent ces troubles à une lettre de M. *de Béthisy*, évêque d'Uzès, incendiaire comme tous les mandements. Voici, selon le rapporteur, ou ses correspondans, ce qui est directement résulté de l'écrit du ci-devant évêque. -- Lundi 14 février, il se forma, sur la place de l'évêché d'Uzès, un attroupement non de ca-

Digitized by Google

tholiques, mais d'ennemis de la constitution. Les patriotes menacés, se rassemblèrent sur la place de l'Esplanade; l'escadron de dragons de Lorraine fut réquis de monter à cheval pour faire cesser ces attroupemens; les chevaux étoient dans les écuries de l'évêché. Les factieux s'opposèrent à l'enlèvememt des chevaux, tirèrent sur les dragons, un coup de feu cassa l'épaule de l'un d'eux, l'autre reçut dans les entrailles un coup de bayonnette, on dit qu'il en est mort. Les mutins s'emparent des tours de la cathédrale, sonnent le tocsin. Les gardes nationales des lieux circonvoisins accourent, la loi martiale est publiée & ne produit aucun effet; mais le district réunit des forces, & les séditieux se retirent en publiant qu'ils recevront des secours du camp de Jalès. M. *d'Albignac*, commandant pour le Roi, réquis, fait avancer 232 hommes du régiment de Dauphiné, & 30 dragons de Lorraine. Le département du Gard requiert 150 gardes nationales de Nîmes, (ils y voloient tous, sans l'esprit de subordination); il envoie aussi deux commissaires pour informer. Des nouvelles suspendent le départ des Nîmois. Une lettre de quelque affilié de Nîmes promet des détails ultérieurs. Tout ceci n'est qu'un premier avis indirect. Le directoire du district d'Uzès écrit au département du Gard qu'il n'y a eu qu'un homme de tué sur la place. M. *Vouland* ne dit rien de M. *Vouland* son frère, dansant à la tête d'une farandoule de dragons & de Protestans en criant: *Vive la nation! les aristocrates à la lanterne!* ni des mots du guet *Patriotes* & *Royalistes*; ni d'autres détails qui se trouveront dans des correspondances plus impartiales. Mais nos lecteurs sont impatiens de lire la lettre infernale de M.

Digitized by Google

l'évêque d'Uzès ; nous la transcrirons textuellement ici pour qu'en matière si délicate, les malveillans n'aient pas à nous reprocher les réticences ou l'infidélité d'un extrait.

» Le jour d'hier sera fameux dans les fastes du Clergé de France. C'est le premier où j'ai reçu quelque consolation. Si nous avions combattu pour la gloire, nous pourrions dire que nous n'avons rien à desirer ; mais un intérêt d'un ordre bien supérieur étoit confié à notre courage. Je ne suis pas sans espoir que cette journée ne sauve la religion en France ; mais je suis sûr, au moins, qu'elle l'a glorifiée. L'heure fatale étoit arrivée : on a délibéré de nous interpeller pour prêter le serment. La fermeté la plus calme étoit notre contenance. L'Evêque d'Agen, appellé le premier, a dit trois phrases d'une noblesse simple, franche & touchante qui ont produit le plus grand effet. Appellé après lui, M. Fournèze, Curé de son diocèse à fait aussi une de ces réponses qui enfonce la crainte dans l'ame des pervers, & la honte dans celle des foibles «. Vous voulez, dit-il, nous rappeler à la discipline des premiers siècles de l'Eglise : Eh bien ! Messieurs, avec la simplicité qui leur convient, je vous dirai que je me fais gloire de suivre l'exemple que vient de me donner mon Evêque, & de marcher sur ses traces, comme Laurent sur celles de Sixte, jusqu'au martyre. »

» Alors l'effroi a gagné nos ennemis ; la confusion s'est mise au milieu d'eux ; ils ne savoient quel parti prendre. Ils essaient de plattes & ridicules séductions, en annonçant que l'intention de l'Assemblée n'a pas été de toucher au spirituel. Nous demandons que cette explication soit convertie en Décret ; & la mauvaise foi se démasque

Digitized by Google

par un refus. Le tumulte & l'indécision de ces Messieurs allongent la séance, & aucun Ecclésiastique ne montre ni foiblesse, ni inquiétude. Alors ils abandonnent la forme d'appel individuel, qui auroit alongé leur tourment, d'être témoins du triomphe de la vérité. Ils ont ordonné une interpellation générale à ceux qui n'avoient pas encore prêté le serment : elle a été faite ; & personne ne s'est présenté. Enfin, notre immuable fermeté les a forcés ; à leur grand regret, de décréter contre nous ; & nous sommes sortis, fiers de notre glorieuse pauvreté. Les deux ou trois cens brigands, employés dans ces occasions majeures, entouroient la salle, & y faisoient même retentir le cri, *à la lanterne*. Nous y avons souri dédaigneusement, & demandé qu'on ne s'occupât point de ces vaines clameurs. Pas de vrai & bon peuple autour de la salle ; pas le moindre mouvement dans Paris contre nous ; & l'estime public nous a suivis dans nos retraites. Le Roi est prié de faire nommer à nos places.

Il est curieux d'observer que ce décret, fait pour introduire le schisme en France, s'il s'exécute, a été rendu sous la présidence du fils d'un juif, & sur la motion d'un protestant. Je ne puis vous rendre mille détails qui seroient intéressans : mais le tems me manque. Voila l'essentiel ; nous avons soutenu la première attaque d'une manière digne du devoir que nous avions à remplir ; nous soutiendrons de même toutes les épreuves jusqu'à la dernière, si on ose y aller ; & ce n'est pas de notre côté qu'est la crainte & l'embarras. Nous les laissons à ceux qui n'écoutent pas leur conscience, & qui ne suivent pas les principes. Nous pleurons sur 98 de nos confrères trompés ou entraînés. C'est beaucoup, sans doute,

Digitized by Google

sur 268 que-nous sommes : mais cette grande majorité nous reste. Vous pouvez montrer ma lettre : je ne crains pas quand j'écris, parce que la vérité est mon guide, & il est essentiel qu'elle soit connue sur cette fameuse séance. J'apprends dans l'instant qu'environ 12 ou 15 ecclésiastiques de l'Assemblée ont retiré leur serment, & on assure que plusieurs autres encore, suivront leur exemple ».

Après la lecture de cette lettre, vivement applaudie de tout le côté droit & d'une partie des galeries sans murmures désapprobatifs du côté gauche, M. *Vouland* ayant terminé ses récits un peu incohérens, le président a dit qu'on avoit fait la motion de renvoyer le tout au comité des recherches. M. *Regnault* de Saint-Jean-d'Angely, a voulu que le président se retirât sur-le-champ pardevers le Roi pour le prier d'envoyer des troupes au secours de la ville d'Uzès; les deux propositions ont été décrétées.

Du mardi, séance du soir.

M. *Dufort*, président, a rendu compte de sa mission auprès du Roi. Sa majesté a répondu qu'elle donneroit les ordres les plus prompts. On a lu quelques annonces de sermens, & l'on est passé à l'affaire de Nîmes. M. *de Marguerittes* s'est fait honneur de plaider pour de nombreux infortunés calomniés, pour les magistrats ses co-accusés, & pour lui-même, non de la tribune, mais à la barre, comme Maire & partie plaignante. Son discours interrompu par la fin de la séance, fera le principal objet de celle où il l'aura terminé.

Du mercredi, 23 février.

On a lu une lettre des officiers municipaux de

Digitized by Google

Moret, contenant le très-singulier procès-verbal suivant :

» Ce jourd'hui 20 Février 1791, à sept heures du matin, la Municipalité de Moret, instruite par le cri public du passage de Mesdames, Tantes du Roi, dans cette Ville, instruite par la voix publique des oppositions diverses qu'avoient apportées à leur départ leurs frères & Concitoyens les Habitans de Paris, instruite encore que leur arrivée dans cette Ville avoit plutôt l'air d'une fuite que d'un voyage libre, a requis la Garde nationale de s'opposer à ce qu'elles passent outre, sans avoir au préalable fait viser leur passe-port.

En vertu de laquelle réquisition un Membre de la Garde Nationale a sur-le-champ ordonné la clôture des portes de ladite Ville ; quoi voyant, un particulier décoré du cordon de l'Ordre de Saint-Louis, s'est transporté chez le Procureur de la Commune, à l'effet d'y faire viser les passe-ports de Mesdames. De son côté, le Membre de la Garde Nationale qui, au préalable, avoit obtenu de l'Officier commandant un détachement des Chasseurs de Lorraine, qu'il ne seroit fait nulle violence, & que le *visa* de la Municipalité seroit attendu, s'est transporté chez le Maire, & de-là s'est rendu, accompagné d'icelui Maire, chez le susdit Procureur de la Commune, où il a trouvé le particulier susdésigné, qui leur a fait voir des passe-ports signés du Roi, contre-signés de M. Montmorin, Ministre, lesquels passe-ports sont pour Mesdames, tantes du du Roi, allant à Rome ».

» A en outre représenté le susdit particulier, se disant *homme d'honneur*, pour accompagner Mesdames, un avis de la Municipalité de Paris,

Digitized by Google

signé de M. *Dejoly*, Secrétaire-greffier, qui dit que les loix autorisant chaque particulier de voyager dans tel endroit du Royaume qui lui plaît, en conséquence elle n'a pas cru devoir donner un pouvoir sur une chose qu'elle n'avoit pas droit d'empêcher ».

» Sur quoi réfléchissant la Municipalité de Moret avoit remarqué une contrariété frappante : c'est que les passe-ports du Roi étoient pour Rome, & l'avis de la Municipalité donné sur la liberté de voyager dans le Royaume : en conséquence, elle avoit déterminé d'interrompre le voyage de Mesdames, jusqu'à ce qu'elle pût faire passer à l'Assemblée Nationale le présent Procès-verbal, & connoître si elle devoit, ou non, laisser passer outre Mesdames, tantes du Roi ».

» Pendant laquelle explication, des Chasseurs de Lorraine, au nombre de cent ou environ, renforcés des gens de la maison de M. Montmorin, Gouverneur & Maire de Fontainebleau, arrivèrent en courant à toute bride ; les armes en mains, pour forcer l'ouverture des portes ; ce qui eut lieu par la terreur que porta dans la Ville cette espèce d'armée, arrivant sans ordre, sans pouvoir, & sans avoir consulté même la Municipalité, qui se disposoit dans cette circonstance à remplir son devoir, conformément aux Loix ; que d'ailleurs l'heure de l'arrivée de Mesdames en cette Ville, qui étoit entre six & sept heures du matin, leur donnoit à soupçonner qu'elles avoient marché une partie de la nuit ; que par conséquent elles fuyoient plutôt qu'elles ne voyageoient ; qu'en outre, ayant été fait usage de la force armée, sans réquisitoire de la Municipalité, & des ruses pour tromper, tant les habitans de cette Ville que les Officiers Muni-

Digitized by Google

cipaux, ils ont cru à propos de dresser & rédiger le présent procès-verbal, qui sera envoyé sans délai à M. le Président de l'Assemblée Nationale, pour servir & valoir ce que de raison. Signé sur la minute des procédures, &c. ---- *Signé* HUTTEAU, Secrétaire-Greffier.

Plusieurs voix ayant réclamé l'ordre du jour, M. *Rewbell* apperçoit les conseils des ennemis du bien public dans ce voyage qu'il nomme extraordinaire, & qui ne l'est que par toutes les absurdités qu'on se plaît à débiter & à faire à l'occasion d'une chose si simple. Il trouve que le Ministre ne devoit pas contresigner le passe-port, sachant que la pétition de la municipalité de Paris avoit été renvoyée au comité de constitution ! « Une pétition est-elle donc une loi », demande M. *de Clermont Tonnerre*? M. *Rewbell* n'en insiste pas moins, appelle *Mesdames* membres de la dynastie, répète qu'elles ne pouvoient partir sans la permission du Roi, & oublie qu'un passe-port signé du Roi prouve sa permission. Au surplus, les dragons ont escorté *Mesdames*, & les ont fait sortir de la ville de Moret. « S'il faut que les troupes de » ligne agissent sans réquisition, déchirez votre » constitution & renoncez à être libres. Tous » les pouvoirs sont compromis, violés. Je con» clus au renvoi du procès-verbal aux comités des » recherches, militaire & de constitution ».

M. *Régnault* y ajoute un renvoi de commissaires qui excite des murmures & des éclats de rire. Plus sérieux que jamais, en homme profondément pénétré du danger de l'empire, il soutient qu'il n'y a que ce remède, qu'il est conséquemment le meilleur, le plus sage; il démontre que les départemens, les districts, leurs directoires, les municipalités ont des fonctions, des

Digitized by Google

attributions constitutionnelles qui ne les rendent pas susceptibles d'opérer seuls le bien dont il s'agit. Mais des commissaires du directoire du département suffiront s'ils font leur rapport à l'assemblée législative. M. *d'Aiguillon* adopte toutes les vues des préopinans, & y joint la motion que les trois comités soient chargés de demander au ministre de la guerre s'il a donné ordre aux militaires d'escorter *Mesdames*, pour qu'il en soit responsable comme coupable « du plus grand délit, du plus grand de tous, puisqu'il porte atteinte à la constitution ». Un décret a fait une loi de cette proposition réunie aux deux autres.

Sont venus ensuite le rapport & le projet de décret sur l'état & les obligations de la *Famille du Roi*, l'un & l'autre tels que nous les avons rapportés plus haut. On a ajourné la discussion à vendredi.

M. *Tronchet* a fait décréter divers articles sur les droits féodaux que nous rapporterons dans huit jours ; M. *le Chapelier* passant aux fonctionnaires juges de paix, a proposé des articles qu'on a adoptés, & qui déclarent incompatibles la charge de juge de paix, & celle d'officier municipal, d'administrateur, greffier, avoué, huissier, juge de district, percepteur de deniers publics.

M. *Muguet* a répété tout ce qu'avoit dit & lu M. *Voulland* des troubles du département du Gard. Il a seulement ajouté quelques détails. Selon lui, les troubles d'Uzès ont commencé par une dispute de cabaret ; les parties sont restés en présence toute la nuit ; le lendemain les plus foibles, qu'il nomme les séditieux, se sont retirés, & ont été au camp de Jalès. On les croit au nombre de 6000. Dix-sept cents se sont transportés à Saint-Ambroise & n'y ont commis

Digitized by Google

aucun désastre. Le rapporteur a fini par proposer d'approuver la conduite des administrateurs du Gard & d'Uzès, & l'envoi de troupes & de cinq commissaires ; ce qui a été décrété.

Le Ministre des affaires étrangères s'est justifié d'avoir contre-signé le passe-port de *Mesdames*, en observant, qu'il n'y avoit point encore de loix contre les émigrations, que les anciennes loix étoient tombées en désuétude, qu'il n'avoit pas prévu des obstacles, qu'un passe-port n'est que la qualification des voyageurs. La lecture de cette lettre ministérielle a terminé la séance.

Du mercredi, séance du soir.

Mardi soir, M. *de Margueritte* avoit appuyé sa défense sur trente-deux pièces, dont M. *Alquier*, rapporteur, n'avoit pas parlé ; & sur les vices de l'information qui a servi de base à ce rapport. M. *de Margueritte* s'étoit attaché à prouver que les accusés n'avoient été admis à aucune preuve justificative, que les membres du club, dénonciateurs, avoient déposé comme témoins, qu'on avoit évité de prendre des dépositions sur les faits les plus importans ; qu'il ne s'étoit présenté pour défendre les accusés qu'un avocat, qui même avoit rempli les fonctions d'huissier, tous les officiers de la justice étant intimidés par les menaces ; qu'on portoit la cocarde blanche à Nimes, dès le commencement de la révolution, en signe de patriotisme ; que la proclamation du Roi qui prescrit la cocarde nationale, n'eut lieu que le 28 mai ; que la bienfaisance qu'on lui reprochoit & à la municipalité, comme un moyen de séduction, s'étoit bornée, pour lui, à doter une fille, qui devoit être choisie parmi celles des citoyens qui étoient venues planter

un

Digitized by Google

un mai devant la porte, suivant l'usage du pays & de la part de la municipalité, à pourvoir à la subsistance de Nîmes, & à faire distribuer du pain aux ouvriers qui manquoient d'ouvrage.

Ce soir, M. *de Marguerittes* s'étant rendu à la barre, M. *Voulland* a demandé à l'interpeller. On a lu le décret qui porte que le maire de Nîmes étoit obligé de répondre à toutes les interpellations. M. *Voulland* l'a interrogé sur la date d'un approvisionnement de grains, que les soins & le crédit de M. *de Marguerittes* avoient procurés à la ville de Nîmes dans un moment de cherté. En mars 1790, a répondu M. *de Marguerittes*. M. *Meynier* a prétendu qu'alors le bled n'étoit pas cher, que l'on fit une souscription, qu'il fut des souscripteurs, que les fonds qui en provinrent suffirent aux achats de grains, que le nom du maire n'y parut pas, que ce ne devoit pas être pour lui un si grand sujet de jactance. Une huée générale a accueilli ce dire de M. *Meynier*.

La nécessité d'une souscription prouvoit contre la première assertion de M. *Meynier*; une attestation de M. *Lelong* a confirmé la certitude de la cherté des grains à cette époque. M. *de Marguerittes* a tranché la question, en lisant une délibération de la commune de Nîmes du premier mai 1790, portant qu'il a sacrifié son temps, sa fortune & son repos, pour assurer les subsistances, soulager les indigens & maintenir la tranquillité publique ». Ses ennemis n'ont plus été tentés de l'interpeller, & il a repris sa défense au milieu de vives applaudissemens. Nous ne pouvons que résumer un discours de plusieurs heures.

L'émeute du mois de mai fut suscitée par les ennemis de la municipalité; on régaloit gratuitement les soldats & les sous-officiers du régi-

ment de Guyenne ; un membre du club de Nîmes excitoit les soldats à frapper les citoyens à coups de sabres. Un protestant commandoit des cartouches de fer-blanc, ayant une balle soudée à l'un des bouts, & annonçoit hautement qu'elles perceroient plus d'un ventre ; un autre protestant tira deux coups d'arme à feu sur un groupe où des municipaux cherchoient à mettre la paix ; on expédia des couriers pour faire descendre les montagnards protestans ; le maire réconcilia les soldats & les citoyens ; quinze mille citoyens, officiers & soldats, vinrent l'en remercier & demandèrent une illumination générale.

M. *de Marguerittes* a lu sur tous ces faits des déclarations & des verbaux que M. *Alquier* avoit passés sous silence.

Quant aux évènemens du mois de juin, il a prouvé que la compagnie de garde protestante avoit été triplée & avoit chargé ses armes deux heures avant l'émeute ; que les légionnaires à Pouf & catholiques, n'avoient point de fusils lorsqu'on en mit ou blessa sept, ce qui, sur le signal du massacre ; que pendant plusieurs jours les officiers municipaux furent insultés, excédés, qu'on en blessa huit ; qu'au moment où M. *Alquier* a rapporté, sur des ouï-dire, des coups de fusils partis du jardin des Capucins, il y avoit plusieurs hommes armés dans le jardin limitrophe des Maltois ; & que chez les malheureux Capucins, dont cinq furent égorgés, on ne trouva ni hommes, ni armes ; qu'un légionnaire protestant, caché dans une petite rue, tira sur les troupes étrangères, de manière qu'elles crussent que le coup partoit du couvent des Ursulines qu'il vouloit faire piller ; que, sur plus de 300 morts, 14 protestans seulement perdirent la vie

Digitized by Google

à Nîmes, & sept furent assassinés dans les campagnes, en tout 21 ; que 120 maisons ont été livrées à la fureur des brigands, outre les églises & les maisons religieuses pillées & ravagées, & les maisons de campagne ruinées autour de Nîmes; que toutes les maisons pillées appartenoient à des catholiques. . . . . Celles qu'on a démolies jusqu'aux fondemens, M. *Alquier* disoit qu'on les avoit démeublées. Enfin la population de Nîmes étant de 54 mille ames, 40 mille catholiques & 14 mille protestans, M. *de Marguerittes* a établi avec raison que ceux qui dominoient par un nombre aussi prépondérant, n'avoient pas besoin de crimes pour être les plus forts ; que les factieux seuls avoient pu vouloir compenser le défaut du nombre par la perfidie des complots, diviser, calomnier & appeller les protestans qui fondirent sur Nîmes comme des tigres altérés de sang.

Se désistant de ses premières conclusions, par égard pour les circonstances, M. *de Marguerittes* a demandé une amnistie générale, excepté pour la municipalité. En remettant sa démission & celle des autres officiers municipaux, il a sollicité une information, un jugement pour le maire & ses collègues, une nouvelle élection, la suppression des milices nationales, qu'elles soient créées de nouveau sans patriotité, suivant les décrets ; que toutes les armes soient déposées à l'hôtel-de-ville ; la restitution des meubles de M. *Ferrand de Missols* enlevés par le département, & pour les malheureuses familles, dont plus de deux cents chefs ont péri, des secours que la ville est hors d'état de fournir, & qui, donnés par la nation, rapprocheroient tous les cœurs, sans être à charge à personne. . . . . Les applau-

diſſemens ont été preſque unanimes ; mais la diſcuſſion n'a pu être entamée.

Du jeudi, 24 février.

Pour faciliter la vente des biens nationaux, on a rendu un nouveau décret, ſuivi de la diſcuſſion de quelques nouveaux articles, concernant les juges de paix. Cette dernière délibération a été interrompue par les applaudiſſemens & les *bravo*, qui ont annoncé l'arrivée de MM. *d'Expilly* & *Marolles*, évêques conſtitutionels qui, décorés de leur croix épiſcopale, venoient précédés d'une muſique guerrière, au milieu d'un plus nombreux cortège, accompagnés de quelques *ça ira*, *ça ira*, de ſe faire ſacrer par l'evêque-démis d'Autun & les évêques *in partibus* de Lydda & de Babylone.

Le préſident a proclamé enſuite d'autres curés du côté gauche devenus évêques ſans y ſonger, MM. *Maſſieux*, *Aubry*, *Lindet*. Les battemens de main n'ont ceſſé qu'à l'arrivée d'une lettre de M. *du Portail*.

Ce miniſtre ſe juſtifie en proteſtant, par écrit, qu'il n'a donné aucun ordre aux chaſſeurs de Lorraine, & qu'il n'a pris aucune part à ce qui s'eſt paſſé à Moret. « Le décret d'hier, obſerve M. *de Mirabeau*, ne contient-il qu'une ſimple interrogation relative à l'ordre qui a cauſé l'incroyable invaſion des chaſſeurs de Lorraine » ? Il faut y ſuppléer. « M. *Dubois de Crancé* veut un rapport ; le préopinant objecte que le comité des recherches ne peut répondre avant d'avoir interrogé, que le gouvernement ſeul doit être interrogé. M. *de Montlauſier* croit que, ſans attendre des ordres, tous les bons citoyens attachés au meilleur des Rois, doivent donner à

Digitized by Google

sou auguste famille des secours qui expriment leur respect & leur dévouement ; & il invoque la question préalable.

M. *d'André* répète ce que M. *Rewbell* avoit dit le jour précédent, & il veut que le président aille demander au Roi le nom de celui qui a donné l'ordre. Quelqu'un suppose que c'est le capitaine, mais de qui l'a-t-il reçu ? voilà la question d'état. Selon les uns, les chasseurs de Lorraine ont violé le territoire de Moret & la constitution. Selon M. *de Montlausier*, ils n'y sont venus que pour dissiper un attroupement de séditieux de la plus vile populace, & n'ont pu enfoncer les portes de la ville puisqu'elle n'en a pas. M. l'abbé *Maury* demande la parole, on passe à l'ordre du jour. Mais ce voyage de *Mesdames* devoit encore retarder de quelques heures les travaux des corps constituant.

Le président reçoit deux lettres & un procès-verbal auquel on ne croira pas dans dix ans.

La première de ces dépêches écrites par M. *de Lessart*, informe l'Assemblée nationale que Mesdames, tantes de Sa Majesté, ont été retenues à Arnay-le-Duc.

» Sa Majesté, qui doit protéger également la liberté de tous, desire que l'Assemblée prenne les mesures nécessaires pour lever les doutes, d'après lesquels la commune d'Arnay-le-Duc a cru devoir retenir Mesdames.

La seconde lettre est de *Mesdames* au Président, elles réclament leur liberté & la justice de l'Assemblée.

Le procès-verbal de la municipalité d'Arnay-le-Duc, constate que la municipalité s'est assemblée à la réquisition de la commune, c'est-à-dire, de 132 personnes qui forment la majeure

Digitized by Google

partie du peuple de cette ville, sur la nouvelle donnée du passage de Mesdames, par un courier. --- Après l'examen du passeport, signé par le Roi, & de la délibération de la commune de Paris. --- La matière mise en délibération, la commune a considéré que l'Assemblée nationale avoit ordonné à son comité de constitution, de lui présenter un projet de loi sur les voyages des membres de la famille du Roi; que le passeport signé du Roi, étoit du 2 février, tandis que la délibération de la commune n'étoit que du 14; elle a arrêté qu'il seroit sursis au voyage de Mesdames, que le procès-verbal en seroit envoyé au département, pour prendre telle mesure qu'il jugeroit convenable; qu'il seroit donné à Mesdames une garde pour veiller à leur sûreté, & que M. Louis Narbonne, se disant chevalier d'honneur de Mesdames, auroit la liberté d'aller où bon lui sembleroit avec des chevaux.

M. l'abbé *Maury* a observé que la commune d'Arnay-le-Duc étoit très-répréhensible. Violer la liberté dans un seul individu, c'est violer la constitution. *Mesdames* n'étoient pas obligées à montrer un passeport & l'Assemblée n'en donne qu'à ses membres. La raison ne peut jamais avoir la multitude pour organe... On cite une pétition de la commune de Paris! il seroit infiniment dangereux qu'il suffit d'une pétition pour avoir le provisoire, & dans tout le royaume, contre l'autorité du roi & avant que l'Assemblée ait rien décidé. Vous ne pouvez tolérer l'insurrection de la multitude contre la municipalité, & les exposer ainsi toutes, à se voir forcées de déposer le pouvoir qu'elles tiennent de la loi. Il ne faut pas souffrir que le peuple exerce un pouvoir dont il est la source, mais dont l'autorité royale &

Digitized by Google

le corps législatif sont les réservoirs. Ce seroit méconnoître les vrais intérêts du peuple, sacrifier sa liberté, ne vouloir que l'anarchie. Je demande qu'on décrète à l'instant que l'Assemblée désapprouve l'insurrection de la commune d'Arnay-le-Duc, déclare que le peuple ne peut même provisoirement s'opposer aux droits des corps administratifs ; & qu'il ne doit être mis aucun obstacle au voyage de *Mesdames*, le droit de voyager étant commun à tous les citoyens.

Les mêmes principes étoient reconnus par M. *Régnault* de Saint-Jean-d'Angély ; mais il excusoit la commune d'Arnay-le-Duc par les troubles & les terreurs dont nous sommes environnés (ce qui feroit dépendre la légitimité des insurrections des brouillons qui répandent de faux bruits). N'y voyant que l'acte d'un *patriotisme exagéré*, il s'opposoit à l'improbation formelle. Quant à la liberté de *Mesdames*, il la renvoyoit au pouvoir exécutif, au roi « entre les mains de qui » reposent tous les moyens nécessaires de faire » jouir les citoyens de la liberté assurée par la loi ».

Après avoir rappelé à l'Assemblée qu'elle avoit décrété que M. *Necker* seroit libre & continueroit son voyage ; M. *Fréteau* a demandé la même justice pour *Mesdames*, & il a pensé que le corps législatif devoit à sa dignité de témoigner de l'improbation quand les loix étoient enfreintes. Les pouvoirs sont établis, il faut réprimer avec éclat les atteintes qui leur sont portées. Il y a aujourd'hui un an que vous avez décrété que les municipalités seroient garantes de l'exécution des loix ; que devient leur responsabilité si les communes, si un appel à la multitude, interjetté par elle-même, les privoient de l'autorité des loix ? Il est inutile d'en faire

Digitized by Google

jurer l'observation au peuple si elles sont détruites par le peuple. Le district & les municipaux ont averti la commune qu'aucune loi ne s'opposoit au départ de *Mesdames*. Je conclus à ce que vous déclariez inconstitutionnelle la délibération de la commune d'Arnay-le-Duc, & décrétiez que le roi assurera par tous les moyens que la constitution met en son pouvoir, la liberté qu'aucune loi n'a ôtée à *Mesdames* de continuer leur voyage.

M. d'*André* vouloit qu'on décrétât que nulle loi ne s'oppose au voyage de *Mesdames*. Il pensoit que le renvoi au pouvoir exécutif est inutile. Le district & la municipalité sont ses agens pour l'exécution de la loi. Ce seroit dire au roi : envoyez des troupes. Déclarons le principe, le roi sanctionnera.

L'opinion de M. *Barnave* prend & laisse une partie de chacune des autres, il convient des principes, veut que le président remette au roi le décret qui ajourne la question relative à la famille royale, & ne voit dans la conduite de la commune d'Arnay-le-Duc, que des intentions de bien commun & un zèle inconsidéré.

Une longue confusion de prétentions à la parole, finit par la proposition que fait M. de *Mirabeau* de cette rédaction-ci : l'Assemblée, considérant qu'aucune loi existante ne s'oppose au libre voyage de *Mesdames*, tantes du roi, déclare qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur le procès-verbal de la commune d'Arnay-le-Duc, & renvoie l'affaire au pouvoir exécutif. Des murmures partent de tous les coins de la salle. » Que m'objecte-t-on, a repris M. de *Mirabeau*, » dans le système de ceux qui veulent une in-

Digitized by Google

» probation formelle ? une infraction à la loi ?
» Mais l'Assemblée en ordonnant l'impression de
» la pétition de la commune de Paris, a fort con-
» couru à induire en erreur, & à élever les
» doutes dont nous voyons l'effet. . . On ne
» peut dissimuler que nous ne sommes pas en-
» core parvenus à établir le jeu régulier de l'or-
» ganisation sociale. . . je propose de déclarer
» un fait constant... y a-t-il une loi qui s'op-
» pose au voyage de *Mesdames* ? »

Il y en a une ; je la cite, a dit M. *Gourdan* ; c'est le salut du peuple... Ici les murmures ont dégénéré en tumulte. « Le salut du peuple » est intéressé à ce qu'il n'y ait pas de tiraillemens » d'opinions & des mouvemens en sens contraire, » a repris M. de *Mirabeau* ; mais non à ce que » *Mesdames* couchent trois jours de plus en » route. *Mesdames* ont fait une démarche im-» prudente, impolitique ; mais non pas illégale. » Il est de la politique de l'Assemblée, si un » corps si puissant peut avoir de la politique, de » renvoyer cette affaire au pouvoir exécutif ».

M. de *Tracy* propose de désapprouver la commune & déclarer *Mesdames* libres de. M. *Camus* ajoute à la motion de M. d'*André* l'amendement de prier le roi de n'accorder à sa famille aucune permission de voyager, jusqu'au décret ajourné.

« Je suis loin de croire, dit M. *Alexandre de Lameth*, que le voyage de *Mesdames* soit de peu d'importance, qu'il soit peu important qu'une partie de la famille royale fuye une révolution qui lui assure de si grands avantages. . . On rit à droite, on applaudit à gauche, & M. de *Lameth*, fréquemment interrompu, finit par prier » ceux qui, depuis vingt mois ont donné tant

Digitized by Google

» de preuves de patriotisme, d'écouter une seule » phrase » dont la substance est que, si l'on agit comme si la révolution étoit terminée, on ne la finira pas » ; que la conduite de la commune » d'Arnay-le-Duc offre « l'exemple du patriotisme » le plus pur » & que *sans mettre obstacle* au voyage de *Mesdames*, le président doit prier le roi « de peser dans sa sollicitude, s'il doit, dans les circonstances actuelles, permettre à *Mesdames* de sortir du royaume ».

L'opinion de M. *Barnave* rentre dans celle de M. de *Lameth*. Vacarme horrible, le président refuse la parole à M. de *Beaumets*, M. d'*André* la demande contre le président ; à peine entend-t-on le bruit de la sonnette. On invoque l'ordre du jour. » L'ordre du jour c'est d'éviter le despotisme s'écrie M. d'*André* ». Suivant M. *de Lameth*, observe alors M. de *Beaumets*, il faut encore employer les mêmes moyens que pour la révolution, c'est-à-dire, l'insurrection... Plusieurs voix désavouent cette interprétation qui n'offroit néanmoins que l'esprit d'une maxime soutenue & applaudie souvent dans l'Assemblée. L'opinant se réjouit de ce désaveu, prouve le danger d'une idée qui perpétueroit les désordres, & réprouve » ces conseils perfides dignes seulement des véritables ennemis du peuple, du bonheur public & de la liberté ».

M. *Charles de Lameth* explique & soutient la motion de son frère en ajoutant : « n'est-il pas » honteux & coupable de quitter un pays qui » s'affranchit, pour revenir, après ces secousses, » jouir des bienfaits achetés par tant de travaux !.. » *Mesdames* se sont plutôt évadées qu'elles ne » sont parties pour un voyage... ».. « Il n'y a qu'un prisonnier qui s'évade, a dit M. de *Mont-*

Digitized by Google

Lauser. C'est faire croire que la famille royale est prisonnière à Paris. Je demande que M. *Lameth* soit rappelé à l'ordre ». M. l'abbé *Maury* demande grâce pour M. *Charles de Lameth*.

» Quel est l'objet de l'amendement, reprend » celui-ci ? dire au roi que le peuple est affamé, » ruiné par les émigrans ; voilà ce que nous » devons dire. Quand *Mesdames*, tantes du roi, » ont été nourries, entretenues, pendant cin- » quante ans, par la nation, il est étonnant » qu'elles l'abandonnent. Je ne crois pas qu'on » propose la question préalable sur un pareil » amendement ». On la demande à hauts cris, & le vacarme est inexprimable. » L'Europe sera » bien étonnée, observe M. de *Menou*, d'ap- » prendre que l'Assemblée nationale s'est occupée » pendant quatre heures du départ de deux Dames » qui aiment mieux entendre la messe à Rome qu'à » Paris ». La motion de M. *Alexandre de Lameth* convertie en amendement par M. *Barnave*, a dit alors M. le *Chapelier*, est propre à mettre le trouble dans le royaume. Ou le roi interdira les voyages, ou il ne les interdira pas. Dans le premier cas il se brouille avec sa famille ; dans le second, le vœu de l'Assemblée étant connu.... Ici, la question préalable a interrompu l'orateur, écarté les amendemens, & la rédaction de M. de *Mirabeau* a été littéralement décrétée.

Du Jeudi, séance du soir.

M. *Voulant* a lu le précis d'une nouvelle lettre du directoire du département du Gard, contenant très-peu de détails sur les malheurs & les dangers de la ville d'Uzès. Il a parlé d'une manière vague de la position critique du département, de la nécessité de prompts secours & de celle de ne se

Digitized by Google

permettre aucun excès contre ceux même qu'il a désignés comme soupçonnés d'exciter les troubles. Le directoire a requis 300 gardes nationales de Nimes, de se rendre à Uzès, avec quatre pièces de canon ; il se loue des mesures de M. *d'Albignac*, commandant des troupes de ligne, expose les instructions données aux gardes nationales pour le bon ordre & le respect des propriétés, témoigne de vives inquiétudes sur le camp de Jalès, présent que sous peu de jours il y aura une action, mais se promet beaucoup du patriotisme des soldats-citoyens & des troupes de ligne. A la suite de cette lecture, l'Assemblée s'occupe d'une proposition du comité de judicature, & sur la demande de M. *Vieillard*, un décret ordonne le payement de 15,153,934 liv. 11 sous 6 deniers, conformément au résultat annexé de liquidations arrêtées par le commissaire du roi.

L'ordre du jour appeloit M. *Rabaud de Saint-Etienne*, à répondre à M. *de Marguerittes*, relativement à l'affaire de Nimes. On pourroit résumer en deux mots tous les argumens de ce ministre Calviniste. « Les Protestans qui ont tués deux cent Catholiques sont des *patriotes* ; les Catholiques égorgés sont des aristocrates, & vos ennemis ; donc ils étoient seuls coupables, donc ils méritent seuls votre improbation.

Après avoir annoncé qu'il se serviroit du seul talent qu'il ait de reçu de la nature, celui de ne point perdre de vue l'objet de la discussion, M. *Rabaud* a fait de la cocarde blanche le signe des contre-révolutionnaires Nimois, malgré les attestations signées de soixante officiers de la légion. Pour réfuter le procès-verbal de la municipalité de Nimes, il a observé qu'elle l'a fait elle-même, qu'elle s'y loue elle-même ; & a avancé que ces

Digitized by Google

verbaux étoient postérieurs à l'information du procureur du Roi, quoique M. *de Marguerites* ait démontré qu'ils furent rédigés du 2 au 6 Mai, lorsque chaque jour à l'Assemblée Nationale, et que l'information désignée ne fut commencée que le 9. L'infériorité du nombre des Protestans lui a paru suffisante, pour les disculper des horreurs qu'on leur impute. Le commerce & l'industrie les éloignent de tout intérêt à la guerre civile. Qu'y gagneroient-ils ? Rien. Aussi la religion n'a-t-elle été que le prétexte des factieux, & ceux-ci que les ennemis de la révolution, « des » nobles ou des gens croyant l'être, des financiers, des procureurs, des ecclésiastiques, tous » ces enfans gâtés de l'ancien régime ».

Le club des amis de la constitution, la garde nationale, le département, les tribunaux, sont, a-t-il dit, composés moitié de Catholiques, moitié de Protestans. A l'en croire, la fureur des ennemis de la révolution étoit également dirigée contre les uns & les autres. S'agit-il d'expliquer par quelle fatalité sur 300 personnes massacrées il n'y a que 21 Protestans, sur tant de maisons dévastées, toutes appartiennent aux Catholiques ? Sans compter les églises, les couvens. . . . . « Les ligueurs disoient eux-mêmes » qu'il falloit *commencer* par les *mauvais Catholiques*. . . . Les capucins avoient tenu des » propos d'aristocrates. . . . Etoient-elles Protestantes ces 1000 municipalités qui ont écrit à » celle de Nîmes des lettres de reproche ? Etoient-» ils Protestans ces 25 *millions* de François qui » ont frémi au récit de tant d'horreurs ? » On voit que M. *Rabaud* n'ajoute aucune preuve au rapport de *M. Alquier*.

Pour l'occasion du complot des ligueurs dans

la formation du département qui alloit protéger la constitution contre une municipalité coupable. Aussi les ligueurs menacèrent-ils les électeurs au point d'en forcer plusieurs à s'absenter. Mais s'il y a eu des crimes commis, il y a eu de grands exemples de courage & de dévouement, & les amis de la constitution l'ont enfin emporté. Il est vrai, avoue M. *Rabaud*, que les gardes nationales, Protestans, accourus au secours des patriotes, ont poussé trop loin la vengeance. N'omettons pas que ces gardes poursuivirent un Catholique jusques dans la maison du père & du frère de M. *Rabaud*, qui donnèrent un azyle à ce malheureux & le lui ont fidèlement gardé. Mais 200 pères de famille en ont-ils été moins massacrés, & toutes ces divagations réfutent-elles aucun des argumens de M. *de Marguerittes* ?.

M. *Rabaud* a conclu à l'adoption du projet du comité. La discussion est ajournée à Samedi.

Du vendredi, 25 février.

L'ordre du jour appelloit la discussion sur le projet de décret du comité de constitution, relatif à la famille royale & aux émigrans.

Après l'observation superflue qu'il n'avoit pas eu le temps de considérer cet important objet sous toutes ses faces, M. *Péthion* s'est adressé deux questions : 1°. doit-on placer les membres de la dynastie sur la même ligne ? 2°. Leurs obligations ne diffèrent-elles en rien de celles des autres citoyens ? Selon les uns, les premiers & les derniers de cette famille sont appelés à gouverner ; il ne faut pas les confondre avec le reste des citoyens. Selon d'autres, il y a du danger à former une caste particulière ; il ne faut pas habituer les degrés décroissans de la famille royale

Digitized by Google

à se regarder comme privilégiés dans l'état ; & M. *Péthion* incline pour cette opinion. Mais quand la liberté est en péril, la loi sur les émigrans doit être mise en vigueur, tous les membres de l'État doivent y rentrer, sinon ils perdent sa protection. « C'est d'après ce principe qu'il ne seroit pas difficile de prouver que les princes émigrans doivent être privés de tout droit au trône », dit M. *Péthion*. Quant aux fonctionnaires publics, son avis est que le Roi seul doit être tenu à résidence, & ne peut sortir du royaume sans le consentement du corps législatif.

Ces principes paroissent si évidens à M. *Barrère de Vieuzac*, qu'il croit inutile d'y insister. Mais distinguant les temps calmes des temps de troubles, les citoyens & le chef, il établit que les fonctionnaires publics, en acceptant leurs fonctions, renoncent à une portion des droits de l'homme, se font esclaves de la loi, se soumettent tacitement à la condition de ne pas émigrer. Comme fonctionnaire public par excellence, le Roi est soumis plus que tout autre à la loi de la résidence. « Sa gêne à cet égard est volontaire, parce qu'il conserve, dit M. *Barrère*, la liberté *d'abdiquer la couronne* ». Il seroit cependant bon que les Rois puissent voyager pour s'instruire ; mais les législatures y pourvoiront. Pour les autres membres de la famille royale, ce ne sont que des citoyens actifs. M. *Barrère* n'admet ni *suppléant mineur*, ni *suppléant majeur* au trône ; parce qu'il n'y a point de fiction dans ses loix constitutionnelles ; il ne connoît que des *successeurs éventuels* & des *héritiers présomptifs*. Or, on ne contestera pas à la nation le droit de mettre *aux grands bienfaits qu'ils tiennent d'elle*,

Digitized by Google

la clause qu'ils ne s'éloigneront pas sans son consentement. « Les mêmes raisons s'appliquent aux femmes qui sont *la femme du Roi* ou *la mère de l'héritier présomptif* de la couronne »; les autres sont aussi libres de voyager que le reste des citoyennes, hors les temps de révolution, que l'opinant assimile aux temps de guerre.

D'après ces grandes vérités « que penserez-vous, poursuit-il, de la *prétention* que montreroient les membres de la dynastie *régnante*, de s'éloigner, s'il leur plaît, de l'empire qui les élève à une telle hauteur, du peuple qui les entretient avec tant de luxe..... Lorsqu'une heureuse révolution (qui ressemble aux temps de guerre) jette le royaume dans une crise, & de s'en éloigner en exportant une masse de numéraire, dans un temps de détresse qui force l'état à chercher son salut dans une abondante émission d'un papier libérateur? D'augmenter les dangers de la patrie pour prix de ses immenses bienfaits?.. Vous rendrez un décret qui, après avoir appris à la dynastie les droits que lui donne la nation, lui apprendra aussi les devoirs que la nation est en droit de lui imposer ». M. *Barrère* n'a pas manqué de citer la dictature romaine & la suspension de l'*Habeas corpus*; sa conclusion a été un projet de loi sur lequel on a demandé la question préalable.

« Il existe en Europe, a dit M. *de la Galissonnière*, deux chefs de pouvoir exécutif, à qui leur dignité coûte la liberté. L'un est le doge de Gênes, & l'autre celui de Venise. Le premier est prisonnier, ne peut jamais sortir de la ville sans un décret du sénat; sa captivité dure autant que sa vie. Le second est prisonnier dans le palais de la nation, pendant les deux années

de son office. Ce terme expiré, on lui dit : *votre sérénité a fait son temps ; votre excellence est libre d'aller où bon lui semble.* Son excellence obéit avec une joie dont l'autre doge ne jouira jamais. Auquel des deux comparerons-nous le Roi, si le projet du comité devient une loi ? A tous les deux ; à l'un pour la circonscription du lieu de la servitude, à l'autre pour la durée de sa captivité ».

L'orateur a remarqué ensuite que le Roi pouvoit commander ses armées en personne, & qu'on ne devoit pas lui en ôter la faculté. Il a conclu à ce qu'on retranchât tous les articles concernant le Roi & la famille royale, comme ne devant pas même être l'objet d'une discussion attentatoire à la majesté du monarque. Il a dit qu'il étoit de la dignité de l'Assemblée & de toute convenance de s'en rapporter sur ces points à la sagesse du Roi, & de ne s'occuper que des loix relatives aux fonctionnaires publics particuliers. On a demandé la question préalable.

» Mon opinion, a dit en substance M. *de Cazalès*, est qu'il faut ajourner une discussion aussi importante à quinze jours. Le projet fut distribué hier ; on n'a pas eu le temps d'y réfléchir. Ces dispositions tendent à ôter au Roi le droit de voyager, de commander ses armées, de protéger la nation. L'article qui porte la déchéance du droit au trône viole une inviolabilité solemnellement décrétée & reconnue sacrée. Si le Roi pouvoit être déchu, il pourroit être jugé ; il seroit violable, dépendant ; le pouvoir législatif envahiroit l'autorité suprême, la nation perdroit sa liberté. Car c'est pour l'intérêt & pour la liberté du peuple que le Roi doit être inviolable & libre. L'article qui déclare les princes

Digitized by Google

déchus s'ils voyagent sans permission, attaque la loi de l'hérédité du trône, qui n'est point une prérogative de famille, mais une prérogative du peuple, que l'ordre de la succession préserve de longs carnages. Ne seroit-il pas absurde de punir le peuple, de le priver des avantages innombrables de cette loi, parce qu'un jeune prince se seroit absenté?..... Tout atteste l'extrême précipitation du comité. C'est déjà une faute, c'en seroit une impardonable, si dans de si grands intérêts vous cédiez aux circonstances. Jamais les représentans de la nation françoise ne se soumettront à une semblable loi. Ceux qui parlent de circonstances sont les ennemis de la constitution, détruisent l'autorité des décrets, dégradent le corps législatif. Les murmures, les cris, les mouvemens du peuple doivent se briser contre les murs de cette salle. C'est sur-tout dans la langue des hommes libres que *force* signifie *vertu*. Je conclus à l'ajournement. Aucun de nous n'est en état de discuter ce projet aujourd'hui ».

» Il est impossible de se dissimuler l'importance des motifs d'un examen plus approfondi, que *M. de Cazalès* vient d'exposer, a dit M. *Barnave*, mais il l'est aussi de ne pas pressentir les nombreuses raisons qui doivent vous déterminer à discuter aujourd'hui ce que le comité propose. La situation où nous nous trouvons demande non un ajournement, mais un décret provisoire ».

Puis, raisonnant de la réciprocité du contrat entre la nation & les fonctionnaires publics, des dangers de la patrie dans les temps extraordinaires; de la crainte que les *suppléans au trône*, en s'absentant, ne diminuent la consommation,

Digitized by Google

n'aillent puiser, dans l'étranger des principes contraires à cette constitution qui fait l'admiration de l'univers, où tramer des projets contre elle, l'opinant a borné la loi de la résidence continuelle au premier & au second successeur, de peur de former une caste distincte, & il n'y a pas soumis les femmes. Ces principes généraux lui ont paru assez clairs pour décréter provisoirement, qu'aucun membre de la famille royale ne peut s'absenter, jusqu'à ce que le calme soit rétabli, & les loix sur la régence portées.

M. le curé *Dillon* croyoit M. *de Cazales* obligé en conscience de se prêter à la discussion, par respect pour le décret qui l'avoit déclarée ouverte. Cédant à de tout autres scrupules, M. l'abbé *Maury* a fortement appuyé l'ajournement, en ajoutant de nouvelles considérations, tirées des imperfections palpables du projet de décret. » En Angleterre, a-t-il dit, aucune loi nationale n'oblige le Roi à résider dans le royaume. Le père du Roi régnant a passé une grande partie de sa vie dans son électorat d'Hanovre. Je n'ai trouvé nulle trace d'une loi qui défende au prince de Galles de sortir du royaume sans la permission du parlement..... L'article second du projet suppose à chaque fonctionnaire public des supérieurs. Un évêque veut s'absenter de son diocèse; quel est le supérieur d'un évêque? Quels sont les supérieurs immédiats & constitutionnels d'un juge de paix?.. L'article IV vous donne, passez-moi l'expression, la merveilleuse facilité de détrôner cinq ou six Rois par an. On pourra effrayer le Roi par des attroupemens menaçans, lui ménager une issue, & dès qu'il aura fait une demi-lieue, on le détrônera constitutionnellement,..... Je ne crois

Digitized by Google

pas qu'il soit au pouvoir de l'Assemblée de discuter une pareille proposition ; je demande que le comité médite davantage un projet dont les conséquences sont si hardies. L'indépendance du Roi est aussi essentielle à la liberté du peuple que l'indépendance du corps législatif. Vous avez décrété que vous ne pouviez délibérer au milieu des bayonnettes ; vous ne délibéreriez pas emprisonnés dans une forteresse ; & vous pourriez vouloir que le Roi soit obligé de marcher à la suite du corps législatif, sous peine de perdre son trône ! Plus de liberté pour le Roi, plus de liberté pour le peuple, plus de monarchie. C'est parce que je vous crois juste, que je vous soumets ces observations. Vous ne livrerez pas cet empire à la merci d'évènemens que j'espère que le ciel écartera de nous ».

L'opinant a rappelé une proposition de M. de *Mirabeau*, du 19 septembre 1789 ; l'époque n'est point indifférente, c'étoit que nul ne pourroit exercer les fonctions de regent qu'un *homme* né Français. M. de *Mirabeau* a dit que sa motion fut renvoyée au comité ou ajournée ». « Il importe, a repris M. l'abbé *Maury*, que la loi sur la régence soit décrétée avant la loi sur la résidence. Mais jamais dans des momens extraordinaires, on ne fit sagement que des loix extraordinaires, & non des loix constitutionnelles. La crise où nous sommes ne doit pas faire règle pour l'avenir. D'ailleurs telle est l'obscurité de décret qu'on vous propose, que le roi pourroit être puni d'être sorti du royaume pour repousser l'ennemi. . . Prenez garde de prononcer des peines qu'on n'applique pas par des décrets ; n'abandonnez pas la sûreté de vos lois à de pareilles chances. . . » M. l'abbé *Maury* conti-

Digitized by Google

nuoit ainſi lorſque M. d'*Eprémesnil* l'interrompant avec véhémence, lui a dit. « Je vous demande pardon, Monſieur ; mais ce n'eſt pas ainſi que vous devez traiter la queſtion. L'Aſſemblée n'a, dans aucun cas, le droit de punir le roi. Toute diſcuſſion à cet égard eſt coupable ».

« Je prie M. d'*Eprémeſnil*, a dit alors M. *Régnault* de Saint-Jean d'Angely, de ſe » charger de faire le rapport de cette affaire » au parlement de Paris ». Suivant la prophétie de *Boileau*, une pareille ſaillie a trouvé des admirateurs. M. l'abbé *Maury* a conclu à ce que le projet de décret fût renvoyé au comité pour être revu, corrigé... *& jeté au feu*, a dit M. de *Montlauſier*.

La diſcuſſion a été un inſtant interrompue, par la lecture d'une lettre de la municipalité de Moret, qui fauſſement, avoit pris les chaſſeurs de Hainault pour les chaſſeurs de Lorraine, dans ſon procès-verbal de violation de territoire.

M. *Alexandre de Beauharnois* continuant le relevé l'importance de la loi propoſée, & demandé l'ajournement, juſqu'à ce que le comité ait préſenté un travail complet ſur la famille royale & ſur les émigrans ». D'après votre déciſion d'hier, a-t-il ajouté, ſi l'héritier de la couronne *étoit transféré hors du royaume*, aucune municipalité n'auroit le droit de s'oppoſer à ſon paſſage.

« Le vœu du peuple, l'*opinion raiſonnée* de la capitale & des provinces, a repris M. *Hainault*, s'oppoſent à ce que les membres de la famille royale s'éloigne dans les circonſtances actuelles... Mais il eſt tel citoyen diſtingué par ſes talens & ſon crédit, & même aujourd'hui

tel Général, dont l'absence causeroit plus d'alarmes que celle des *ci-devant* princes. Je propose que M. le président se retire *au pied du trône*, (ce néologisme démocratique a excité de violens murmures) pour prier le roi de ne permettre à aucun membre de sa famille de s'absenter ».

« Il faut un intérêt aussi majeur que celui » qui vous occupe, pour me rappeler à la tri- » bune, a dit M. d'*Eprémesnil*, » dont le début a provoqué des éclats de rire. » Affligé de devoir combattre mon illustre & courageux ami, M. l'abbé *Maury*, je le prie, a poursuivi M. d'*Eprémesnil*, de ne pas familiariser son éloquence & la force de sa logique, avec des projets de loix absolument contraires à la fidélité que nous devons au roi, de qui la personne sacrée, pour me servir d'une ancienne expression Française, est exempte de toute juridiction ».

« De quel droit votre comité ose-t-il appeler le roi *fonctionnaire public*, sur-tout lorsque l'on fait le peu de respect qu'on a pour ce terme ? de quel droit ya-t-il confondre dans ses expressions, l'héritier présomptif de la couronne, avec un député *suppléant* de l'assemblée ? De quel droit se permet-il des expressions aussi contraires aux usages, aux idées, aux principes qui depuis tant de siècles ont gouverné la France ? Que dirai-je enfin de l'audacieuse extrémité d'assujétir le roi à une peine, & quelle peine encore ? La déchéance du trône ; Pour quel délit ? Pour s'être séparé du corps législatif. J'interpelle ici tous les Français, tous les vrais serviteurs du roi, Je les interpelle de répondre à cette question que je vais leur faire, je leur déclare qu'ils ne peu-

Digitized by Google

vent plus, à moins d'être infidèles à leur premier serment, serment qu'aucun autre n'a pu ni altérer ni affoiblir. . . » A ce période du discours de l'opinant, on n'auroit pas entendu tonner.

« Vous n'avez point oublié, lui a dit le président stupéfait, le serment que vous-même avez prêté d'être fidèle à la nation, à la loi, & au roi ». Achevant l'argument qu'annonçoit la réflexion du président; tous les membres du côté gauche se sont mis à applaudir avec des transports inouis. --- *Vive le roi*, s'est écrié M. de *Montlausier*! & tout le côté droit s'est levé en criant : *vive le roi* ! « Ce serment ne sera » pas vain, a dit tout haut M. de *Cazalès*. » Se peut-il que le président de l'Assemblée nationale suppose que le serment que nous avons » prêté dans cette Assemblée, soit contraire à » la fidélité que nous avons jurée au roi ? Notre langue se seroit séchée avant de prononcer ce serment, si nous avions pu penser » que ce fut là l'intention dans laquelle vous » le receviez, & que désormais nous verrions » avec tranquillité toutes les atteintes qu'on vou» droit porter à la monarchie... C'est au nom » de ce serment que nous les combattons. : » *Nous le renouvellons*, s'est écrié tout le côté droit. » Cette monarchie que nous jurons de » maintenir, a repris M. de *Cazalès*, est la » pierre angulaire de notre constitution ».

M. d'*André* interrompt l'orateur & demande plusieurs fois qu'il soit rappelé à l'ordre. M. de *Cazalès* demande à son tour que l'on rappele le président à l'ordre pour avoir supposé que ce serment étoit contraire au serment civique. *Cela est faux*, a crié tout le côté gauche ». Il suffit,

Digitized by Google

» a continué l'opinant, qu'il y ait eu de l'obs-
» curité dans la réponse de M. le président,
» pour que l'Assemblée saisisse cette occasion de
» faire sa profession de foi. Il paroît que nous
» sommes tous d'accord sur les principes ».

« Le président veut s'expliquer, une rumeur
» épouvantable l'en empêche, J'observe dit M.
» de *Foucault*, que ce n'est pas nous, qui avons
» élevé cette querelle. Au milieu de cette con-
» fusion, M. de *Mirabeau* obtint la parole ».

« Ce qui n'est pas incertain, a-t-il dit, c'est
qu'il seroit profondément injurieux à l'Assemblée
nationale, profondément coupable d'altérer le ser-
ment civique, d'en séparer aucune des parties:
la *nation*, le *roi* & la *loi*. Notre serment de fidé-
lité est dans la constitution. Celui-là seul est
coupable qui ose le révoquer en doute ». Après
cette déclaration solemnelle, je dois ajouter
» que moi, je suis bien décidé à combattre
» toute espèce de factieux, dans quelque sys-
» tême & dans quelque partie du royaume, qui
» porteroient atteinte aux principes de la mo-
» narchie. Après cette déclaration qui renferme
» toutes les classes, tous les systêmes, toutes
» les sectes. . . . ».

« Détruisons le club des Jacobins, s'est écrié
M. *de Foucault*, & la tranquillité sera rétabile ».
Sans nous livrer à tant d'irrascibilité a répondu
M. *de Mirabeau*, « passons promptement à l'or-
» dre du jour. Au reste, je prie l'Assemblée
» de vouloir bien recevoir l'augure d'une récon-
» ciliation universelle de tous ses membres,
» puisque M. *d'Eprémesnil* est aujourd'hui l'ami
» du brillant & courageux ami de M. *de La-*
fayette, il a conclu que les trois sermens
sont

ſont très-conſtitutionnels, mais que leur réunion n'efface pas le ſerment de fidélité au roi ; il s'eſt oppoſé à l'ajournement, & a demandé qu'on témoignât de l'improbation au comité de conſtitution, pour avoir mis en queſtion ſi le roi ſeroit puni.

Dédaignant de répondre « à des inculpations, à des objections, plus futiles, a-t-il dit, les unes que les autres », M. *le Chapelier* a ſoutenu que le projet étoit inconſtitutionnel, que les droits du Roi y ſont établis d'une manière poſitive. Mais il a penſé que l'ajournement tenoit à des obſervations qui n'étoient pas « coordonnées en ſérie des idées ſur cette matière » ; [illegible] n'eſt qu'un chargé de fonctions ; [illegible] ſition proviſoire éloigneroit le term[illegible] titution ; qu'une loi conſtitutionnelle [illegible] porter lorſqu'on peut la faire, & q[illegible] proviſoires appartiennent au deſpotiſm.

M. *Barnave* revenoit encore à ſa p[illegible] chacun étoit fatigué d'un ſi long t[illegible] M. *d'André* a inſiſté ſur l'ajournement à [illegible] qu'avoit propoſé M. de *Mirabeau*, & qui [illegible] ment a été décrété.

Du Samedi 26 Février.

Madame *de Vaſſimont*, fille de l'inf[illegible] M. *de Riolles*, détenu depuis ſi long-t[illegible] *ſecret*, dans les priſons de l'abbaye Sai[illegible] main, s'eſt plainte de ce que M. [illegible] refuſoit impitoyablement de voir ſon p[illegible] *d'André* a ſollicité l'humanité, la juſtice de [illegible] ſemblée, qui a décrété que le priſonnier n[illegible] plus au ſecret, qu'il pourra voir ſa f[illegible] conſeil, & que le comité de conſtitution [illegible] un terme à d'inexplicables délais, préj[illegible]

Digitized by Google

mardi prochain ſes vues ſur l'établiſſement proviſoire d'un tribunal qui juge enfin, n'importe d'après quel code pénal, les nombreux accuſés de crime de lèze-nation, ſi indignement ſerrés dans les fers, au mepris de toutes les loix.

M. *Merlin* propoſe & l'Aſſemblée adopte des additions & changemens au décret rendu dernièrement ſur les droits féodaux; entre autres une diſpoſition très-importante, rélative à l'utile droit de girouette qui ne flattera plus la vanité de perſonne en France, puiſque chacun pourra avoir la ſienne. Le reſte eſt une véritable nouvelle édition, corrigée, du décret dont il s'agit; articles à intercaler, ſupplément, article à ſubſtituer à tel. De pareilles loix ſont loin d'être fondues d'un ſeul jet, comme on l'attendroit de la maturité des méditations législatives.

Le préſident annonce l'élection de M. *Prudhomme*, curé du Mans, à l'évêché du département de la Sarte, & celle de M. *Bechevin*, député, à l'évêché du département de la Manche.

Sur la propoſition de M. *le Chapelier*, on a décrété quinze nouveaux articles concernant les juges de paix.

Séance du ſamedi ſoir.

Preſqu'à l'ouverture, on a lû des fragmens d'une nouvelle dépêche du département du Gard, qui peint ſes alarmes au ſujet des troubles d'Uzès. Cet incendie local prend des caractères menaçans. Plus de 6000 catholiques armés ſe ſont raſſemblés à Jalès; cette réunion s'accroît chaque jour, & fait redouter des hoſtilités funeſtes. Le département renouvelle ſa demande des ſecours, & promet tout ſon zèle, ainſi que celui de l'Ardèche.

Digitized by Google

Les commis aux aides supprimés sont venus complimenter l'Assemblée, & après les complimens, ont fait entendre leurs doléances. La perte de leurs places les laisse sans état & sans pain : ils voquent l'équité du corps législatif qui renvoie leur pétition au comité des finances.

M. *Duport* a annoncé que 193 suffrages, contre 128 donnés à M. *Tronchet*, lui donnoient M. *de Noailles*, (ci-devant vicomte de) pour successeur à la présidence. MM. *Hébrard*, *Cochon* & *Salles* passent au secrétariat.

L'affaire de Nîmes a rempli le reste de la séance. M. *de Balore*, évêque de cette ville ensanglantée, étant retenu chez lui par une indisposition, a fait témoigner son regret de ne pouvoir exprimer son vœu, qui consistoit à adopter l'amnistie générale & toutes les conclusions de M. *de Marguerites*.

M. *de Clermont-Tonnerre* a parlé le premier, avec la netteté, la précision, & la mesure qui caractérisent son éloquence. Il a vû d'affreux excès dans les troubles de Nîmes, & nulle part un complot suivi. Les protestans n'ont point prémédité le massacre des catholiques, ni ceux-ci celui des contre-révolutionnaires. Des haines, des rivalités personnelles, des défiances ont allumé le fanatisme religieux & politique. Chacun a voulu opposer la force à la force, les rixes ont suivi, & après les rixes, les massacres. -- C'est la paix que nous devons ; il faut la donner. Le projet du comité ne remplira pas ce but : il excepte de l'amnistie ceux qui ont violé le drapeau rouge. Ne seroit-ce pas offenser la justice & la raison de poursuivre ce délit, tandis qu'on accorde l'impunité à des scélérats couverts du sang des vieillards, des enfans, & de citoyens paisibles. Si

Digitized by Google

la municipalité est coupable, il faut la mentionner telle dans le décret, & la condamner formellement. Le rapporteur ni M. *Rabaut* n'ont donné aucunes preuves de leur crime. La proposition de M. *de Marguerites* honore son patriotisme.... (Les huées & des éclats de rire sont partis de la gauche). « Oui, Messieurs, a repris » l'orateur en se tournant vers les rieurs, *son* » *patriotisme*. Je puis attester celui de M. *de* » *Marguerites*. Je l'ai suivi dans la chambre de » la noblesse, & il est moins commun de voir » les amis de la vraie liberté devenir tout-à-coup » des conspirateurs, qu'il ne l'est de voir *d'an-* » *ciens valets de cour se changer en apôtres du* » *patriotisme*.

Amnistie pour les citoyens, & justice pour la municipalité, telles ont été les conclusions de M. *de Clermont-Tonnerre*.

M. *de Cazalès* l'a suivi à la tribune, & a rappellé des principes dont l'oubli entraîneroit la dissolution de la société. « Nous sommes, a-t-» dit, législateurs & non juges : il ne nous ap-» partient pas de suspendre le cours de la justice ; » nous la devons à tous les citoyens, sans dis-» tinction de religions, de sectes, de partis. » Vous proposer d'abolir la procédure de Nîmes, » c'est vous proposer un déni de justice, & » d'enlever aux citoyens la protection de la loi. » Vous avez malheureusement soustrait à la » vengeance publique les brigands du Limosin » & du Quercy, les ravisseurs des forts de » Marseille, les insurgens sanguinaires multi-» pliés sur la face de l'empire, & vous avez » ainsi encouragé de nouveaux excès. Il est temps » que cette anarchie cesse. Ou la municipalité de » Nîmes a été foible, & vous ne pouvez la

Digitized by Google

» condamner, sans en condamner cent. Ou elle » est coupable, & elle a droit à être convaincue » par les tribunaux ».

M. *Barnave* n'a proprement refuté aucun des préopinans ; il s'est renfermé dans une répétition syllogistique du plaidoyer de M. *Rabaut*, & dans ce grand argument populaire ; « les protestans sont les amis de la constitution ; les catholiques étoient des factieux qui conspiroient contr'elle. « J'ai prouvé, j'ai démontré, a dit M. *Bar-* » *nave* à chaque tirade, & en concluant pour » l'avis du comité ».

Après lui, la demande de fermer la discussion & celle de la continuer, a produit un violent tumulte. Par amendement, M. *de Cazalès* a voté pour l'amnistie générale. M. *de Murinais* a réquis la radiation du préambule du décret, comme renfermant d'atroces calomnies contre la municipalité. M. *Barnave* en a sollicité la conservation.

« Si le préambule de votre décret, a judi- » cieusement observé M. *Garat* l'aîné, déclare » les accusés coupables, quel tribunal osera les » déclarer innocens. M. *Barnave* nous a assuré » qu'il prouvoit, prouvoit, prouvoit, & il n'a » rien prouvé du tout ».

M. *de Marguerites* réclamoit la parole ; *à la barre, à la barre*, lui a crié avec fureur M. *Verchère de Repy*. « Ecrivez dans le procès- » verbal, a repris M. *Dufraisse*, que vous avez » refusé d'entendre le maire de Nîmes, accusé ». Tout le côté droit ne voulant se rendre responsable ni de ce déni de justice, ni du décret du comité, est sorti de la salle ; sans prendre part à la délibération. Après ce départ, MM. *Lavie*, *Merlin* se sont disputés la gloire d'aggraver le

Digitized by Google

décret par des amendemens. Nous donnerons l'un & l'autre dans huit jours.

Les troubles de Nîmes avoient pris leur naissance dans la jalousie contre la municipalité, & le dessein de la perdre pour la remplacer. Trois cens meurtres ont secondé cette entreprise, & le décret en couronne le succès. Puisse-t-il ne pas donner un jour d'amers repentirs à ses promoteurs !

Du dimanche, 27 février.

A l'ouverture, on avoit communiqué une pétition de la section législative & administrative des Quatre Nations, qui prie l'Assemblée d'ordonner au Roi de renvoyer M. le cardinal de *Montmorency-Laval*, grand aumônier de France, attendu qu'il a refusé le serment.

Aussi-tôt, M. *Gouttes*, nouvel évêque d'Autun, a traité cette place d'usurpation, qui ne devoit plus subsister. On a été d'autant plus fâché de cette motion de M. *Gouttes*, qu'en conscience, on n'apperçoit que lui dans l'Europe catholique, qui pût remplir dignement la place d'aumônier de France.

Un membre ayant représenté qu'on ne pouvoit délibérer sur une pétition, M. *Bouche* a pris la motion *à son compte*, & on l'a renvoyée au comité ecclésiastique.

Depuis quinze jours, les manœuvres de fermentation, & les mouvemens séditieux n'ont pas discontinué. La multitude abusée par les fables incendiaires qu'on lui distribue, égarée par des émissaires qui la provoquent au désordre, tourmentée de son malaise & de sa défiance, ressemble à ces néphrétiques dont la moindre

Digitized by Google

vibration fait treſſaillir les nerfs. Elle ne ſent encore ni le beſoin ni la néceſſité du repos. Les autorités que la loi charge de maintenir le calme, mépriſées des factieux qui les font trembler, ont tellement épuiſé l'énergie des beaux préambules, ou négligé l'efficace des moyens moraux, qu'au moindre incident, ils recourent à la garde nationale ſans ceſſe ſous les armes, & dont le zèle ſeul nous préſerve de cataſtrophes.

Le premier acte de nos nouvelles ſcènes populaires fut le voyage dont nous avons parlé d'un nombre de femmes à Bellevue. Trouvant *Meſdames* parties, elles burent & mangèrent au château, ſe couchèrent dans les fauteuils, & revinrent à Paris après avoir ainſi gagné leur argent. Quelques jours après, la foule inveſtit le Luxembourg; le Frère de S. M. fut obligé de rendre compte des deſſeins qu'il n'avoit pas, à trois ou quatre mille individus des deux ſexes, qui eſcortèrent ſa voiture aux Thuileries. Les prédicateurs de carrefours, les lecteurs de tavernes, les motionnaires du Palais-Royal & des Thuileries, les libelliſtes à deux ſous & *gratis*, exerçoient leur miniſtère; tout ce que l'impoſture peut avancer de plus abſurde & de plus dégoûtant, tout ce que la perverſité peut dicter de plus atroce, ſortoit de ces bouches *inſpirées*; & la crédulité populaire s'abreuvoit de ce poiſon

Digitized by Google

patriotique. Par exemple, on avoit persuadé au peuple que la Reine ayant fait sauver le Dauphin, montroit à sa place l'enfant d'un M. de *Saint-Sauveur.* Les effets des ces manœuvres ne se firent pas attendre. On a vû que jeudi dernier, l'Assemblée fut informée que *Mesdames* étoient arrêtées par la commune d'Arnay-le-Duc, plus puissante que le passe-port du Roi de France & les loix de l'Etat. Le département de la côte d'Or où est situé Arnay-le-Duc, avoit antérieurement fait connoître ses volontés; elles furent ponctuellement exécutées dans ce district de son empire. Un décret de l'Assemblée ayant, le même jour (jeudi 24 février) dérangé de si grandes vues; une multitude immense remplit le jardin & les avenues des Thuileries, entre 4 & 5 heures du soir; cet attroupement principalement composé de femmes de la populace, de filles publiques des environs du Palais-Royal, & d'hommes déguisés, exigeoit avec des hurlemens que le Roi, au lieu de sanctionner le décret, ordonnât à *Mesdames* de revenir auprès de sa personne. La garde nationale se rassembla en diligence; on ferma la grille du château. Les premiers pelotons en arrivant, se trouvèrent trop peu nombreux pour résister à la multitude qui leur ordonna d'ôter les bayonnettes; mais des compagnies entières étant survenues, elles ne se laissèrent pas ainsi dicter

Digitized by Google

la loi. Les canons avoient marché avec les bataillons ; leurs mêches étoient allumées : M. *de la Fayette*, & le vieux Général comte d'*Affry*, Colonel des Gardes-Suisses, disposèrent cette armée de sûreté, livrée aux injures & aux menaces des insurgens. Trois cents particuliers s'étoient rendus au château pour concourir à la défense du Roi & de la Reine en cas de danger. Le Maire & les Municipaux exhortoient la multitude qui se mocquoit d'eux. Cette foule ayant demandé à parler au Roi, M. *Bailly* eut l'imprudence de penser à faire ouvrir la grille, pour admettre une députation des femmes & la conduire auprès de S. M. Sans doute, le Maire de Paris n'avoit pas en ce moment la tête assez libre pour appercevoir les conséquences de sa démarche. M. *de Mazzelière*, chef d'escadron du régiment de *Royal Picardie*, s'opposa énergiquement à l'ouverture de la grille, il fut secondé par les Officiers de la Garde nationale & la Garde elle même. La grille resta fermée : M. *Bailly* harangua le Roi, en l'assurant que les moyens de douceur contiendroient la multitude. S. M. lui répondit, que la douceur étoit le vœu de son cœur ; mais qu'il falloit savoir l'allier à la fermeté, & apprendre au peuple qu'il est fait non pour dicter la loi, mais pour y obéir. Sur cette réponse, digne du Chef auguste d'une nation libre, M. *de la Fayette* fit déployer

Digitized by Google

ſes troupes en évantail ; elles avancèrent dans cet ordre, & bientôt le jardin, le carrouſel, & les alentours furent vides. Avant neuf heures, l'attroupement étoit abſolument diſſipé & la tranquillité rétablie. Le Roi & la Reine montrèrent autant de fermeté que de préſence d'eſprit. Quant aux Officiers, aux citoyens & ſoldats de la Garde nationale, leur conduite a mérité la plus haute approbation : leurs diſpoſitions, leurs ſentimens, leur zèle, leur prudence prouvèrent qu'ils étoient pénétrés de l'importance de leurs fonctions.

La fermentation ne paroiſſant appaiſée que pour le moment, & les manœuvres des factieux pouvant la rallumer d'un jour à l'autre, la Garde nationale s'eſt tenue prête à tout événement. On craignoit quelque nouveau tumulte avant-hier lundi ; on ne s'étoit pas trompé, mais l'inſurrection a pris un autre cours. Les incendiaires avoient perſuadé au peuple du fauxbourg Saint-Antoine & circonvoiſins, qu'on ne rétabliſſoit le Donjon de Vincennes que pour en faire une fortéreſſe, qu'on y tranſportoit de la poudre & des boulets dans des matelats, qu'il exiſtoit des thuileries à ce Donjon, un ſouterain par où le Roi & la Reine pouvoient s'évader, &c. Sur le crédit de ces ſottiſes, des bandes nombreuſes ſe ſont réunies pour aller démolir le Donjon ; cet ouvrage étoit déjà commencé, lorſque les ſecours militaires

Digitized by Google

ont disperſé les travailleurs, & ramené priſonniers 60 d'entr'eux.

Ces agitations perpétuelles paroiſſent, avoir enfin frappé pluſieurs eſprits, désabuſés de la maxime du jour, que *l'inſurrection eſt le plus ſaint des devoirs.* On annonce une adreſſe & une proclamation du Département, nouvelle puiſſance qui va prendre ſa place au milieu de toutes celles qui exiſtent dans la Capitale, & qu'on dit perſuadé que le peuple ne doit pas impunémant violer la Loi.

Lundi, à une heure après-midi, on a arrêté dans l'appartement de M. le *Dauphin*, M. de *Court*, Américain, chevalier de St. Louis, âgé de 60 ans, qui portoit à ſon côté un petit couteau de chaſſe viſible. Ce militaire, connu pour un homme eſtimable & plein de probité, a vainement allégué que cette arme ne le quittoit jamais, & qu'il étoit déſeſpéré qu'on le ſoupçonnât de mauvaiſes intentions. Il a été traduit avec éclat à la ſection voiſine; il n'étoit ſûrement coupable que d'avoir manqué aux bienſéances & à l'étiquette; auſſi, nous ne doutons pas que les premières informations ne lui ayent fait rendre la liberté. A peine ſa détention fut-elle connue, qu'on hurla dans la ville entière des feuilles volantes, pour annoncer qu'on avoit ſaiſi chez le roi, un aſſaſſin armé d'un poignard & de piſtolets. La foule accourût aux thuileries, d'où la garde raſſemblée par la générale eut encore la peine de l'écarter.

Les lettrs de Bruxelles, du 28 février, nous inſtruiſent que le 24 pendant la ſéance des Etats de Brabant, la populace ſondant ſur l'Hôtel-de-ville, en a expulſé les

Digitized by Google

membres des Etats, a brisé les glaces de leurs voitures, & maltraita plusieurs d'entr'eux, spécialement l'Evêque d'Anvers.

Le Gouvernement & les troupes ont fermé les yeux sur cette voie de fait, sans y mettre aucune opposition.

P. S. Au moment où ce journal sort de la presse, nous recevons l'épouvantable projet de loi contre les émigrans, présenté lundi à l'Assemblée nationale par M. le *Chapelier*. Il consiste à instituer dans les tems de troubles, un conseil de trois personnes, nommé par l'Assemblée, qui exerçant *le pouvoir dictatorial*, désignera les Français qui peuvent obtenir la permission de sortir du royaume, & ceux qui seront tenus d'y rentrer sous peine de rébellion. Les contrevenans seront déchus de tous leurs droits, & leurs biens confisqués.

M. le *Chapelier*, honteux de ces articles, plus faits pour le Méridien de Pétersbourg que pour celui de la France, refusoit de les lire, en avouant que le comité ne savoit pas comment faire cette loi sans offenser la constitution. M. d'*André* & tous les amis de la liberté, ont partagé, applaudi aux remords de M. le *Chapelier*, & assuré qu'on ne pouvoit, sans se deshonorer, entendre la lecture du projet. M. de *Mirabeau* a parlé avec vigueur & justesse dans le même sens; il renfermoit la seule loi à faire dans le décret antérieur, relatif aux fonctionnaires publics & aux pensionnaires; mais les instances de MM. *Merlin*, *Beaumetz*, *Reubell*, *Dumetz*, *Prieur*, *Robespierre* l'ont emporté sur l'honorable pudeur des Préopinans. On a lu le projet, au milieu des succès de l'indignation, qui n'ont pas empêché l'ajournement de la discussion à huitaine.

Digitized by Google

Supplément à l'article de Paris & aux Nouvelles étrangères.

Du jeudi 3 mars 1791.

L'ANARCHIE dont nous avons exposé les causes dans la première feuille de ce Journal, existe au point qu'on recevant du département de la Côte d'Or, & ensuite immédiatement du district, le décret de l'Assemblée, relatif à l'attentat commis sur la liberté de Mesdames, la Commune d'Arnay-le-Duc, après une délibération méthodique, a décidé de désobéir, & de retenir les tantes du Roi prisonnières, jusqu'au retour de deux députés que la République d'Arnay-le-Duc envoye au congrès des représentans de la Nation, pour leur remontrer la nécessité d'enfermer Mesdames dans le Royaume. Afin de ne pas faire les choses à demi, cette même Commune souveraine a fait arrêter M. Louis de Narbonne, chevalier d'honneur de Mesdames, & qui avoit rapporté le décret: gardé à vue, on lui a ôté la liberté d'envoyer aucuns couriers, & il a été forcé de faire partir un homme à pied, avec ses lettres & celles des descendantes d'Henri IV. Cette estafette est arrivée mardi soir au château des Thuileries. L'Assemblée nationale, informée mercredi de cet événement, a décidé de passer à l'ordre du jour.

Le chevalier de Court, dont nous avons rapporté l'imprudence très-involontaire & l'arrestation, est toujours détenu. On a fouillé tous ses papiers. Est-ce le zèle, ou est-ce le dessein d'échauffer les esprits & d'accréditer d'atroces calomnies, qui prolonge ainsi l'éclat de cet incident? Nous ne nous permettrons pas de le décider. Le témoignage solemnel de tous les Américains, compatriotes de M. de Court, de cinquante autres personnes respectables, & sa probité reconnue, n'empêchent pas la durée de son emprisonnement, & on continue à le livrer aux horreurs de la presse, qui peignent ce militaire irréprochable, comme un assassin du Roi, armé de poignards; &c.

Une scène plus extraordinaire, mais analogue, a affligé le

cœur du Roi, en sa présence & dans sa demeure, lundi au soir. Nous avons dit que deux à trois cents particuliers s'étoient rendus au château le jeudi précédent, pour s'y rendre utiles à la défense de S. M., si le tumulte devenoit plus menaçant. La foule ayant de nouveau entouré une partie des issues de l'Assemblée nationale, lundi dans l'après-midi, & l'expédition de Vincennes ayant fait craindre quelque projet de diversion de la part des factieux, ces mêmes particuliers, tous connus ou de S. M. ou des gentilshommes de la chambre, tous responsables militaires, ou gentilshommes, ou députés à l'Assemblée nationale, ou citoyens sans tache, se réunirent de nouveau au château. Quelque purs que fussent leurs intentions; quoique personne ne pût former un soupçon raisonnable sur leur démarche, elle étoit imprudente, puisqu'ainsi que l'événement l'a démontré, on pouvoit lui donner des couleurs dangereuses; elle étoit inutile, puisque la garde nationale suffit à la défense du monarque, & que, fut-elle insuffisante, 300 hommes de plus ne préviendroient pas une catastrophe dont on ne doit pas même soupçonner la possibilité. Ces particuliers étoient, comme presque tout le monde l'est aujourd'hui dans nos temps, célébrés par les folliculaires, armés de pistolets, & non de poignards, ainsi qu'ont osé l'imprimer perfidement le journal de Paris & 40 autres libelles incendiaires. On ne doit porter aucunes armes chez le Roi, chacun le sait; le motif de ce rassemblement expliquoit le but de cette précaution, sans l'excuser à la rigueur. Elle eut des effets plus inattendus : des ombrages s'élevèrent; des défiances furent semées; la garde nationale s'échauffa; & malgré les efforts de quelques-uns de ses officiers, elle menaça de désarmer les citoyens qui occupoient les appartemens du Roi. M. de Gouvion instruisit Sa majesté de cette fermentation, & lui fit craindre des excès. Le Roi sortit de son cabinet, & invita les personnes qui étoient armées à déposer leurs armes; ils obéirent & se retirèrent. En sortant, une partie de la garde postée sur leur passage, la bayonnette au bout du fusil, voulut les fouiller & les fouilla. Cette mesure, si extraordinaire dans un état où l'on prétend aimer la liberté, ne s'exécuta point sans quelque résistance.

M. de Beauharnois le jeune, député de Paris, déclara que député, homme d'honneur, & citoyen, il ne seroit fouillé que mort, & qu'on pouvoit l'étendre sur la place. M. de Chabert, chef d'escadre & Grand'Croix de Saint-Louis fit la même déclaration : l'un & l'autre passèrent librement. Plusieurs essuyèrent des outrages & furent maltraités. M. de

Digitized by Google

Piennes, fils de M. de Villequier, & gentilhomme de la chambre en survivance de son père, fut foulé aux pieds; on lui arracha les cheveux. Huit furent saisis & conduits en prison : leur sort nous est inconnu, au moment où nous écrivons. --- Après le départ de ces Messieurs, la garde entra dans les appartemens, & s'empara de tous les pistolets.

Lundi 28 *février*. M. le Chapelier a lû un projet de décret sur le respect dû à la loi. Ces articles aussi sages que nécessaires ont été adoptés : ce sont quelques coups de pompe dans le navire qui fait eau de toutes parts. On a lû plus haut l'odieux projet contre les émigrations ; & l'on sait déja qu'il est ajourné.

Mardi premier mars. MM. Bouche, Camus, Fréteau, ont demandé l'exécution du décret précédent, rendu au sujet des fonctionnaires publics & pensionnaires absens du royaume. « Je ne prends la parole, a dit M. Malouet, que pour vous épargner une injustice. M. le maréchal de Castries est malade, alité en Suisse, où ses anciennes blessures se sont rouvertes. Le forcerez-vous de rentrer ? Où ira-t-il ? Dans sa maison de Paris ? Elle a été saccagée ; dans ses terres ? Elles sont dévastées. Il n'a plus d'asyle en France, après avoir assisté à dix-sept batailles & en avoir gagné une ».

On a promis d'avoir égard aux exceptions légitimes. De nouvelles extensions du droit de patente ont achevé la séance.

Digitized by Google

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 12 MARS 1791.

PIECES FUGITIVES EN VERS ET EN PROSE.

VERS

POUR être mis au bas du Portrait de M. DE LA FAYETTE, Commandant-général de la Garde Nationale de Paris.

HOMME pour l'énergie, enfant pour la candeur,
On l'a vu, jeune encor, affranchir l'Amérique :
Aujourd'hui, des Français le soutien & l'honneur,
Il sauve son pays d'un complot tyrannique ;
Et domptant chaque jour la Discorde en fureur,
Chaque jour il obtient la Couronne Civique.

(*Par M. Jansen.*)

Digitized by Google

ÉLÉGIE.

IL faut vous fuir, aimables Sœurs ;
Muſes, que j'ai toujours chéries,
Quoïqu'accablé de vos rigueurs,
Bon ſoir à toutes les Silvies,
Les Iris & les Margotons,
Que j'ai tant de fois pourſuivies
Par des vers bien froids & bien longs ;
Voués aux Filles de Mémoire,
Et demeurés dans mon armoire,
Où les rats les trouvent fort bons,
Il faut renoncer à la gloire,
Car plus ne ferai tous les ans
Pour les Mamans & les *chers Peres* ;
Des Bouquets & des Complimens
Qu'admiraient les petits enfans,
Et répétaient les Cuiſinieres.
Et toi, mon aimable inſtrument,
Charme innocent de ma jeuneſſe,
Mon violon, que trop ſouvent
J'ai raclé ſans ménagement
Pour l'oreille de ma Maîtreſſe ;
Mais dont, à force de tourmens,
J'ai ſu corriger la rudeſſe ;
Permets auſſi que je t'adreſſe

Digitized by Google

Des adieux, hélas ! bien touchans ;
Et toi, guitare enchantereſſe,
Qui m'accompagnais de tes ſons,
Lorſque ma tendreſſe chantante
Bravait l'outrage des ſaiſons
Sous les gouttieres d'une Amante ;
Toi, qui faiſais aimer les chants
Que j'adreſſais à tous les êtres,
Et le plus ſouvent aux fenêtres,
Aſſiſté parfois des paſſans,
Adieu te dis... hélas ! mes larmes
Coulent à ces triſtes adieux.
Plaiſirs, amours, aimables jeux,
Vous eûtes pour moi trop de charmes.
Le temps n'eſt plus de ſuivre encor
Les illuſions du jeune âge.
Il s'eſt enfui mon âge d'or :
A trente ans il faut vivre en ſage.
On a penſé dans mon village
Que ſans doute l'on peut fort bien
Avoir du ſens, quoique Poëte,
Même quoique Muſicien :
L'idée eſt neuve, & je ſouhaite
Qu'elle ſoit juſte. Cependant
On veut que pendant deux années
Je ſois homme de jugement,
En dépit de mes deſtinées,
Et je ſuis fait Juge à l'inſtant.

Digitized by Google

A cette heure, Thémis m'attend ;
Mais non cette Thémis farouche,
A main crochue, au regard louche,
Qui s'entourait, pour nos malheurs,
De Greffiers & de Procureurs ;
Mais Thémis dont la bienfaisance
De l'orphelin seche les pleurs,
Et qui ne vend pas ses faveurs
Aux intrigues, à l'opulence.
J'ai le soin, pour moi plein d'attraits,
Graces à des loix salutaires,
De donner la paix à mes freres ;
Je verrai les derniers forfaits
De cette chicane cruelle,
Qui fondait ses plaisirs affreux
Et sa fortune criminelle
Sur la perte des malheureux :
Certes, ma mission est belle.
Mais si mon cœur en est content,
Hélas ! mon oreille l'est-elle ?
Dieu, quel énorme changement !
Quelle Langue étrange & nouvelle !...
Pour moi, dont la voix ne connaît
Que le tendre vocabulaire
Des Dieux du Pinde & de Cythere ;
Moi, dont la plume, d'un seul trait,
Même en hiver, faisait éclore
La Rose, le Thym, le Muguet,

Digitized by Google

Et d'autres végétaux encore ;
Moi, parlant toujours de l'Aurore,
Aux doigts de roſe, comme on ſait,
Et faiſant murmurer ſans ceſſe,
Avec les Lecteurs mes amis,
Tous les ruiſſeaux de mon pays,
Selon l'uſage du Permeſſe !
Hélas ! au lieu de ces Chanſons
Si tendres & ſi ridicules,
Je compoſerai des cédules
Qui, quoique pleines de raiſons,
Paraîtront toujours déteſtables,
Et qui le ſeront en effet
Pour tous débiteurs, pauvres diables,
A qui la lecture déplaît.
Ah ! dans ma nouvelle carriere,
Si par quelques diſtractions
Je mêlais le ſtyle d'Homere
Au ſtyle des citations.....
Mes Concitoyens, je l'eſpere,
Vous voudrez me le pardonner,
Et ne pas trop vous étonner
Si j'allais *ſemer quelques Roſes*
Sur mes ſentences.... *demi-cloſes*,
Et ſur mes *mandats d'amener*....
Mais ſoyez ſans inquiétude,
Et repoſez-vous ſur mes ſoins ;
Plaideurs, vous n'en ſerez pas moins

Digitized by Google

L'objet de ma sollicitude.
Je vous consacre désormais
Tous mes moyens, toutes mes heures ;
Je veux dans vos humbles demeures
Faire régner l'aimable paix.
Si dans le zele qui m'anime,
Je ne remplis pas vos souhaits,
Si je n'obtiens pas votre estime
Pour le prix de quelques bienfaits,
Alors je reviens à la rime ;
Et malheur à tous les Journaux,
Malheur au Mercure de France !
Mes Epîtres, mes Madrigaux,
Le poursuivront à toute outrance ;
Tous les Courriers en diligence
Lui porteront des fruits nouveaux.
J'irai jusqu'à faire un Poëme,
Des Romans, des Satires même,
Dans un genre bien infernal.....
Enfin, dans ma fureur extrême....
Peut-être ferai-je un Journal.

(*Par M. Berchoux, fils aîné, Juge de Paix du canton de St-Simphorien de Lay.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

LE mot de la Charade eſt *Verſeau*; celui de l'Énigme eſt (*); celui du Logogriphe eſt *Poiſſon*, dont la 4^e. lettre forme le ventre.

CHARADE.

QUI n'a pas le premier, je ne puis que le plaindre;
Et qui fait le ſecond eſt pour moi trop à craindre!

(*) *Au Rédacteur.*

Il eſt bien commun de faire une Enigme ſur un mot connu : j'ai cru qu'il ſerait plus neuf & plus piquant de trouver le mot après l'Enigme faite. Rien au monde, aſſurément, n'eſt plus facile; cependant je ne ſuis pas encore parvenu à en rencontrer un qui convienne parfaitement à celle que vous avez eu la bonté de publier Samedi paſſé. Mais je ne doute pas d'en venir à bout d'ici à la fin des jours gras, & j'aurai l'honneur de vous le faire paſſer tout de ſuite.

P. S. Si quelqu'un de vos Lecteurs, plus habile ou plus heureux, avait trouvé par haſard un mot convenable, je le prierais de vous l'envoyer; il m'épargnerait peut-être bien du temps & de la peine.

(*Un Abonné.*)

Digitized by Google

Mais je ris de bon cœur de l'entier, quand je voi
Mourir à l'Hôpital ſon ambitieux Roi.

(*Par un Abonné de Limoges.*)

ÉNIGME.

Je change à tout moment de ton, de caractere ;
J'intimide ou ſéduis, je calme ou déſeſpere ;
J'annonce tour à tour différens ſentimens.
Douce, grave, ingénue, indiſcrete ou légere,
L'Amour obtient de moi d'inutiles ſermens.
Triſte, au fond d'un bois ſolitaire
Si j'exprime des ſons touchans,
Soudain l'écho répond à mes triſtes accens.
Souvent dans l'ombre du myſtere,
Pour ſe trouver ſeule avec ſon Amant,
Jeune Beauté, d'une maman ſévere,
Fuit avec ſoin le regard vigilant :
Dans ces doux entretiens d'un amour vif & tendre,
J'oſe à peine me faire entendre ;
Et le mortel chéri qui voit combler ſes vœux,
Loin d'employer lui-même une vaine éloquence,
Pour peindre l'excès de ſes feux,
Met alors à profit juſques à mon ſilence.

(*Par un Abonné.*)

Digitized by Google

LOGOGRIPHE.

A une jeune Demoiſelle de douze ans, qui en demandait un à l'Auteur.

QUELQUES hivers encore avec quelques printemps,
Vous donneront, Iris, dix-ſept ou dix-huit ans.
Alors, ſans pouvoir vous défendre,
A l'Amour il faudra vous rendre.
C'eſt moi qui près de vous amènerai l'Amant
Qui viendra vous offrir un cœur tendre & conſtant.
J'animerai ſon langage,
Je ſoutiendrai ſon courage.
De me connaître avez-vous le déſir?
Dans mes neuf pieds vous trouvez à loiſir
Un utile animal que pourtant on rebute;
Un droit qu'avec chaleur ſouvent on ſe diſpute;
Ce que par douze, Iris, aujourd'hui vous comptez;
Un nom qui vous eſt cher, & que vous reſpectez;
Ce qui plus que l'office eſt agréable aux Moines,
Et ce qu'avec grand ſoin garniſſent les Chanoines;
Sur les bords de la Seine, un poiſſon très-vanté;
Enfin, en Normandie une grande cité.
Si cela ne ſuffit pour me faire connaître,
Deux mots de plus acheveront peut-être.
S'il me perdait, le malheureux mortel
Contre ſoi trop ſouvent deviendrait criminel.

(*Par un Abonné.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

*De la Loi Naturelle, par M. *****. 2 Volumes in-8°.*

Discite justitiam moniti & non temnere divos.

A Paris, chez Defer de Maisonneuve, *Libraire, Hôtel de la Reine Blanche, rue du Foin-St-Jacques; & à Nantes, chez* Louis, *Libr. place Louis XVI.*

LE premier de ces deux Volumes a plus de trois cent quarante pages, & le second près de trois cents. Si l'on n'entend par *Loi Naturelle* que ce Code d'instinct gravé dans le cœur de l'homme sans sa participation, & auquel il obéit sans le savoir, on trouvera que l'Auteur anonyme en a traité un peu volumineusement; mais ce n'est pas là qu'il a borné son plan; & d'après l'extension qu'il lui donne, il n'est pas étonnant que cette matiere ait pu fournir un long Ouvrage.

L'homme peut être considéré soit dans l'état où Dieu l'a mis, & selon ses rapports nécessaires, soit dans l'état où il s'est

Digitized by Google

mis lui-même, & selon les rapports qu'il s'est donnés : en partant de ces deux points, la Loi Naturelle se divise en nécessaire & en dépendante.

La Loi Naturelle nécessaire dérive des rapports établis par Dieu même ; rapports envers lui, d'où résulte la Religion ; rapports envers nous-mêmes qui nous imposent le devoir de nous conserver & de tendre à notre bonheur ; rapports envers les autres hommes, sources de la sociabilité & de ses Loix. Religion, amour de soi-même, sociabilité, telles sont les trois branches de la Loi Naturelle nécessaire.

La Loi Naturelle dépendante découle des rapports établis par l'homme. De ces rapports naissent des Loix. Mais ces Loix, quoique naturelles (puisque les choses d'institution humaine ont leur nature comme les choses créées), sont dépendantes, parce que la loi nécessaire doit en régler les causes, les motifs & la fin. Si les institutions humaines la blessent, la contrarient, ou n'y sont pas subordonnées, elles ne méritent pas le nom de Loix : mais quand elles sont en regle avec la Loi premiere, qu'elles en assurent les effets principaux, loin d'en déranger l'ordre & l'économie, elles en reçoivent la sanction, & participent à son autorité.

La Nature consacre sur-tout les éta-

Digitized by Google

bliſſemens d'un peuple libre qui n'abuſe ni de ſa liberté ni de ſa force. Ils ſont le vœu général & authentique d'une Cité qui s'exprime ſelon ſes formes & par ſes organes. Il faut donc comprendre ſous le nom générique de *Loi Naturelle* tous les devoirs qui réſultent & de l'état que l'homme a reçu, & des formes légitimes qu'il y a miſes, & qui ſont devenues une eſpece de Nature.

Telle eſt la théorie de l'Auteur, & il eſt aiſé de voir quel vaſte champ elle lui ouvre. Mais il n'a pas tout-à-fait réglé ſon plan ſur ſa théorie. La Religion, qui eſt l'article le plus auguſte de la Loi Naturelle, n'eſt pas le premier dans l'ordre de nos connaiſſances. L'homme commence par ſe connaître lui-même; il connaît enſuite ſes ſemblables; enfin il arrive à la connaiſſance de Dieu. C'eſt cet ordre de génération des idées qu'il a ſuivi dans ſon Ouvrage. Il le diviſe en cinq parties: 1°. Notions préliminaires, ou premiers Elémens de la Morale. 2°. Devoirs de l'homme envers lui-même. 3°. Condition ſociale ſelon la Nature. 4°. Condition ſociale ſelon l'ordre poſitif. 5°. Religion.

La route étant ainſi tracée, on croit appercevoir le but où doit tendre l'Auteur. Cette ſanction, cette autorité que la Nature donne, ſelon lui, de préférence aux Loix d'un Peuple libre, ſemblent annon-

Digitized by Google

cer que les institutions de la Loi Naturelle, dépendante, considérées dans une Nation libre, où le vœu général & authentique de la Cité forme & consacre les Loix, sont le terme où doivent aboutir, dans son plan, toutes les autres parties de la Loi Naturelle. C'est ce qui serait sans doute, s'il eût composé son Livre à l'époque où il l'a publié. Pressé d'arriver à ce terme, il eût traité rapidement tout le reste comme des prémisses, dont il n'aurait eu à cœur que de développer la conséquence; & cette conséquence eût encore été fort différente de ce qu'elle est ici. Il en sera de même de tout Ouvrage écrit avant la Révolution & publié depuis. On aura cru y mettre des choses hardies & même neuves; mais dans ce peu de temps elles ont cessé de l'être. Les mêmes détails n'ont plus le même intérêt; & si l'on veut réussir, il faut tout remettre sur le métier.

Dans la premiere Partie, par exemple, qui traite de l'origine, de la nature & des facultés morales de l'homme, de son premier état, de la société naturelle, de la corruption & de ses effets, de la société universelle, de ses droits, de la guerre & du commerce, notre Auteur anonyme aurait pu partir des mêmes bases, établir les mêmes principes, mais se moins appesantir sur des matieres ou épuisées, ou purement hypothétiques; enfin, se résumer en dix pages;

Digitized by Google

ou moins encore, & n'en pas employer quatre-vingt à ces préliminaires.

Parmi les détails qu'il eût été forcé de sacrifier, nous ne compterons pas celui-ci, que nous citerons avec plaisir, ne fût-ce que pour lui prouver qu'en supposant tant de suppressions, nous ne toucherions à rien de ce qui, sans être absolument neuf, pourrait contribuer à embellir son Ouvrage.

» Que nous soyons sortis d'une même souche ou de plusieurs; que nous vivions » sous le même Régime ou sous différens » Régimes, nous n'en sommes pas moins » unis par le lien de la Nature & par » l'identité de l'espece. Nous sommes soumis à la même Loi les uns envers les » autres, chacun envers tous, & tous » envers chacun. L'Univers est un vaste » Empire dont les différentes parties tiennent » ensemble par un ordre commun, établi » par le même maître. En se partageant » en plusieurs communautés, les hommes » n'ont ni rompu ni pu rompre le lien » tissu par la main de l'Eternel. Nous ne » sommes point devenus étrangers les uns » aux autres. Les différentes Républiques » & Monarchies sont autant de grandes familles répandues sur la terre, & réciproquement unies par la Loi Naturelle, comme » les familles concitoyennes le sont par la » Loi Civile & Politique. La Société universelle est comme un fleuve qui, devenu

Digitized by Google

» immenſe dans ſon cours, s'eſt partagé » en pluſieurs canaux, ſans ceſſer d'être le » même. Toutes ſes branches ont la même » ſource & roulent les mêmes eaux «.

Il y a encore de la ſurabondance & quelques idées rédondantes dans ce morceau ; mais l'image qui le termine eſt grande, juſte, noblement exprimée ; elle donne de la ſociété univerſelle une idée qu'on ne ſaurait trop rappeler aux Nations, & que pluſieurs de ceux qui les gouvernent paraiſſent en ce moment oublier plus que jamais.

Le but de l'Auteur de la Nature a été ſans doute que tous les hommes reſtaſſent unis de ſentimens, quoique diſperſés ſur la terre : mais l'Anonyme va plus loin ; il prétend que la mer fut jetée entre les Nations comme un moyen de communication plus facile. Il reproche à Horace d'avoir eu une idée plus brillante que ſolide, lorſqu'il a dit qu'un Dieu prudent avait en vain ſéparé par l'inſociable Océan les différentes parties de la terre. » Dieu fit les mers, » dit-il, pour faciliter les communications. » Les hommes devaient ſe multiplier, &, » en ſe multipliant, couvrir ſucceſſivement » le globe de la terre. Le lien s'étendait » par la diſperſion ; mais il ne devait pas » ſe rompre. Dieu voulut en aſſurer la » perpétuité, en abrégeant & en facilitant » les routes du commerce «. C'était, il

Digitized by Google

faut l'avouer, un singulier moyen d'abréger les routes, que cet immense abîme que l'homme fut tant de siecles sans oser & sans pouvoir franchir ; & si Dieu destina les mers qui séparent l'Amérique de l'Europe à faciliter la communication entre ces deux parties du globe, c'est bien tard qu'il a donné à l'homme le génie, la science & l'audace nécessaires pour remplir cette destination divine.

La seconde Partie était encore susceptible d'être infiniment abrégée. Tant de Livres ont parlé *des devoirs de l'homme envers lui-même* ; tant de Moralistes ont examiné ce qui regarde la conservation de soi-même, le bonheur, la raison, la curiosité, les préjugés, les passions, l'amour, l'admiration, l'ambition, l'envie, la colere, la conscience, la vertu, le caractere de l'homme, les qualités de l'ame, l'honneur, que chacun de ces différens Chapitres pouvait être réduit à un petit nombre de pages, & peut-être même de lignes.

En les resserrant ainsi, en y pressant les pensées & les maximes élémentaires de la Morale, sur-tout en n'y laissant que celles qui lui étaient propres, au moins par le tour de l'expression, & par le cadre où elles se seraient placées, l'Auteur eût été plus neuf, plus piquant, plus rapide ; il eût mieux marché à son but, qui est, ou qui devait être sur-tout de tracer à

Digitized by Google

l'homme ſes devoirs envers ſes ſemblables, & de fonder par degrés ſur les baſes de la Loi Naturelle tout l'édifice ſocial.

On peut juger par ce paſſage du Chapitre *des Préjugés*, combien était néceſſaire la refonte d'une partie de l'Ouvrage. » Chaque Nation a ſes préjugés propres & » diſtinctifs ; il y a une liaiſon intime entre » les préjugés, le génie & le gouvernement d'un Peuple. Ceux des Français » ont plus de rapport à l'honneur ; ceux » des Anglais plus de rapport à la Liberté. » En France, on dit *ſervir le Roi, obéir au* » *Roi.* En Angleterre, on ſubſtitue au Roi » l'Etat & la Loi ; *ſervir l'Etat, obéir à* » *la Loi.* Le Français conſidere l'homme » dans ſa perſonne, l'Anglais le Citoyen, » &c. «. De quels Français nous parle-t-on là ? Devait-on faire imprimer en France, vers la fin de 1790, cette phraſe qui eſt réellement d'un autre ſiecle, & qui, pour notre *honneur*, ſemble parler d'un autre Peuple ?

Servir le Roi, obéir au Roi, mourir pour le Roi, combattre *les ennemis du Roi*, étaient en effet les phraſes uſuelles du militaire Français ; cela venait d'un préjugé : mais quel rapport y a-t-il entre ce préjugé & l'honneur ? Quelle oppoſition entre l'honneur & la Liberté ? N'y a-t-il donc pas d'honneur à ſervir l'Etat, à obéir à la Loi ? Voilà ce que nous ne pouvons plus, ce que

Digitized by Google

nous ne voulons plus entendre. » Un de nos » Guerriers, dans la chaleur de l'action, ap- » prend que son fils vient d'être tué. Quelle » nouvelle pour un pere ! Mais la vertu sur- » monte la Nature. *Songeons aujourd'hui*, » dit cet homme vraiment admirable, *à* » *vaincre les ennemis du Roi ; demain je* » *pleurerai mon fils* «. Pour être vrai, & même pour être conséquent, il fallait dire que dans cette occasion le *préjugé*, mais non pas que la vertu surmonta la Nature. Ce n'est que pour la Patrie qu'il est permis de vaincre ainsi les affections naturelles. Et qu'on ne dise pas que ce n'est ici qu'une dispute de mots, que le Roi est le représentant de l'Etat, & qu'ainsi vaincre les ennemis du Roi, c'est la même chose que vaincre les ennemis de l'Etat. Si ce n'est qu'une dispute de mots, expliquez donc pourquoi tant de braves Militaires, qui tous gagnent à la Révolution, sont ennemis de la Révolution.

Pour prouver l'importance de cette habitude qu'ont eue long-temps les Français de confondre le Roi avec l'Etat, ou plutôt de l'y substituer, il n'est pas besoin de chercher ailleurs des témoignages ; rien de plus positif que celui de l'Auteur lui-même dans son Chapitre *des Précautions*. » L'abus des mots produit une infinité » d'erreurs dans nos idées, & de désordres » dans les choses. C'est un des plus grands » ennemis des hommes. Peuples soumis

Digitized by Google

» au joug du Deſpotiſme, voilà peut-être » la cauſe de votre malheureux état! Vous » avez donné ou vous avez laiſſé prendre » à votre Chef une dénomination & des » titres qui lui ont fait croire qu'il avait » ſur vous une autorité ſans bornes. Peu à » peu vous vous êtes accoutumés à le croire » vous-mêmes : vous lui avez dit : *Sei-* » *gneur, vous êtes le maître de nos biens* » *& de nos vies.* Il jouit aujourd'hui du » bénéfice de votre erreur. Si au lieu de » dire *le Tréſor Royal*, nous diſions *le* » *Tréſor de l'Etat*, peut-être le Prince » aurait compris qu'il n'avait pas le droit » d'y puiſer à volonté «. Cela nous paraît maintenant une vérité toute ſimple ; mais au temps où l'Anonyme écrivait, c'eſt-à-dire, à ce qu'il ſemble, en 1788, cela s'appelait encore une hardieſſe. Il n'y aura plus déſormais ſur le Tréſor Public, d'erreur de mots ni de choſes. La Nation y a mis bon ordre ; & il était temps.

Ce Chapitre des *Précautions* eſt l'un des premiers de la troiſieme Partie, dont le ſujet eſt *la condition ſociale ſelon la Nature.* Cette Partie a quatorze Chapitres. L'Auteur chemine lentement, mais avec aſſez de méthode, vers cet ordre poſitif où tout doit aboutir. La bienfaiſance, l'eſprit ſocial, l'utilité commune & particuliere, le mariage, ſes conditions, ſon objet, les exceptions à l'obligation de ſe marier, les

Digitized by Google

mœurs, le régime domeſtique, les enfans; les domeſtiques & les eſclaves, la foi des engagemens, les ventes & achats, les propriétés, paſſent ſucceſſivement en revue; & ſur tous ces objets, les idées de l'Auteur ſont bien ordonnées, ſes principes ſont conformes à la plus ſaine morale, ſa philoſophie eſt, ſinon tranſcendante, au moins libre & raiſonnable.

On peut penſer, par exemple, qu'avec des notions juſtes ſur l'égalité naturelle, l'Auteur n'eſt pas l'apologiſte de l'eſclavage; pas même de celui des Negres, ſur lequel l'humanité, la raiſon & la juſtice ſont ſi peu d'accord avec les calculs intéreſſés du Commerce. Elles devaient l'être du moins avec la Religion; mais l'un des malheurs de cette Religion ſainte, ou l'un des crimes de ſes Miniſtres, eſt qu'on lui peut imputer la plus grande partie des maux qui, dans nos temps modernes, ont affligé l'eſpece humaine.

Louis XIII ne voulait pas permettre l'eſclavage dans nos Colonies. Pour l'y faire conſentir, on lui allégua les progrès de la Religion. On lui dit qu'autant on ferait d'eſclaves, autant on ferait de Chretiens. Ce motif le détermina. Les quatre Hiéronimites que Ferdinand envoya aux Indes Occidentales pour ſtatuer ſur le ſort des Naturels, n'y firent pas tant de façons. Ils déciderent qu'on pouvait & qu'on devait les réduire en eſclavage, pour

Digitized by Google

assurer le succès de l'exploitation des mines. Ici l'Anonyme s'écrie avec raison : » Quels » hommes ! quels Prêtres ! quels Docteurs « ! Ce sont des Prêtres & des Docteurs tels qu'il s'en trouverait encore dans de semblables circonstances & avec de tels Souverains. Quelque affaibli que paraisse être & que soit en effet le fanatisme, il ne lui faudrait, pour porter de pareilles décisions, qu'avoir à dévaster un Nouveau-Monde, & à conseiller un Ferdinand ou un Louis XIII.

Si la Religion, si l'intérêt n'ont pas le droit d'ôter aux hommes leur bien le plus précieux, leur plus nécessaire attribut, la Liberté ; les Rois, Princes ou Chefs politiques, sous quelque titre que ce soit, ne l'ont pas davantage de disposer de celle de leurs Peuples, & de l'aliéner en les cédant à une autre Puissance : c'est ce que l'Auteur soutient avec raison ; & il traite même assez rudement à ce sujet le dernier Khan de Crimée, l'Impératrice de Russie, & un Apologiste inconnu de la cession faite par le premier à la seconde. Sahim-Ghéraï a, comme on sait, transféré ses Etats à la Czarine, par une donation entre vifs qui équivaut à un testament : or, en Crimée, disait l'Apologiste Russe, le Prince a le droit de tester & de se choisir un héritier. La Czarine, qui a l'équivalent d'un testament en sa faveur, a donc un droit

Digitized by Google

inconteſtable ſur la Crimée. C'eſt ce miſérable ſophiſme que l'Auteur pulvériſe ſans ſe donner trop la peine de ménager les termes : » Tout ce que prouve, dit-il, » ce verbiage impertinent, c'eſt que malgré tout ce qu'a fait la Princeſſe à jamais illuſtre qui gouverne le vaſte Empire du Nord, pour y répandre des lumieres & y faire fleurir la Philoſophie, » il s'y trouve encore des reſtes de ſon » ancienne barbarie, puiſqu'on y peut » croire que des milliers d'hommes ſont » comme le mobilier d'un ſeul, qu'il peut » vendre ou donner à ſon gré. Cette idée » rampante & ſervile ne peut ſe loger que » dans la tête d'un malheureux, ou toujours eſclave, ou encore flétri des fers » qu'il a portés..... Si un Prince peut » léguer ſa couronne, ce n'eſt qu'à condition de ſe donner un héritier qui convienne à ſa Nation, & qui la maintienne » dans ſon état. La Czarine ne ſaurait » convenir aux Tartares, & elle ne les » maintient pas dans leur état ; car elle » les fait paſſer de la condition de Puiſſance indépendante à celle de Province » ſoumiſe à ſon Empire «. La Czarine s'embarraſſera fort peu ſans doute de cette déciſion, de même qu'elle s'eſt peu inquiétée de tout ce qu'ont écrit contre l'eſclavage ſes amis les Philoſophes ; malgré tout ce qu'elle a fait pour *répandre la lumiere*

Digitized by Google

dans ſes Etats, la ſervitude y eſt toujours le partage de la partie la plus utile de ſes Peuples. Les Payſans, les Cultivateurs y ſont une ſorte de bétail ou de meubles; & cette Philoſophe Souveraine, pour récompenſer les ſervices de ſes Officiers après une action d'éclat, leur donne encore elle-même, à l'un de beaux diamans, à l'autre une épée magnifique, au troiſieme deux ou trois cents Payſans, plus ou moins, mais toujours de façon que les Cultivateurs ne ſont pas le prix des exploits les plus brillans; & que ſuivant ce tarif ſingulier, il faut beaucoup de Payſans pour équivaloir à des diamans un peu gros, ou à une épée d'un certain prix.

Nous parcourons ce gros Ouvrage ſans plan, ſans deſſein ſuivi, nous arrêtant ſeulement à ce qui nous rappelle un fait ou nous fournit une réflexion. La quatrieme Partie en pourrait faire naître un grand nombre. *La condition de l'homme dans l'état de ſociété politique* eſt ce qui occupe aujourd'hui tous les eſprits, & ce ſujet eſt inépuiſable; mais, pour le bien traiter, il faudrait, comme nous l'avons déjà dit, que l'Auteur ſe fût mis davantage au niveau de l'époque où nous ſommes. La compoſition de ſon Livre ne paraît en être diſtante que de deux années; mais pour le progrès des idées politiques, ces deux années équivalent à pluſieurs ſiecles.

Digitized by Google

Ce n'eſt pas qu'une grande partie de ſes principes ne fuſſent admiſſibles, à toute époque, dans un Gouvernement libre. Mais une autre partie eſt conſidérablement arriérée, & par conſéquent inutile. Une autre eſt encore pis, puiſqu'elle eſt contraire aux notions les plus ſaines, & conforme à des préjugés dont nous ſommes guéris pour toujours.

C'eſt être arriéré, par exemple, que de s'amuſer à prouver l'abus & l'illégalité de ce qu'on nommait des Lits de Juſtice. C'eſt l'être que de diſputer, & même avec quelque véhémence, aux *Seigneurs* la juſtice de quelques-uns de leurs *droits*; de leur demander à quel titre ils jouiſſent de celui de péage; de mettre en queſtion ce qu'il fallait du moins mettre en aſſertion très-poſitive : » Cette ſervitude fut-elle im-» poſée dans des temps d'anarchie, lorſ-» que tous ceux qui avaient un château & » des armes, faiſaient à peu près le mé-» tier de brigands « ? — Et qui doute maintenant de cela ? — » Comment cette » invention du brigandage a-t-elle acquis » force de propriété « ? — Que nous importe, maintenant qu'elle l'a perdue ? — » Un impôt torſionnaire qui gêne le Com-» merce & greve le Peuple, ſans aucun » dédommagement, eſt-il ſuſceptible du » bénéfice de la preſcription « ? — Eh, mon Dieu ! non ſans doute : c'eſt ce qu'on

ne

Digitized by Google

ne cesse de répéter aux ci-devant Seigneurs féagistes, qui regrettent si noblement ce qu'ils devaient au brigandage de leurs ancêtres.

Peut-être l'Auteur paraîtra-t-il à beaucoup de gens aller trop loin dans le sens contraire, lorsqu'il dit, en parlant des Anglais qui suivirent Jacques II dans son exil: » C'était un attachement mal-entendu. Le » Prince n'est pas la Patrie. Parce qu'il y » a un homme pour un autre à la tête du » tout, est-ce que ce tout n'est plus le » même ? La relation des membres au » corps a-t-elle changé ? Tient-on moins à » la Confédération, parce que les actes se » font sous de nouveaux auspices, parce » qu'il y a différence dans l'intitulé ? » *Qu'importe pour la validité du contrat,* » *que ce soit Jacques ou Guillaume qui soit* » *l'exécuteur des conditions.* « ?

On se rappellera d'avoir entendu attribuer ce principe, énoncé presque dans les mêmes termes, à un Homme public, dont la tête forte est toujours au-dessus des conceptions vulgaires. On se rappelle aussi qu'on a voulu lui en faire un crime.

On peut faire, sinon un crime, au moins un reproche à notre Auteur, d'être descendu de cette sphère d'idées pour soutenir la Noblesse héréditaire & les Corps intermédiaires dans une Monarchie telle que l'est aujourd'hui la nôtre : c'est cette

Partie sur-tout qui devait être retouchée. Il serait fort inutile d'en réfuter le texte, composé depuis trop long-temps : presque tout, sur ces deux sujets, y serait à reprendre. Les notes, écrites depuis l'abolition de la Noblesse & de l'ancienne Magistrature, prêteraient davantage à la réfutation ; & s'il était probable que cet Ouvrage pût faire secte, nous l'entreprendrions volontiers : mais, à parler vrai, nous n'en voyons pas le danger.

Il n'y en a point à laisser l'Auteur penser que si l'autorité reprend jamais le dessus, ce qu'il regarde comme très-possible, le chemin du Despotisme lui sera tout frayé par la suppression des Parlemens. Il oublie seulement 83 Directoires & Conseils de Département, tous les autres Corps Administratifs, & une Assemblée Nationale permanente, que le Despotisme pourrait bien trouver en son chemin. Ce n'est pas la peine de l'en faire appercevoir.

Laissons-le regarder comme passagers tous les grands changemens dont nous sommes témoins ; dire comme Dacier : Tout ce qui est ici sur cette matière (sur celle des chasses) semble devenu inutile. *Je le laisse pourtant subsister.* » On ne sait pas ce » qui peut arriver..... Ce qui est un hors-» d'œuvre maintenant, pourra cesser de » l'être dans d'autres temps. » — Et dans une autre note. — La suppression des pri-

» viléges rend nulles toutes les raisons ici » déduites ; mais qui nous a dit qu'elles » le seront toujours ? Si à l'orgueil la » Noblesse substitue les vertus, elle repren- » dra son ascendant «. Observons seule- ment que dans le cas de cet échange très-désirable, ce ne sera point l'ascendant de la Noblesse qui prendra le dessus, mais celui de la vertu. — » La Noblesse sera » toujours une classe distinguée «. — Elle ne sera pas même une classe. — » Elle aura » plus de lustre, lorsqu'elle cessera d'être » vénale ; & que le fils de votre Laquais » ne pourra plus acheter une charge qui » la lui donne «. — Le fils de mon Laquais ne l'achetera plus ; mais mon Laquais lui-même n'aura besoin que de conduite, d'honnêteté, de talens, & des épargnes suffisantes à une vie indépendante & libre, pour se passer de noblesse, devenir mon égal, & peut-être mon supérieur.

La Religion est le sujet de la cinquieme Partie. Nous l'avons lue ; &, comme disaient autrefois MM. les Censeurs Royaux, nous n'y avons rien trouvé qui pût en empêcher l'impression.

CURE radicale de l'Hydrocele, Traité des maladies particulieres aux hommes; 2e. édition, par M. IMBERT DELONNES, *Docteur en Médecine, de la Faculté de Caen, premier Chirurgien de M. d'Orléans, & Chirurgien-Major de la Cavalerie Françaiſe.*

O ſanitas! tu maximum hominibus bonum & tutiſſimum omnigenæ felicitatis humanæ fundamentum. GUTTATIN, t. II, p. 333.

A Paris, chez l'Auteur, rue des Bons-Enfans, N°. 20; & chez Duplain, *Libr. Cour du Commerce.*

CET Ouvrage eſt le fruit de vingt ans d'obſervations. L'Auteur prouve par une théorie profonde & lumineuſe, qu'on avait méconnu avant lui la véritable ſource de l'hydrocele, ce qui avait fait errer les plus grands Médecins & Chirurgiens qui s'étaient occupés du traitement de cette maladie. Des ſuccès ſans nombre obtenus dans la Capitale, dans pluſieurs villes du Royaume, & dans les Hôpitaux du Roi, toujours en préſence des gens de l'Art les plus éclai-

Digitized by Google

rés, ſont les garans certains de l'efficacité du procédé qu'il publie pour obtenir la cure radicale.

Mais ce qui doit ſéduire davantage encore, c'eſt le témoignage d'une foule de Citoyens de tous états & de tout âge, qui, en conſtatant leur cure par des procès-verbaux, ſe plaiſent à rendre à M. Imbert un juſte tribut de leur reconnaiſſance & de leur eſtime. L'on compte avec plaiſir, parmi ces Citoyens, de zélés défenſeurs de la Patrie, des Militaires du premier rang, tels que M. de Bougainville, qui commande en ce moment nos forces navales, M. de Barrin, Commandant en chef à l'Iſle de Corſe, & autres de la même claſſe, qui, en faiſant connaître les bons effets de la découverte qu'ils préconiſent, ont ainſi manifeſté leur déſir de la rendre utile à ceux de leurs Concitoyens qui ſeraient affligés d'hydrocele.

M. Imbert ne borne pas ſon travail à l'hydrocele; pluſieurs autres maladies des hommes l'ont utilement occupé; & nous ſavons qu'il va bientôt publier le ſecond volume de ſes Œuvres.

Digitized by Google

VARIÉTÉS.

AUX AUTEURS DU MERCURE.

PEU de temps avant sa mort, M. FRANKLIN m'envoya les *Mémoires de sa Vie* écrits par lui-même ; je les ai traduits, & je n'en ai différé la publication, que j'aurais pu faire il y a long-temps, que par égard pour sa famille, & particuliérement pour M. William-Temple Franklin son petit-fils, à qui son grand-pere a légué tous ses Manuscrits, & qui se propose d'en faire une Edition complette, tant en Anglais qu'en Français, dans laquelle il inférera ma Traduction : il est en ce moment en Angleterre, où il s'occupe de cet objet ; & sous peu de jours il doit passer en France pour achever de le remplir.

On vient de publier chez M. Buisson, Libr. rue Haute-feuille, un Volume in-8°. intitulé ; *Mémoires de la Vie privée de Benjamin Franklin*, écrits par lui-même, & adressés à son fils.

Les 146 premieres pages de ce Volume contiennent en effet le commencement des Mémoires de M. Franklin, entiérement conformes au Manuscrit que je possede ; j'ignore comment le Traducteur a pu se les procurer ; mais je déclare, & je crois nécessaire qu'on sache qu'il ne les tient pas de moi, que je n'ai aucune part à la Traduction ; que cette partie qui se termine en 1730, n'est guere que le tiers de celle que j'ai, qui va jusqu'en 1757, & qui conséquemment ne complette pas l'Ouvrage ; le reste est entre les

Digitized by Google

mains de M. W... T... Franklin, qui disposera son Edition de maniere que les Mémoires entiers formeront un, ou tout au plus deux Volumes, qu'on pourra se procurer séparément.

Je suis, &c. LE VIEILLARD.

23 Février 1791.

NOTICES.

Traité des Jardins, ou le Nouveau la Quintinie, &c. par M. F... B... 3e. édition. A Paris, chez Belin, Libr. rue Saint-Jacques, N°. 27. 4 Vol. in-8°.

Cet Ouvrage, le plus complet & le plus instructif de tous ceux qui ont paru sur la même matiere, traite des Arbres fruitiers, des Plantes potageres, des Arbres, Arbrisseaux, Fleurs & Plantes d'ornement, des Arbres, Arbrisseaux & Plantes d'orangerie & de serre chaude. Il nous a paru fait pour être dans les mains de tous ceux qui possedent & qui cultivent des Jardins. Tous les objets dont il est fait mention dans ce Traité, se trouvent chez le Sieur Vilmorin Andrieux, Md. Grainier, Fleuriste & Botaniste du Roi, & Pépiniériste, quai de la Mégisserie, à Paris.

Tableau de Comparaison de l'Agriculture, du Commerce & de la Navigation de France & d'Angleterre, envoyé à M. Necker, au mois de Février 1788, avec l'Ouvrage dont il est l'analyse, & au Comité d'Agriculture en 1789, sur une feuille & demie d'impression, extrait des Ouvrages de M. Ebaudi de Fresne, qui se trouvent à Paris, chez Debray, Libraire, au Palais-Royal, galeries de bois, N°. 235.

Digitized by Google

Journal de la Langue Françaiſe, Ouvrage très-utile à toutes les perſonnes qui cultivent la Langue par état, par goût, ou que le nouvel ordre de choſes appelle à la cultiver, Profeſſeurs publics, Inſtituteurs particuliers, peres de famille ſurveillant l'éducation de leurs enfans, Gens de Lettres, Amateurs, Citoyens deſtinés à porter la parole dans les Aſſemblées primaires électorales-légiſlatives; contenant un Cahier de 48 pages in-12 par ſemaine. Dans les 12 dernieres pages, on donnera non ſeulement l'extrait des opérations journalieres de l'Aſſemblée Nationale, mais encore le tableau de toutes celles qui ont eu lieu depuis qu'elle a été conſtituée juſqu'au 1er. Janvier 791; en ſorte que ce ſera un manuel commode, clair & complet de Légiſlation Françaiſe pour ceux qui auront pris ce Journal depuis cette derniere époque.

Le prix de la Souſcription eſt de 6 livres pour trois mois, 12 liv. pour ſix mois, & 24 liv. pour un an, port franc, tant à Paris que dans tous les Départemens de l'Empire. On s'abonne à Paris, chez M. Knapen fils, Libr-Impr. rue St-André, N°. 1er.

Tous les Abonnemens doivent dater du 1er. Janvier, du 27 Mars, du 3 Juillet, ou du 2 Octobre. Il faut avoir ſoin d'affranchir les lettres, l'argent & les paquets.

Les intérêts politiques ont pu ſeuls diſtraire de celui qu'on doit à ce Journal. Cependant l'Auteur a le ſoin d'attacher le perfectionnement de la Langue au patriotiſme, & ce ſont les Chef-d'œuvres même des plus célebres Orateurs de la Révolution, & les Ouvrages qu'elle a produits, qu'il choiſit pour exemples de ſes excellens prin-

Digitized by Google

cipes, ou pour objet des critiques les plus judicieuses, & les plus honnêtes.

Traité pratique du Gréement des Vaisseaux, & autres Bâtimens de mer; Ouvrage publié par ordre du Roi, pour l'instruction des Eleves de la Marine; par M. Lescallier. 2 Vol. in-4°. avec 34 Planches. Prix, 30 liv. broch. A Paris, chez Clousier, Imp. du Roi, rue de Sorbonne; & se trouve chez Firmin Didot, Libr. rue Dauphine.

Cet Ouvrage ayant été fait pour l'instruction des jeunes gens qui se destinent au métier de la Marine, on y a mis toute la simplicité élémentaire, par laquelle seule on peut inculquer des objets de détail à des personnes qui ne savent pas encore. Il est possible d'espérer cependant que plusieurs de celles qui savent déjà, pourront trouver aussi quelque avantage à voir ici rassemblée par ordre toute la partie minutieuse & compliquée du Gréement, ne fût-ce que pour soulager leur mémoire.

Ce travail offrira encore quelque utilité à tous ceux qui, sans être Marins, concourent dans les Ports de mer aux armemens & équipement des vaisseaux, & encore aux Artistes qui, sans être suffisamment au fait du Gréement, font des dessins ou des tableaux de marine.

Les 34 Planches ont été exécutées avec le plus grand soin.

La Parisiade, ou les Amours d'un jeune Patriote & d'une belle Aristocrate; Poëme Héroï-Comi-Politique, en prose nationale. Brochure de 130 pages in-8°. A Paris, chez Maradan, Lib. rue St-André-des-Arts, Hôtel de Châteauvieux.

Digitized by Google

L'intrigue amoureuse de ce Poëme serpente à travers les divers événemens de la Révolution, & en amene le récit. Le dénouement se fait au Couvent de l'Annonciade, & l'Ouvrage se termine à l'arrivée du Roi à Paris. Le merveilleux y est employé, mais avec discrétion. Le style de cette bagatelle n'est pas toujours d'un goût bien pur; mais ceux qui rient facilement y trouveront de la gaîté.

Les Harangues politiques de Démosthene, traduction nouvelle; par M. Gin, avec des notes relatives aux circonstances présentes, & des extraits de plusieurs Comédies d'Aristophane. Prix, 7 liv. 4 s. pap. ordin., 12 liv. pap. superfin. A Paris, chez Didot fils aîné, Impr-Libraire, rue Payée-St-André-des-Arts; Gattey & Cussac, Lib. au Palais-Royal; la veuve Lesclapart, rue du Roule; Pichard, au Luxembourg, près la rue de Vaugirard; Cazin, rue des Maçons, près la Sorbonne, N°. 5; & au Bureau du Spectateur National, même maison.

Ce premier Volume contient la vie de Démosthene par Libanius, les trois Olynthiennes, les quatre Philippiques, les Harangues sur la Paix, sur l'Haloneſe & la Chersoneſe, la Lettre de Philippe, & la Harangue sur cette Lettre. Le second Volume, annoncé par l'Auteur pour le mois d'Avril prochain, contiendra les deux fameuses Harangues sur la Couronne.

On peut recommander aux Amateurs cet Ouvrage de M. Gin, l'un de nos plus laborieux Traducteurs: le travail en est estimable & utile; les notes sont instructives, & l'exécution typographique est belle & soignée.

Digitized by Google

MUSIQUE.

Les Délassemens d'Euterpe & d'Erato, ou Collection des meilleures Chansons sur des Airs nouveaux, avec accompagnement de Forté-Piano ou de Harpe; par M. d'Ennery, Professeur de Musique & Forté-Piano. 1re. Livraison. Œuvre 1er. Prix, 7 liv. 4 s. A Paris, chez l'Auteur, rue de Rohan, N°. 16, quartier du Palais-Royal.

Pour éviter les contrefaçons, l'Auteur prévient qu'il ne se débitera aucun Exemplaire sans sa signature.

GRAVURES.

Guillaume Tell, Estampe de 18 pouces de haut sur 24 de large, gravée d'après le Tableau de Fuesli à Londres, par Charles Guttemberg. Prix, 12 liv. Au bas de l'Estampe, on lit en allemand & en français, le trait historique qui valut aux Suisses leur liberté.

Cette Estampe, d'un effet très-beau, & surtout très-extraordinaire, représente le Héros Suisse dans l'action de repousser la barque qui contenait ses ennemis, & de sauter sur le rivage d'où il perce le sein du Tyran. L'amour de la Liberté & le talent des Artistes doivent concourir au succès de cette Estampe. Elle se vend à Paris, rue Saint-Hiacinthe, N°. 5.

Le Petit Prédicateur & *l'Education fait tout*, deux Estampes de 18 pouces sur 15, gravées,

Digitized by Google

d'après Fragonard, par M. Delaunay, Graveur du Roi. A Paris, chez l'Auteur, rue de la Bucherie, N°. 26.

Ces Estampes, qui sont pendant, & dont l'idée est agréable, sont exécutées avec beaucoup de soin.

AVIS.

MM. les Abonnés aux Loix, qui doivent paraître dans le courant de l'année 1791, sont prévenus que le Bureau d'Abonnement, qui était, les années précédentes, chez le Sr. N. H. *Nyon*, Imprimeur, rue Mignon, est actuellement chez *Moutard*, Imprimeur, rue des Mathurins. En conséquence, ceux qui auront quelques réclamations à faire relativement audit Abonnement, sont priés de s'adresser audit *Moutard*, en ayant soin d'affranchir le port des lettres, sans quoi elles ne seront pas retirées.

Cet Abonnement est de 30 liv. pour Paris, & de 36 liv. franc de port pour tous les Départemens. L'avantage de cet Abonnement est de recevoir les Décrets, dans toute leur intégrité, à mesure qu'ils sont sanctionnés, imprimés in-4°. de la manière à pouvoir les classer par ordre de matière ou de date, à la volonté du Souscripteur.

TABLE.

VERS.	49	*Cube radical.*	76
Elégie.	52	*Variétés.*	78
Charade, Enig. Log.	55	*Nouvelles.*	80
De la Loi Naturelle.	58		

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Berlin, le 21 Février 1791.

ASMI *Achmet Effendi*, envoyé extraordinaire de la Porte Ottomane auprès du Roi, a fait, le 16, son entrée solemnelle en cette Capitale; on s'est piqué de donner un grand éclat à cette cérémonie. Des détachemens de la plus belle cavalerie escortoient deux voitures à 8 chevaux pour l'Envoyé Ottoman, & pour le Secrétaire d'Ambassade chargé des présens & des lettres de créance. Quatre autres carrosses à 6 chevaux étoient remplis des Officiers de l'Envoyé, puis une file de voitures vides & de chariots de bagages. On a donné une garde d'honneur au Ministre Ottoman, qui, le 19, a eu sa première audience, chez le Comte *de Finckenstein*; il a dîné le lendemain chez le second prin-

Digitized by Google

cipal Ministre, Comte *de Hertzberg*, & le 21, il a été admis à l'audience du Roi. On se rappelle qu'après la paix de 1763, la Porte Ottomane envoya une Ambassade à *Frédéric-le-Grand*: on a mis encore plus de pompe dans la réception de celle-ci.

Le Prince héréditaire, dont le caractère prononcé, & le génie se forment de plus en plus, apprend à connoître à fond toutes les parties de l'Administration : il a suivi dernièrement les rapports du directoire général, & se propose d'y assister régulièrement.

Il paroît douteux que le projet de traité de commerce, que les Etats de Pologne ont offert à notre Cour, puisse jamais se réaliser. Son adoption seroit ruineuse pour les Etats de S. M., & tout l'avantage resteroit à la Pologne. Le Comte *de Golz* l'a démontré dans un mémoire qu'il a remis à Varsovie à la députation des affaires étrangères. Jusqu'à présent on n'y a pas répondu, quoique la République ait été invitée à trouver des moyens qui concilient mieux les intérêts respectifs, & balancent, dans une juste proportion, les avantages des deux nations.

Le Général *Schonfeldt* a été faussement nommé par les Gazettes au Commandement de la Poméranie, vacant par la mort de M. *Schlieben*. Il est vrai que M. *de Schonfeldt* est arrivé ici de Cassel, & que du service du Landgrave, il passera, dit-on, à celui de notre Cour, en qualité de Général de Cavalerie, aux appointemens de 4000 thalers. Il va publier un mémoire

sur la Révolution Belgique, où il repousse les imputations calomnieuses dont il a été l'objet.

Le Gouvernement a fait désavouer la réclamation auprès de la cour de Vienne qu'on lui avoit attribuée, & la réponse de cette cour au sujet de l'affaire de Liége. Il se plaint amèrement dans cette explication, des fausfetés dont il est l'objet, & qu'il impute *aux vues artificieuses et intéressées*, dont il n'imitera point l'exemple. Quoiqu'il en soit de ces assertions & désaveux respectifs, au travers desquels on pénètre beaucoup d'intrigue & peu de vérité, la tournure des choses à Liége ne permet pas de supposer que notre Cour y conserve une influence manifeste, ou en d'autres termes, qu'elle travaille efficacement à contrebalancer celle qui domine.

De Vienne, le 25 Février.

Pendant que les Gazetiers tracent, mille par mille, l'itinéraire des Russes à Constantinople, & font prendre Varna par leurs imprimeurs, l'armée Russe est, depuis le 12 Janvier, dans ses Quartiers d'hiver. Le gros de l'armée est cantonné près de *Bender*; le corps de *Suwarof* à Burlath; huit bataillons & des Cosaques gardent Ismaïl : le reste est reparti dans la Bessarabie & la Moldavie. Quant à l'escadre Russe elle est rentrée à Sé-

Digitized by Google

baſtopol en Crimée, depuis le 26 décembre. Le Prince *Potemkin* eſt parti pour Pétersbourg, où l'Impératrice l'a appellé, ſans doute, pour y recevoir le prix de ſes ſervices, & faire entendre ſes conſeils.

Il eſt bien confirmé, qu'ébranlée par la perte d'Iſmaïl, & pénétrée de la néceſſité de réunir toutes ſes forces contre les Ruſſes, la Porte Ottomane a fléchi ſur la condition du *ſtatus quo*, arrêtée par la convention de Reichenbach. C'eſt le 24 Janvier qu'un courrier de Conſtantinople apporta à Sziſtove cette acceſſion du Grand-Seigneur. Il ne reſte plus à déterminer que la garantie des Puiſſances conciliatrices, dont les Miniſtres ont demandé des inſtructions plus poſitives.

De Francfort-ſur-le-Mein, le 26 Février.

La Diète de Ratisbonne n'avoit pas encore, au 12 de ce mois, pris en délibération les réclamations des Princes & Etats de l'Empire, propriétaires de fiefs en France. Elle attendoit, dit-on, un décret de l'Empereur, décret retardé, à ce qu'on ajoute, juſqu'à la réponſe définitive du Roi de France. En attendant, les intéreſſés multiplient leurs notes & leurs inſtances. L'Evêque de Spire a répondu aux propoſitions du Baron *de Groſchlag*, Miniſtre de France auprès du Cercle du Haut-Rhin, en deman-

Digitized by Google

dant une négociation directe, traitée par des Plénipotentiaires respectifs nommés *ad hoc*, sur la base des traités de Westphalie & autres, & enfin, le maintien provisoire de ses droits, jusqu'à l'issue des négociations. Le 6 de ce mois, le Landgrave *de Hesse Darmstadt* a fait remettre à la *Dictature* de la Diète, une note semblable à celle de l'Evêque de Spire. Il se plaint amèrement de ce qu'on a saisi les revenus des huit Bailliages qu'il possédoit en Alsace, de ce que sa Régence de Bouxvilers a été mise hors d'activité, de ce qu'on a apposé les scellés aux greffes de ses Tribunaux. Il invoque de nouveau, l'assistance de l'Empire pour le redressement de ces griefs.

La Chambre Impériale de Wetzlar a rendu le 11 Février, un nouvel arrêt, qui autorise le Prince-Evêque de Liége à faire un emprunt d'un million de rixdalers sur la principauté de Liége & le Comté de Looz, pour satisfaire aux frais occasionnés par la rébellion, en attendant le rétablissement de l'ordre dans les caisses publiques, & la *confiscation des biens des auteurs coupables de l'insurrection*, dont elle ordonne de faire la poursuite. Cet arrêt enjoint en même-temps le prompt rétablissement de tous les Colléges civils & nommément aussi celui de Tribunal des XXII. — Peu après son arrivée, le Prince-Evêque a publié une amnistie, amnistie dont les exceptions pourroient

Digitized by Google

embrasser, au besoin, tous ceux qui ont participé à la dernière révolution.

Ou nous nous trompons fort, ou ces mesures excessives ne ramèneront pas la paix à Liége, ni ne préserveront cette principauté de nouveaux troubles. En imposant ainsi la loi aux vaincus, & en aggravant le malheur de leur disgrace, on éternisera leurs ressentimens; on sappe les bases d'une paix solide, & on détruit d'avance la confiance que devroient inspirer les arrangemens politiques définitifs.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 6 Mars.

La restauration de l'autorité souveraine, & la convention de la Haye qui garantit l'ancienne Constitution des Provinces Belgiques, semblent aujourd'hui n'avoir été que le prélude de nouveaux évènemens. La conduite imprudente, on pourroit même dire impérieuse des Etats de Brabant envers le Gouvernement, a fait naître des incidens sérieux, dont il est aisé d'apercevoir les conséquences. Ces incidens ont pris leur source dans le refus opiniâtre, manifesté par les Etats, de reconnoître comme légitime, juste & nécessaire, la réintégration des Officiers publics du Gouvernement ou de la Province, dans les

Digitized by Google

places dont la faction de M. *Van der Noot* les avoit dépouillés, sans forme de procès, & par le droit de la force. Les Etats se sont particulièrement acharnés contre les Membres du Conseil souverain de Brabant réinstallés dans leurs fonctions. M. le Comte *de Mercy* a essayé inutilement de persuader les Etats de l'injustice & de l'inutilité de leur résistance : elle n'en a été que plus vive : la correspondance imprimée du Ministre Plénipotentiaire & des Etats prouve combien cette discussion devenoit chagrine & contentieuse.

Dans une nouvelle représentation des Etats à M. le Comte *de Mercy*, en date du 8 Février, on avoit entr'autres, remarqué le passage suivant :

» Enfin, puisque votre Excellence en appelle à la *Voix du Peuple*, nous nous dispenserons, pour le moment, de faire quelques observations sur le contenu de la réponse de Votre Excellence, pour ne pas anticiper sur l'opinion publique : Mais, en nous rappellant ce que dit Votre Excellence, *ouvrez l'oreille à la Voix du Peuple, vous entendrez sur qui tombent ses reproches, je pourrois dire ses malédictions*, nous supplierons très-instamment Votre Excellence de ne pas prendre pour la *Voix du Peuple de la Province* les clameurs de quelques Individus de cette Ville, qui se sont rendus fameux par les excès, qu'ils commettent depuis la rentrée des Membres de l'ancien Gouvernement, dont ils veulent être à présent les Protecteurs, & dont ils ont été les protégés sous le dernier Règne ;

de ces mêmes Individus, qui, sous l'escorte de quelques Soldats, parcourent tous les jours les *Estaminets* de la Ville, & y maltraitent impunément toutes les Personnes, qu'ils connoissent pour être attachées aux Droits du Pays; de ces mêmes Individus, qui impunément ont attaqué, de guêt-à pens, le 25 Janvier dernier, le sieur *Mens*, Député de la Ville d'*Anvers*, & lui ont porté plusieurs blessures très-grièves à la tête; de ces mêmes Individus, qui impunément ont maltraité & sabré Dimanche dernier différentes Personnes près de la Porte de *Louvain*; de ces mêmes Individus, qui impunément ont attaqué encore de guêt-à-pens, hier le soir, les Gens du Comte de *Duras*, & les ont blessés mortellement; de ces mêmes Individus, qui, le 17 du mois de Janvier, ont impunément outragé & maltraité le Conseil-Souverain de *Brabant*, & que l'impunité enhardira peut-être aussi à venir nous maltraiter dans notre Assemblée même. Mais, quel que soit le parti qu'on employera contre nous, nous protestons d'avance, que, dans toutes nos démarches, nous n'avons & n'aurons jamais en vuë que la *gloire du Souverain* & le *bonheur de son Peuple*.

En attendant que la *voix du peuple*, réclamée par tous les partis, se fit entendre légalement, celle de la populace a, argumenté. Soit qu'on eut poussé cette multitude, ce qui ne choque point la vraisemblance, soit que le mépris où leur défaite a plongé les Etats, ayant enhardi les insurgens, le 24 Février, la populace se porta à l'Hôtel-de-Ville où siégeoient les Etats, elle en molesta les principaux Mem-

Digitized by Google

bres, & particulièrement les Prélats, brisa les vîtres de leurs voitures, & les couvrit d'avanies. Le Gouvernement & la garnison restèrent spectateurs de cette expédition : seulement, les jours suivans, des patrouilles ont prévenu les excès dont quelques maisons étoient menacées.

Que cette insurrection ait été ou non concertée entre les chefs du Gouvernement, & les Vonckistes, elle nous prépare à une nouvelle révolution. Le première a été l'ouvrage des deux premiers Ordres, & plus particulièrement du Clergé, dont la puissance, le crédit & l'opulence donnèrent aux troubles l'activité d'une guerre civile : il est dans l'ordre que le Souverain n'oublie ni l'excès de cette résistance, ni les moyens qui l'ont soutenue. Un parti nombreux sollicite la réforme de la représentation générale aux Etats; réforme dont plus d'une fois nous avons exposé la justice & l'utilité. Ce changement politique entre vraisemblablement dans les vues de l'Empereur. Non-seulement, il punira les premiers révolutionnaires, mais, de plus, il leur ôtera les armes dont on paroît craindre l'abus, & il délivrera le Souverain de la garantie à laquelle la convention de la Haye l'assujettit. On se rappelle que par cet acte, la Prusse, l'Angleterre, & les Etats-Généraux ont garanti la Constitution actuelle des Provinces

Belgiques : cette Constitution renversée, la garantie n'a plus d'objet.

Si ces conjectures ne sont pas chimériques, elles nous expliquent le jeu des derniers évènemens, & ce sera une singularité de plus dans l'histoire très-singulière de la politique moderne, que de voir préparer cette révolution par les mains de la populace de cette ville, sous les yeux d'un Gouvernement, qui, jusqu'ici ne se piquoit pas d'employer ce genre d'autorité publique.

On n'a pas oublié que cette même multitude, employée aujourd'hui à insulter les Etats & à les battre en ruines, leur prodiguoit des transports d'ivresse, il y a six mois, & leur vendoit jusqu'à ses crimes. Telle est l'*opinion publique* devant laquelle des fanatiques & des fourbes invitent l'Europe à s'agenouiller. Tel est ce prétendu *vœu populaire*, pour lequel le Philosophe a un mépris aussi profond, que le respect dont il entourera la volonté libre, légale, indépendante & réfléchie du Peuple.

Nombre de requêtes, plus recommandables que les exécutions de la populace, ont manifesté au Gouvernement le vœu d'une autre organisation constitutionnelle des Etats. Une de ces pétitions est revêtue de 7 mille signatures, méthode très-abusive de constater l'opinion publique. Dans un autre, les requérans prennent le ton le plus

Digitized by Google

absolu, & dictent au Souverain la conduite qu'il doit tenir.

» Nulle Puissance, avancent-ils, n'ayant été requise par la *Nation Belgique* de se mêler de ce qui la concernoit, dans un moment où elle étoit politiquement libre, quoiqu'Esclave & Victime d'une Usurpation, & nulle n'ayant eu le droit de s'en mêler, sans l'aveu de toute la Nation légalement assemblée, nous protestons hautement & formellement, à la face de l'*Europe*, contre tout ce qui a pu être traité, arrêté ou convenu, dans les Congrès de *Reichenbach* & de la *Haye*; & nous supplions S. M. l'Empereur *Léopold*, notre magnanime & généreux *Conquérant*, de vouloir devenir notre Souverain légitime, avec droit de Succession pour ses descendans, moyennant un nouveau Pacte. Nous demandons, que S. M. veuille accorder à la Nation, pour base de ce nouveau Pacte, les Propositions qu'elle a daigné faire le 2 de Mars 1790, (à l'exception cependant de tout ce qui concerne le Clergé *Belgique*;) & nous déclarons accepter avec reconnoissance lesdites Propositions, que des intrus seuls ont rejettées.

» Nous demandons une nouvelle Représentation, *libre*, *élective*, *biennale* & *votant par tête*, & qu'une Assemblée des *Etats-Généraux* puisse travailler de suite, d'accord avec sa Majesté, à la formation du Pacte & au redressement des abus. »

La *Nation* disoit tout le contraire l'année dernière, c'est-à-dire, qu'alors, comme aujourd'hui, & par-tout, chaque faction s'intitule *la Nation*; enforte que, selon la

vicissitude des succès, il se trouve, au bout de quelques années, autant de *Nations* que de Partis. En finissant, les requêtes *exigent* une convocation générale du peuple. Il est intéressant d'arrêter ses regards sur les résolutions que prendra le Gouvernement, soit à l'égard de la politique intérieure, soit à l'égard de celle du dehors. Si, appuyé sur des requêtes populaires, il s'affranchit de la convention de la Haye, il sera curieux de considérer la manière dont les autres Puissances contractantes, envisageront l'anéantissement d'un traité si récent.

FRANCE.

De Paris, le 9 Mars.

Nous avons plus d'une fois remarqué un changement de rôle dans les différens partis qui divisent l'Assemblée & la Nation. Il y a deux ans, dix mois, & aussi souvent que la circonstance l'a exigé, l'une de ces factions nous a répété jusqu'au dégoût, la maxime que l'*insurrection est le plus saint des devoirs:* aujourd'hui elle ne parle que de *révoltes*, & depuis qu'elle domine, toute résistance à ses opinions est *un crime de lèze-nation.*

Lorsque des scélérats prêchoient le meurtre de la famille Royale & excitoient le peuple à des assassinats nominatifs, ou à des

Digitized by Google

attentats contre l'ordre public, le côté droit qualifioit ces Ecrivains d'*incendiaires*, & en demandoit justice. Maintenant l'expression d'*incendiaire* a passé à la rive gauche. Un Evêque fait-il un mandement, un Député imprime-t-il une opinion contraire au vœu de la majorité? Quelqu'un s'avise-t-il d'examiner les principes d'un décret? *Incendiaire! incendiaire! à l'Abbaye! aux Comités des recherches!* Cent voix & cent Journalistes font entendre ces expressions. On se croit encore dans les bureaux de l'ancienne Police.

Dernièrement on a vu le club Jacobite de Coutances intimer aux Députés de cet ancien Bailliage, & communiquer à l'Assemblée un décret, par lequel ce savant club prononce qu'*il n'est pas permis de faire la plus petite réflexion sur* UNE LOI A FAIRE. Telle est la théorie des tyrans & celle des clubs.

Il y a 15 jours que nous entendîmes M. *Péthion* citer à la tribune *la révolte de la minorité contre la majorité*. M. *Malouet* releva fortement cette bizarre accusation : il vient de lui consacrer une *opinion* plus développée, où il examine ce qu'est, ce que peut être la révolte de la minorité contre la majorité. Cette question importante est traitée par M. *Malouet* dans des principes, qu'on ne soupçonnera guères un jour, avoir été méconnus à l'instant d'une révolution pour la liberté. L'étendue de cet écrit nous

Digitized by Google

oblige à regret de n'en citer que les principaux fragmens.

» Je l'ai dit à l'assemblée, & je le répète ici, je ne crois pas qu'il y ait d'exemple dans l'histoire des sociétés politiques, qu'on ait accumulé autant d'outrages & de vexations contre la minorité d'une assemblée délibérante.

» Et cependant, lorsque toutes les recrues que de savantes manœuvres ont fait passer de la droite à la gauche, ont réduit au moindre terme cette minorité, elle est restée composée d'hommes inébranlables dans leurs opinions, mais sans aucun point de ralliement, sans unité de principes, sans combinaison de moyens, marchant toujours à la débandade devant une armée en bataille. N'étoit-il pas trop heureux pour la majorité & pour l'honneur de la constitution qu'il y eût des hommes assez impolitiquement honnêtes pour se dévouer, dans une telle position, à une lutte aussi inégale pour faire croire au peuple qu'ils étoient libres, & qu'ils avoient eu une part suffisante à l'examen & à la discussion des loix décrétées ?

Assurément on ne doutera pas que je n'aie fait tout ce qui m'étoit possible pour assurer cet honorable témoignage à la majorité. --- Mais combien de fois la parole m'a-t-elle été interdite par un décret ! Jamais, dans les discussions importantes, je n'ai pu obtenir la permission de répliquer à MM. de Mirabeau, Lameth & Barnave. --- Combien de fois avons-nous vu la discussion fermée pour la minorité avant qu'elle fût ouverte ! L'ordre du jour, la question préalable, les cris, les gestes menaçans, les mouvemens les plus impétueux, voilà l'accueil qu'ont éprouvé constamment, de la

Digitized by Google

part du vainqueur, les propositions, les représentations des vaincus, & les galeries se sont toujours mises à l'unisson de cette générosité, si bien que de toutes les parties de la salle on a vu fondre sur le côté droit, dans les grandes occasions, une grêle de huées & d'imprécations ».

Non-seulement M. *Péthion* veut, ainsi que cent misérables écrivains, que tous les troubles, tous les désordres du royaume soient dus à la minorité; mais il lui plaît de nous le dire en face, au grand applaudissement des tribunes & du côté gauche. Je sais qu'on a très-ingénieusement répondu que ce reproche ne s'adressoit point à la minorité de l'Assemblée, mais à celle de la nation : & pour infirmer tout de suite cette explication, on n'a pas manqué de rappeller les protestations de plusieurs députés du côté droit ».

» C'est à cette puissante logique que j'avois à répondre, lorsque M. Dandré, nous a assuré qu'il ne s'agissoit, dans le sens de l'orateur, que *de la minorité de la nation* qui est en révolte *contre la majorité*. Ce seroit assurément une grande nouvelle que celle-là, & j'inviterois le comité diplomatique, & celui de constitution, à s'assembler sur le champ pour tâcher de concilier les deux puissances, si la révolte étoit déclarée; car en supposant la minorité de la nation dans la proportion de celle de l'Assemblée nationale, la différence du souverain au sujet ne seroit que de quelques voix, qui peuvent, d'un instant à l'autre, passer de la gauche à la droite ».

» On ne peut appeller minorité de la nation, & d'une nation de vingt-cinq millions d'ames qu'un très-grand nombre de citoyens. Il

Digitized by Google

faut compter par millions, pour que cette minorité puisse être estimée dans une proportion relative à la masse; car, s'il ne s'agissoit que de quelques milliers d'hommes, & que le reste de la nation fût paisible, satisfait, la maréchaussée suffiroit pour mettre les insurgens à la raison. Mais lorsque toutes les institutions anciennes, bonnes, ou mauvaises, sont détruites, lorsqu'un ordre de choses absolument nouveau s'établit, & que ce n'est pas au profit d'un seul, qui ne compte la majorité des voix, que par celle de ses soldats, lorsque c'est au nom de la nation & de la liberté qu'on opère, lorsque c'est la nation elle-même qui parle & agit par ses représentans, il n'y a qu'un seul moyen de reconnoître la volonté générale dans sa pureté, & de se soustraire au plus affreux désordre, au plus atroce despotisme. Ce moyen, c'est d'assurer inviolablement le droit de chaque citoyen, d'exprimer son vœu, quel qu'il soit, & de protéger ce vœu par toute la force publique contre toute espèce de violence & d'insulte ».

» Si un seul citoyen est opprimé à raison de ses opinions, cette oppression est un parricide qui tue le souverain, qui enchaîne dans l'instant même la volonté générale. Car il est évident qu'elle ne commande, qu'elle ne consacre que le bonheur & la liberté de tous ».

» Lorsque la force se déclare pour un tel système, & les menaces, les calomnies, & les périls de tout genre pour ceux qui le contrarient, il est évident qu'il n'y a plus de volonté générale; car elle se compose de toutes les volontés particulières, & il faut bien nécessairement en retrancher toutes celles qui n'ont osé se compromettre ou qui n'ont pu être énoncées ».

Digitized by Google

Comment s'eſt formée ce qu'on appelle en ce temps-ci l'opinion publique? --- Elle eſt, comme la volonté générale, compoſée de deux élémens, l'un ſimple, & l'autre infiniment complexe: ainſi il n'y a pas de doute que l'opinion publique ne proſcrive le deſpotiſme, & toutes les formes de gouvernement arbitraire; les hommes de toutes les claſſes peuvent s'élever à la hauteur de cette conception. » --- Mais quelles ſeront les meilleures loix pour aſſurer la liberté & la proſpérité générale? Ici l'opinion publique, pour être déterminante, doit être excluſivement celle des meilleurs eſprits, des hommes les plus honnêtes & les plus éclairés, & l'on ne peut plus s'appuyer, que par une criminelle aſtuce, du ſuffrage de la multitude aveugle & ſéduite, & des déclamations forcenées des vils écrivains qui la trompent. --- Ainſi toute queſtion politique au-deſſus des principes immuables de la juſtice, dans laquelle on fait intervenir la multitude, pour favoriſer une opinion & en proſcrire une autre, eſt, pour me ſervir de la figure de M. *Barnave, un pain empoiſonné diſtribué au peuple*; c'eſt le moyen le plus ſûr de compromettre ſa liberté, de corrompre ſes mœurs, d'effacer tous les ſignes certains de la volonté générale; c'eſt tuer le ſouverain. Que ſeroit-ce, ſi la multitude, ainſi égarée, exprime non-ſeulement ſon vœu, mais l'exécute par la force, & ſi on lui ſuggère de mettre continuellement toute ſa force en oppoſition avec les opinions qui lui ſont dénoncées comme anti-patriotique? «

» Que devient alors la volonté générale, & que ſignifie l'opinion publique ainſi conſtituée? «

» Il faut donc retrancher, dans de telles circonſtances, de la volonté générale, non-ſeu-

Digitized by Google

lement toutes les volontés enchaînées par la terreur, mais encore celles qui, croyant n'exprimer qu'un vœu de liberté & de justice, ne peuvent distinguer toutes les nuances des diverses opinions. Il faut enfin retrancher cette quantité prodigieuse de volontés, qui ne sont que des instrumens aveugles d'une volonté dirigeante. Voilà incontestablement le dépouillement du scrutin de l'opinion publique, au temps où nous sommes. --- Ne pensez-vous pas que ce résultat réduiroit à bien peu de choses, cette majorité dont on fait tant de bruit » ? Les législateurs anciens & modernes, les Philosophes & les Grammairiens, sont tous d'accord sur l'acception du mot *révolte* : c'est une résistance offensive & défensive à main armée ; & jusqu'à présent tout ce qui est armé en France, tous ceux qui ont tiré l'épée, incendié, massacré, se sont annoncés *comme patriotes & amis de la constitution*. Ces prétendus ennemis ne sont encore connus que parce qu'ils soutiennent qu'elle n'est pas pure & sans tache, & parce qu'ils se plaignent des excès commis en son nom. --- Prenez donc garde à votre assertion, qui, au surplus, est celle de tous les jours, de toutes les harangues, de tous les clubs, de tous les libelles patriotiques : prenez garde, sur-tout, aux conséquences qui en découlent nécessairement ».

» Une constitution nationale étant l'œuvre la plus difficile qui puisse sortir de la main des hommes, la nature n'ayant produit, depuis le commencement des siècles, qu'une douzaine d'hommes, au plus, qui s'en soient montrées capables, c'est une épouvantable folie de croire qu'une constitution à laquelle on travaille, qu'on promulgue aujourd'hui, puisse inspirer ni respect,

Digitized by Google

ni confiance aux hommes libres, pour lesquels elle est faite, s'ils n'ont la plus parfaite liberté de l'examiner, de la juger bonne ou mauvaise; & il n'y a que le résultat de cet examen, librement, paisiblement fait dans la plus entière sécurité, qui puisse indiquer, par l'opinion publique, d'une part, & de l'autre, par des formes solemnelles & légales, le vœu souverain de la nation. --- Jusques-là je soutiens que toutes les opinions qui se raccordent à celle-ci : *je veux être libre, je veux que la nation le soit, qu'elle ne dépende plus de la volonté d'un seul;* toutes les opinions, dis-je, qui portent en substance celle-là, & qui divergent ensuite des innovations de ce moment-ci, sont pures, légitimes, utiles à discuter, & peuvent devenir, par la réflexion du plus grand nombre des citoyens, par la jouissance tranquille de la vraie liberté, le vœu solemnel & légal de la vraie majorité de la nation. --- Il est donc infâme de les calomnier, tyrannique de les proscrire; & ceux qui appellent cette tyrannie *patriotisme*, sont des imposteurs ou des imbécilles, dont l'attelage cause, dans ce moment-ci, tous les désordres & les malheurs de la France. --- *Patriotisme !* Ah! combien de vertus, de pureté, d'élévation, exige cette sublime passion, & je vois ce titre prostitué à des scélérats, à des hommes sans pudeur, sans humanité, qui déchireroient de leurs mains les entrailles de celui qui ne pense pas comme eux. Je vois des patriotes écumans de rage; mais, Messieurs, l'amour de la patrie n'est pas la haine de ses habitans : ce sont nos concitoyens qu'il faut aimer, servir, & ceux qui se plaignent comme ceux qui vous louent. Il n'y a que les brigands qu'il faut haïr. »

Digitized by Google

» Quant à *l'amour de la constitution*, je ne peux l'éprouver que par ses bienfaits, & je les attends ».

» Et qu'on ne dise pas que quand la loi est promulguée, je n'ai plus le droit de l'improuver ; c'est le langage d'un esclave, ou plutôt celui des tyrans. Mon devoir est d'obéir, c'est en ce sens que je suis fidèle à la constitution ; mais tout ce que j'y trouverai de faux dans les principes, de dangereux dans les conséquences, tout ce que j'appercevrai d'astuces & de violences pour en accréditer l'empire, mon devoir est de le dire, & c'est encore en ce sens que je suis fidèle à mon serment ; car je n'ai pas juré de défendre une constitution qu'on établiroit par la terreur, mais bien celle que la nation ratifieroit librement, & qui assureroit son bonheur ».

» Si dans le désordre général on fait une constitution, prenez garde qu'elle ne participe aux mouvemens convulsifs de la révolution ; prenez-y garde, dominateurs du moment ! vous vous êtes crus obligés de remuer la lie du peuple, préservez la loi de ce contact ; il a fallu des brigands, des libellistes, qu'ils n'approchent point de la constitution & de ceux qui en délibèrent ! Plusieurs classes de citoyens ont été maltraitées par la révolution ; faites en sorte que la loi paroisse l'œuvre de tous : que les hommes qui aspirent la gloire des législateurs, bienfaiteurs de leur patrie, emploient toute leur influence pour séparer la constitution de la révolution ; car s'ils confondent les moyens de l'une & de l'autre, loi sera l'ouvrage de la force, comme la révolution ; & l'histoire ne pardonne pas de telles méprises ; elle châtie les téméraires qui veulent trop faire & tout faire à la fois ; elle

Digitized by Google

rétablit les faits, les caractères, & dévoile toutes les intrigues ; mais avant même ce jugement de l'hiſtoire, la nation, repoſée de ſon agitation, prononcera le ſien ».

» Je conclus de tout cela que la révolte de la minorité contre la majorité eſt une grande parole échappée à M. *Péthion* ; & ce n'eſt pas la payer trop cher que de la payer par mon ſilence dans l'Aſſemblée, d'autant que, malgré l'uſage des ſermens, je n'ai point fait celui de me taire irrévocablement ».

Dans la ſeconde partie de ſon opinion, M. *Malouet* examine un écrit de M. *d'Eſprémenil* contre le club Monarchique : nous en réſervons l'extrait à la ſemaine ſuivante.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Décret ſur l'affaire de Nîmes.

« L'Aſſemblée Nationale, après avoir entendu ſes comités des recherches & des rapports :

» Conſidérant que l'élection de la municipalité de Nîmes a été l'effet de l'intrigue & de différentes diſtributions d'argent ; que cette municipalité a favoriſé les troubles en permettant qu'on arborât la cocarde blanche, ne réprimant pas les projets ſéditieux manifeſtés par les délibérations des 20 Avril & premier Juin ;

» Que les événemens déſaſtreux qui ſe ſont paſſés à Nîmes les 29 Mars & 3 Mai, 13, 14, 15 & 16 Juin 1790, ont été l'effet des ſéductions employées par les ennemis du bien public pour égarer le peuple & troubler la paix du royaume ;

» Conſidérant que la plus grande partie de ces malheurs n'auroient pas eu lieu ſi la procla-

Digitized by Google

mation de la loi martiale n'avoit pas été arrêtée le dimanche 13 Juin ; que ceux qui ont provoqué ou ordonné des violences contre les officiers municipaux qui la proclamoient, sont seuls responsables de tous les délits qui ont suivis, & doivent en être considérés comme les auteurs, a décrété :

» ART. I. Que la municipalité actuelle est destituée ; en conséquence, qu'il sera procédé à l'élection d'une nouvelle municipalité, sans qu'aucun des membres de l'ancienne puisse être réelu ; que le Roi sera prié de donner à cet effet les ordres nécessaires au procureur-général-syndic du département, & de faire passer à Nîmes de forces suffisantes pour assurer la liberté & la tranquillité des élections ;

» II. Qu'il sera informé devant le tribunal du district d'Arles, & à la requête de l'accusateur public, contre ceux qui, le dimanche 13 Juin, ont donné l'ordre de tirer sur les officiers municipaux, d'enlever à deux fois différentes les drapeaux rouges, d'entraîner & retenir de force dans une maison, un des officiers municipaux chargés de la proclamation ;

» III. Que la procédure commencée sur les autres événemens des 13, 14, 15 & 16 Juin, ainsi que celles qui sont relatives aux journées des 29 Mars, 2 & 3 Mai, cesseront d'être suivies, & seront regardées comme non avenues ; en conséquence, que les accusés seront incessamment remis en liberté.

» IV. Enfin, l'Assemblée Nationale, profondément touchée des événemens désastreux dont a entendu le récit, invite les citoyens de Nîmes à se prémunir contre les suggestions qu'on pourroit employer encore pour les désunir, & pour les plonger dans de nouveaux troubles. elle les

Digitized by Google

exhorte à sacrifier pour le bien de la paix, le souvenir & le ressentiment de leurs maux, & à chercher, dans l'union la plus durable, & dans la tranquillité publique, la consolation & l'oubli des malheurs qu'ils ont éprouvés pour avoir ajouté foi aux perfides insinuations de quelques hommes mal intentionnés. »

On voit qu'un des reproches motivés dans le préambule de ce décret, la municipalité de Nismes, est d'avoir *toléré qu'on arborât la cocarde blanche.* Cependant, M. *de Marguerittes* avoit établi par plusieurs pièces probantes, notamment par un certificat de 60 Officiers de la légion, qu'un grand nombre de compagnies n'avoient jamais cessé de porter cette cocarde, depuis l'origine de la légion, sept mois avant la formation de la municipalité.

Le rapporteur étoit si peu convaincu de la vérité des accusations renfermées dans ce préambule, qu'il offrit de le supprimer. M. *Barnave*, Protestant, s'y opposa.

Quant au reproche fait à la municipalité d'avoir été formée par l'intrigue, une accusation si vague, pouvoit-elle mériter une destitution ? Et quels emplois ne s'accordent pas, aujourd'hui même, & plus que jamais, à l'intrigue. Plusieurs lettres de Nismes annoncent que, le 25 février, un courier extraordinaire dépêché par M. *Rabaud de St. Etienne*, à M. *Griolet*, Procureur-Général-Syndic, enjoignit de faire nommer pour Evêque du département du Gard, M. *Dumouchel*, recteur de l'Université de Paris. Qui que soit à Nismes ne connoit M. *Dumouchel*, ni en bien, ni en mal. Aussi, quelques-uns des Electeurs l'ont-ils baptisé, *Dumonchet*, *Dumontel*, &c. Il ne se pas trouvé 180 Electeurs à l'Assemblée, &

Digitized by Google

sur 111 Electeurs, fonctionnaires publics Ecclésiastiques, le seul Curé de Sumène a paru. Des Electeurs de la ville, 15 seulement se sont présentés, & à-peu-près tous sont Protestans.

Le même courier extraordinaire, suivant les lettres que nous citons, a apporté l'ordre de nommer M. *Vouland*, Député a l'Assemblée Nationale, & l'un des plus zélés Coadjuteurs de M. *Rabaut*, à la place de Membre du Tribunal de cassation.

Du lundi, 28 février.

On venoit de passer quelques décrets privés, lorsque M. *le Chapelier* est monté à la tribune pour développer, au nom du comité de constitution, les moyens d'assurer aux loix le respect nécessaire, auquel jusqu'ici ont si mal disposé les éloges de l'insurrection & l'habitude de l'anarchie.

« Le despotisme, a dit M. *le Chapelier*, avoit raison de dire que la société ne peut se maintenir que par l'obéissance; mais on obéissoit alors à la violence & au caprice, on doit maintenant soumettre une tête fière & libre à la loi qui n'est que la volonté générale telle qu'on va l'expliquer. Il n'y a de changé dans le caractère des François que ce qui les disposoit à la servitude; leur bonté, leur courage, leur loyauté sont les mêmes; le sentiment les touche; la raison les persuade. Il s'est promis, en conséquence, un prompt succès d'une nouvelle instruction tournée en décret, dont l'article I porte que la nation entière possédant seule la souveraineté, inaliénable & indivisible, ne l'exerce que par ses représentans; qu'aucune section du peuple ni aucun administrateur ne participent à cette souveraineté;

Digitized by Google

souveraineté ; & que tout citoyen y eſt ſoumis ſans exception. »

» Aucune ſection, aucun citoyen n'exerce la ſouveraineté, a objecté M. *Péthion* ; mais il eſt faux *qu'ils n'y participent point.* Les aſſemblées de ſections n'ont pas, il eſt vrai, les droits d'une convention nationale. Mais le droit légitime de pétition fait partie de la ſouveraineté, puiſque les vœux réunis forment la volonté générale qui eſt la loi. »

« L'article VII portant que toute *invitation* faite au peuple, verbalement ou par écrit, de déſobéir à la loi, eſt un crime de lèze-conſtitution, préſente une diſpoſition vague qui menace la liberté de la preſſe. On doit rédiger en loix poſitives toutes les reſtrictions qu'on entend mettre à cette liberté. »

Appuyant les mêmes principes, M. *Robeſpierre* a défendu la liberté de la preſſe & demandé l'ajournement. Après avoir trouvé l'eſſentiel du préambule de M. *le Chapelier* dans la déclaration des droits, & rejetté tout ce qui la bleſſoit, M. *Barnave* propoſoit de mettre en délibération la queſtion de ſavoir, s'il falloit un préambule de principes conſtitutionnels, à la tête de la loi de règlement que l'on préſentoit. « Je » ne crois pas qu'il faille faire des loix ſans » principes, a dit M. *de Montlauzier* ».

M. *Régnault* de Saint-Jean-d'Angely a ſoutenu la rédaction du comité, comme indiſpenſable pour diſſiper tous les doutes qui s'élèvent de toute part ſur la conſtitution. Quant au ſeptième article, chacun a le droit & le devoir de dire que la loi eſt mauvaiſe, mais en conſeillant de l'obſerver juſqu'à ce qu'elle ſoit réformée ; tout homme qui invite le peuple à la déſo-

Digitized by Google

béissance aux loix, est criminel de lèze-nation : si la loi qui défend d'inviter à la rébellion, paroît trop vague, l'institution des jurés en est le correctif. La conclusion de M. *Regnault* a été que l'on discutât les articles proposés.

» C'est, a dit M. *Buzot*, parce que la déclaration des droits les exprime d'une manière trop abstraite, que le peuple les interprète si mal. Il est inutile de répéter dans la même forme, des maximes que les personnes instruites connoissent, & que les autres, le plus grand nombre, ne comprendront jamais. Il faut rendre ces notions précises, claires, pratiques, les appliquer aux cas particuliers dans la définition de chaque pouvoir délégué. D'ailleurs, le code pénal ne doit contenir aucune expression vague ».

Tenant l'article VII pour justement critiqué, M. *Buzot* a conclu à ce que la loi proposée fût précédée d'une instruction, rédigée en termes simples, à la portée du peuple, & non remplie de subtilités, ou d'abstractions qui échappent même aux esprits les plus éclairés.

En adhérant à la proposition de M. *Buzot*, M. *le Chapelier* desiroit qu'on ne s'écartât pas du sens des principes qu'il venoit d'exposer ; afin de mettre un terme aux insurrections, en apprenant au peuple que la souveraineté réside dans sa totalité, non dans telle ou telle commune, qu'elle ne l'exerce que par l'Assemblée nationale, & que par-tout ailleurs il n'y a que des sujets qui doivent émettre leur vœu & obéir. M. *de Montlausier* s'étonnoit de voir un si pompeux préambule au-devant « d'une loi mesquine, » où l'on décide si les citoyens garderont ou non » leur chapeau sur la tête à l'audience ». Dans toutes ces dissolutions très-judicieuses de la sou-

Digitized by Google

veraineté partielle, M. *de Foucault* enveloppoit les Sections nommées *Clubs*. Sa motion a été appuyée; mais l'ordre du jour en a fait justice. M. *de Folleville* y a compris toutes les Sections délibérantes. A la suite de débats orageux qui ne tenoient plus de la discussion, une rédaction du préambule proposée par M. *Démeunier*, & neuf articles ont été adoptés en ces termes :

« La souveraineté étant une & individuelle, & appartenant à la nation entière, aucune administration de département, aucune administration de district, aucun tribunal, aucune municipalité, commune ou section de commune, aucune assemblée primaire ou électorale, non plus qu'aucune section du peuple ou de l'Empire, sous quelque dénomination que ce soit, n'a le droit & ne peut exercer aucun acte de la souveraineté, mais chaque citoyen a le droit de pétition, dont il ne pourra faire usage que suivant les formes qui seront décrétées.

» Art. I. Les citoyens qui assisteront aux audiences des juges de paix, à celles des tribunaux de district, des tribunaux criminels, de ceux de police & de commerce, se tiendront découverts dans le respect & le silence. Tout ce que les juges ordonneront pour le maintien de l'ordre, sera exécuté ponctuellement à l'instant même.

» II. Si un ou plusieurs des assistans interrompent le silence, donnent des signes publics d'approbation ou de désapprobation, soit à la défense des parties, soit au jugement, causent ou excitent du tumulte de quelque manière que ce soit; & si après l'avertissement des huissiers ils ne rentrent pas dans l'ordre sur-le-champ, il leur sera enjoint de se retirer; & dans le cas

Digitized by Google

où quelqu'un oppoſeroit à cette injonction la moindre réſiſtance, les réfractaires ſeront ſaiſis auſſitôt, & dépoſés dans la maiſon d'arrêt où ils demeureront vingt-quatre heures.

» III. Si quelques mauvais citoyens oſoient outrager ou menacer les juges & les officiers de juſtice dans l'exercice de leurs fonctions, les juges feront ſaiſir à l'inſtant les coupables qui de ſuite ſeront dépoſés dans la maiſon d'arrêt. Les juges les interrogeront publiquement dans les vingt-quatre heures, & pourront les condamner, par voie de police correctionnelle, juſqu'à huit jours de détention, ſelon la nature des circonſtances.

» IV. Si les outrages étoient d'une telle gravité, qu'ils méritaſſent peine afflictive ou infamante, les coupables ſaiſis & interrogés dans les vingt-quatre heures, ſeront renvoyés dans la maiſon d'arrêt, pour ſubir les épreuves de l'inſtruction criminelle; & s'ils ſont convaincus, ils ſeront punis ſelon toute la rigueur des lois.

» V. Les Aſſemblées délibérantes des municipalités & des adminiſtrations, s'il s'y trouve quelques aſſiſtans étrangers, exerceront, dans le lieu de leur ſéance, les mêmes fonctions de police qui viennent d'être attribuées aux juges. Après avoir fait ſaiſir les perturbateurs, aux termes des articles II & III ci-deſſus, les membres de ces Aſſemblées dreſſeront procès-verbal du délit, & le feront parvenir au tribunal, qui ſuivra, pour l'interrogatoire & le jugement, ce qui eſt preſcrit dans les articles III & IV.

» VI. Toute rébellion des citoyens, avec ou ſans armes, contre l'exécution des mandemens de juſtice, ſaiſies, exécutions, ordonnances de priſo-

Digitized by Google

de corps, contraintes par corps, ordonnées par jugement, autorisées par la loi; toute violence exercée & tout mouvement populaire excité contre les officiers municipaux, administrateurs, juges, officiers ministériels, dépositaires de la force publique, en fonctions, seront poursuivis contre les prévenus, par la voie criminelle, & punis selon toute la rigueur des lois.

» VII. Les officiers ministériels, chargés de l'exécution des jugemens, mandemens, saisies, ordonnances & contraintes par corps, contre un citoyen, lui présenteront une baguette blanche, en le sommant d'obéir. Aussitôt après l'apparition de ce signe de la puissance publique, toute résistance sera réputée rébellion.

» VIII. Si les fonctionnaires publics ou officiers ministériels d'exécution sont insultés, menacés ou attaqués dans l'exercice de leurs fonctions, ils prononceront à haute voix ces mots: *Force à la Loi.* A l'instant où ce cri sera entendu, les dépositaires de la force publique, & même tous les citoyens, sont obligés, par la constitution, de prêter main-forte à l'exécution des jugemens & contraintes, & de régler leur action sur l'ordre de l'homme public, qui seul demeurera responsable.

» IX. Si un fonctionnaire public, administrateur, juge, officier ministériel d'exécution, exerçoit sans titre légal quelque contrainte contre un citoyen, ou si, même avec un titre légal, il employoit ou faisoit employer des violences inutiles, il sera responsable de sa conduite à la loi, & puni sur la plainte de l'opprimé, portée & poursuivie selon les formes prescrites.

» Le présent décret sera lu & publié aux prônes de toutes les églises paroissiales pendant

Digitized by Google

trois dimanches, consécutifs, par les curés, vicaires ou autres ecclésiastiques. Il sera solemnellement proclamé & affiché aux portes des églises, à l'entrée des maisons communes, dans les rues, carrefours & places publiques, par ordre des officiers municipaux. Il sera & demeurera affiché dans les auditoires de justice, de police, & de commerce, dans les maisons des juges de paix, & dans les lieux d'assemblée des municipalités, conseils généraux de communes, administrations & directoires de département & district, & sera publié & relu aux prônes, dans toutes les églises, tous les ans ».

Le président a annoncé qu'on lui remettoit une corbeille de paquets contenant des imprimés anti-patriotiques, renvoyés par la poste. Un des paquets s'est ouvert, & tous sont contresignés : *Assemblée nationale.* MM. *Péthion* & *Robespierre*, sacrifiant l'esprit de parti à l'intérêt de la liberté, ont réclamé le respect dû au secret des postes. M. *de Montlausier* a remarqué combien leur inviolabilité étoit nécessaire au cours des assignats. M. *d'André* a demandé pour le lendemain un rapport attendu sur le contre-seing. Cette proposition a été décrétée & il a rendu les paquets au dépôt ordinaire, pour qu'ils parviennent à leur destination.

L'ordre de deux heures amenoit le projet de loi sur les émigrans. M. *le Chapelier* a déclaré que le comité avoit projetté une loi, puisqu'on l'exigeoit, mais que ce décret blessoit les principes de l'Assemblée, seroit hors de la constitution, seroit une véritable dictature. Il a demandé si l'Assemblée vouloit en entendre la lecture.

M. *de Castellanne* l'a repoussée, comme devant

Digitized by Google

effrayer les étrangers accourus pour acheter des biens nationaux. Il a pensé que la paix & la sûreté empêcheroient mieux les émigrations, & qu'on devoit ordonner à toutes les Municipalités de protéger rigoureusement la liberté des voyageurs. M. *Goupil* a fulminé l'ordre du jour contre cette motion ». Définissez le mot *émigrans*, disoit M. *de Toulongeon* ». Discutez la loi, ajoutoit M. *Robespierre ;* vous ne devez pas laisser croire qu'on l'ait éloignée autrement que par la raison & pour l'intérêt public ».

M. *Regnault* voyant que personne n'offroit une loi meilleure, demandoit, que ce projet fût comme non-avenu, & qu'on passât à d'autres objets très-pressans. « L'Assemblée peut-elle, » sans se déshonorer, écouter un projet de loi » que son comité de constitution déclare d'avance contraire à tous les principes, a demandé » M. *d'André* » ? — Il faut lire, s'écrie M. *Girod*, qui insiste. M. *Merlin* croit réfuter M. *d'André* par un passage de *J. J. Rousseau* à qui il fait dire que » dans le temps de troubles les émi» grations peuvent être défendues ».

« M. le président, a dit M. *de Mirabeau*, c'est une motion d'ordre que j'ai à faire, c'est un décret de l'instant même que j'ai à proposer. Je demande que l'on me permette de lire une page & demie, que j'ai cru devoir adresser il y a huit ans au despote le plus absolu de l'Europe ; après cela, les gens qui cherchent des principes pourront trouver quelque chose de plus raisonnable, ou tout au moins ils n'auront plus le droit de m'interroger ».

Ici M. *de Mirabeau* a lu un fragment de sa lettre à *Frédéric-Guillaume*, aujourd'hui Roi de Prusse : « On doit être heureux dans vos Etats,

Digitized by Google

Sire ; donnez la liberté de s'expatrier à quiconque n'est pas retenu d'une maniere légale par des obligations particulières : ... C'est encore là une de ces loix éternelles d'équité, que la force des choses appelle, & qui vous fera un honneur infini, » &c. M. *de Mirabeau* a conclu à ce qu'on n'entendît pas la lecture d'un projet de loi inconstitutionnelle, & qu'on passât à l'ordre du jour, sans préjudice de l'exécution du décret rendu sur les fonctionnaires publics & les pensionnaires absens.

Après avoir protesté qu'il avoit toujours abhorré les loix contre les émigrans sous le despotisme, M. *Rewbell* a cru démontrer qu'elles n'avoient rien d'injuste sous le règne de la liberté, parce que les individus qui jouissoient de *cette liberté* doivent en supporter les charges. M. *Prieur* a remanié ce raisonnement, « Je vois, a-t-il dit, des dangers pour la patrie à rappeller dans son sein ou des lâches ou des factieux .... Celui qui a la lâcheté d'abandonner ses concitoyens, ne mérite pas leurs secours.... Nous sommes entre de grands principes & de grands inconvéniens..... Qu'on lise la loi proposée, pour que nous puissions l'examiner ».

M. *Muguet* a assuré que le vœu général de la nation, l'intérêt du commerce & des manufactures, demandoient instamment une loi sur les émigrans. Il a ensuite opposé ce que M. *le Chapelier* avoit promis de cette loi, vendredi dernier, à ce qu'il en annonçoit aujourd'hui ; & il a impitoyablement relu des pages entières du rapport de vendredi, où M. *le Chapelier* promettoit en effet que cette loi « ne blesseroit pas plus la liberté, que la loi martiale ». M. *le Chapelier* s'est excusé d'un retour inopiné de justice, en

protestant de bonne foi qu'il avoit « plus qu'un autre cherché à tourner & à retourner les articles qui lui paroissoient le plus contraires à la constitution » ; mais que le comité avoit craint de présenter une loi qu'une multitude d'exceptions rendoient impraticable. La lecture, l'impression & l'ajournement à huitaine, répétoit M. *Merlin*. On n'entend bientôt plus que les cris : *lisez, lisez ; non, non*. M. *de Baumetz* devient l'écho de M. *Rewbell*, & finit par sa figure favorite empruntée de *Montesquieu*, du voile étendu sur la statue des Dieux, de la justice ou de la loi, &c.

On lit cette loi en trois articles :

» Art. I. Dans les momens de troubles & lors de la déclaration de l'Assemblée nationale, la loi suivante sera mise en vigueur par une proclamation qui sera faite dans tous les départemens ».

« II. Il sera nommé par l'Assemblée nationale un conseil de trois personnes, qui exerceront, seulement sur le droit de sortir du Royaume & sur l'obligation d'y rentrer, un pouvoir dictatorial ».

» III. La commission désignera les absens qui seront tenus de rentrer dans le Royaume, & d'obéir sous peine de déchéance du droit de citoyens François, & de la confiscation de leurs revenus & biens ».

Un tumulte indicible & les cris : *la question préalable*, ont témoigné l'horreur de l'Assemblée pour cet épouvantable accouchement de la tyrannie qui, honteuse de sa fécondité, tout en le désavouant, le réchauffoit encore. « Nous pensons, avoit dit M. *le Chapelier*, que s'il faut porter une loi, c'est celle-là ».

« Si vous tardez à prononcer sur un pareil

Digitized by Google

projet de loi, a dit M. *d'André*, vous ferez fuir tous les habitans du Royaume ».

Une telle loi, a ajouté M. *de Mirabeau*, est plutôt faite pour se trouver dans le code de Dracon, que dans le code des loix constitutionnelles de l'Assemblée nationale. Ce que j'entends prouver s'il en est besoin, c'est que la barbarie de la loi qu'on vous propose est la plus haute preuve de l'impraticabilité de cette loi. Ce que je puis démontrer, c'est qu'il n'est aucun mode légal de contredire ouvertement vos principes «.

» J'entends bien qu'il est des mesures de police que les circonstances demandent impérieusement, & que la société veut tout ce qu'elle peut. Mais entre une mesure de police & une loi la différence est grande. Mais la loi sur les émigrans, je ne cesserai de le répéter, est hors de votre puissance. Même en *anarchisant* toutes les parties de l'Empire, il est prouvé que cette loi ne peut être mise à exécution, à moins qu'elle ne soit concentrée dans les mains des Busiris. Je nie que le projet du comité soit *délibérable*. Je déclare & j'en fais le serment, que je serois délié de tout serment de fidélité, envers ceux qui auroient eu l'infamie de proposer une pareille dictature; la popularité que j'ai ambitionnée, & dont j'ai eu l'honneur de jouir, n'est pas un foible roseau, c'est en terre que je veux l'enracinet sur les bases de la droiture & de la justice «.

M. *de Mirabeau* a fini par réitérer sa proposition.

Dans l'espoir consolant d'une loi plus analogue aux principes de la liberté, M. *Vernier* a demandé que chacun des comités examinât si la rédaction en étoit possible, & qu'ils se concer-

Digitized by Google

taſſent tous par commiſſaires.. La loi fatale eſt écartée par la queſtion préalable. Il s'agit de la priorité des propoſitions de M. *Vernier* & de M. *de Mirabeau*, qui perſiſte à vouloir parler. M. *Goupil* demande quel eſt le genre de dictature que M. *de Mirabeau* exerce dans l'Aſſemblée? « Je prie les *interrupteurs*, réplique ce dernier, de ſe rappeller que j'ai combattu le deſpotiſme; & M. *Goupil* de ſe rappeller qu'il s'eſt mépris autrefois ſur un *Catilina* dont il repouſſe aujourd'hui la dictature ». Le tumulte continuant: « ſilence aux trente voix », a dit M. *de Mirabeau*, & il a pourſuivi la diſcuſſion de la priorité: « au reſte, a-t-il ajouté, ſi l'on s'y obſtine, je demande que l'Aſſemblée décrète préalablement, qu'il n'y aura point d'attroupement juſqu'à l'époque fixée par l'ajournement ». Des applaudiſſemens & des murmures ont comme étouffé cette pétition ..... trop une certaine tactique. Pluſieurs épreuves paroiſſent douteuſes; quelqu'un obſerve qu'il s'eſt gliſſé des étrangers parmi les membres prêts à émettre la loi par aſſis & levé. On met aux voix la queſtion: « l'épreuve eſt-elle douteuſe? La négative & la motion de M. *Vernier* ont paſſé en décret.

Du mardi, premier mars.

L'Aſſemblée a décrété que le comité des finances lui préſentera, dimanche prochain, l'état de radiation des penſions des abſens, ordonné par le décret du 22 février. MM. *Voidel* & *Fréteau* ont demandé que les ordonnateurs des départemens juſtifiaſſent des remplacemens de tous les fonctionnaires publics plus émigrés. Tout cela a fort réjoui M. *Bouche*, qui s'eſt écrié: *c'eſt excellent.*

Digitized by Google

M. *de Foucault* s'est élevé contre ces états qu'il appelloit de véritables listes de proscription.

La justice & l'humanité pouvoient seules rompre le silence que s'étoit imposé M. *Malouet*, d'abord accueilli par des huées & des éclats de rire. « Je ne viens point, a-t-il dit, vous fatiguer de mes observations : c'est un simple fait que j'ai à vous apprendre, & à soumettre à votre équité. « Vous jugeâtes hier, après cinq heures de réflexions, qu'une loi sur les émigrans méritoit une discussion approfondie ; & d'amendement en amendement, vous allez vous trouver avoir fait une loi sur les émigrans. N'omettez pas du moins les exceptions dont elle est susceptible. J'apprends que M. le maréchal *de Castries* est dangereusement malade à Lausanne ; il est allité, ses blessures se sont r'ouvertes. Votre intention est-elle que, cet officier général couvert de blessures honorables, soit privé des droits de citoyen, de son grade de maréchal de France, de ses pensions ? Après avoir assisté à dix-sept batailles, & en avoir gagné une, M. *de Castries* n'a plus d'asyle en France. Où habiteroit-il ? dans sa maison de Paris, elle est pillée ? Dans ses terres, elles sont dévastées. Cet exemple n'est pas le seul ».

« Que toutes les pensions soient rayées, a dit M. *d'André*, sauf aux pensionnaires qui auront de légitimes excuses de leur absence, à présenter leurs mémoires pour être réintégrés ». M. *Maxineau* a demandé qu'on fixât la manière de constater les absences & les rentrées. L'Assemblée a décrété qu'il lui sera justifié, dans quinzaine, de toutes les places vacantes par l'absence des émigrés.

M. *Treilhard* a proposé, au nom du comité ecclésiastique, de décréter que pendant l'année

Digitized by Google

1791, l'évêque qui aura donné la confirmation *canonique* à un évêque élu, pourra faire la consécration, ou déléguer à un autre le pouvoir de la faire, dans telle église qu'ils voudront, sans demander une permission à l'évêque du lieu. M. *Couturier*, curé, a demandé, par amendement, que la consécration des nouveaux évêques se fît aussi dans des synagogues ou dans des temples de protestans. Les cris : *à l'ordre*, ont été croisés par d'autres cris : *à l'abbaye*. Le décret a été rendu, conformément à la motion de M. *Treilhard*.

M. *Rœderer* a lu des corrections & additions faites au décret relatif au droit de patentes. Nous transcrirons ailleurs ces changemens décrétés, si de nouveaux changemens ne les dénaturent pas encore.

M. *de Menonville* a donné sa démission des comités militaires & de marine en alléguant, pour motif de sa retraite, la méfintelligence qui domine dans ces comités.

Du mardi, séance du soir.

Après diverses adresses, M. *Vouland* a lu une lettre des administrateurs du département du Gard, du 22 février qui dit, en substance, que le directoire s'est transporté à Uzès, & qu'il espère avoir pris des mesures efficaces pour dissiper l'orage qui menaçoit ces malheureuses contrées; que les *rebelles* réunis dans les plaines de Jalès, avoient pris la ville de Saint-Ambrois, désarmé tous les habitans, *commis plusieurs vols & autres excès*; (ce fait nous est attesté faux). Que l'objet de cette ligue étoit de former un cordon pour empêcher le rassemblement des électeurs, qui devoient nommer le nouvel évêque & les nouveaux curés; que des forces requises de différens côtés, M. *d'Al-*

Digitized by Google

b'gnac a formé trois corps composés de troupes de ligne & de gardes nationales, l'un sous les murs d'Alais, pour rompre le cordon; l'autre à Uzès; le troisième au Pont-Saint-Esprit. Les derniers avis, suivant la chronique de M. *Voulland*, annoncent que ces mesures ont déjà beaucoup imposé aux rebelles; que l'assemblée du camp de Jalès paroît dissoute; qu'ils évacuent Saint-Ambrois, & que le département de l'Ardèche en a renvoyé un grand nombre dans leurs foyers. Une lettre, en style exalté, des municipaux de Marseille, promet vingt mille patriotes prêts à mourir pour une si belle cause, & en attendant, une compagnie de canonniers.

Ce qu'on pourroit souhaiter de plus d'exactitude dans ces nouvelles, a été surabondamment compensé en applaudissemens du côté gauche & des galeries.

Des députés du département de Paris ont été admis à la barre. « Nous sommes les enfans de la loi, a dit M. *de Mirabeau*, leur orateur; c'est aux législateurs que nous devons notre premier hommage. *Il est maintenant complet ce système général d'administration*... Le calos disparoît, un ordre durable lui succède... Vous avez su refaire à neuf le vaisseau de l'état au milieu de la tempête qui alloit l'engloutir... Le corps législatif & le Monarque sont les *représentans* du peuple, & nous n'en sommes que les *mandataires*. Le Monarque est l'exécuteur de la loi, nous sommes les organes du Monarque dans cette exécution. Ces différens rapports déterminent tous nos pouvoirs..... Nous donnerons les premiers l'exemple de l'obéissance... Ce sont les factieux qui, pour renverser toute la constitution, *persuadent au peuple qu'il doit agir par lui-*

Digitized by Google

même, comme s'il étoit sans loix & sans magistrats. Nous vous dénonçons ces coupables ennemis de son repos. Nous apprendrons au peuple que... son poste est auprès du travail secondé par la liberté, & son repos dans les vertus sociales & domestiques ».

La réponse de M. *de Noailles*, président, a paraphrasé les mêmes idées que l'on prendroit pour la réfutation des éloges donnés à l'insurrection, & de l'impunité de tant de brigandages & de massacres.

M. *de Menou* a pris la place de M. *de Noailles*, & M. *Regnier* a parlé, au nom du comité des rapports, dans l'affaire d'un sieur *Fournier* qui dénonce deux anciens ministres des colonies & de la marine; M. le maréchal *de Castries* & M. *de la Luzerne*. Convaincu de son incompétence, le comité vouloit renvoyer, M. *Fournier*, à la haute cour nationale & au tribunal de cassation non encore existans. « Le sieur *Fournier* a été condamné par tous les tribunaux auxquels il s'est adressé, observe M. *de Folleville*, qui invoque l'ordre du jour. Mais M. *Voidel* & M. *Chabroud* pensent qu'une dénonciation d'ex-ministres prête trop aux déclamations contre l'ancien régime, pour que l'Assemblée y renonce. Ayant le loisir de juger, elle ordonne que le comité lui fera un second rapport plus détaillé de cette affaire.

Deux maréchaux-de-camp, MM. *de Hautefeuille*, ont été arrêtés par la Municipalité de Saint-Germain-en-Laye, faute de passeports. M. *d'Estourmel* a dénoncé cette vexation municipale, en rappellant qu'aucun décret n'exige des passeports pour voyager dans l'intérieur du Royaume. M. *Goupil* demande l'ordre du jour, & le côté gauche l'appuie avec chaleur. L'ordre

Digitized by Google

du jour est la liberté, répond M. *d'Estourmel*. M. l'abbé *Maury* demande la parole ; presque tout le côté gauche s'oppose à ce qu'il parle : *qu'il se taise*. Le tumulte est inexprimable.

M. l'abbé *Maury* s'est plaint du gouvernement arbitraire des Municipalités. « Ami ou ennemi, les loix doivent être égales. Faites rendre la liberté aux personnes illégalement détenues, & déclarez si pour l'intérieur il faut des passe-ports. Ne pas le déclarer & souffrir que la liberté soit violée, ce seroit tendre un piége aux citoyens qui se croient libres ».

On lui a répliqué du côté gauche, que la question étoit ajournée. « Regarderiez-vous, a-t-il repris, comme un mauvais raisonnement celui du voyageur qui diroit : il est de droit naturel de brûler la cervelle à un homme qui en arrête injustement un autre ? Voilà cependant, a poursuivi l'orateur, à quoi vous exposez les voyageurs par votre silence ».

L'horrible vacarme par lequel on lui a répondu nous a paru moins étrange que le raisonnement de M. *Lanjuinais*, qui disoit de sang-froid : « propositions oiseuses... Misérables difficultés... La liberté à deux particuliers illégalement arrêtés ? Eh ! n'est-ce pas l'objet d'une loi violée ? Qu'on s'adresse à l'exécuteur de la loi... La même question renaîtroit à chaque instant... On peut, en certains cas, arrêter provisoirement un homme suspect... C'est aux tribunaux à prononcer sur la continuation de l'arrestation ». Il auroit fallu moins de temps pour rendre un décret nécessaire. L'Assemblée passe à l'ordre du jour.

« Ce décret est une injustice, a dit M. *de Cazalès*. Vous violez la liberté des personnes & des opinions, ajoute M. *de Folleville* qui accuse le président de partialité ». Tout le côté droit

Digitized by Google

inſiſte en vain ſur le droit de motiver ſon avis ; M. *Chabroud* ſomme le préſident d'uſer de ſon autorité pour réprimer les *factieux* qui troublent l'Aſſemblée. « Faites exécuter le décret rendu ; crioit M. le curé *Dillon* ; *à l'Abbaye*, répétoient de nombreuſes voix du côté gauche. MM. *de Faucigny*, *d'Eſprémenil* & *de Murinais* interpellent le préſident. « Je déclare à toute la nation, a dit alors le préſident, que c'eſt M. *de Murinais* qui trouble l'Aſſemblée, & je le rappelle à l'ordre ». *Toute la nation* n'étoit probablement qu'une tournure de phraſe impropre, irréfléchie ; M. *d'Eſprémenil* y trouve un cri ſéditieux. Le vacarme eſt au comble. « La nation, a répliqué le préſident, eſt repréſentée par l'Aſſemblée nationale, c'eſt à elle que j'ai cru déclarer le nom de celui qui trouble ſi indécemment l'Aſſemblée ».

M. *Rouſſillon*, qui n'attendoit qu'un peu de ſilence, a fait décréter, au nom des comités de commerce & des contributions publiques, les ſix articles ſuivans :

» ART. I. L'entrée dans le royaume du tabac fabriqué ſera prohibée, & il ne pourra être importé du tabac en feuilles autrement qu'en boucauts, & par les ports & bureaux qui ſeront ci-après déſignés.

» II. L'importation par mer des tabacs en feuilles n'aura lieu que pour les tabacs des Etats-Unis d'Amérique, des colonies eſpagnoles, de la Ruſſie & du Levant. Leſdits tabacs devront être importés directement. Savoir, ceux des Etats-Unis par Navires deſdits Etats, ou par vaiſſeaux François ; ceux des colonies Eſpagnoles par bâtimens Eſpagnols ou François ; ceux de l'U-

Digitized by Google

kraine par vaiſſeaux Ruſſes ou François ; & ceux du Levant par Navires François ſeulement.

» L'importation deſdits tabacs par les bâtimens des autres nations eſt défendue.

» III. L'entrée des tabacs des Etats-Unis, des colonies Eſpagnoles, de l'Ukraine & du Levant ne pourra avoir lieu que par Bayonne, Bordeaux, Rochefort, la Rochelle, Nantes, l'Orient, Morlaix, Saint-Malo, Grandville, Honfleur, Cherbourg, Rouen, le Havre, Dieppe, St. Vallery-ſur-Somme, Boulogne, Calais, Dunkerque, Marſeille, Toulon, Cette & le port de Vendre.

» IV. Il ſera encore permis d'importer des tabacs étrangers en feuilles & en boucaut, quelle que ſoit leur origine, par les douanes de Strasbourg, Valenciennes & Lille, en acquittant un droit de 25 liv. par quintal.

» V. Le même droit de 25 liv. par quintal ſera perçu ſur les tabacs qui ſeront importés par les bâtimens des Etats-Unis, Eſpagnols ou Ruſſes.

» VI. Il ne ſera perçu que 18 liv. 15 ſols par quintal ſur les tabacs importés par bâtimens François venant directement des Etats-Unis, des colonies Eſpagnoles, de Ruſſie & du Levant ».

Du mercredi, 2 mars.

M. *le Grand* a propoſé, au nom du comité eccléſiaſtique, d'obliger les nouveaux évêques & curés de conſerver les vicaires choiſis par les prédéceſſeurs. MM. *Buzot* & *Martineau* ne réclament que la liberté décrétée du choix des curés & des évêques. M. *Grégoire*, évêque élu, combat M. *Martineau*, M. *Buzot*, &, ſans s'en

Digitized by Google

douter, les décrets, la constitution, la liberté, son serment, enfin tout ce qui prononce l'amovibilité des vicaires. Le président est assaillli de réclamations à chaque mot qu'il profère.

M. *Lanjuinais* présente encore un autre décret tendant à délivrer le trésor public du plus possible de ces malheureux vicaires, que l'ancienne église nourrissoit, & que la nouvelle met sur le pavé. « En général, a dit M. *de Mirabeau*. Nous nous occupons prodigieusement trop du clergé ; qu'on le paye & qu'il dorme en paix ». On applaudit, & l'on passe à l'ordre du jour.

Le colonel du régiment de Hainault, M. *de Ségur*, justifie la prétendue violation du territoire de Moret par les chasseurs qui, en escortant *Mesdames*, n'ont fait qu'obéir aux ordonnances militaires, maintenues dans toute leur rigueur en vertu d'ordres exprès du ministre de l'intérieur. S'ils avoient le sabre à la main, c'est l'usage dans les villes. On dit qu'ils sont sortis de leur territoire ; le régiment tient cinquante lieues de pays, & les limites n'en ont pas été fixées d'une manière bien précise. On n'articule aucune violence. La lettre de M. *de Ségur* est renvoyée au comité des rapports.

M. *Rœderer* a repris la lecture du décret relatif au droit de patentes. Des changemens à faire encore à quatre des articles décrétés, & onze articles additionnels, ont été adoptés sans débats. Nous transcrirons le tout ensemble.

A l'issue d'un long rapport, que sa conclusion suppléera d'autant mieux, qu'il ne nous a offert qu'une théorie assez vague, M. *Démeunier* a présenté un projet de décret d'environ quarante articles, destinés à fixer les bornes des divers pouvoirs, des départemens, des districts, des

Digitized by Google

municipalités ; pouvoirs auxquels l'acte même de leur création paroissoit devoir assigner des limites prises dans leur nature bien entendue. Ce rapport ne grossira pas le nombre des preuves de l'assertion de la veille, que « le système d'administration est maintenant *complet* » ; car un système *complet* suppose une juste proportion dans toutes ses parties. M. *Démeunier* a plus vanté que démontré l'excellence des nouveaux moyens de répression, analogues au caractère d'un peuple libre, & sur-tout *l'expédient* par lequel on arrêtera la rébellion de tout grand corps administratif par l'intervention du pouvoir exécutif responsable ; mais ces éloges ne nous ont point expliqué ce que la discussion expliquera sans doute, comment on réussira sûrement « à tracer le cercle de l'action des départemens & du pouvoir exécutif, & comment on parviendra à les y retenir ». La discussion à un autre jour.

Une lettre de M. *de Lessart* informe l'Assemblée que, malgré ses décrets, les ordres du Roi & ceux du département, la commune d'Arnay-le-Duc continue de mettre obstacle au départ de *Mesdames*, tantes de Sa Majesté. Le Roi a pris des mesures sévères pour faire cesser cette résistance coupable.

M. *de Broglie*, organe des comités des rapports & des recherches, a rendu compte d'une dénonciation faite par les commissaires envoyés en Alsace. Le sieur *Dufrénay*, ancien secrétaire de M. le cardinal *de Rohan* a proposé à un déserteur qu'*il ne connoissoit pas*, de l'enrôler dans les *quatre armées de 60 mille hommes* qui vont entrer en France, commandées par M. le prince *de Condé*, M. le prince *d'Hohenlohe*, M. le duc *de Brunswick* ; le confident a oublié le nom

Digitized by Google

du général de la quatrième armée. M. *de Murinais* a dit au rapporteur : « Il faut sans doute que cette quatrième armée soit commandée par M. votre père. La proposition acceptée, M. *Dufrénay* remet au déserteur une lettre pour M. l'abbé *d'Eymar*, député à l'Assemblée nationale. D'après les conseils d'un ministre Protestant, ce soldat dépose la lettre & dévoile tout le complot..... L'original de la lettre est entre les mains des commissaires dénonciateurs. M. *Dufrénay* y compromet plusieurs personnes & son propre fils. Les commissaires ont fait arrêter le père & le fils, & l'Assemblée porte un décret en ces termes :

« Art. I. Que le Roi sera prié de donner les ordres nécessaires pour que les sieurs *Dufrénay* père & fils soient transférés sur-le-champ, sous bonne & sûre garde, dans les prisons de l'Abbaye de Saint-Germain de Paris, pour leur procès leur être fait & parfait par le tribunal qui sera chargé provisoirement de prononcer sur les crimes de lèze-nation.

» II. Que les papiers saisis chez les sieurs *Dufrénay* père & fils, au moment de leur arrestation, ensemble les procès-verbaux, dépositions, & autres pièces relatives au délit dont ces particuliers sont prévenus, seront remis à l'officier qui exercera les fonctions d'accusateur public près le tribunal auquel sera attribuée la connoissance des crimes de lèze-nation, ainsi que les renseignemens ultérieurs qui pourront être pris successivement sur cette affaire par MM. les commissaires du Roi près les départemens du Haut & du Bas-Rhin.

» L'Assemblée nationale déclare en outre qu'elle est satisfaite du zèle & du patriotisme

Digitized by Google

qu'ont témoigné dans cette circonſtance les ſieurs Zobert, miniſtre de Vaſuclonne ; Steimbreim, officier municipal, & Lobſtin, citoyen de cette ville ».

Du jeudi, 3 mars.

On a propoſé d'étendre les pouvoirs du comité central relativement à la liquidation des dettes de l'Etat ; & à l'occaſion des médiſances auxquelles s'expoſeroit un décemvirat chargé d'objets ſi importans, M. *de Folleville* a parlé de celles qu'il eſt obligé de repouſſer journellement au ſujet des brûlemens d'aſſignats, actes de confiance qu'on rendroit plus authentiques, ſelon l'honorable membre, en publiant les numéro des aſſignats brûlés. La queſtion préalable a banni toute inquiétude.

Au nom du comité des domaines nationaux, d'aliénation & des monnoies, M. *Creuzé de la Touche* a fait décréter que l'argenterie des égliſes, chapitres & communautés religieuſes qui a été ou qui pourra être jugée inutile au culte, ſuivant l'inſtruction du comité d'aliénation du 19 octobre dernier, ſera envoyée par les directoires de diſtricts aux hôtels des monnoies les plus voiſins ; que les pièces d'or & celles d'argent doré ſeront envoyées à la monnoie de Paris, & les divers états adreſſés à l'adminiſtrateur de la caiſſe de l'extraordinaire ; qu'après que ledit comité aura donné ſon avis, les matières étrangères ſeront enlevées de ces pièces, les pierres fines remiſes en dépôt au receveur du diſtrict, pour en être diſpoſé conformement aux décrets de l'Aſſemblée nationale, l'or & l'argent peſés, les lingots formés, les morceaux d'eſſai de chaque fonte envoyés, ſéparément, ſous cachet, à

Digitized by Google

l'hôtel des monnoies de Paris, pour l'essai être fait, séparément encore, 1°. par l'essayeur général; 2°. par des commissaires de l'académie des sciences; 3°. par quatre des anciens gardes-orfèvres de Paris; les titres fixés aux taux résultans des essais réunis, & l'or & l'argent provenus de toutes ces fontes payés par le trésor public à la caisse de l'extraordinaire, convertis en monnoie & versés dans le trésor public.

M. *Démeunier* a lu le projet de loi pour completter l'organisation des corps administratifs, à la suite d'un préambule où il a fondé ses principes sur l'équilibre qu'il se promet au moyen de deux centres de gravité ou plutôt de deux contre-poids, l'Assemblée nationale & le Monarque. Les dispositions du projet ont paru à M. *Robespierre* tendre à réduire les municipalités & les districts à une parfaite nullité sous l'empire des départemens. M *Pethion de Villeneuve* & M. *Buzot* en ont conçu les mêmes alarmes. Rassurée par M. *le Chapelier*, l'Assemblée a successivement adopté quelques articles que nous rapporterons avec le reste.

Les électeurs du département de Seine & Marne ont informé le corps législatif que M. *Etienne*, curé de Dolmacy, a été nommé pour remplacer M. l'Evêque de Meaux; & de nouvelles lettres ont répété ce qu'on savoit déjà du séjour prolongé de *Mesdames* à Arnay-le-Duc, où les jeunes gens des environs se sont empressés de former une garde d'élite à ces augustes Princesses.

Jeudi, séance du soir.

Entre autres adresses dont on a fait lecture, celle des amis de la constitution de Clermont-

Digitized by Google

Terrand a annoncé que les émigrations des mécontens se multiplioient, & qu'au lieu de prendre la route de Lyon, comme ci-devant, ils partent tous pour Paris, où, dès le 26 février, les correspondans présumoient qu'il y auroit un rendez-vous pour attaquer la constitution. Ces sermens de haine tournés à loisir en prophéties, ont excité de vifs applaudissemens & l'on s'est trouvé à l'ordre du jour.

Au nom du comité militaire, M. de *Wimphen* a fait décréter que les colonels & lieutenans-colonels susceptibles de remplacement, seront, quant au décret du 15 février dernier, assimilés à ceux en activité & pourront obtenir le brevet de maréchal-de-camp.

Le 30 octobre, M. l'abbé *Gouttes* avoit présenté au corps législatif un projet de *Tontine d'amortissement* proposé par M. *Lafarge*, M. *Gouttes* a réproduit aujourd'hui ce projet, en annonçant que l'académie des sciences en avoit trouvé les calculs exacts, mais qu'elle en avoit censuré quelques objets de détail; & que les comités des finances & de mendicité l'ayant rectifié sur les mêmes bases, c'étoit le résultat de cet examen, réfléchi & discuté pendant plusieurs séances, qu'il offroit à l'Assemblée nationale.

Personne n'a prouvé la chimère de ce projet, que le nom de l'académie, visiblement compromis, n'empêchera pas tous les Arithméticiens de l'Europe de juger insoutenable; puisqu'à 5 pour cent, 9 *livres* chaque année, ne font, en dix ans, intérêt, intérêts des intérêts, & capital réunis, que la modique somme de 113 *livres*; & que supposât-on une mortalité improbable *d'un tiers* des actionnaires, & que cependant tous les morts payassent constamment leurs 9 *liv.*

M.

Digitized by Google

M. de *Mirabeau* a beaucoup exalté les avantages de ce plan, sur-tout pour la classe indigente; il n'y a vu rien moins que l'infaillible extinction de la mendicité, & ne vouloit changer que le titre en celui de *caisse des épargnes, caisse de bienfaisance*». L'honorable membre a fini par proposer de prélever cinq jours du traitement de tous les députés, pour former douze cents actions sur la tête d'autant de familles pauvres, dont quatorze seroient indiquées par chacun des directoires de quatre-vingt-trois départemens & trente-huit par la municipalité de Paris. Ce discours a été couvert d'applaudissemens, & l'on brûloit d'aller aux voix.

En adoptant la proposition, M. de *Foucault* y a ajouté celle qu'à dater du 5 mai prochain, époque où il supposoit que la constitution devroit être achevée, tous les honoraires des députés fussent versés dans la caisse de la Tontine.... « A condition, se sont écriées plusieurs voix du côté gauche, qu'on ne nous fera plus perdre de tems. » De violens murmures ont souvent interrompu M. *de Foucault*; & M. *de Wimpfen* a fait un amendement à la motion, c'est » qu'un » scrutin épuratoire interdit la tribune & la parole » à tous ceux qui, depuis long-temps, entravent » la marche de l'Assemblée ».

M. *Rewbell* a prétendu que les députés devoient donner leurs appointemens non à compter du 5 mai prochain, mais du 5 mai 1789 jusqu'au moment de la réunion des ordres. Le plan de M. *Lafarge* a semblé à M. *Roberspierre* contraire à la morale & au bien public... Puis assimilant la Tontine aux loteries, M. *Roberspierre* après avoir invité ses auditeurs à s'attacher plus à l'esprit qu'à l'expression de sa doctrine sur les

Digitized by Google

appointemens des députés, a invoqué la question préalable & contre le projet & contre l'amendement.

Adoptant les calculs sur parole & ne chicanant point la générosité, M. *Régnault* de Saint-Jean d'Angély opinoit pour l'un & l'autre. Mais M. *Buzot* a craint qu'au bout de dix ans d'une prénumération génante pour des pauvres, les avantages de la Tontine ne fussent que pour une compagnie qui auroit mieux calculé qu'eux; quant au sacrifice de cinq jours de traitement en faveur du bien du peuple, sa réponse naïve a été : » nous aussi nous sommes le peuple, & » nous stipulons pour nous & pour lui ». Si » l'assemblée cessoit d'être payée par le peuple, » elle pourroit bientôt être payée par d'autres » que par lui ». La conclusion a repoussé l'amendement & le fantôme de Tontine.

La préalable mise aux voix a été adoptée.

Un décret rendu sur le rapport de M. *Rabaud* de St. Etienne, du différend survenu dans la ville de Mauriac, au sujet de l'élection des Municipaux, sans avoir égard à l'avis du directoire du département de Cantal, a ordonné que sous l'inspection de deux Commissaires de l'Administration dudit Département, il sera procédé à l'élection d'une nouvelle Municipalité, a improuvé l'Assemblée des citoyens de Mauriac du 18 avril en la chapelle du collége, & les a tous invités à l'union, la paix & la concorde.

Du vendredi, 4 mars.

Un des membres n'a pas hésité de dire, à la lecture du procès-verbal, que si les déclarations relatives aux matières d'or & d'argent des églises ne sont pas soigneusement surveillées, la nation

Digitized by Google

court risque d'être fripponnée. Cette opinion n'a pas eu de suite.

M. *Dortan* a réitéré des plaintes contre la garde nationale de Dôle, qui, non contente de forcer des officiers septuagénaires à monter les gardes, y contraint aussi les Prêtres. Le comité de constitution a été autorisé à expédier des décisions contraires à ce droit du plus fort. Ce même député s'est plaint encore, qu'à Pontarlier, le prétexte des passeports ne sert pas uniquement à retenir les voyageurs, mais à vuider leur bourse; qu'en arrêtant une famille, on lui avoit pris deux cents louis. L'affaire & ses preuves ont été renvoyées au comité des rapports; évocation arbitraire, illégale, qui viole les décrets constitutionnels relatifs à la juridiction des tribunaux.

Sur la proposition de M. *Emmery*, organe du comité militaire, le décret suivant a été rendu sans discussion.

» L'Assemblée nationale, après avoir entendu le rapport de son comité militaire, décrète ce qui suit :

» Art. I. Les capitaines en pied & les capitaines de remplacement qui n'auront pas réjoint leur régiment depuis le premier octobre 1789 jusqu'au premier janvier 1791, sans avoir de congé ou une permission légale, ne seront point susceptibles d'obtenir des places d'Aide-de-camp.

» II. Les Capitaines, dit de réforme, qui auront été employés par le Roi dans l'activité de leur grade, en 1789 & 1790, sont déclarés susceptibles d'obtenir des places d'Aides-de-camp; mais pour le premier choix seulement.

» III. Les François qui, sous l'ancien régime, ont été exclus des emplois militaires, parce qu'ils

Digitized by Google

n'étoient pas nés nobles, mais qui ayant servi la cause de la liberté en Amérique aussitôt que l'armée Françoise y est arrivée, & conjointement avec elle ont obtenu un grade d'officier supérieur chez quelque puissance étrangère amie, de la France, seront susceptibles d'obtenir des places de l'armée qui sont à la disposition du Roi, & concourront avec les officiers du grade immédiatement inférieur à celui qu'ils avoient chez la puissance amie, pourvu toutefois qu'ils ayent manifesté, avant l'époque du premier janvier de la présente année, l'intention d'entrer au service de leur patrie; ce qui sera constaté par un état nominatif, qui sera remis dans trois jours par le ministre de la guerre, pour rester annexé au présent décret, lequel ne pourra s'appliquer qu'aux personnes comprises dans cet état».

On a décrété le principe proposé par M. *Rousillon*, au nom du comité de commerce, sur l'exclusion des vaisseaux de construction étrangère; & renvoyé aux comités de commerce & de marine, les amendemens d'exception qu'y a faits M. *Regnault* de Saint-Jean-d'Angely.

Après de grands détails de principes & de considérations, à l'égard du régiment oppressif des milices supprimées dans la fameuse nuit du 4 août, M. *Alexandre de Lameth*, président du comité militaire, a fait décréter la suppression des treize régimens de grenadiers royaux, des quatorze régimens provinciaux & des soixante-dix-huit bataillons de milices provinciales, dont les officiers, sous-officiers & soldats seront admis de préférence dans la gendarmerie nationale.

Le même rapporteur, au nom du comité militaire, a lu un projet de décret. On en a discuté l'article concernant le nombre & le traite-

Digitized by Google

ment des maréchaux de France. L'opinion de M. *le Crillon* le jeune, étoit qu'il n'en fût pas nommé pendant la paix, & qu'en tems de guerre il n'y en eût pas plus de six; celle de M. *de Mirabeau*, qu'on n'en fixât pas le nombre qui dépendroit des services, « le bâton de maréchal, a-t-il dit, ne » devant plus être donné *pour des assassinats, ou* » *pour des bassesses d'anti-chambre.* » M. *d'André* demandoit que l'Etat ne fût pas privé, en temps de paix, de récompenser des services tels que ceux de M. *de Bouillé.* Le nombre des maréchaux de France paroissoit à M. *d'Estourmel*, pouvoir être porté à huit, en temps de guerre, en faveur des lieutenans-généraux qui auroient commandé les armées pendant trois campagnes; & il a rappellé le mot de madame *Cornuel*, sur les huit maréchaux, qu'elle nommoit *la monnoie de M. de Turenne.*

On s'est débattu sur le traitement. M. *de Lameth* le portoit à 40; M. *d'André*, à 25; M. *Martineau*, à 20 *mille livres.* Quelqu'un a cru se ressouvenir qu'un décret a déjà fixé le traitement des généraux d'armées à 40,000 liv. Les amendemens pleuvoient de tout côté; mais par distraction, l'un des membres a parlé des députés des communes; le président a constitutionnellement observé qu'il n'y a que des Députés de la nation. Les applaudissemens ont éclairci les idées, & des voix combinées de peu de militaires & de beaucoup d'avocats, de curés, de médecins & autres, est résulté un décret qui fixe le nombre des maréchaux de France à six, y eût-il vingt héros que l'Europe en crût dignes; qui les borne aux fonctions guerrières, leur tribunal devenant inutile par l'abolition philosophique du point d'honneur, & réduit leur traitement à 30,000 liv. Pour

Digitized by Google

celui des maréchaux de France, qui ne seront pas conservés en activité, on attendra le rapport du comité des pensions. Par une disposition ultérieure du même Décret, les lieutenans-généraux en activité sont réduits à trente, & les quatre principaux commandemens de troupes, auxquels il a été affecté un traitement de 20,000 liv., pourront être confiés par le Roi, soit à des maréchaux de France, soit à des lieutenans-généraux en activité.

L'Assemblée a décrété de nouveaux articles sur les devoirs des corps administratifs; articles que nous transcrirons avec ceux qui les ont précédés, & ceux qui les suivront.

Une députation des gens de couleur insistoit encore pour être admise à la barre. M. *de Dillon* l'a représentée comme composée d'individus sans caractère, comme mue par une société soi-disant philanthropique, dont le zèle indiscret ne devoit pas entraîner les législateurs; enfin, comme pouvant être vendue. Il a protesté que « les colonies » qui ont montré l'adhésion la plus vive & la » plus ferme aux décrets, y ont mis pour con- » dition qu'on ne statueroit rien sur l'état des » personnes sans consulter les colonies. Vous dé- » pensez aujourd'hui 20 millions pour rétablir la » tranquillité, il faudroit en dépenser 500; il » faudroit subjuguer les colonies..... Tout est » perdu si vous adoptez, à l'égard des gens de » couleur, les mesures fausses & précipitées dans » lesquelles vous engage une société qui feroit » de cette superbe monarchie un vaste désert, si » les maximes étoient suivies.... Un quart- » d'heure après que les colonies auront vu les » gens de couleur admis à la barre, elles seront » dans la révolte la plus déclarée. »

Digitized by Google

M. *Péthion* assiégeoit la tribune ; ni lui, ni M. l'abbé *Maury* n'ont obtenu la parole. M. *le Chapelier* invoquant pour la députation un décret d'hier, qui ordonnoit la vérification des pouvoirs, le Président a répondu qu'on ne vérifioit pas, sur-le-champ, des signatures arrivées de quinze cents lieues. Le renvoi au comité colonial ayant été décrété au milieu d'une confusion indicible, M. *de Beaumetz* a tranché les débats qu'alloit provoquer, on ne sait quelle apologie annoncée par M. *Péthion* & d'autres, en demandant que la Séance fût levée ; ce qui a, sinon conjuré, du moins retardé l'orage.

Du samedi, 5 mars.

Pour faire excepter son respectable père de la suppression des traitemens & pensions des émigrans, M. *Victor de Broglie* a rappellé les longs services du vainqueur de Berghem, il l'a représenté arrivant à la cour, du fond de sa retraite, sur un ordre, pour commander les troupes rassemblées auprès de Paris ; « Le général ignoroit absolument la situation politique du Royaume & le réveil d'une nation entière. Aussi ses premières paroles furent-elles remarquables, suivant l'orateur : *je vois bien une armée*, dit-il ; *mais où sont les ennemis* » ? Le fils a protesté que les dispositions qui suivirent le départ de M. *Necker* furent faites sans la participation de M. le maréchal *de Broglie*, qui fut le premier à découvrir la vérité dès qu'il l'eut connue, & à solliciter le renvoi des troupes ; que, depuis, sa santé s'est considérablement altérée dans l'étranger ; que des invitations coupables lui ayant été récemment renouvellées avec plus d'audace, il a répondu :

Digitized by Google

je conçois qu'on peut être opposé d'opinion à tout ce qui se fait en France, & regarder tout ce changement comme un bouleversement fâcheux ; mais je ne puis entendre sans indignation le projet formé par des François de porter les armes contre leur patrie. Allez, vous me faites horreur. Conformément aux conclusions de M. *Victor de Broglie*, M. *Goupil* a proposé & l'Assemblée a décrété qu'eu égard aux longs services de M. le maréchal *de Broglie* absent & malade, il ne sera rien statué, quant à présent, sur le rang & le grade de maréchal de France dont jouit M. *de Broglie*, & qu'il y sera maintenu provisoirement.

Sur le rapport de M. *Rœderer*, un décret a ordonné qu'à compter du premier avril prochain, les droits d'entrée des villes conservés jusqu'au premier mai suivant, seront régis par deux administrateurs que le Roi nommera. Le même décret a supprimé la ferme & la régie générales, à la réserve des employés nécessaires pour le seul mois d'avril ; les traités & baux sont résiliés, l'adjudicataire & ses cautions tenus de compter de clerc à-maître, sans pouvoir faire compensation de leurs fonds d'avance & cautionnement avec les recettes. Les directoires nommeront des commissaires pour procéder à l'inventaire des sels & tabacs, terreins, bâtimens, pataches, bateaux, voitures, chevaux, meubles & ustensiles appartenans à la ferme & à la régie ; & le comité des finances proposera incessamment un projet de décret relatif à la reddition des comptes, à la liquidation, & au paiement des cautionnemens & fonds d'avance, & à la conservation des droits des préteurs & des débiteurs qui intéresseront le trésor public.

On a repris la suite des articles concernant les

Digitized by Google

corps administratifs. L'article destiné à régler la manière dont seront jugées les contestations sur l'éligibilité dans ces corps, a été l'objet d'une longue & aride discussion.

M. *de Mirabeau* a proposé de substituer au directoire du département voisin, l'assemblée électorale elle-même. M. *Régnault* préféroit le directoire d'abord, &, en dernier ressort, le tribunal de cassation. M. *le Chapellier* s'épouvantoit du renvoi de ces contestations au pouvoir exécutif qui, selon lui, dans un gouvernement représentatif, ne doit avoir aucune influence dans les élections. Il vouloit qu'on s'en remît aux tribunaux.

« Nous devons, a dit M. *de Mirabeau*, apporter toute notre attention à la partie relative aux tribunaux. Ce n'est pas que l'on doive s'effrayer encore de ces spectres d'autorité, qui, heureusement, ne sont plus que des spectres... Entre les commis inamovibles du pouvoir exécutif & les délégués amovibles du peuple, il y a, sans doute, une grande différence. Quoi qu'il en soit, il me paroît que dans tous les systèmes nous nous écartons, à un certain point, des principes. En demandant l'ajournement à demain on montre plus de zèle que de réflexion. Point de rédaction nouvelle. Que le comité présente des articles, & nous n'aurons pas escobardé sur une des plus grandes questions politiques qui se soient présentées à nous ». L'Assemblée a décrété l'ajournement pur & simple & l'impression des articles. Nous transcrirons avec les autres ceux qui ont été adoptés.

En annonçant l'ordre du jour, le président a proféré ces mots du ton le plus grave : « Les jours augmentent & nos séances se retardent. Je

Digitized by Google

n'en dis pas davantage ». On est passé au rapport sur le tribunal provisoire pour juger les crimes de lèze-nation. M. *Démeuniers* a proposé que le siége du tribunal fut à Melun, quoiqu'un décret l'ait éloigné de Paris au moins de quinze lieues; qu'on le composât de quinze juges pris dans les tribunaux voisins; qu'ils eussent un traitement de 3,600 liv. par an, qui leur seroit payé au prorata du temps de leur exercice jusqu'à l'établissement de la haute cour nationale; que l'accusateur public fût choisi par les juges eux-mêmes, & qu'on priât le Roi de pourvoir à ce que ce tribunal fût installé le 25 du mois courant. M. *de Montlausier* vouloit que le code devançât le tribunal, qui ne sauroit juger sans code, & il observoit que Melun n'étoit pas à quinze lieues du fauxbourg Saint-Antoine. Sur plusieurs villes désignées, l'Assemblée s'est décidée pour Orléans.

Un avis électoral annonce à l'Assemblée que M. *Lamourette* vient d'être élu au siége épiscopal de Lyon.

M. *de Silléry* commençoit la lecture d'une lettre ou adresse des commissaires de l'Assemblée générale de Saint-Domingue. Plusieurs voix l'ont interrompue. M. *Barnave* vouloit qu'on la continuât. Quelqu'un a observé que M. *Barnave* ne votoit pas pour tout le corps législatif.

Le lecteur a poursuivi; mais les premières phrases contenoient une si âpre censure des opérations du corps constituant, que tout le côté gauche s'est levé indigné, en criant qu'il étoit impossible d'écouter un pareil ouvrage. M. *Lavie* s'est fâché. M. *de Mirabeau* demandoit qu'on blâmât rigoureusement à la barre ceux qui avoient adopté « ces paroles despectueuses pour l'Assemblée, cette moyable écriture ». M. *Barnave* a

Digitized by Google

dit que le blâme ne devoit pas tomber sur les 85 membres de cette ci-devant assemblée coloniale, mais sur une partie d'entr'eux ; que leur mémoire contenoit des faits faux, que M. *Linguet* en étoit l'auteur, que la majorité desdits membres le trouvant mauvais, ils nommèrent des commissaires pour le corriger & ne signèrent que sous la condition des changemens convenus, & que depuis, le mémoire a été imprimé sans changemens & avec les signatures. Les 85 n'ont pas tous, non plus, pris part à la lettre qu'on alloit lire ; il y en a plusieurs de très-modérés & de très-estimables. Au reste, a continué M. *Barnave*, il faut fonder notre sécurité relativement à cette colonie, sur l'effet du décret du 12 octobre dernier. D'ailleurs on n'oppose aucun obstacle au départ des 85, & l'on a tort de se plaindre de l'inhumanité du décret qui les attache à la suite de l'Assemblée nationale.

Adoptant la distinction des personnes, faite par M. *Barnave*, M. *de Mirabeau* n'a plus dirigé les foudres que sur les signataires de l'adresse. Un membre tâchoit de suspendre ce blâme, jusqu'au moment où le comité colonial auroit présenté des dispositions sur le sort des 85 ; M. *de Mirabeau* a déclaré s'honorer de n'avoir pas de principes communs avec le comité colonial. Puis se désistant de l'appel des signataires à la barre, il s'est contenté, & l'Assemblée aussi, d'un décret qui les blâme dans le procès-verbal.

Ce germe de troubles étouffé, il s'en reproduit un autre. Heureusement qu'entre-deux on a reçu les nouvelles agréables de l'arrivée du grand criminel de lèze-nation, M. *Amelot*, évêque de Vannes, & de la dispersion presque totale des troupes réunies au camp de Jalès, & des té-

Digitized by Google

moignages de résipiscence de ces insurgens abusés par des insinuations perfides ; ce qui n'empêche pas, ajoutent les correspondans, qu'on n'ait toujours le plus grand besoin d'un secours considérable de troupes de ligne, pour prévenir les suites de l'agitation qui dure encore.

Dans une lettre lue aussi par M. *de Sillery*, les amis des Noirs ont protesté de leur zèle ardent à mettre à exécution les projets qu'ils ont conçus, & se sont plaints d'avoir été calomniés par M. *Dillon*, à propos des gens de couleur. Les amis demandent que ce député soit suspendu de son inviolabilité, pour qu'ils puissent le traduire devant les tribunaux. On a demandé les signatures, M. *de Sillery* a lu : *Clavière* & *Brissot*. M. *Moreau-de-Saint-Méry* a communiqué à l'Assemblée, au nom de M. *Dillon* absent, une note destinée à l'impression, où celui-ci professe de l'estime pour la plupart des membres de la société des amis des Noirs ; mais où il gémit de leur erreur, qui creuse un abyme affreux aux colonies & à la France. MM. *Grégoire*, *Régnault* & *de Mirabeau* réclamoient la parole. Sur la motion de M. *Moreau*, l'on est passé à l'ordre du jour & la séance a été levée.

Du samedi, séance du soir.

M. *Vouland* a fait lecture d'une nouvelle lettre du directoire du département du Gard, qui annonce la dispersion du camp de Jalès, par les soins & l'activité de M. *d'Albignac*. Cette nouvelle a étonné ceux qui savoient qu'il n'y a eu aucun camp formé à Jalès ; mais il est vrai que les mécontens qui paroissoient vouloir se rassembler sont retournés chez eux. On a arrêté trois d'entr'eux.

M. *du Châtelet* a fait un nouveau rapport au

Digitized by Google

sujet de deux contrefacteurs des billets de la caisse impériale de Vienne, arrêtés à Huningue, dont l'Empereur a réclamé l'extradition. Le rapporteur, après s'être autorisé de l'usage réciproque entre les deux Cours, a conclu à rendre les deux prisonniers, & à s'occuper d'une loi générale sur cette matière.

MM. *Biauzat*, *Robespierre*, *Rewbell* ont combattu ces conclusions, demandé qu'on ne rendit les faussaires qu'après une procédure faite en France, & opiné à renvoyer le cas au comité de constitution. M. *Fréteau* s'est inutilement opposé à cette décision, qui est devenue celle de l'Assemblée.

M. *Chassey* a terminé la séance par un rapport sur les dîmes inféodées, dont on a décrété quelques articles.

Du dimanche 6 mars.

M. *le Chapelier* a fait décréter quelques articles ajournés sur l'organisation du pouvoir judiciaire, & d'autres articles additionnels sur les juges de paix.

Ensuite on a donné connoissance d'une lettre de la municipalité d'Arnay-le-Duc, qui annonce qu'enfin elle a permis à *Mesdames* de continuer leur voyage. Ce n'est pas l'ordre du Roi, ce n'est pas le vœu de la loi, ne sont pas les droits de la liberté qui ont porté la commune d'Arnay-le Duc à cet acte mémorable de condescendance. Elle déclare qu'elle s'est rendue à la lettre du président de l'Assemblée.

Après des débats très-minutieux, on a complétté le décret relatif aux corps administratifs; décret que nous rapporterons en son entier la semaine prochaine.

Voici celui, rendu hier, qui institue une haute-cour nationale provisoire :

« Art. I. Il sera établi provisoirement à Or-

Digitized by Google

léans un tribunal que l'Assemblée Nationale commet pour instruire & juger en dernier ressort les affaires criminelles qui ont été renvoyées jusqu'à présent aux tribunaux successivement désignés pour prononcer sur les crimes de lèse-nation, ainsi que toutes les affaires criminelles sur lesquelles l'Assemblée déclarera qu'il y a lieu à accusation. »

« II. Pour former le tribunal provisoire, chacun des quinze tribunaux de district les plus voisins de la ville d'Orléans ; savoir, de Beaugency, de Neuville, de Bois-commun, Pithivier, Jauville, Mer, Blois, Gien, Aubigny, Montargis, Nemours, Etampes, Châteaudun, Vendôme & de Romorentin, nommera un de ses membres. »

« III. Ce tribunal aussitôt qu'il sera formé, après avoir élu son président, choisira parmi ses membres un accusateur public, chargé des fonctions des ci-devant procureurs du Roi, & nommera un greffier. Il recevra d'eux le serment civique, & celui de remplir avec exactitude les fonctions qui leur sont déléguées. »

« IV. Il pourra juger au nombre de dix, & se conformera dans l'instruction & le jugement, aux dispositions établies par les décrets des 8 & 9 octobre 1789, & 21 avril 1790. »

« V. Le commissaire du Roi auprès du tribunal de district d'Orléans, exercera auprès du tribunal provisoire. »

« VI. Les juges du tribunal provisoire & l'accusateur public auront, outre leur traitement fixe ordinaire, une indemnité sur le pied de 3,600 liv. par année, au prorata du temps qu'aura duré leur service. Le greffier aura aussi au prorata du temps de son exercice, un traitement sur le pied de 3000 l. par année. »

« VII. Les fonctions du tribunal provisoire

Digitized by Google

ceſſeront le jour de l'inſtallation de la haute-cour nationale. »

« VIII. Le Roi ſera prié de donner les ordres néceſſaires pour que les membres du tribunal provisoire ſoient raſſemblés à Orléans le 25 du préſent mois. »

La réunion des perſonnes qui s'étoient rendues le lundi ſoir, 28 Février, au Château des Thuileries; leur deſſein de concourir à le défendre, s'il étoit menacé d'un nouvel attentat; leur déſarmement volontaire dans les appartemens du Roi, ſur l'invitation de S. M.; invitation transformée en *ordre ſévère* par les impoſteurs périodiques; les outrages dont pluſieurs de ces Citoyens furent l'objet en ſe retirant, la détention momentanée d'un aſſez grand nombre traînés de gré ou de force dans les Corps-de-garde, enfin l'empriſonnement encore prolongé de huit d'entr'eux, devinrent les jours ſuivans le ſujet d'une nouvelle manœuvre politique. Les Journaliſtes accuſèrent ces Maréchaux de France, ces Militaires, ces Officiers de la maiſon du Roi, ces Fédérés, ces Députés à l'Aſſemblée nationale, de s'être raſſemblés ſous les yeux de S. M. pour la tuer, ou l'enlever, en préſence & malgré l'armée Pariſienne. Les libelliſtes firent honneur à M. *de la Fayette* de la *découverte de cette conſpiration*; en moins de huit jours toute la France aura appris la nouvelle de ce ſervice ſignalé, rendu à la révolution. Les

Digitized by Google

plus atroces de ces Folliculaires ajoutèrent que les *Conjurés* devoient en même temps égorger la Garde nationale, avec des poignards à deux lames.

D'auſſi bêtes horreurs ne ſont qu'une répétition de cent mouvemens de tactique du même genre. Tout ce qui peut ſervir à la popularité ébranlée de certaines gens, eſt un de ces heureux hazards préparés, qu'on ne néglige jamais. La démarche inconſidérée, indiſcrette même des particuliers réunis au Château, prouve un zèle digne de vrais François, mais en même-temps un défaut complet de prévoyance & de conduite : les imputations qui ont ſuivi ſont un tort d'un autre genre ; les expoſer, c'eſt en faire ſentir l'atrocité.

Sans doute, M. *de la Fayette* n'avoit pas prévu juſqu'où iroient ces lâches calomnies, lorſqu'involontairement, il leur donna quelque authenticité, par un ordre de ſa main à la Garde Pariſienne, en date du premier Mars. Vers la fin cet ordre portoit :

« Le Commandant-Général croit devoir prévenir l'armée qu'il a pris les ordres du Roi, pour que les appartemens du Château ne ſe rempliſſent plus de ces hommes armés, dont quelques-uns par un zèle ſincère, *mais dont pluſieurs par un zèle très-juſtement ſuſpect*, ont oſé hier ſe placer entre le Roi & la Garde Nationale.

» Le Commandant-Général, d'après les ordres du Roi, a intimé *aux Chefs de la domeſticité du*

Château qu'ils eussent à prendre des mesures, pour prévenir pareille indécence.

» Le Roi de la Constitution doit, & veut n'être entouré que des Soldats de la Liberté.

» Les personnes qui auroient dans leurs mains les armes dont on a dépouillé ceux qui s'étoient glissés hier dans le Château, sont priés de les rapporter au Procureur-Syndic de la Commune, à l'Hôtel-de-Ville ».

Le lendemain, le Journal de Paris, qui s'est particulièrement chargé du soin de la gloire de M. *de la Fayette*, mit en lumières & annonça que, ce Général étoit nommé *par le Roi*, Commandant de la maison de S. M. & du Château des Thuileries. En conséquence, le Public proclama M. *de la Fayette*, Maire du Palais, & se jugea revenu à la seconde race des Rois de France. Cent feuilles confirmèrent cet événement décisif, & pas une seule ne le démentit.

Le fait étoit faux, il fut détruit par l'impression d'une lettre qu'avoient adressé à M. *de la Fayette*, ces Officiers du Trône, ces premiers Gentilshommes de la Chambre, que le Commandant-Général travestissoit en *Chefs de la domesticité*. Cette qualification peut convenir aux Intendans de la maison de M. *de la Fayette*; mais les Chefs de la maison du Roi des François ne sont peut-être pas de la même catégorie.

Voici la lettre de MM. *de Villequier* &

Digitized by Google

de *Duras*, premiers Gentilshommes de la Chambre en exercice.

» On vient de nous communiquer, Monsieur, une copie littérale de l'ordre que vous avez donné à la garde nationale parisienne, le premier de ce mois; nous nous devons, nous devons au public, nous devons à la nation, nous devons au Roi même, d'en discuter les articles qui regardent ce qui s'est passé au Château, le 28 du mois de février dernier. »

» Nous transcrivons les propres termes de votre ordre. »

» Le commandant général croit devoir prévenir l'armée parisienne qu'il a pris les ordres » du Roi pour que les apartemens du Château » ne se rempliſſent plus de ces hommes armés, » dont quelques-uns par un zèle sincère, mais » dont plusieurs aussi par un zèle très-justement » suspect, ont osé hier se placer entre le Roi » & la garde nationale ».

» Justement suspect ! . . . Avez-vous bien pésé la valeur & senti tout l'odieux d'une pareille expression ? Vous ne pouvez pas ignorer que c'est avec des inculpations, des dénonciations vagues que depuis long-tems on est parvenu à égarer l'esprit du peuple. »

» Qui sont-ils ? ces gens suspects ; osez les nommer, nous disons plus vous le devez pour ne pas les confondre avec des Maréchaux de France, des Officiers-Généraux, des Militaires, des Officiers de la maison du Roi, des Députés, des Fédérés & des Citoyens honnêtes dont les sentimens étoient connus, & qui ne se sont rendus au Château, que pour concourir avec la garde nationale, aux yeux de laquelle on les a calomnié ; à l'honneur de défendre leur Roi, & en partager avec elle les dangers. »

Digitized by Google

» Entendriez-vous par *justement suspects* ceux qui comme vous l'avez dit à l'un de nous (M. de Villequier) dans le cabinet du Roi, *ne sont pas de votre goût & en qui vous ne pouviez avoir confiance : suspect*, parce qu'on n'est pas *de votre goût ! suspects*, parce qu'on n'a pas votre confiance ! Ici nous nous taisons & n'avons plus personne à défendre. »

» Mais nous poursuivons l'examen de votre ordre. »

» Le commandant général, d'après les ordres » du Roi a intimé *aux chefs de la domesticité* » *du Château*, qu'ils eussent à prendre des me» sures pour prévenir pareille *indécence* ».

» Vous nous avez intimé, dites vous, les ordres du Roi ; ce fait est inexact dans tous les points : vous avez adressé, il est vrai, la parole à l'un de nous (M. *de Villequier*) dans le cabinet du Roi ; mais le Roi n'étoit pas dans son cabinet, mais vous ne l'aviez pas encore vû, ainsi vous ne lui avez annoncé que vos intentions particulières & non intimé les ordres du Roi, comme vous le dites, puisque vous n'aviez pas encore vu le Roi pour les prendre. »

» Depuis quand donc serions-nous à vos ordres ? Vous ne pouvez pas ignorer, Monsieur, que, pour ce qui regarde notre service, nous ne pouvons, ne devons prendre, n'avons jamais pris que directement les ordres de sa Majesté. »

» Le Roi de la constitution doit & ne veut » être entouré que des soldats de la liberté, ajoutez-vous ».

» Ah ! Monsieur, voulez-vous donc priver des Maréchaux de France, des Militaires, & des Citoyens que leurs fonctions éloignent de Paris, pendant une partie de l'année ; voudriez

Digitized by Google

vous, disons nous, les priver du bonheur de voler à la défense de leur Roi; voudriez-vous interdire à sa Majesté la douce satisfaction de se voir entourée de ceux qui lui sont dévoués ? »

» Non, Monsieur, non, il est de notre devoir de vous déclarer & publier du consentement même du Roi, qu'il n'a point partagé la défiance que l'on a inspiré à la garde nationale contre ceux qui étoient dans son appartement & dont il connoissoit lui-même la plus grande partie; il ne partage point encore celle que vous témoignez si authentiquement dans votre ordre, & n'a pas regardé comme une *indécence* une démarche qui n'étoit dictée que par l'attachement à sa personne : »

» En voici, Monsieur, une preuve à la quelle il est impossible de se refuser. »

» Pour mettre fin au trouble qu'une erreur suggérée avoit occasionné, le Roi a désiré qu'on déposât chez lui les pistolets dont on s'étoit armé pour sa défense : son seul desir a été pour tous une loi, ces armes furent remises & déposées dans la chambre à coucher de sa Majesté. »

» Voilà cependant, Monsieur, les personnes que vous osez peindre comme suspectes : voilà ceux que l'autorité d'un ordre émané d'un Commandant-Général de la Garde Parisienne pourroit inculper aux yeux des Provinces, si elles n'étoient pas instruites de la vérité des faits. »

» Nous avons donc l'honneur de vous prévenir que nous rendons notre Lettre publique, & nous la terminons par la profession de foi que nous vous avons fait, ainsi qu'à MM. d'Arbl.y, Major de la seconde Division, & Gondran, Officier du quatrième Bataillon. »

» Nous la renouvelions au nom des Maré-

Digitized by Google

chaux de France, des Officiers Généraux, des Militaires de tous Grades, des Officiers de la Maison du Roi, des différens Députés, des Fédérés, & enfin de tous ceux qui étoient le 28 au Château. »

» Nous affirmons, en leur nom, qu'animés du même esprit que la Garde Nationale, celui de défendre le Roi, si une insurrection avoit pu causer pour lui quelqu'inquiétude, leur projet étoit de se mêler avec elle & de se montrer émules du zèle qu'elle avoit fait voir dans plusieurs occasions, & récemment encore le Jeudi 24 Fevrier. Le poste le plus exposé eût été celui que leur courage & leur amour pour le Roi leur eut fait ambitionner. »

ALEXANDRE D'AUMONT, ci-devant Duc DE VILLEQUIER.

AMÉDÉE DURFORT, ci-devant Marquis DE DURAS.

» *P. S.* Nous croirions manquer à tous les Officiers attachés au service du Roi, & qui sont sous nos ordres, si nous relevions l'expression *de chefs de la domesticité du Château*, par laquelle vous avez voulu désigner les premiers Gentilshommes de la Chambre de sa Majesté. »

Nous ignorons qu'elle réponse M. *de la Fayette* a fait à cette lettre ; mais le Journal de Paris a publié, avec la signature de ce Général, l'article suivant.

« Un article du Journal de Paris, copié dans plusieurs autres feuilles, m'a investi de je ne sais quelle Surintendance de la Maison du Roi, absolument étrangère aux fonctions de la Garde Nationale. Quelle qu'ait été la combinaison du premier auteur de cette fable, je dois, en la démentant, m'occuper un instant d'une lettre signée par

Digitized by Google

les personnes véritablement chargées de ce service.

» C'est au nom des *Maréchaux de France*, *des Officiers-Généraux*, *des Militaires de tout grade*, *des Officiers de la Maison du Roi*, *des différens Députés des Fédérés*, que MM. *Villequier* & de *Duras* prétendent parler. Mais ne pourrois-je pas, moi, demander à MM. les Maréchaux de France, à tous ceux des Citoyens désignés dans cette lettre, qui respectent la Constitution & chérissent l'ordre public, ce qu'eux-mêmes ont pensé en voyant ce rassemblement nombreux d'hommes armés se placer entre le Roi & ceux qui répondent à la Nation de sa sûreté ?

» Il me suffit, pour éviter toute interprétation insidieuse, de déclarer,

» Que j'entends par Soldats de la *Liberté*, ceux à quelque partie de la force publique qu'ils appartiennent, qui ont prêté serment à la Nation, à la Loi & au Roi, que la Constitution reconnoît, & qui veulent vivre & mourir pour elle.

» Que j'ai entendu par *plusieurs Hommes justement suspects* ceux qui, portant des armes cachés, ne se sont faite remarquer que par des propos anti-patriotiques & incendiaires, & qui, loin de se faire reconnoître par les postes de la Garde Nationale auxquels ils se proposoient, dit-on, de se joindre, les ont évités en s'introduisant par une entrée nouvellement pratiquée.

» Certes, il est permis en pareil cas au Commandant de la Garde Nationale, chargé des ordres du Roi pour la sûreté de son Palais, de prendre des mesures efficaces pour que pareil événement ne se répète pas.

» Au reste, si ma conduite dans le cours de cette journée a pu être utile, j'abandonne volontiers à mes ennemis la consolation d'en critiquer quelques détails ». Signé LAFAYETTE.

Digitized by Google

Les huit particuliers enfermés, depuis le 28 février, à l'Abbaye Saint-Germain, sont MM. *Bertier*, fils de l'infortuné Intendant de Paris, *de Lillers*, *de la Bourdonnaye*, *Fombelle*, *de Becdelievre*, *Dubois de la Motte*, *Sangey* & *Champein*. Leur crime est d'avoir résisté à ceux qui les désarmoient, à leur sortie du château. C'est apparemment par un sarcasme digne du temps, qu'on a parlé de les faire juger d'après l'Ordonnance de *Louis XIV*, qui inflige peine de mort, si je ne me trompe, à quiconque entre armé dans les Maisons Royales. Il seroit remarquable qu'après avoir laissé impunis & protégé les brigands qui forcèrent le château de Versailles le 6 Octobre, & l'ensanglantèrent, on punit capitalement des serviteurs fidèles, armés pour la défense même du Monarque. Au reste, comme on l'a vu, M. *de la Fayette* ne nomme aucun de ces *Citoyens suspects* dont il parle dans son *Ordre*. Sans doute, son zèle & sa fidélité, joints aux services sûrs de la garde Parisienne, mettent le Trône à l'abri de toute atteinte; mais les évènemens affreux du 6 octobre, ont appris à M. *de la Fayette* qu'on peut quelquefois tromper sa vigilance.

Les deux Parcs de Chantilly furent dévastés par des brigands, le mois dernier. Tout le gibier fut tué, transporté à Paris, vendu, sans que la moindre recherche ait

Digitized by Google

inquiété les dévastateurs. L'un des Parcs étant sur la souveraineté d'une autre Municipalité que celle de Chantilly, on n'avoit pu envoyer du secours, parce que cette République ne le requerroit point sur son territoire. Aussi les atrocités ont-elles bientôt recommencé.

Vendredi 4, une patrouille du Régiment de Berry, après avoir rôdé dans le parc de Chantilly, s'arrêta au *Petit couvert*, rendez-vous de chasse, connu de toute la France. Tandis que la patrouille causoit tranquillement, trois coups de fusils, partis du bois, ont abattu un Maréchal-de-logis & un brigadier des chasses de M. le Prince de *Condé*. Cet assassinat prémédité a fait appeller du secours; on est accouru en force; mais à l'arrivée du secours, trois nouveaux coups de fusils ont parti; l'un d'eux a tué M. *de Bonneval*, Officier au Régiment de Berry, homme généralement aimé & estimé.

Ces assassinats sont des actes de *civisme*; car les personnes tuées sont *suspectes d'aristocratie*. La vraie liberté consiste à voler & à assassiner : elle doit protéger les scélérats & ne vexer que les propriétaires & les innocens. Voilà notre code. Poursuivra-t-on ce nouveau crime ? Nous le souhaitons sans le croire : tous les brigands ont échappé jusqu'à ce jour au châtiment : il seroit injuste de faire une exception pour ceux des environs de Chantilly. Il ne manquera plus après cela que de confisquer les biens de M. le Prince *de Condé*, dont les loix & la force publique protégent si bien la demeure.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 19 MARS 1791.

PIECES FUGITIVES EN VERS ET EN PROSE.

ÉPITRE

A M. BOURIAT, Médecin à Tours.

O mon plus vieil ami ! toi, qui dès mon enfance,
Fus avec moi toujours en douce intelligence ;
Sans doute dans les lieux où sont fixés tes pas,
Loin du pays qui nous donna naissance,
Tu songes quelquefois à nos premiers ébats,
Où tout était plaisir & jouissance,
Et dont l'âge & l'expérience
Nous font bien mieux connaître les appas...

Digitized by Google

inquiété les dévastateurs. L'un des Parcs étant sur la souveraineté d'une autre Municipalité que celle de Chantilly, on n'avoit pu envoyer du secours, parce que cette République ne le requerroit point sur son territoire. Aussi les atrocités ont-elles bientôt recommencé.

Vendredi 4, une patrouille du Régiment de Berry, après avoir rôdé dans le parc de Chantilly, s'arrêta au *Petit couvert*, rendez-vous de chasse, connu de toute la France. Tandis que la patrouille causoit tranquillement, trois coups de fusils, partis du bois, ont abattu un Maréchal-de-logis & un brigadier des chasses de M. le Prince de *Condé*. Cet assassinat prémédité a fait appeller du secours; on est accouru en force; mais à l'arrivée du secours, trois nouveaux coups de fusils ont parti; l'un d'eux a tué M. *de Bonneval*, Officier au Régiment de Berry, homme généralement aimé & estimé.

Ces assassinats sont des actes de *civisme*; car les personnes tuées sont *suspectes d'aristocratie*. La vraie liberté consiste à voler & à assassiner: elle doit protéger les scélérats & ne vexer que les propriétaires & les innocens. Voilà notre code. Poursuivra-t-on ce nouveau crime? Nous le souhaitons sans le croire: tous les brigands ont échappé jusqu'à ce jour au châtiment: il seroit injuste de faire une exception pour ceux des environs de Chantilly. Il ne manquera plus après cela que de confisquer les biens de M. le Prince *de Condé*, dont les loix & la force publique protégent si bien la demeure.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 19 MARS 1791.

PIECES FUGITIVES EN VERS ET EN PROSE.

EPITRE

A M. BOURIAT, Médecin à Tours.

O mon plus vieil ami ! toi, qui dès mon enfance,
Fus avec moi toujours en douce intelligence ;
Sans doute dans les lieux où sont fixés tes pas,
Loin du pays qui nous donna naissance,
Tu songes quelquefois à nos premiers ébats,
Où tout était plaisir & jouissance,
Et dont l'âge & l'expérience
Nous font bien mieux connaître les appas...

Digitized by Google

Hé ! parmi tant d'ennuis, de troubles, de tracas,
Qui s'attachent ſans ceſſe à l'humaine exiſtence,
Quel eſt celui qui ne regrette pas
Des jours (ſi-tôt paſſés) de calme & d'innocence !

Que ſont-ils devenus ces temps d'inſouciance,
Et ces autres momens de joie & de bonheur,
Où tour à tour je partageais mon cœur
Entre les ris, les jeux, l'amour & l'eſpérance ?...
Pour retrouver l'image du plaiſir,
Il faut que j'aille la ſaiſir
Ou bien loin en avant, ou bien loin en arriere....
Il n'eſt rien près de moi dont je puiſſe jouir ;
Et, ſi parfois ſa lueur paſſagere
Sur moi répand encore un reflet de lumiere,
C'eſt du paſſé le flatteur ſouvenir,
Ou le riant eſpoir d'un plus doux avenir
Qui promene mes ſens de chimere en chimere.

D'après tous les ſoucis dont je ſuis agité,
Ne conclus pas, Ami, de ma mélancolie,
Que lâchement déjà j'oublie
Le charme de la Liberté.....
Non, non, je l'ai toujours chérie,
Et je la chéritai le reſte de ma vie.....
La Liberté, l'égalité,
Mots ſublimes & chers pour qui les apprécie,
Seul tréſor que le Sage ait jamais ſouhaité ;

Digitized by Google

Vivent en traits de feu dans mon ame agrandie,
Près de l'honneur & de l'humanité ;
Et ton Ami se glorifie
De voir leur germe heureux jeté dans sa Patrie....
Mais il manque encore à mes vœux,
Ce bien pour moi si précieux,
Que sans cesse & par-tout j'envie,
La paix..... qui dès long-temps semble avoir fui
ces lieux.

Tantôt des hommes factieux,
Vêtus du manteau du Civisme,
Couvent peut-être un projet dangereux,
En exaltant bien haut leur *grand Patriotisme*...
Tantôt les partisans de l'ancien Despotisme,
Croyant cacher à tous les yeux,
Sous un masque religieux,
Les vils regrets de l'Egoïsme,
Voudraient, horriblement pieux,
Rallumer les bûchers affreux
Et les brandons du Fanatisme,
Avec lesquels jadis on brûlait nos aïeux.

Puisse le Peuple à ses dépens s'instruire,
Et désormais n'ajouter plus de foi
A tous ces imposteurs que l'artifice inspire,
Et qui pompeusement s'empressent de nous dire ;
Qu'ils sont amis du Ciel, ou du Peuple, ou du Roi!

Digitized by Google

Puisse-t-il, dans tout cet Empire,
Ne connaître, ne suivre & n'aimer que la Loi!

Quant à moi, qui, pendant ma course politique,
Ai voulu, loin des *Clubs* & des divers partis,
Me livrer sans partage à la chose publique;
Moi qui n'eus & n'aurai que le désir unique
De régénérer mon pays,
Je ne demande aux Dieux, témoins de mes ennuis,
Que de revoir bientôt mon asile rustique,
Où, maître enfin de mes loisirs,
Je pourrai ressaisir l'obscurité paisible,
L'amitié, les Beaux-Arts, chers & premiers plaisirs
De mon ame pure & sensible,
Mais à ce doux espoir, pourquoi suis-je accessible?
J'appelle en vain par mes soupirs,
Je me retrace en vain ces époques heureuses....
Hélas! les heures paresseuses
Vont moins vîte que mes désirs.

(*Par M. Félix Faulcon, Député à l'Assemblée Nationale.*)

Digitized by Google

COUPLETS

Sur l'Air de Sargines : *Regards vifs, &c.*

PARLE-T-ON d'un joli minois,
D'un œil fripon fait pour ſéduire ?
Veut-on peindre tout à la fois
Graces naïves, doux ſourire ?
Chacun ſe dit avec tranſport :
Oh ! bon, je connais cette Belle ;
Sur le portrait on eſt d'accord,
Le cœur devine ſans effort,
Et j'entends nommer Gabrielle.

Aujourd'hui fille de quinze ans
N'a que ſa figure pour plaire ;
L'art peut embellir ſon printemps,
Mais c'eſt une fleur menſongere ;
Eſprit vif, aimables talens,
Seuls doivent parer une Belle ;
Ils bravent le courroux du temps,
Et ce ſont-là les agrémens
Qui font diſtinguer Gabrielle.

La vertu n'eſt plus de ſaiſon,
C'eſt un mot vieilli par l'uſage ;

Digitized by Google

La pudeur n'eſt pas du bon ton,
On ne rougit que d'être ſage.
Si par haſard on veut citer
Femme vertueuſe & fidelle,
Qu'on puiſſe aimer & reſpecter,
Il faut enfin ſe décider
A nommer encor Gabrielle.

(*Par M. M... f... a...*)

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

LE mot de la Charade eſt *Souhait*; celui de l'Énigme eſt *Voix*; & celui du Logogriphe eſt *Eſpérance*, où l'on trouve *Ane, Préſéance, Ans, Pere, Repas, Panſe, Carpe, Caen.*

CHARADE.

DANS les airs vole mon premier,
Puis mon dernier, puis mon entier.

(*Par M. Prévoſt de Maka.*)

Digitized by Google

ÉNIGME.

L'Amour naquit, & je vins après lui ;
Le plaisir me suivit, & me mit à la mode ;
On accueillit par-tout ma morale commode,
Et les femmes sur-tout me prêtant leur appui,
Vinrent à mes autels prodiguer les hommages ;
Sous un masque enchanteur j'entraînai les suffrages ;
Depuis, toujours aimée, & parfois des plus sages,
Malgré tous mes défauts on m'adore aujourd hui.
De quelques Céladons, l'éternelle tendresse
A gémi bien long-temps de mes progrès heureux ;
J'ai vu pour m'écraser des Romanciers fameux,
Dans de fameux Romans épuiser leur adresse ;
J'ai survécu pourtant à leurs Ecrits pompeux ;
J'en appelle à Cloris, elle a quinze ans à peine,
Et déjà quatre fois
Elle a connu l'Amour & souscrit à mes loix.
Amis, suivez Cloris & la main qui l'entraîne,
Elle est heureuse tous les jours ;
Et lorsque sa jeunesse aura fui pour toujours,
Tranchez ma tête alors, faites vœu de mon reste ;
Un vieillard en amour doit être plus modeste.

(Par M. F. Fournier.)

Digitized by Google

LOGOGRIPHE.

DANS Paris plus qu'ailleurs j'exerce mon empire ;
Tel qui vit dans mon sein se prépare au martire...
Lecteur, tu peux ici me chercher sans péril ;
Onze pieds font mon tout : sans un plus long babil,
J'offre ce que cache une fille ;
De plus, un fleuve de Castille :
En me décomposant, tu trouveras en moi
Un objet que chérit Louis notre bon Roi ;
Un animal rongeur ; le nom d'un grand Prophete ;
Ce qui pendant l'hiver tombe sur notre tête ;
La monture qu'avait jadis notre Sauveur ;
La chose qui souvent fait pâlir le buveur ;
Le premier aliment dont l'homme fait usage ;
Ce que tout bon Français préfere à l'esclavage ;
Un instrument qui sert à prendre le poisson ;
Ce qu'on voit dans les champs au temps de la moisson ;
Un espace de temps ; un endroit où Glycere
Nous montre en folâtrant l'heureux talent de plaire ;
Un des quatre élémens ; un habitant des Cieux ;
Un fleuve que l'Egypte a mis au rang des Dieux ;
Enfin, cher Citoyen, tranchant mon verbiage,
La loge où chaque nuit vont le Sot & le Sage.

(*Par M. J. B. Calvet, de Rignac, Département d'Aveiron.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

OBSERVATIONS faites dans les Pyrénées, pour servir de suite à des Observations sur les Alpes, insérées dans une Traduction des Lettres de W. Coxe, sur la Suisse. A Paris, chez Belin, *Libraire, rue St-Jacques, près Saint-Yves. Deux Parties in-8°. avec Cartes. Prix, 5 liv.*

ON se rappelle le succès mérité des Lettres de M. William Coxe sur la Suisse, & le succès non moins grand des Observations faites dans le même pays par le Traducteur; M. Ramond. Elles jetèrent un nouvel intérêt sur un Ouvrage déjà si intéressant par lui-même. Les Remarques ne furent pas moins recherchées que le texte; elles ne lui furent inférieures en rien, & parurent supérieures en beaucoup de choses. Il faut tout dire; M. Coxe, quoique très-riche, semble quelquefois l'être un peu moins auprès de son opulent associé. M. P..... peint à grands traits la Nature que M. C..... se contente de décrire ou de dessiner. L'un se borne à vous communiquer ses pensées, & l'autre vous

Digitized by Google

prodigue, avec ſes penſées, l'abondance des ſentimens qui les embelliſſent. L'un eſt un compagnon aimable; mais l'autre devient un ami dont on a peine à ſe ſéparer. A ce mérite de plaire & d'intéreſſer toutes les claſſes de Lecteurs, mérite ſi rare & ſi décrié par les Savans qui en ſont dépourvus, M. R..... aſſociait des connaiſſances qui ont droit à leur eſtime & à leurs ſuffrages. Il préſentait des vûes neuves ſur les montagnes & ſur les glaciers; & l'on a plus d'une fois entendu dire à M. de Buffon, que la maniere dont M. R... avait préſenté certains phénomenes des glaciers des Alpes, avait apporté du changement dans la maniere dont il les conſidérait auparavant.

L'Ouvrage que nous annonçons peut être conſidéré comme la ſuite du premier, & le développement des idées qui avaient ſi vivement frappé M. de Buffon. Le ſyſtême de l'Auteur ſe montre ici dans toute ſon étendue, comme ſon talent s'y montre dans ſa plénitude, & enrichi des connaiſſances en tout genre, acquiſes pendant pluſieurs années, depuis la publication de ſon premier Ouvrage. C'eſt avec cet accroiſſement de connaiſſances en Phyſique & en Hiſtoire Naturelle, qu'il a voyagé dans la partie centrale & ſupérieure des Pyrénées. M. R..... eſt le ſeul juſqu'à préſent qui ait eu occaſion de les comparer avec

Digitized by Google

les Alpes. » J'y ai voyagé, dit-il, comme dans celle-là, à pied, seul, & me livrant sans réserve à leurs Habitans. Ainsi, me trouvant dans une condition pareille, j'ai pu comparer ces Monts entre eux sous les mêmes rapports & avec cette conformité de vûes qui résulte de la similitude des situations «.

» Dans ce voyage, je crois avoir vu des objets qui n'avaient point été vûs, ou n'avaient point été décrits. J'ai rectifié quelques-unes de mes idées, j'en ai généralisé d'autres, & j'ai trouvé, dans la comparaison, des avantages & des plaisirs que je voudrais faire partager. Cette esquisse de la partie centrale des Alpes, rendra mon premier Ouvrage moins imparfait, de tout ce dont mes propres idées sont moins imparfaites «.

L'Auteur a soumis son Ouvrage au jugement de l'Académie des Sciences, qui ne s'est pas bornée à une simple approbation. MM. de Dietrich & d'Arcet, Savans distingués par leurs connaissances en Physique, Chimie, Minéralogie, ont inséré dans leur rapport un extrait dont il suffira de citer ici quelques passages.

» Cet Ouvrage est fait par un Observateur accoutumé à peindre les grands objets de la Nature, auquel aucune Science n'est étrangere, qui avait bien étudié les Alpes, & qu'aucun péril n'a arrêté. La chaleur

Digitized by Google

& la vérité de ſes deſcriptions, & la variété de ſes obſervations, inſpirent aux Lecteurs de toutes les claſſes un intérêt qu'ils trouveront rarement dans les Ouvrages qui traitent de pareils objets. Il les amene par degrés, & ſans le leur faire preſſentir, aux diſcuſſions les plus ſérieuſes & les plus importantes; & des obſervations, qui d'abord ne paraiſſent que locales & purement géographiques, le conduiſent à des réſultats qui lui appartiennent tout entiers «.

MM. de Dietrich & d'Arcet indiquent ici pluſieurs de ces réſultats ſur la diſpoſition des végétaux, au penchant des montagnes, diſpoſition relative à la température de leurs différentes zones; ſur la hauteur des différens Monts, comparés entre eux & avec ceux des Alpes; ſur la formation des baſſins au point de réunion des torrens; ſur le caractere diſtinct de la roche qui forme chacun de ces ſommets; ſur la différence de l'eſcarpement de ces montagnes au Midi & au Nord; ſur leur inflexion plus rapide & plus bruſque du côté de l'Eſpagne que du côté de la France, &c.

» M. R....., pourſuivent-ils, fixe l'état des glaces des Pyrénées. A peine croyait-on, avant lui, qu'il exiſtât des glaciers dans ces montagnes; les conſidérations qu'il préſente ſur l'étendue de ces glaciers, comparées à celle des glaciers des Alpes,

Digitized by Google

forment une des parties les plus intéreſſantes de l'Ouvrage : elles nous ont paru abſolument neuves «.

Tel eſt le témoignage rendu par MM. de Dietrich & d'Arcet à l'Ouvrage de M. R....., & que l'Académie a confirmé en le faiſant imprimer ſous ſon privilége. Les Examinateurs nommés par elle ont cru devoir n'inſiſter que ſur les objets dont elle était plus immédiatement Juge, mais en faiſant entendre que cet Ouvrage a droit d'intéreſſer les Lecteurs de toutes les claſſes; ſon jugement peut être regardé comme une prédiction.

La richeſſe, la variété des deſcriptions de tout genre ſuffirait preſque pour le recommander au grand nombre de ceux qui, dans leur lecture, ne cherchent que l'amuſement. La peinture des délicieuſes vallées de Campan, de Bagnieres, celle des environs de Tarbes, de Pau, des ſites ſauvages ou terribles, quelquefois auprès d'un payſage enchanteur; Gavarnie, ſa caſcade, ſon pont de neige, ſes vallées & ſes précipices; le Marboré & ſes glaciers; tant de phénomenes intéreſſans que les montagnes offrent à chaque pas; quelle riche moiſſon pour un homme obſervateur, Poëte & Peintre, également doué d'imagination & de ſenſibilité, & chez qui toutes les deux ſe réveillent l'une par l'autre! Un ſeul morceau, parmi tant d'autres que nous

Digitized by Google

pourrions choisir, suffit pour donner l'idée du talent de M. Ramond : c'est la peinture des sensations qu'éprouve l'Auteur au retour d'une course à Gavarnie, au coucher du soleil.

» A chaque pas je sentais changer la température. Du haut du rocher à Gavarnie, j'avais passé de l'hiver au printemps. De Gavarnie à Gedre, je passai du printemps à l'été. Ici, j'éprouvais une chaleur douce & calme. Les foins nouvellement fauchés, exhalaient leur odeur champêtre. Les plantes répandaient ce parfum que les rayons du soleil avaient développé, & que sa présence ne dissipait plus. Les tilleuls, tout en fleurs, embaumaient l'atmosphere. La nuit tombait, & les étoiles perçaient successivement & par ordre de grandeur, le ciel obscurci. Je quittai le torrent & le fracas de ses flots, pour aller respirer encore l'air de la vallée & son parfum délicieux. Je remontais lentement le chemin que j'avais descendu, & je cherchais à me rendre compte de la part qu'avait mon ame dans la sensation douce & voluptueuse que j'éprouvais. Il y a je ne sais quoi dans les parfums qui réveille puissamment le souvenir du passé. Rien ne rappelle à ce point des lieux chéris, des situations regrettées, de ces minutes dont le passage laisse d'aussi profondes traces dans le cœur, qu'elles en laissent peu dans la mémoire. L'odeur d'une

Digitized by Google

violette rend à l'ame la jouissance de plusieurs printemps. Je ne sais de quels instans plus doux de ma vie le tilleul en fleur fut témoin ; mais je sentais vivement qu'il ébranlait des fibres depuis long-temps tranquilles ; qu'il excitait d'un profond sommeil des réminiscences liées à de beaux jours. Je trouvais entre mon cœur & ma pensée un voile qu'il m'aurait été doux, peut-être..... triste, peut-être..... de soulever. Je me plaisais dans cette rêverie vague & voisine de la tristesse qu'excitent les images du passé ; j'étendais sur la Nature l'illusion qu'elle avait fait naître, en lui alliant, par un mouvement involontaire, le temps & les faits dont elle suscitait la mémoire : je cessais d'être isolé dans ces sauvages lieux : une secrette & indéfinissable intelligence s'établissait entre eux & moi ; & seul sur les bords du torrent de Gedro ; seul, mais sous ce ciel qui voit s'écouler tous les âges & qui enserre tous les climats, je me livrais avec attendrissement à cette sécurité si douce, à ce profond sentiment de co-existence qu'inspirent les champs de la Patrie..... Invisible main qui répands quelques doux momens dans la vie, comme des fleurs dans un désert, soit bénite pour ces heures passageres, où l'esprit inquiet se repose, où le cœur s'entend avec la Nature, & jouit ; car jouir est à nous, êtres frêles & sensibles que nous sommes, &

Digitized by Google

connaître est à celui qui, en livrant la Terre à nos partages, & l'Univers à nos disputes, étendit entre la création & nous, entre nous & nous-mêmes, la sainte obscurité qui le couvre «.

Il nous semble que ces deux pages, écrites dans les Pyrénées, pouvaient être datées du Valais, & qu'elles ne dépareraient pas une Lettre de Saint-Preux à Julie. On voit que l'Académie avait raison de dire que l'Ouvrage de M. R..... inspirerait aux Lecteurs de toutes les classes un intérêt qu'ils trouveraient rarement dans les Ecrits de ce genre. On retrouve en vingt endroits de celui-ci la délicate & profonde sensibilité qui respire dans ce morceau ; mais il serait trop long de les indiquer, & celui qu'on vient de lire suffit pour donner l'idée du coloris qui anime les tableaux qu'il trace de la vie champêtre, des mœurs pastorales, &c. Celui qui représente une famille de Bergers Espagnols, passant du sol de leur Patrie & du revers de la montagne sur la partie française des Pyrénées, est digne du pinceau de Teniers. On peut appliquer à ce tableau ce que M. R..... dit de la Nature, qui, tous les ans, reproduit cette scène patriarcale : *Qu'il réunit la vénérable empreinte de l'antiquité aux charmes d'une immortelle jeunesse.*

Une autre source non moins féconde de l'intérêt que M. R..... a su répandre sur

Digitized by Google

ſon Ouvrage, c'eſt la variété de ſes connaiſſances en différentes parties de l'économie ſociale, autre étude qui ſemble avoir partagé ſa vie avec celle des Sciences naturelles; c'eſt ce dont les *Lettres ſur la Suiſſe* offraient déjà la preuve. Les Pyrénées ne pouvaient lui fournir des occaſions auſſi fréquentes de montrer & de communiquer cet autre genre d'inſtruction; cependant il ne ſe trouve guere moins dans ce dernier Ecrit, & il s'y trouve orné du charme de cette ſenſibilité, auſſi prompte à ſe réveiller chez M. R....., par le déſir du bonheur des hommes, que par la contemplation des beautés de la Nature. C'eſt dans l'Ouvrage même qu'il faut lire ce que dit l'Auteur ſur les réſultats de l'oppoſition entre les limites naturelles & les limites politiques de la France & de l'Eſpagne, en certaines parties des Pyrénées; les diverſes comparaiſons répandues dans l'Ouvrage, entre le ſort, les mœurs, les habitudes des Bergers des Pyrénées & celles des Habitans des Alpes; enfin le morceau ſur les influences politiques & morales des prohibitions, à l'occaſion de la mort d'un jeune homme tué ſur ces montagnes dans une querelle de contrebandiers.

Des deux Parties qui compoſent cet Ouvrage, l'une eſt principalement conſacrée à des conſidérations locales, géographiques, particulieres aux Pyrénées, ou communes

Digitized by Google

aux Pyrénées & aux Alpes. Dans la IIe., l'Auteur se livre à des idées plus générales. C'est ici qu'il développe tout son système sur les montagnes, sur la part qu'elles prennent ensemble au dessin de notre continent; enfin ses idées sur les montagnes primitives. Il examine les deux principaux systèmes, l'inondation du Globe & son incandescence, le système de M. de Saussure & celui de M. de Buffon.

Mais le Chapitre le plus brillant du Livre, celui qui montre le mieux l'étendue des connaissances de M. R....., c'est celui qui termine l'Ouvrage, & dans lequel, considérant les Pyrénées relativement aux mines, il passe en revue les différens Peuples qui en ont recueilli les produits; il examine l'influence que ces différens Peuples, Phéniciens, Romains, Carthaginois, & depuis les Barbares du Nord, eurent sur les mœurs des Espagnols & des indigenes Habitans des Pyrénées. Il semble s'être attaché à découvrir, parmi tous ces mélanges, le Peuple primitif, comme il s'était attaché dans les montagnes à démêler la roche primitive, le pur granit parmi les rocs secondaires. Ce Peuple primitif & dont la race est restée pure & sans mélange, c'est le Peuple des Vaccées, c'est-à-dire, les Biscayens & les Basques. C'est ce qui paraît attesté par l'élégance & la vivacité de l'Ibere & du Gaulois, conser-

Digitized by Google

vées dans ces montagnes, & modifiées dans le reste des Pyrénées par la gravité du Romain & la grossiéreté du Barbare : dégradation qui se remarque, depuis le centre de ces Monts jusqu'à la Méditerranée, dans des vallées habitées de tout temps par les étrangers, & que l'on peut regarder comme le grand chemin des Peuples, tant barbares que civilisés, qui se disputaient l'Espagne & les Gaules.

Telle est la cause que M. Ramond indique de la dissemblance des Peuples qui habitent actuellement les Pyrénées, de l'appesantissement des uns & de la vivacité des autres ; il pense que les races sont dans l'histoire de l'homme une donnée primitive ; & il s'est confirmé dans cette idée en voyant que depuis quinze siecles le même climat n'a point rapproché des races différentes, que des climats divers n'ont point séparé des races pareilles. Même résultat dans l'Inde, où les principes, soit religieux, soit civils, préviennent le mélange des Castes..... L'Arabe, le Copte, le Grec, le Musulman en sont de nouvelles preuves ; & plus que tout le reste, la Nation Juive, conservant dans tout l'Univers sa physionomie Asiatique, & parlant la plupart des Langues avec les inflexions de l'Arabe. Ainsi, de nos jours, des observations plus exactes ont ôté aux climats l'influence exagérée qu'on leur accordait au physique

Digitized by Google

comme au moral ; & loin de lui accorder une influence capable de déterminer la nature du Gouvernement, on lui refuse l'influence illimitée qu'on lui attribuait sur les races & sur les hommes.

(C.....)

ESSAI sur la Réforme des Loix Civiles, par M. Victor Chantereyne, *Avocat. A Paris, chez Belin, Libraire, rue Saint-Jacques ; & chez Méquignon jeune, Libr. au Palais ; à Caen, chez Poisson, Imp. Libraire.*

UN Ouvrage sur la réforme des Loix civiles, est un Ouvrage sur la nouvelle du jour, grace à la Révolution. L'Assemblée Nationale s'occupera bientôt de l'important sujet du Livre de M. Chantereyne, & son Comité de Constitution ne verra pas sans doute avec indifférence les idées de l'Auteur. Il est loin de vouloir proposer un projet de Code complet : il se borne à quelques vûes sur les parties les plus importantes du Droit Civil. La nouvelle & admirable division de l'Empire réclame l'unité des Loix. Le Droit Coutumier de la

Digitized by Google

France, né du Régime féodal, ſera néceſſairement réformé, & le Droit Romain, qui ſe partageait avec les différentes Coutumes le territoire du Royaume, ne convenant point à notre Gouvernement, ne nous ſoumettra plus à l'énorme compilation de ſes Ordonnances. Un Ecrivain Philoſophe, aujourd'hui l'un de nos plus dignes Légiſlateurs, publia dans ce Journal, il y a trois ou quatre ans, un examen critique des Loix Romaines. Un Docteur en Droit l'attaqua à la maniere des Docteurs, & le Garde des Sceaux d'alors fut très-irrité de l'audace de l'Ecrivain Philoſophe, qui ne penſait pas comme le Docteur en Droit. Les temps ſont bien changés!

M. Chantereyne n'abuſe point de la liberté de publier ſes opinions. Il paraît ſentir une vérité qu'il eſt utile de dire; c'eſt que ſous le Deſpotiſme, une certaine audace dans les écrits faiſait préſumer des lumieres, & qu'aujourd'hui leur plus ſûr indice eſt ce que Tacite appelle *ex ſapientiâ modus*, dans la meſure la ſageſſe : nouveau bienfait de l'harmonie d'un bon Gouvernement, qui rend à tous les objets leurs proportions naturelles.

Dans ſes vûes de réforme, M. Chantereyne appelle une protection plus particuliere des Loix ſur les femmes; & la Coutume de Normandie ſur-tout, dans ſa tyrannique

Digitized by Google

rigueur envers elles, excite avec raison la réclamation de l'Auteur, qui est présentée avec tout l'intérêt dont une pareille cause était susceptible. Le privilége de masculinité dans le partage des biens, est aussi injuste que le droit d'aînesse. Il est évidemment une des branches du Système féodal.

Il ne peut subsister dans une Constitution libre : aussi est-il enfin aboli. A l'appui de sa discussion sur cet objet, M. Chantereyne cite des considérations politiques tirées d'un Ouvrage de M. de St-Pierre; & on voit avec plaisir cet accord d'un Jurisconsulte éclairé & d'un Philosophe sensible.

Cet Ouvrage annonce un bon esprit. L'Auteur ne décide rien au hasard : il discute avec netteté, intérêt & méthode. Les réformes qu'il propose ont été déjà adoptées en partie, & c'est un bon présage pour le reste.

Digitized by Google

MÉMOIRE sur la Force expansive de la Vapeur de l'Eau, lu à l'Académie des Sciences, par M. de Bettancourt. *A Paris, chez Laurent, rue de la Harpe, N°.* 18.

L'INVENTION de la machine à feu est, sans contredit, une de celles qui font le plus d'honneur à l'esprit humain, & l'essor que le nouvel ordre de choses doit faire prendre à l'Agriculture & au Commerce, en multipliera infailliblement l'usage dans tout l'Empire Français. Le Mémoire que nous annonçons contient des recherches & des expériences aussi neuves qu'importantes sur la vapeur de l'eau, qui sert de moteur à ces machines. L'Auteur s'est proposé d'évaluer à toutes les températures, depuis la glace jusqu'à cent dix degrés du Thermometre de Réaumur, la force expansive de l'eau vaporisée. Il a rempli son objet au moyen d'un appareil simple & ingénieux, & n'a épargné ni peines ni dépenses pour donner à ses résultats toute la certitude dont ils sont susceptibles.

Il a cherché la loi qui liait ses diverses

Digitized by Google

rigueur envers elles, excite avec raiſon la réclamation de l'Auteur, qui eſt préſentée avec tout l'intérêt dont une pareille cauſe était ſuſceptible. Le privilége de maſculinité dans le partage des biens, eſt auſſi injuſte que le droit d'aîneſſe. Il eſt évidemment une des branches du Syſtême féodal.

Il ne peut ſubſiſter dans une Conſtitution libre : auſſi eſt-il enfin aboli. A l'appui de ſa diſcuſſion ſur cet objet, M. Chantereyne cite des conſidérations politiques tirées d'un Ouvrage de M. de St-Pierre; & on voit avec plaiſir cet accord d'un Juriſconſulte éclairé & d'un Philoſophe ſenſible.

Cet Ouvrage annonce un bon eſprit. L'Auteur ne décide rien au haſard : il diſcute avec netteté, intérêt & méthode. Les réformes qu'il propoſe ont été déjà adoptées en partie, & c'eſt un bon préſage pour le reſte.

Digitized by Google

MÉMOIRE sur la Force expansive de la Vapeur de l'Eau, lu à l'Académie des Sciences, par M. de Bettancourt. *A Paris, chez Laurent, rue de la Harpe, N°.* 18.

L'INVENTION de la machine à feu est, sans contredit, une de celles qui font le plus d'honneur à l'esprit humain, & l'essor que le nouvel ordre de choses doit faire prendre à l'Agriculture & au Commerce, en multipliera infailliblement l'usage dans tout l'Empire Français. Le Mémoire que nous annonçons contient des recherches & des expériences aussi neuves qu'importantes sur la vapeur de l'eau, qui sert de moteur à ces machines. L'Auteur s'est proposé d'évaluer à toutes les températures, depuis la glace jusqu'à cent dix degrés du Thermometre de Réaumur, la force expansive de l'eau vaporisée. Il a rempli son objet au moyen d'un appareil simple & ingénieux, & n'a épargné ni peines ni dépenses pour donner à ses résultats toute la certitude dont ils sont susceptibles.

Il a cherché la loi qui liait ses diverses

Digitized by Google

obſervations entre elles, & s'eſt ſervi pour cela d'une méthode imaginée par M. de Prony, Ingénieur des Ponts & Chauſſées, pour déduire des expériences la loi des phénomenes. Cette méthode lui a parfaitement réuſſi, & offre un exemple rare & intéreſſant de l'accord du calcul avec l'obſervation.

M. de Betancourt a ajouté aux expériences ſur la vapeur de l'eau celles ſur la force expanſive de la vapeur de l'eſprit-de-vin; il a appliqué ſes obſervations à différens objets importans, tant pour l'uſage des machines à feu, que pour la Phyſique particuliere, & a terminé ſon travail par des Tables très-détaillées qui en contiennent les réſultats, tant éprouvés que calculés.

Le Rapport de l'Académie des Sciences, imprimé à la tête de l'Ouvrage de M. de Betancourt, eſt une confirmation flatteuſe de tout le bien qu'on en a dit dans cet extrait.

SPECTACLES.

Digitized by Google

SPECTACLES.

AU milieu du grand succès que continue d'avoir la *Liberté conquise* (1), le Théatre de la Nation vient de donner successivement deux petites Comédies ; l'une, intitulée *le Mari Directeur*, est de M. de Flins, à qui l'on doit déjà le *Réveil d'Epiménide*. Il y a de l'esprit & de la gaîté dans ce dernier Ouvrage ; mais on est fâché que l'Auteur ait choisi un Officier Municipal pour en faire un personnage ridicule. Le sujet est celui du Conte de La Fontaine, intitulé *le Mari Directeur*. Le Maire d'un Village vient faire l'inventaire d'une Communauté de Religieuses. Comme il est dans le Couvent, un Bernardin des environs, homme fort considéré, quitte son habit & le lui renvoie. Le Maire conçoit la fantaisie de s'en affubler. Sous cet habit, sa femme, qui le prend pour le Bernardin, lui fait confidence qu'elle a aimé trois personnes ; un Militaire, un Officier Municipal, ... Un

(1) Cette Pièce ne doit pas être imprimée de si-tôt. Les Troupes des divers Départemens qui voudraient la jouer, pourront s'en procurer le Manuscrit, en s'adressant au Bureau Dramatique, rue Neuve-des-Petits-Champs, N°. 127, à Paris.

Digitized by Google

mouvement qui échappe au patient le décele ; la femme, d'abord effrayée, se remet promptement, & continue.... Le troisieme est un Moine. Son époux éclate ; elle ne se déconcerte point, & lui fait voir adroitement qu'il a lui-même ces trois caracteres, & qu'elle ne parlait que de lui.

Des détails agréables ont soutenu cette bagatelle.

L'autre Piece est intitulée *M. de Crac dans son petit Castel*, ou *les Gascons*. Ce M. de Crac est le plus grand hableur de la Gascogne. Son fils, qu'il n'a pas vu depuis son enfance, arrive *au pays* sans être connu, & s'amuse à renchérir sur tous les mensonges de son pere. Il s'amuse aussi à tourmenter l'Amant de sa sœur, de laquelle il feint d'être amoureux. La maniere dont il se fait connaître amene un dénouement aussi gai que le reste. Dans un cadre aussi borné, cette Piece rappelle la maniere charmante de l'Auteur, M. Collin d'Harleville. L'acte avait paru un peu long à la premiere représentation : on y a fait à la seconde des coupures très-heureuses. La Piece est fort bien jouée. M. Dugazon sur-tout, a saisi l'accent de la Garonne avec la plus grande perfection.

Nous attendrons pour parler de *Rienzy*, Tragédie nouvelle, qu'une seconde représentation ait mieux assuré son sort.

Digitized by Google

Sur le Théatre de l'Opéra, on a donné *Cora*, sujet tiré des Incas de M. Marmontel. Le Poëme a paru froid, dépourvu de situations piquantes, & par conséquent d'intérêt. Sa faibleſſe a un peu influé ſur la muſique, dans laquelle on a pourtant admiré de grandes beautés, mais qui n'ajoute pas à l'idée que l'Auteur, M. Méhul, a donnée de ſon talent dans Euphroſine.

On vient de mettre auſſi ſur ce même Théatre *Coriſandre*, dont le Poëme, le plus gai qu'on ait fait en France, a fourni l'idée. Coriſandre eſt une belle Idiote dont le regard a le pouvoir de faire perdre la tête.

L'Amour voulut que tout Roi, Chevalier,
Homme d'Egliſe, & jeune Bachelier,
Dès qu'il verrait la belle imbécille,
Perdît le ſens à ſe faire lier;
Mais les Valets, *le Peuple*, *eſpece vile*,
Etaient exempts de cette bizarre loi.
Il fallait être ou Noble, ou Prêtre, ou Roi,
Pour être fou.

Pluſieurs Chevaliers Français & Anglais ſubiſſent le charme; mais *Lourdis*, Ecuyer de l'un d'eux, loin de devenir fou en la

Digitized by Google

voyant, perd la groſſiéreté de ſon caractere, & devient aſſez aimable pour lui faire perdre ſon inſenſibilité. L'enchanteur amoureux qui la tenait captive eſt puni de ſa déloyauté.

La folie des Chevaliers a beaucoup fait rire & a fixé le ſuccès de cet Opéra. La muſique, qui eſt de M. Langlé, contient beaucoup de morceaux très-agréables. Madame Ponteuil a été fort applaudie dans un air de bravoure qu'elle a très-bien chanté, ainſi que dans un duo où M. Lays a partagé avec elle les applaudiſſemens. On a diſtingué auſſi un air cantabile chanté par le même M. Lays, avec beaucoup d'expreſſion & de pureté. Les ballets ſont dignes du reſte de l'Ouvrage.

Le Théatre Italien n'a offert qu'une nouveauté dont le ſuccès n'a pas été très-heureuſe. C'eſt *Bayard dans Breſſe*; c'eſt-à-dire, la continence de Bayard. On a reproché à l'Auteur d'avoir délayé ſon action & affaibli, pour ne pas dire plus, le caractére de ſon Héros.

Au Théatre de MONSIEUR, on a donné *la Toilette de Julie*, petite Piece de l'Auteur d'Alceſte à la campagne, qui n'a de mérite que dans le ſtyle & la verſification.

Digitized by Google

Une autre Comédie intitulée *Amélie ou le Couvent*, par M. Pujoulx, l'un des Administrateurs de ce Théatre. On y apperçoit le talent dont il a donné déjà des preuves au Théatre Italien ; cependant le sujet a paru un peu commun, & on a cru que l'Auteur en pouvait tirer plus de parti.

En Opéras Italiens, on a vu avec grand plaisir sur ce Théatre, *Il Burbero di Buon Cuore*, le Bourru bienfaisant, de M. Goldoni, traduit en Italien. Cette Piece a fait plaisir, & son succès est dû en grande partie au mérite du Poëme. Il y a cependant de fort jolies choses dans la musique ; mais elle a paru un peu faible à ceux qui sont accoutumés à la vigueur des Sarti, des Païsiello, des Cimarosa. Elle est de M. Vincenzo Martin, dont on doit entendre un jour au même Théatre *Una Cosa Rara* & *l'Albore di Diana*, Ouvrages bien plus remarquables par leur originalité. Cette Piece est parfaitement exécutée. M. Mandini est supérieur à lui-même dans le rôle du Bourru, & M. Rafanelli est, à son ordinaire, d'une vérité parfaite dans le rôle du vieux Serviteur.

Ce Théatre continue d'attirer l'affluence des Spectateurs, qui deviennent de jour en jour plus sensibles au grand mérite d'une musique excellente & supérieurement exécutée.

Digitized by Google

NOTICES.

On mettra en vente, Lundi prochain 21 Mars, la 43e. Livraison de l'*Encyclopédie*, à l'Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N°. 18.

Cette Livraison est composée du Tome II, 1re. Partie, de l'Agriculture ; du Tome I, 1re. Partie, de la Musique ; du Tome II, 1re. Partie, des Beaux-Arts ; & du Tome VIII, 1re. Partie, des Arts & Métiers mécaniques.

Le prix de ces deux Volumes ou de ces quatre demi-Volumes, est de 22 liv. en feuilles, & de 24 liv. bl.

Le port est au compte des Souscripteurs.

Le Tome III, *Voyage aux Sources du Nil*, par M. James Bruce, in-4°. avec Fig. br. 15 liv. 10 s.

Les Tomes V & VI de l'édition in-8°. 20 liv.

Observations pour les Députés Extraordinaires du Commerce & des Manufactures de France, & sur les dangers de l'établissement d'un Tribunal de Cassation dans les Colonies. A Paris, chez Régent & Bernard, Libr. quai des Augustins.

Un extrait des Délibérations du Comité des Députés Extraordinaires, qu'on trouve à la tête de ce Mémoire, le recommande assez en nommant le célebre Avocat qui en est l'Auteur, M. de Seze.

Digitized by Google

On voit que son talent si distingué dans la carriere du Barreau, n'est pas moins au niveau de la hauteur des discussions politiques. Il est difficile de prouver avec plus de logique & d'intérêt combien il importe à la Métropole & à la Colonie, qu'on les unisse par ce lien judiciaire.

Annales de la Religion & du Sentiment; Journal pour lequel on s'abonne, rue des Mathurins, N°. 8.

Ce titre promet une Feuille intéressante, puisqu'il annonce la Religion considérée sous son rapport le plus touchant. A en juger par les Numéros déjà publiés, les talens des Rédacteurs sont dignes de remplir un pareil plan : ils sont deux, & leur nom, s'ils avaient cru convenable de le mettre à la tête de leur Journal, en serait sans doute l'éloge le moins équivoque.

Grammaire nouvelle Espagnole & Française, de Sobrino; in-12. A Paris, chez Régent & Bernard, Libr. quai des Augustins.

On trouve chez eux le *Dictionnaire* du même Auteur, & les Livres de Mathématiques, d'Agriculture, comme ceux qui tiennent aux Sciences & aux Arts.

Cette Grammaire jouit depuis long-temps d'une estime méritée.

Le Public connaît les soins que se donnent MM. les freres Barbou, rue des Mathurins, pour

Digitized by Google

ne lui laiſſer rien déſirer à l'exactitude & à la pureté des Editions qui ſe font ſous leurs yeux. Celles qu'ils ont publiées tout récemment ſont :

Leçons d'Agriculture, 1 Vol. broché, 1 l. 4 ſ.

Hiſtoire des Regnes de Nerva & Trajan, 1 Vol. relié, 2 liv. 10 ſ.

Virgile, latin, 2 Vol. in-12, reliés en veau, dorés ſur tranche, 12 liv.

Imitation latine, par feu M. Beauzée ; 1 Vol. in-12, Fig. rel. en veau, doré, 6 liv.

On trouve chez les mêmes une petite Edition du même Ouvrage, de format in-32 ; relié en maroquin, 2 liv. 10 ſ.

En veau, doré ſur tranche, 1 liv. 16 ſ.

Et la Traduction du même Ouvrage, par le même Auteur ; in-12, Fig. relié en veau, doré, 6 liv.

Grandor, ou le Héros Abyſſin, Hiſtoire héroï-politique ; 2 Vol. in-12. Prix, 6 liv. br. A Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

Le commencement de cette Hiſtoire paraît être une allégorie. C'eſt ſous ce voile au moins qu'on y préſente la France & l'Angleterre. Eh ! pourquoi emprunter l'allégorie ſous le regne de la Liberté ? L'allégorie & l'apologue ſont le langage des Eſclaves, qui n'ont pas d'autres moyens de faire entrevoir la vérité au Deſpotiſme. L'intrigue de ce Roman n'a cependant rien de commun avec les circonſtances préſentes. C'eſt une aſſez grande complication d'événemens qui prouve au moins de l'imagination, & qui peut amuſer ceux dont l'eſprit n'a pas ſuivi la marche des affaires politiques.

Digitized by Google

Conſidérations ſur les Arts du Deſſin en France, ſuivies d'un Plan d'Académie ou d'Ecole publique, & d'un Syſtême d'encouragemens ; par M. Quatremere de Quincy. Brochure in-8°. de 168 pages. A Paris, chez Deſenne, Libr. au Palais-Royal.

» La France a-t-elle beſoin d'entretenir à ſes » frais une Académie ou Ecole publique des Arts » du Deſſin ; & quel ſerait le mode le plus avan- » tageux à adopter dans une ſemblable Inſtitu- » tion « ? Telle eſt la queſtion que ſe propoſe l'Auteur, & perſonne aſſurément n'eſt plus en état de la réſoudre. A voir la maniere dont M. Quatremere parle des Arts, on le croirait lui-même au nombre des Artiſtes, ſi l'on ne s'appercevait bientôt qu'à toutes les connaiſſances qui leur ſont néceſſaires, il en joint de bien plus étendues qui leur manquent, & que ſur-tout il a ſu ſe défendre des préjugés ſans nombre qui accompagnent ordinairement la pratique des Arts. On reconnaîtra dans cette Brochure une impartialité rare, mais telle pourtant qu'on devait l'attendre d'un homme connu par un patriotiſme ſage, éclairé, ſans exagération ; par un amour auſſi ſincere que bien entendu de la liberté. Le ſtyle a toute l'élégance & la chaleur qui diſtinguent les Productions de M. Quatremere.

Les Droits & Devoirs d'un Peuple libre, ou le Triomphe de la Liberté Françaiſe. Brochure de 100 pages. A Paris, chez Dupain, Lib. au Palais-Royal, N°. 145.

S'il était bon d'apprendre au Peuple ſes droits, il n'eſt pas moins important de lui montrer ſes devoirs. On déſirerait que l'Auteur de cette Brochure l'eût fait avec plus de clarté.

Digitized by Google

MUSIQUE.

1er. & 2e. Recueils des *Délaſſemens de Polymnie*, ou les Petits Concerts de Paris, contenant des Airs nouveaux de tous genres, par les premiers Compoſiteurs Français & Etrangers, avec accompagnem. de Clavecin, & d'un Violon ou Flûte. Prix pour 12 Recueils, 18 liv. port franc; ſéparément, 2 liv. 8 ſ. L'année 1791 contiendra des Pieces nouvelles pour le Clavecin ſeul.

1er. & 2e. Cahiers du *Journal de Guitare*, ou Choix d'Airs nouveaux de tous les caracteres, avec Préludes, Accompagnemens, Airs variés, &c. pincé & doigté, marqués pour l'inſtruction; par M. Porro. Prix pour 12 Cahiers, 18 liv. port franc; ſéparément, 2 liv.

Collection de petites Sonates pour le Clavecin pour les jeunes Eleves, par MM. Kozeluch & Benda. Prix, 4 liv. 4 ſ. franc de port.

Six Rondeaux pour le Clavecin, avec un Violon à volonté, par Ignace Pleyel. Prix, 4 liv. 16 ſ. franc de port.

2e. Livre. *Trois grands Duos concertans* pour Flûte & Violon, par Ignace Pleyel. Prix, 7 liv. 4 ſ. port franc.

8e. Année. Numéros 1 & 2 du *Journal de Violon*, par une Société de Profeſſeurs choiſis; il ſera compoſé de Sonates, Duo, Airs arrangés & variés, de Préludes, & Points d'orgues pour l'étude, d'Ouvertures, &c. L'Abonnement eſt de 18 liv. port franc; chaque Cahier ſéparément, 2 liv. 8 ſ.

Digitized by Google

12 *Petites Pieces* pour le Clavecin, avec Violon à volonté ; par Ig. Pleyel. Prix, 4 liv. 4 ſ. port franc.

Ces objets ſe trouvent à Paris, chez M. Porro, Profeſſeur & Editeur de Muſique, rue Tiquetonne, N°. 10.

GRAVURES.

Les Apprêts du Ballet, Eſtampe de 11 pouces de haut ſur 14 de large, faiſant milieu à l'*Accident imprévu* & à la *Sentinelle en défaut* ; d'après les Tableaux à la Gouache, peints par Lavrince, & gravés par M. Treſca. Prix, 6 liv. Se trouve à Paris, chez l'Auteur, rue de la Barillerie, maiſon du Coffretier.

Cette Eſtampe, qui a la gaîté des ſujets traités par M. Lavrince, eſt d'un effet agréable.

Henri IV ramené au Louvre après le coup funeſte qu'il reçut à la rue de la Féronnerie, le 10 Mai 1610, préſenté à l'Aſſemblée Nationale, le 17 Février 1791, inventé & gravé, en 1790, par N. Ranſonnette, Graveur ordinaire de Monſieur. Se vend à Paris, chez l'Auteur, rue Perdue, N°. 64, & chez Volland, Libr. quai des Auguſtins, N°. 25.

Cette Eſtampe, de 18 pouces ſur 23, ſe vend 6 liv. L'action qu'elle contient eſt faite pour intéreſſer tous les Français.

Digitized by Google

AVIS.

MM. Smith & Boury, Ingénieurs-Mécaniciens, préviennent qu'ils sont partis pour leur Etablissement; les personnes qui pourraient avoir affaire à eux, sont priées de s'adresser chez M. Smith, rue de l'Université, près la rue des Saints-Peres, N°. 141. Ils feront paraître dans peu un Prospectus détaillé de toutes les Machines qu'ils fabriquent, avec des prix fixes, selon les dimensions.

Le Sr. Raoul, Fabricant de Rouge, rue St-Honoré, à côté de celle Tirechappe, à la Pomme d'or, connu depuis plusieurs années pour la beauté de son Rouge végétal, prévient les Dames qu'il est parvenu à donner au Rouge un degré de perfection peu connu jusqu'à présent. Il offre aujourd'hui le double avantage d'une couleur de la premiere beauté & d'une qualité désormais inviolable autant que supérieure. Les prix de ce nouveau Rouge sont les mêmes qu'il a suivis dans tous les temps, depuis 3 liv. jusqu'à 12 liv.

On peut s'adresser aussi à lui pour un Blanc, dont la qualité conserve la peau sans lui nuire. MM. les Marchands des Départemens seront servis avec exactitude & aux prix les plus modérés.

TABLE.

Epitre.	87	Essai.	104
Couplets.	89	Mémoire.	107
Charade, Enig. Logog.	90	Spectacles,	109
Observations.	93	Notices.	114

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

ALLEMAGNE.

De Berlin, le 28 Février 1791.

L'ENVOYÉ de la Porte Ottomane, après avoir eu, le 19, une audience des deux Ministres d'Etat & du Cabinet, les Comtes *de Finkenstein* & *de Herzberg*, a été conduit, le 21, à l'audience publique du Roi. Sa Majesté debout sous un dais, & environnée des Princes de sa Famille, de ses Généraux & de ses Ministres, le reçut dans la salle d'audience. L'Envoyé fit un discours en langue turque, qui fut traduit en françois par son Dragoman. Sa Majesté lui fit répondre, en allemand, par le Comte *de Finkenstein*: cette réponse fut aussi-tôt traduite en langue turque. Le Secrétaire d'Ambassade remit les lettres de créance du

Digitized by Google

Grand-Seigneur, & les préſens qui conſiſtoient dans une bague montée d'un très-gros brillant ſolitaire & d'une agraffe de brillans. Ces bijoux étoient renfermés dans une boîte richement garnie de pierres précieuſes, & la bague dans un étui d'or, garni d'un gros brillant ſervant de bouton, & de 158 autres plus petits. Un panache de plumes d'*oiſeaux de Paradis* entoure l'agraffe formée de 532 brillans. *Muſtafa III*, père de *Sélim III*, l'avoit fait faire & deſtinée pour *Frédéric-le-Grand*, dont il admiroit les talens & les exploits militaires : il projettoit de lui envoyer une ambaſſade ; mais il mourut avant de l'exécuter.

Malgré la continuation des préparatifs militaires, on eſt toujours perſuadé de la conſervation de la paix avec la Ruſſie. Il eſt vrai que les ordres ſont donnés aux troupes d'approcher davantage des frontières ; on augmente auſſi l'artillerie ; mais tant qu'on ne verra pas retourner dans la Pruſſe orientale le Général *de Mollendorf*, ou un autre Général qui puiſſe le remplacer, on ne croira pas à l'approche d'une rupture.

De Vienne, le 27 Février.

On a parlé, il y a quelque temps, d'un voyage de l'Empereur en Toſcane. Rien n'eſt plus incertain que cette courſe ; il eſt peu probable qu'elle ait lieu, à moins que la paix ne ſe décide plus promptement

Digitized by Google

que les apparences ne l'annoncent. La multitude des affaires intérieures, & celles de l'Empire en général, forment un nouvel obstacle au déplacement de S. M. I.

Les dernières lettres de Bucharest confirment que les troupes Russes sont entrées dans leurs quartiers d'hiver. Le délâbrement de cette armée a forcé d'abandonner le projet de toute entreprise ultérieure. Plusieurs régimens sont détruits; d'autres extrêmement diminués, & en général l'armée est prodigieusement affoiblie. Divers corps qui devoient se rendre dans la Russie Blanche, ont reçu l'ordre de joindre le Général *Suvarof*. — Les hostilités de détail n'ont pas entièrement discontinué. Le 23 Janvier, la garnison Ottomane de Braïlow fit une sortie contre les Russes cantonnés près de Galatz. Deux cent Cosaques ou Volontaires furent tués, & les assaillans endommagèrent aussi la flotille Russe. Pour réparer cet échec, le Général *Suvarof* s'est rendu à Gallatz, où il a fait avancer quelques régimens campés sous des cabanes de terre.

Le Comte *de Lusi*, que la Cour de Berlin envoya au mois d'Août dernier, auprès du Grand-Visir, est arrivé ici de Sistove le 23 : il a obtenu, le 27, une audience de l'Empereur, & s'est rendu ensuite à Berlin.

Digitized by Google

De Francfort-sur-le-Mein, le 5 Mars.

Différentes Gazettes Françoises, beaucoup mieux instruites de ce qui se passe en Allemagne, que l'Allemagne même, imprimèrent, il y a trois mois, la disgrace de M. le Comte *de Hertzberg*, sacrifié à M. *Bischofswerder*, Aide-de-camp de S. M. P., & dont ce Monarque faisoit son Ministre des Affaires étrangères. Nous démentîmes sur-le-champ cette ineptie, à laquelle aucun incident ne fournissoit même de prétexte. Aujourd'hui, ces mêmes Feuilles ridicules annoncent la disgrace de M. le Ministre *Bischofswerder*, & le retour de M. *de Hertzberg* à la faveur la plus absolue. « Le premier, ajoutent-elles, combattoit l'humeur guerrière de M. *de Hertzberg*; ainsi, son ascendant actuel nous promet une rupture avec les Russes & l'Empereur. »

Il n'y a que deux petites observations à faire sur ce beau narré. La première, que M. *de Bischofswerder* n'a jamais été Ministre, & que, si le Roi l'a éloigné de sa personne, ce n'est pas en lui ôtant une capacité publique qu'il n'a jamais eue. En second lieu, il est de notoriété que M. le Comte *de Hertzberg* n'a jamais varié une minute dans le système de négocier sans combattre; d'où il résulte que les sottises

Digitized by Google

des Gazettes ſont de pures inventions, imaginées par quelqu'imbécille dans un café public.

MM. le Prince *de Condé*, les Ducs *de Bourbon* & *d'Enghien*, Mademoiſelle *Louiſe de Bourbon*, leur ſuite, & pluſieurs François qui les accompagnent, n'ont fait, ni jamais entendu faire à Stutgard qu'un ſéjour très-paſſager. Le Duc *de Wirtemberg*, qui négocie ſes droits régaliens en France contre de l'argent, & ſans l'aveu de l'Empire, n'étoit probablement point le Souverain d'Allemagne, avec lequel M. le Prince *de Condé* ſe ſeroit compromis, en lui demandant une longue hoſpitalité. A l'arrivée des François à Stutgard, le Duc a quitté ſes Etats, & eſt allé recommencer ſes promenades en Europe. On le dit à Paris, où il traite en perſonne des conditions de ſon marché. De Stutgard, M. le Prince *de Condé*, ſa famille & ſa ſuite ſe ſont rendus à *Worms*, où ils ont fixé leur domicile momentané. L'Electeur de Mayence leur avoit fait préparer le château qu'ils habitent actuellement. Nous liſons dans quelques Feuilles, que l'on recrute pour les Mécontens François, dans le Margraviat, dans le Brifgaw, & dans pluſieurs autres lieux de l'Empire. Il faut que ces enrôlemens ſe faſſent *incognito*, car perſonne en Allemagne n'en connoît l'exiſtence. On ſait que

tout recrutement pour l'étranger eſt ſévérement défendu ; & ce qu'on ne permet point à des Puiſſances, on le permettroit encore moins à des Particuliers François. Ceux qui aſſocient l'hiſtoire de ces armées inviſibles, aux griefs de quelques Princes de l'Empire, à la politique de la Maiſon d'Autriche, aux deſſeins monarchiques de la Pruſſe, &c. &c., ſont aſſurément de pénétrans Obſervateurs. Leurs prophéties ſur la formation d'une Ligue, qui va fondre ſur la Conſtitution Françoiſe, correſpondent à leurs obſervations.

Ces bruits, répandus d'un côté par une grande légèreté d'eſprit & des imaginations exaltées ; accrédités, exagérés de l'autre, par le machiavéliſme & la peur, prouvent bien peu de connoiſſance des affaires de ce monde. Réunir en Allemagne une confédération quelconque, ne fût-ce que pour envahir un village, eſt le travail de pluſieurs années. Une pareille entrepriſe exigeroit un concert des Puiſſances, qu'on auroit bien de la peine à opérer, au moment du danger le plus immédiat. Il faut d'autres leviers que les circonſtances actuelles de l'Europe, pour réunir tant de Cabinets diſcords, tant d'intérêts eſſentiellement diviſés, tant de prétentions inconciliables. Ainſi, la France aura deux fois le temps d'être ſubvertie ou ſauvée par ſes propres mains, avant qu'un ſeul

Digitized by Google

canon soit allumé par l'Etranger, pour intervenir hostilement dans ses troubles politiques.

La Princesse *Frédérique-Caroline de Saxe Cobourg*, épouse du Margrave régnant d'*Anspach* & *Bareith*, est morte à Anspach le 18 de Février, dans sa 56. année.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 13 Mars.

Les désordres populaires du 24 Février, ont été suivis jusqu'à la fin du même mois, de nouveaux outrages à la sûreté publique. On a insulté plusieurs maisons, cassé les vitres, menacé les Propriétaires. Cette même multitude que nous vîmes il y a deux ans, enflammée de rage & de dévotion, se livrer à la guerre civile pour la restauration de quelques Monastères, a attaqué celui des Capucins, maltraité & chassé les Religieux de ce Couvent, en essayant infructueusement des violences semblables sur ceux des Dominicains, des Récollets & des Minimes. La même fureur qui se déployoit à l'origine de la révolution, éclate maintenant contre ses adhérens. A la vue de ces mépriſables variations, on découvre que des intérêts puissans ont changé, & que la populace, instrument aveugle & toujours nécessai-

Digitized by Google

ment aveuglé des factions, obéit aux impulsions diverses qu'elles lui communiquent.

Après la rentrée paisible des Autrichiens dans les Provinces Belgiques, nous fîmes pressentir que le Gouvernement auroit plus de peine à ramener la concorde entre leurs Habitans, qu'il n'en avoit eu à les soumettre. En effet, jamais la haine n'a parlé un langage plus virulent, jamais la passion de la vengeance ne se développa d'une manière plus hostile. Sans la présence du Gouvernement, & celle de son armée, il est à croire que les Brabançons s'égorgeroient impitoyablement entr'eux.

Nous avons vû les Etats, provoquer les outrages dont ils sont l'objet, en s'obstinant à repousser du Conseil de Brabant, des Magistrats dont le seul tort étoit d'être restés fidèles à leur Souverain. Cet acharnement a réuni les Royalistes & les Vonckistes contre le parti Oligarchique des deux premiers Ordres, auquel la Belgique doit ses dernières calamités. Si le Gouvernement Autrichien a eu pour but de rapprocher les esprits aliénés, & de tenir entr'eux un équilibre, garant de la paix publique, cette politique est absolument inefficace. A l'orgueilleuse roideur des Etats, la faction contraire oppose des projets subversifs de leur Constitution. Il ne s'agit plus simplement d'une réforme; c'est une organisation toute

neuve, & inverse, que réclament les pétitionnaires qui s'intitulent aujourd'hui la *Nation Belgique*. Ils exigent, de plus, la punition des Conducteurs de la Révolution, & une Chambre ardente contre ceux qui ont participé à l'exercice de la Souveraineté de dix-huit mois. Ces requêtes sont écrites du style le plus violent, & décèlent dans leurs Auteurs ou la certitude d'être secondés par la Cour de Vienne, ou la résolution de courir tous les hasards avant que d'abandonner la partie.

Le Gouvernement a jetté sur cet incendie quelques gouttes d'eau, bientôt consumées. M. le Comte *de Mercy*, espérant tout des voies conciliatrices, a fait un nouvel effort auprès des Etats, en leur écrivant en ces termes, le 25 Février.

MONSIEURS,

« Par ma dépêche de ce matin, je vous ai prévenu des mesures que j'ai prises, de concert avec M. le Maréchal *de Bender*, pour protéger vos séances de toutes les forces militaires, qui sont à sa disposition. Je m'abstiendrai de toute réflexion sur les causes qui ont amené des évènemens, dont je ressens une peine infinie : mais je ne puis me dispenser de vous répéter à cette occasion tout ce que j'ai eu l'honneur de vous dire si souvent, & de l'intérêt que vous aviez à vous rapprocher sincèrement du Gouvernement, & des complaisances que vous deviez avoir pour le vœu public. Quelqu'illégalement & indéccm-

Digitized by Google

ment qu'il ait été exprimé hier, il ne peut plus vous être douteux : satisfaites-le, Messieurs, tandis qu'il en est temps encore, & confiez-vous à l'Empereur, pour que sa sagesse & sa bonté infinie concilient les desirs de la Nation avec les Loix & avec l'organisation constitutionnelle du pays. Dans le principe de la représentation des ordres on peut saisir plus d'un genre de modification, qui épure ce que le temps peut avoir imprimé d'abus ou de vices à une institution, peut-être sans défauts à une époque & dans des circonstances tout-à-fait differentes ».

« Croyez, Messieurs, que l'Empereur, sévèrement attaché à l'ordre, ne respirant que la félicité publique, ira au-devant de tous les moyens, qui pourront consolider celle de ces Provinces, & de la vôtre en particulier : mais le concours sincère & confiant de votre zèle & d'un vrai patriotisme est absolument nécessaire pour réaliser avec fruit les réformes utiles, que le vœu public invoque de la sagesse & de la puissance de Sa Majesté. Persuadez-vous bien de la sincérité de mon desir de contribuer à tout ce qui peut être vraiment avantageux à des Provinces auxquelles je tiens à tant de titres ; & procurez-moi, avec la confiance que je mérite, les occasions de vous prouver le dévouement sans réserve, avec lequel je suis &c. ».

La tranquillité souffrant toujours des excès de la populace, & de l'inaction de la force publique, le Magistrat a renouvellé l'Ordonnance du 5 Octobre 1767, contre les perturbateurs, & à sa demande, le Maréchal de Bender a rendu le 1er. de ce mois, la proclamation suivante.

« Quoique les patrouilles & les piquets aient été

doublés, l'on a cependant le désagrément d'apprendre qu'on continue de commettre des excès nocturnes, qui consistent particulièrement dans la destruction des vitrages. Il semble en résulter le fâcheux soupçon pour le militaire, que les patrouilles & piquets ne rempliſſent non-seulement pas leur devoir, mais qu'ils se prêtent à une coupable condescendance. Ce soupçon va même jusqu'à prétendre que quelques patrouilles ont reçu de l'argent & ont relâché des gens qui ont été arrêtés.

» Pour détruire entièrement un soupçon aussi contraire à la réputation des troupes & aussi injurieux à la discipline militaire, il est sévèrement enjoint à tous les piquets de garde & tous Commandans de patrouille, de se porter en tous lieux avec le plus grand soin pour prévenir & empêcher tous excès quelconques & spécialement la destruction des fenêtres & vitrages; que lorsqu'ils entendront le moindre bruit qui indiqueroit ce genre de violence, ils se porteront avec promptitude de ce côté-là, arrêteront les délinquans qu'ils mèneront au corps de garde, & dissiperont sur le champ tout attroupement.

» S'il arrivoit que, contre toute attente, les perturbateurs du repos public fissent résistance aux patrouilles qui chercheroient à les arrêter ou à les dissiper, il est enjoint au militaire de ne souffrir aucun affront, de repousser la force par la force, de se servir des armes blanches ou à feu selon l'exigence du cas & de se faire respecter comme soutiens de l'ordre & de la tranquillité.

» Chaque patrouille convaincue d'avoir relâché un délinquant, sera publiquement passée par les verges.

Digitized by Google

» Chaque patrouille qui amènera un briſeur de vitres, recevra un ducat de récompenſe.

» Les mêmes piquets & patrouilles qui ont été commandés hier, ſeront pareillement commandés aujourd'hui avec les injonctions ci-deſſus.

» Aucune patrouille d'Infanterie ne pourra cependant être compoſée de moins de huit hommes, & celles de Cavalerie de cinq.

De leur côté, les *Vonckiſtes* réunis en Club, qui a pris le titre exceſſivement général de *ſociété des amis du bien public*, ont arrêté, & adreſſé au peuple des exhortations. Ainſi, les voilà déjà une eſpèce de puiſſance & de magiſtrature. Cette *Adreſſe à leurs Concitoyens* eſt, d'ailleurs, pleine de ſageſſe & d'humanité. Ils n'y affichent point de liſtes de proſcription, ils n'encouragent point au meurtre par des dénonciations calomnieuſes; ils n'y prêchent point l'abominable doctrine qu'il faut déſarmer ſes adverſaires politiques par le fer & par le feu; ils ne félicitent point le peuple de ſes crimes, ni ne l'encouragent à violer les loix, en lui repréſentant l'*inſurrection comme le plus ſaint des devoirs*. Les Vonckiſtes parlent en hommes qui ne veulent ni être libres tous ſeuls, ni dominer ſur leurs antagoniſtes, en mettant leurs perſonnes & leurs propriétés à l'interdit. L'épigraphe de l'*exhortation* en indique le but & l'eſprit.

Si c'eſt la Liberté que votre cœur deſire,
Le reſpect pour la Loi doit fonder ſon empire.

Digitized by Google

L'étendue de cette pièce ne nous permet d'en citer qu'un paragraphe, conforme aux maximes que nous avons inaltérablement & très-inutilement rappellées, depuis deux ans.

« Le fanatisme religieux, mes chers concitoyens, n'est pas le seul redoutable : chaque passion a le sien : une liberté sans ordre & sans loix est une frénésie, qui lui ressemble ; & le fanatisme de la vengeance est d'autant plus dangereux, qu'il est l'ame & le motif de toutes les espèces de fanatisme ; & cette vengeance, qui n'est autre chose qu'un triomphe ignominieux de la fureur sur la raison, cette vengeance est-elle digne de nous, de nos principes, de notre amour pour le calme & pour la félicité publique ? »

SUISSE.

Basle, le 10 *Mars* 1791.

Il s'éleva l'année dernière dans l'évêché de Basle, quelques différends entre le Prince-Evêque & les Habitans. Ces troubles dont le premier motif, ou le prétexte avoit pour objet quelques abus & quelques plaintes légitimes, amenèrent bientôt, suivant l'usage, des prétentions plus sérieuses : l'exemple de Liége, la frénésie des propagateurs d'insurrections, & l'appât que les nouveautés présentent toujours à la multitude irréfléchie, firent craindre que cet Evêché, qui comprend, entr'autres, la

Digitized by Google

principauté de Porentru, ne fût livré aux plus graves calamités. Le Prince-Evêque s'adressa au canton de Basle, & à l'Empire dont il est Membre, quoiqu'il ait des alliances étroites avec divers Cantons Helvétiques. A la suite d'une négociation à Vienne, ce Prince ecclésiastique obtint de l'Empereur un secours armé ; mais ces forces ne pouvoient pénétrer dans l'Evêché de Basle, sans traverser le canton du même nom. La Ville & la République de Basle a refusé ce transit, par des motifs étrangers aux suppositions absurdes de quelques Gazetiers. Ceux-ci ont présenté ce refus comme le résultat d'un dessein de seconder l'insurrection naissante du Porentru, comme un hommage aux principes de la Révolution de France, comme un moyen de fermer à l'Empereur tout accès sur les frontières occidentales de ce Royaume. Ces conjectures sont autant de fictions : on verra la nature des considérations puissantes qui ont dicté la conduite du canton de Basle, dans la lettre remarquable, que le Grand Conseil de la République a adressée, le 10 Février, à l'Empereur. On y reconnoîtra la profonde sagesse, & la politique vigilante qui domine dans les Conseils de la Suisse.

« Un évènement, qui, au premier coup d'œil, paroît être de peu d'importance, mais qui pourroit entraîner les suites les plus graves, nous

Digitized by Google

déterminé à nous adresser à V. M. I., avec toute la franchise & la confiance que nous inspirent ses sentimens connus. Au mois de septembre de l'année dernière, M. l'évêque de Bâle informa par écrit notre conseil d'état, qu'une partie de ses sujets lui avoit demandé la convocation des états de sa principauté ; que d'après la constitution de l'Empire & de l'Evêché, il ne pouvoit pas les refuser absolument, mais qu'il craignoit qu'en ce moment une pareille convocation ne troublât la tranquillité publique ; qu'en conséquence, il prioit le conseil de lui donner à cet égard son avis, & de venir à son secours au besoin ».

» Dans la réponse de notre conseil on a cru devoir inviter M. l'évêque à préférer les voies de douceur & de modération, à s'adresser à quelques Etats voisins, & même aux Etats de l'Empire, s'il survenoit des cas plus difficiles & plus pressans. Cet avis, comme on peut le penser, n'eut jamais pour objet des secours militaires. L'objet principal du différend étoit la convocation des Etats ; notre conseil ne pouvoit sans autorisation espérer du Souverain, de se mêler d'un objet si important, qui regarde le droit public d'Allemagne ».

» Au sujet des secours effectifs, le conseil fit connoître à M. l'évêque que, d'après notre constitution, ils ne pourroient être accordés qu'à la dernière extrémité, lorsque tous les moyens de douceur seroient épuisés ; qu'alors même, on ne pourroit les donner que de concert avec le Corps Helvétique, & par ordre exprès du grand conseil ».

» Les choses en restèrent-là pendant plus de 4 mois, & on ignoroit si M. l'évêque avoit jugé convenable d'adhérer à la demande de ses sujets,

Digitized by Google

ou si ceux ci y avoient renoncé ; s'il demanderoit pour l'accommodement quelques députés du Corps Helvétique, ou s'il s'adresseroit, comme en 1716 à l'Empereur, pour en obtenir une commission Impériale. Mais quelle a été la surprise de notre petit-conseil, lorsqu'au commencement de ce mois, il reçut de M. l'évêque une lettre, par laquelle il lui notifia qu'il avoit obtenu de V. M. une assistance de troupes, pour lesquelles il demandoit le libre passage par notre territoire. La même demande fut faite d'après l'ordre exprès de V. M. I., par M. *de Tassara*, résident Impérial en cette ville. D'abord on fit verbalement, & par écrit, des représentations contre cette demande, & comme elles ne produisirent aucun effet, le conseil en déféra la connoissance à la Souveraineté de notre canton. Nous avons sur-le-champ mis cet objet en délibération ; nous avons consulté l'usage ancien consigné dans l'histoire, & nous avons pris en considération les rapports qui subsistent entre M. l'Evêque, le Corps Helvétique & notre Canton en particulier qui forme la frontière, & sur-tout aussi les circonstances dans lesquelles nous vivons & qui nous environnent ».

» Le territoire de M. l'évêque est regardé depuis très-long-temps, comme formant, pour ainsi dire, une partie intégrante de la Suisse ; ses diverses alliances avec le Corps Helvétique, sa position géographique, & son interêt commun en beaucoup de cas, l'ont fait considérer sous ce rapport. Cet évêque leur doit son indépendance, & le bonheur dont il a toujours joui de rester intact, lorsque la guerre éclate entre la France & l'Allemagne. A peine voyoit-on arriver des troupes Françoises sur le Rhin, que des députés

Digitized by Google

du Corps Helvétique se rendoient à leur camp, & faisoient comprendre dans la liste des lieux neutres, tous ceux qui composent le territoire de l'évêché de Bâle ; ils obtinrent aussi chaque fois cette demande ; cependant, sur l'assurance positive que l'on n'accorderoit jamais aux troupes de l'Empire le passage par cet évêché ».

» Si ce principe sacré étoit violé une seule fois, les Etats qui composent l'évêché de Bâle perdroient leur appui le plus sûr, & tôt ou tard les successeurs de M. l'évêque nous reprocheroient que nous y avons renoncé trop légèrement. Mais, en outre, il est d'une nécessité absolue pour la sûreté du Corps Helvétique, qu'aucune troupe étrangère ne touche son territoire ; c'est par ce moyen qu'il peut se passer de fortereſſes, & cette précaution politique la protège plus efficacement encore, que les rochers & les montagnes qui l'environnent. Sans cet ordre invariable & nécessaire, la Suisse seroit bientôt changée en un théâtre de guerres étrangères ; mais, jusqu'à ce moment, il lui a servi de barrière insurmontable entre l'Empire, l'Italie & la France. Si M. l'évêque de Bâle peut en sa qualité de Prince & membre de l'Empire, faire passer des troupes de l'Empire par notre territoire, à plus forte raison S. M. le Roi de Prusse pourroit en envoyer dans sa propre principauté de Neuchâtel ».

» Il seroit superflu de nous étendre davantage sur cet objet. Les conventions qui, depuis des siècles, nous assurent l'affection de la maison archiducale d'Autriche, & la paix perpétuelle qui subsiste entre la France & le Corps Helvétique, attestent incontestablement les principes que nous avons pris la liberté de rappeller ici. V. M. I. pense trop noblement, trop généreu-

Digitized by Google

sement, pour vouloir nous mettre dans la nécessité de transgresser des principes dont dépendent immédiatement la tranquillité, la sûreté & les rapports politiques de la Suisse avec ses plus proches voisins. Animés de cette confiance dans les sentimens de V. M. I., nous la supplions instamment de revoquer les ordres qu'elle pourra avoir donnés à quelques-unes de ses troupes, de passer par notre territoire, & de proposer très-gracieusement à M. l'évêque de Bâle de remettre l'objet de sa contestation à l'arbitrage d'une commission Impériale, ou bien de demander l'intervention & les bons offices de quelques cantons».

Signé le Bourgmestre & le petit & grand Conseil de la ville & canton de Bâle.

Depuis l'envoi de la lettre qu'on vient de lire, l'Evêque de Basle a soumis ses différends avec le pays à la médiation des cantons de Berne, Soleure & Basle, dont l'intervention pacifique a à-peu-près terminé les troubles, & préparé une issue heureuse aux contestations qui les ont occasionnés.

Genève, le 12 Mars.

Quels qu'aient été les projets des factieux, qui, le mois dernier, ont de nouveau tenté de bouleverser la République, ils sont déconcertés du moins pour quelque temps: ils le seront tant que les Citoyens se pénètreront de l'image du danger qui menace leur patrie, le Gouvernement, de

Digitized by Google

la néceſſité de redoubler de vigilance, & tous enſemble de la certitude que l'union ſeule peut ſauver la République. Ces ſentimens qui commencent à ſe généraliſer, malgré les efforts de quelques Machiaveliſtes formés à l'école des factions, ont produit une *Déclaration* très-ſage de la grande pluralité des Cercles politiques. Les Députés de ces eſpèces de Tribus, l'ont remiſe le 4 de ce mois aux Chefs du Gouvernement.

« Nous ne retracerons pas ici, diſent-ils, les ſcènes de déſordre qui ont mis en péril la choſe publique, le détail en ſeroit également triſte & affligeant pour tous les bons Genevois ; mais intimement convaincus que le retour de pareilles agitations hâteroit la décadence de la République, & finiroit par lui ravir ſon indépendance, nous ſommes appelés par nos devoirs les plus ſacrés à faire tout ce qui eſt en nous pour prévenir de ſi grands malheurs. Nous venons donc déclarer ſolemnellement à Vos Seigneuries que quelles que ſoient nos opinions ſur la légiſlation, nous ſerons dans tous les cas & dans tous les tems intimement unis pour le maintien de la tranquillité publique & de l'indépendance de l'Etat, & prêts à faire le ſacrifice de nos fortunes & de nos vies pour la défenſe de ces biens précieux. Nous déſirons que le calme règne pendant que la diſcuſſion des Loix projettées ſe fera dans les Conſeils, & que la ſanction donnée par le Conſeil Souverain aux conceſſions deſtinées aux Genevois qui n'ont pas encore de droits politiques, ait ce caractère de liberté qui ſeul peut lui donner quelque prix & en aſſurer la durée. »

Digitized by Google

« Des considérations de la plus haute importance doivent engager tous les bons patriotes à établir la tranquillité publique sur une base inébranlable : Genève est une ville presque sans territoire, la plus grande partie de ses habitans ne subsiste que par le commerce & les arts, qui ne peuvent prospérer sans la tranquillité & la paix. Il est tems, enfin, que l'expérience nous éclaire sur nos vrais intérêts, & que des opinions différentes en politique, ne nous empêchent plus de réunir nos efforts pour le maintien de la sûreté publique, qui est le premier de tous les biens ; nous désirons qu'au milieu même des discussions les plus vives, la justice ait son cours, que les Magistrats soient respectés & l'obéissance aux Loix maintenue : montrons à nos Alliés & à l'Europe entière qu'autant nous chérissons la vraie liberté, autant nous détestons le désordre & l'anarchie qui en sont le tombeau. »

« Daignez agréer l'expression de notre vive reconnoissance pour les soins pénibles & assidus que vous donnez à la Patrie ; continuez à veiller attentivement sur le salut de l'Etat, & usez avec fermeté du pouvoir que les Loix ont mis dans vos mains pour le maintien de l'ordre public ; vous serez forts de la confiance de vos Concitoyens, & vous trouverez en eux un appui assuré ; nous venons vous le déclarer à la face de la Patrie. »

Faire en ce moment des loix par violence, ressusciter les troubles, ouvrir la porte du Conseil souverain à la multitude, & perdre son indépendance, sont désormais autant de synonimes dans l'histoire éventuelle de la République. Sa position la rend d'une

Digitized by Google

si grande importance à ses voisins, & en particulier aux Suisses ses alliés, qu'indubitablement ceux-ci, sous peine d'encourir les mêmes dangers, seroient forcés de les prévenir par des mesures efficaces. Toutes sortes de raisons de patriotisme, d'humanité, de politique, de prudence, doivent donc rallier les opinions diverses au soin de conserver la République, & d'en changer les loix, si le vœu des citoyens exige ce changement, sans mettre en péril la sûreté & la paix publiques. Le nouveau code sera porté dans peu de jours au Conseil souverain: il est si compliqué, si chargé d'additions faites après-coup, qu'il lui manquera peut-être les trois quarts des suffrages, nécessaires aux changemens de loix politiques. Ainsi, la République se trouve entre deux écueils, ou celui d'avoir des Institutions sans maturité, ou d'être livrée peut-être aux dissentions qu'amèneroit l'incertitude des loix à faire dans l'avenir. Ceux qui ont placé la République dans cette difficile position ont eu un grand mépris pour les maximes de *J. J. Rousseau*. Qu'ils relisent ce qu'il pensoit de l'époque à choisir pour une Législation nouvelle. Depuis vingt ans, Genève occupe l'Europe de ses agitations & de ses controverses politiques, qui n'ont procuré aucun avantage quelconque, ni à la République, ni à sa liberté, ni à aucun ci-

Digitized by Google

toyen. Ne seroit-il pas temps qu'elle cherchât enfin un autre genre de gloire que celui de ces tristes & inutiles contentions? On en excuse l'âpreté & la persévérance chez des peuples novices, sur lesquels la liberté sans expérience produit l'effet de l'ellébore; mais comment en concilier le vertige avec les lumières, avec l'épreuve du temps, avec tant d'essais qui devroient enfin avoir appris à ne plus en faire de nouveaux?

FRANCE.

De Paris, le 16 Mars.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Décret sur la Police des Corps Administratifs, rendu le 3 Mars & jours suivans.

« Art. I. Les actes des directoires ou conseils de districts ou départemens, ne pourront être intitulés ni *décrets*, ni *ordonnances*, ni *réglemens*, ni *proclamations*; ils porteront le nom d'*arrêtés*. »

« II. Chaque arrêté sera signé par tous les membres présens, qui auront voté pour la délibération; l'expédition en sera faite sous la signature du président & du secrétaire greffier; elle ne contiendra jamais les noms ni le nombre des signataires qui l'auront souscrit. »

« III. Les conseils de département ou de district, après avoir procédé à l'élection du directoire, nommeront les premiers quatre Membres; les seconds, deux membres du conseil, lesquels,

Digitized by Google

remplaceront au directoire ceux dont les places deviendroient vacantes par mort, démission ou autrement. »

« IV. Les membres des conseils de district ou de département, dont les places deviendront vacantes par mort, démission ou autrement, ne seront remplacés qu'à l'époque des élections ordinaires. »

« V. Le président d'une administration de district ou de département aura voix délibérative au directoire ; il ne présidera point l'assemblée du conseil, lors de la reddition des comptes. »

« VI. Les membres des administrations de département ou de district ne pourront être réélus qu'après un intervalle de deux années. »

« VII. Si la place de procureur-général-syndic ou de procureur-syndic devient vacante par mort ou démission, le directoire de département ou de district nommera dans son sein, ou dans le conseil de département, un commissaire qui fera les fonctions de procureur-général-syndic, ou de procureur-syndic, jusqu'à l'époque du rassemblement des électeurs. »

« VIII. Tout corps administratif ou municipal qui publiera ou fera parvenir à d'autres administrations ou municipalités, des arrêtés ou lettres provoquant ou soutenant la résistance à l'exécution des arrêtés ou ordres émanés des autorités supérieures, sera réprimé par les formes qui seront déterminées, & pourra être suspendu. »

« IX. Aucun directoire ou conseil de district, ni aucune municipalité ne pourront, sous la même peine, publier, faire afficher ou persister à faire exécuter une délibération contraire à celle du département ou du district, ou manquant au respect dû à l'administration supérieure. »

Digitized by Google

« X. Le mandement de faire exécuter, qui se trouve à la fin des loix, n'aura, à l'égard des municipalités & des corps administratifs, en ce qui concerne les objets relatifs à l'ordre judiciaire, à la guerre, à la marine, & généralement à tout ce qui est hors de l'administration, que l'effet d'assurer l'exécution de la loi, lorsqu'ils en seront requis, dans les formes prescrites par la constitution; & dans aucun cas, les corps administratifs & les municipalités ne pourront contrarier, gêner, ni s'immiscer en rien de ce qui regarde l'exécution des ordres donnés par le pouvoir exécutif, touchant l'administration, la discipline, la disposition & le mouvement de l'armée de terre, de l'armée navale, & de toutes leurs dépendances. »

« XI. Les conseils de district seront tenus d'adresser chaque année au directoire de département le procès-verbal de leur session avant l'ouverture de la session du conseil de département. »

« XII. Indépendamment de la correspondance habituelle avec les directoires de département, les directoires de district seront tenus d'envoyer tous les mois, au département, un tableau raisonné des progrès de l'exécution des diverses parties confiés à leurs soins. »

« XIII. Les actions relatives aux domaines nationaux, aux propriétés publiques, ne pourront être intentées ou soutenues, par un directoire de district, qu'avec l'autorisation du directoire de département. »

« XIV. Ces actions seront intentées ou soutenues au nom du procureur-général-syndic du département, & à la diligence du procureur-syndic du district de la situation des biens. »

« XV

Digitized by Google

« XV. L'action relative aux domaines nationaux, dont le Roi a la jouissance, sera intentée ou soutenue par l'intendant de la liste civile, ou par celui que désignera le Roi, mais à la charge de notifier l'action, tant au directoire du département, qu'à celui de district du lieu des domaines. »

« XVI. La session annuelle de chaque conseil de département, ordonnée par l'article XII de la seconde section du décret du 22 décembre 1789, aura lieu sans aucune convocation : l'époque de cette session ne pourra être retardée, ni annullée, à moins que, d'après une nécessité reconnue par la majorité des membres du conseil, & sur une pétition qu'ils auroient adressée au Roi il n'en eût accordé une permission. Dans le cas où l'époque du rassemblement seroit avancée, les directoires de départemens les notifieroient aux directoires de district, afin que l'intervalle prescrit entre le terme des conseils de district & celle de département, soit toujours observé. »

« XVII. Les conseils de département ne pourront ni discontinuer leurs séances, ni s'ajourner qu'aux époques fixées par la loi, à moins que la nécessité des circonstances n'ait, sur leur demande, déterminé le Roi à autoriser cette discontinuation ou cet ajournement. »

« XVIII. Néanmoins, dans le cas où la sûreté intérieure dans le département seroit troublée au point qu'il fût nécessaire de faire agir la force publique de tout le département, le président du directoire sera tenu de convoquer le conseil; &, à défaut de convocation, le conseil sera tenu de se rassembler, mais toujours en donnant sur-le-champ avis de ce rassemblement extraordinaire à

Digitized by Google

la législature, si elle est réunie, ainsi qu'au pouvoir exécutif; le conseil ne pourra alors s'occuper que des moyens de rétablir l'ordre, & se séparera aussi-tôt que la tranquillité ne sera plus troublée. »

« XIX. Les conseils de département seront tenus de faire adresser chaque année, & dans la quinzaine après la clôture, au Roi, deux expéditions du procès-verbal de leur session, dont l'une sera déposée dans les archives de l'assemblée nationale. »

« XX. Dans le cas où des troubles survenus soit dans les assemblées de communes par communautés entières ou par sections, soit dans les assemblées primaires, auroient empêché d'en déterminer les opérations, ou donneroient lieu à en prononcer la nullité; le conseil, ou le directoire du département pourra, sur l'avis du directoire de district, convoquer une nouvelle assemblée, y envoyer, au besoin, des commissaires pour maintenir l'ordre; & à l'égard des assemblées primaires, déterminer le lieu où il paroîtra convenable de les convoquer, pourvu que ce soit dans le même canton. »

« XXI. Si des troubles s'élevoient, soit dans les assemblées municipales, soit dans le conseil-général d'une commune; le conseil ou le directoire du département, sur l'avis du directoire de district, pourra pareillement nommer des commissaires chargés d'y rétablir l'ordre. »

La fin au Journal suivant.

Du lundi, 7 mars.

M. *de Lautrec*, a fait, pour M. le Maréchal *de Castries*, la demande que M. *de Broglie* fit samedi pour M. le Maréchal *de Broglie* son père.

Digitized by Google

M. *de Lautrec* alléguoit, non des propos dans le sens de la révolution, mais des vertus, des services, d'honorables blessures qui se sont r'ouvertes. M. *de Lautrec* n'est pas des Jacobins, & M. *de Castries* a un fils qui s'est battu avec l'un des chefs de ce club. « D'exceptions en exceptions, s'est écrié M. *Bouche*, les fonctionnaires publics absens & fugitifs seroient ainsi regardés comme présens. Passons à l'ordre du jour. »

Quelqu'un a observé qu'il seroit à désirer qu'on eût fréquemment à juger des exceptions de ce genre. M. *Dedelay d'Agier* a appuyé la demande, en rappellant que M. le maréchal *de Castries* étoit sorti de France pour la santé de son épouse, & dans l'intention d'y revenir. M. *Vernier* a répondu que la loi sur les fonctionnaires absens pourvoiroit à toutes les exceptions, & qu'il ne falloit pas anticiper sur ces détails. « C'est une injustice atroce, a répliqué M. *de Lautrec*. Quelle différence peut-on admettre entre M. *de Broglie* & M. *de Castries* ? » On est passé à l'ordre du jour.

Au nom du comité d'agriculture & de commerce, M. *Roussillon* a lu un rapport sur les encouragemens pécuniaires. La question a été divisée, sa partie générale ajournée à jeudi, & celle des primes, M. *Fermont* l'a subdivisée encore pour n'intéresser l'Assemblée qu'en faveur des pêches de la morue & des harengs. Le rapporteur vouloit qu'en attendant que le comité eût recueilli tous les renseignemens nécessaires, on décrétât, de confiance, six millions d'encouragemens pécuniaires destinés à de nouvelles espèces de culture, à l'éducation des bestiaux, à l'amélioration des laines, aux desséchemens des marais, aux manufactures, à la navigation, au commerce; à la continuation des primes que l'on payoit, & à une

Digitized by Google

prime additionnelle de 3 liv. pour chaque quintal de morue exporté en Espagne, en Italie & au Levant; & à une prime de 6 livres par baril de harengs de pêche Françoise, exporté aux mêmes pays ou en Suisse.

Les primes déplaisoient souverainement à M. *Martineau* qui, pour vivifier le commerce & l'agriculture ne desiroit que l'activité de l'intérêt personnel & de bonnes loix. « Six millions! ou les prendre? Sur l'agriculture & le commerce! Quelle manière de les encourager! L'homme tranquille & honnête ne sollicite rien, les primes feront pour les intrigans. Mais le décret est instant. Que ne le proposoit-on plutôt? Six millions valent qu'on y réfléchisse. Je demande l'ajournement. ».

Quelqu'un a observé que le comité d'agriculture étoit presque tout composé de commerçans, qu'aussi ne voyoit-on à la tribune, que des commerçans hérissés de difficultés dès qu'il s'agissoit d'impôts qui pouvoient les atteindre, & de l'humeur la plus généreuse quand il est question de primes réservées à leurs spéculations. M. *Lanjuinais* bornoit ces primes pour la pêche à 500,000 livres; & trouvoit étrange que l'on plaignît 500,000 livres d'encouragement, qu'accordoit même le despotisme, à un commerce d'où dépend l'existence de notre marine, tandis que l'Assemblée consacre « tant de pensions usurpées, tant de dons du livre rouge, tant de brevets de retenues » ?

A ces raisons d'avocat, M. *Moreau de S. Méry* en a joint d'autres, tirées des désavantages de la pêche Françoise comparée à celle des étrangers; des opérations commerciales & militaires relatives à la conservation des colonies, de l'intérêt de l'agri-

Digitized by Google

culture & des manufactures ; des bénéfices de l'étranger ſur ſes importations aux îles du Vent & nommément à la Martinique. L'Aſſemblée a décrété la continuation des primes dont jouiſſoit la pêche de la morue, & de plus, une prime de 3 livres par quintal de morue, ſèche, & une de 6 livres par baril de harengs exporté aux lieux déſignés plus haut ; le reſte a été renvoyé au comité.

L'Aſſemblée a auſſi décrété que les intérêts des différentes parties de la dette rembourſable, qui ſont accordées aux créanciers de l'Etat, ceſſeront quinze jours après la ſanction du décret de rembourſement, tant qu'on payera à bureau ouvert ; ſauf l'exécution de l'article VIII du décret du 9 novembre dernier, ſi les paiemens n'avoient plus lieu que par membres.

A ces objets a ſuccédé un long rapport ſur l'organiſation du miniſtère, rapport fait par M. *Démeunier*, au nom du comité de conſtitution, & que les 33 articles qui l'ont ſuivi, les objections qu'il a eſſuyées, & la diſcuſſion dont il ſera l'objet, ne nous diſpenſeront pas d'analyſer ici ſommairement.

« Le Roi eſt inviolable, mais le pouvoir exécutif n'agira conſtitutionnellement, que par les miniſtres qui répondront de tous les actes publics du Roi. Comment maintenir la prérogative royale néceſſaire à la liberté & au bonheur d'un peuple immenſe, concilier l'énergie & la rapidité d'adminiſtration, ſans leſquelles une grande nation ne ſauroit exiſter ſous le même régime, avec les droits du peuple, & contenir dans les bornes de la loi tous les actes du gouvernement ; tel eſt le problême qu'il faut réſoudre. « Nous n'examinerons point, a ajouté M. *Démeunier*, ſi les

Digitized by Google

ministres peuvent être membres du corps législatif, si, durant les vacances de ce corps, vous accorderez au Roi une vote de crédit pour les dépenses extraordinaires; nous laissons également dans son entier la question de la nature des réparations ou des peines à prononcer contre les ministres manquant à leurs devoirs; elle est réservée pour le moment où l'on discutera les principes du code pénal & leur application ».

Le rapporteur s'est restreint à proposer un ministre particulier pour les colonies, à fixer le nombre total des ministres à six, & à déterminer les bornes de leurs départemens respectifs, leurs appointemens & leur retraite de 2,000 liv. pour chacune des six premières années d'exercice, sans que jamais cette retraite puisse excéder le *maximum* de 12,000 livres. On est forcé de convenir qu'il y a loin de ces dispositions à la solution du grand problême. Les détails combleront peut-être une si énorme distance.

Chez un peuple de philosophes qui a renoncé aux conquêtes & qui offre la paix à tous les potentats & à toutes les nations, le ministre des affaires étrangères, celui de la marine débarrassé des colonies, & celui de la guerre auront du temps de reste, graces aux comités. Aussi le ministre de l'intérieur s'est-il attiré toute l'attention; & la peur « de ne pas rencontrer des hommes qui puissent porter le fardeau de ce ministère », conduit le comité de constitution à proposer de partager ce *département* en cinq *divisions*, d'y proposer cinq directeurs-généraux responsables, nommés par le Roi & subordonnés au ministre. De l'organisation *matérielle* du ministère, le rapporteur est passé à l'organisation *morale*.

Digitized by Google

» Pour obtenir plus sûrement de bons résul-
» tats, pour différer, pour rendre inutiles les voies
» de rigueur, pour profiter de l'heureux caractère
» de la nation Françoise, qui se montre si sou-
» mise à la voix de la raison; qui sur un mot,
» sur un vœu de votre part, s'est dévouée à
» tant de travaux; qui *dans la crainte de vous*
» *déplaire*, & dans le desir de prouver sa con-
» fiance aux représentans de la nation, a montré
» une émulation si digne d'éloges, & s'est dé-
» vouée à de si grands & de si nombreux sa-
» crifices; pour attacher vos institutions au cœur
» de tous nos fonctionnaires publics, pour les
» intéresser par un sentiment avec lequel on obli-
» ge tant des François, nous avons songé à les
» contenir par l'honneur... »

Ce moyen d'honneur imaginé par le comité, est de prescrire aux Ministres de la justice & de l'intérieur, de soumettre annuellement au corps législatif un compte exact de tout ce qui concerne leur département & ses administrateurs.

Quant aux barrières constitutionnelles placées autour du ministère, rien ne pourra les franchir; mais de vaines accusations ne doivent ni intimider ni entacher les Ministres; ils ne seront accusés & suspendus, d'après des plaintes, qu'en vertu d'un décret du corps législatif, & l'action en dommages & intérêts ne s'ouvrira que par ce décret. Pour l'ordonnateur du trésor public, si le Contrôleur-général n'entroit pas toujours au conseil » c'étoit l'excès de déraison sous l'an-
» cien régime, selon le rapporteur; car les Mi-
» nistres ordonnoient ainsi des dépenses folles
» sans savoir si le trésor pouvoit y fournir «. Mais sous le régime nouveau, cet ordonnateur ne doit pas être au nombre des Ministres.

Digitized by Google

« Messieurs, a poursuivi M. *Demeunier*, vous avez devant vous un écueil dangereux. Si vous énervez l'action & la force du Gouvernement, le royaume livré à l'anarchie, n'offrira plus qu'une foule éparse de corps administratifs ou municipaux agissant sans accord & sans frein. Cette faute perdra tout, & fera tout oublier... Nous avons ici à nous défendre de nos préventions, & même de nos habitudes. Il a fallu long-temps gêner des Ministres dont les intentions étoient suspectes. Au milieu de la déforganisation entière de l'Etat, il a fallu administrer, parce que les peuples n'avoient de confiance qu'en vous. L'impérieuse nécessité vous a contraints d'ajouter cet immense fardeau à tous ceux que portoit déjà votre courage. Vous savez si l'administration convient à un corps nombreux, & s'il n'y a point d'inconvéniens lorsque le corps législatif ose s'en charger. Nous devons oublier les premiers mouvemens de la révolution; nous souvenir que les loix de circonstance sont toujours mauvaises; que le législateur se déshonore s'il brise lui-même le ressort de son ouvrage; que rien ne marchera, que la constitution sera vainement dans vos procès-verbaux, si votre main, devenue moins intrépide, craignoit trop le moteur qu'elle a créé. Les moyens nécessaires pour faire une révolution ne sont pas les moyens qu'il faut employer pour maintenir la constitution; les confondre, c'est une erreur grossière. Enfin vos nobles travaux, bien en sûreté d'ailleurs, n'ont à redouter que cette mépriſe «. Ce morceau fort de vérités, contraste singulièrement avec l'inéficacité palpable de quelques-uns des articles.

Distinguant chez les peuples libres » la patrie, » la constitution, l'administration nationale &

Digitized by Google

» le Gouvernement, « que sans doute il ne suppose pas national, M. *Barrère de Vieuzac* s'est prolixement étonné de voir que le comité organisoit les ministère avant de statuer la responsabilité ; & il a plaint de tout son cœur l'Angleterre des maux qu'y naturalisent » l'autorité » *corrosive*, & l'activité *dévorante* du pouvoir » exécutif «. La démarcation des départemens ministériels ne lui paroissoit pas aussi facile à fixer que celle des 83 départemens géographiques. Le droit que l'un des 33 articles déférés au Ministre de la justice de délivrer des mandats d'arrêts en l'investissant de toute la dignité d'un juge de paix du royaume, lui a rappellé les lettres-de-cachet. L'article qui borne la prescription des crimes ministériels à un an pour l'intérieur, à deux ans pour les Colonies, l'a révolté.

Un discours de M. *d'Ailly* lu par M. *Goupil*, a relevé diverses omissions du comité, & proposé la réunion du département des Colonies à celui des affaires étrangères. M. *Barnave* a reproché au comité de ne point déterminer la nature des pouvoirs ministériels, ni leurs relations avec le corps législatif. Il adjoignoit les Colonies au commerce ; il demandoit si les législatures pourroient ou non toucher à cette organisation supposée constitutionnelle ; si la responsabilité peut se diviser entre un Ministre & cinq Directeurs-Généraux ; si les Ministres seroient payés sur la liste civile ou sur le trésor national, n'étant que les commis du Roi. Des murmures ont attesté qu'il est encore des sentimens que certaines opinions offensent. Tous les préopinans concluoient à l'ajournement ; M. *Barnave* y a joint

Digitized by Google

la motion de mettre l'organisation du trésor public à l'ordre du lendemain.

« Quand finiront donc ces demandes perpétuelles d'ajournement, s'est écrié M. *le Chapelier* ! Dans la nécessité où nous sommes de presser l'achèvement de la constitution, elles ne peuvent être que dangereuses (le côté-gauche a témoigné son improbation) . . . . Dans deux mois nous nous trouverons dans le même embarras. Tout ce qu'on désire de plus se trouve dans les décrets sur l'ordre judiciaire & sur les corps administratifs ; la responsabilité sera l'objet d'une loi pénale ; » l'on fait les hommes avant » d'établir les loix pour les punir... que la dis- » cussion soit continuée demain, que l'on n'a- » journe pas, que l'on finisse enfin ».

M. *de Cazalès* a fondé sa demande en ajournement sur d'autres motifs que ceux de M. *Barnave*, qu'il a cru contraires au décret qui reconnoît que le pouvoir exécutif suprême est entre les mains du Roi. Le plan du comité lui a paru incomplet, attendu que c'est au Roi à répartir le pouvoir qui lui appartient, & qu'on n'y décidoit point si les Ministres siégeront dans l'Assemblée nationale, & quel sera le mode rigoureux de leur responsabilité.

« Je ne veux pas qu'on mette en activité un autre gouvernement, qu'un gouvernement responsable, a dit M. *de Mirabeau*. Sans m'enfoncer dans la théorie des amendemens, je demande que la discussion soit renvoyée au moment où l'on nous présentera une loi sur la responsabilité ».

La séance a été terminée par un décret qui ordonne l'ajournement (indéfini) du projet du

Digitized by Google

comité, & met à l'ordre de demain, l'organisation du trésor public.

Du mardi, 8 mars.

Sur la dénonciation faite par le directoire du district de Bergue, du sieur *le Grand*, curé de Saint-Martin, qui a lu au prône un mandement de M. l'évêque d'Ypres, il a été décrété que le Roi sera prié de donner l'ordre d'instruire le procès de ce perturbateur du nouvel ordre public, & que le ministre de la justice rendra compte de huitaine en huitaine de l'exécution de cette loi du royaume.

M. *Merlin* avoit fondé la nécessité très-urgente d'un pareil décret, sur les alarmes qui lui viennent des frontières. L'organisation de la gendarmerie nationale & des auxiliaires a paru à M. *Régnault* devoir être ajournée le plutôt possible, pour les mêmes raisons; mais M. *Roderer* n'a demandé que le tarif des droits à percevoir; convaincu que les commis à la perception de ces droits, une fois bien établis, suffiront seuls pour repousser l'armée du *ci-devant* Prince *de Condé*.

A cette plaisanterie agréable, M. *Merlin* n'a répondu que par des doléances sur l'effet de ces alarmes, à l'égard de la vente des biens nationaux qui dans le département du Nord éprouve une diminution sensible. L'Assemblée a décrété que le Ministre de la guerre & les comités militaire, diplomatique & des recherches lui feront, dans la semaine, le rapport de la situation actuelle des forces militaires du Royaume, de l'exécution des décrets du 28 janvier, & des mesures à prendre pour la défense de l'Etat.

Après un développement dont l'essentiel est tout entier dans les articles proposés & adoptés, M. *Ræ-*

Digitized by Google

derer a fait décréter que les fabriques de tabac (& leurs uſtenſiles), dépendantes de la ferme générale ſeront ſéparément données à bail par le directoire du diſtrict où elles ſont ſituées; & les tabacs en feuilles & les tabacs manufacturés qui ſe trouveront dans ces fabriques, leurs entrepôts ou magaſins, vendus à l'enchère, le tabac fabriqué, par quintal, & non à moins de 35 *ſous* la livre; le tabac en feuilles, par millier, & au moins à 12 *ſous* la livre.

Le préſident a lu le bulletin de la ſanté du Roi, indiſpoſé depuis quelques jours. Une députation de l'Aſſemblée ira, chaque jour, s'informer de l'état de Sa Majeſté.

M. *d'André* a réclamé la liberté des particuliers détenus à Aix, Marſeille & Toulon, ſous le prétexte de crimes de lèze-nation & qu'aucune information n'inculpe. Un nouveau décret a déclaré que, par le décret qui ordonna l'envoi des procédures à l'Aſſemblée & qui ſuffit à tout jugement, elle n'a pas entendu que les tribunaux puſſent refuſer de ſtatuer ſur les requêtes des accuſés, même ſur les requêtes en élargiſſement proviſoire.

Rappellant les principes du rapport qu'il a fait, au nom des comités des finances & de conſtitution, ſur l'organiſation du tréſor public, M. *le Brun* a combattu ceux du comité d'impoſitions, qui a préſenté un plan différent, où il propoſe que les adminiſtrateurs du tréſor ſoient nommés par le corps légiſlatif.

Y aura-t-il pluſieurs ordonnateurs du tréſor, demandoient M. *d'André* & M. *de Beaumetz*? Il en faut pluſieurs, a répondu M. *Rœderer* qui a ſoutenu l'opinion du comité d'impoſition, en ajoutant que ſi le Roi nomme les ordonnateurs,

Digitized by Google

le corps législatif doit nommer les surveillans & *vice versâ*. M. *Dupont* a vu dans cette nomination attribuée au corps législatif, une violation manifeste des principes monarchiques, des législateurs métamorphosés en électeurs, de funestes germes d'intrigues. « Qu'on décide sur-le-champ le premier article, crioit M. *le Chapelier*, & qu'on mette aux voix si les ordonnateurs seront nommés par le Roi ou par les représentans de la nation. » Sur les oppositions de M. *Prieur* & de M. *de Cazalès*, on a continué la discussion au lendemain.

M. *de Batz* á lu une réclamation contre un décret rendu le 3 de ce mois à l'ouverture de la séance, portant, que la liquidation de la dette de l'Etat sera concentrée dans un comité central de direction, qui rendra compte à l'Assemblée de tous les objets, qu'il jugera n'être susceptibles d'aucunes difficultés, & renverra les autres aux comités respectifs. La conclusion de M. *de Batz* a été de demander que le directeur général de la liquidation continuât de s'adresser au comité de liquidation.

On a invoqué la question préalable.

M. *de Cazalès* a prouvé par la difficulté de la liquidation, par la nécessité d'éviter les dilapidations, par l'essaim de soi-disant créanciers, repoussés par des ministres faciles, & qui assiégent jourd'hui le comité, combien il importe que ce travail soit subdivisé pour qu'il soit mieux fait. La rigueur des principes du comité de liquidation avoit effrayé les ames avides; une ligue s'est formée, & pour le priver de la confiance de l'Assemblée, voici les moyens que les spéculateurs ont employés. On propose un bureau de liquidation; il est décrété; on propose une commission de deux mem-

Digitized by Google

bres de chaque comité, la proposition est admise. Une section du comité s'y glisse & s'empare de la majorité. Cette commission devient un comité central; on est parvenu au but en se dérobant à la surveillance du comité de liquidation. M. *Camus* l'avoit bien prévu lorsqu'un jour, après la lecture du procès-verbal, il présenta une réclamation, tout au moins équivoque, de 4,500,000 *livres* pour M. *d'Orléans*, en vous disant qu'elle n'étoit pas même litigieuse. L'instinct de probité qui trompa rarement l'Assemblée, lui fit renvoyer la demande au comité de liquidation. Quand on vous fera le rapport de cette affaire, a pour-suivi M. *de Cazalès*, vous verrez que le célèbre rigorisme de M. *Camus* s'étoit extrêmement réfroidi. »

Au milieu d'un tumulte de murmures & d'applaudissemens qui se combattoient, l'opinant s'est écrié : « M. le président, je dénonce M. *Camus* » qui fait l'insolent » ; & il a repris le cours de son opinion ; puis citant à ce propos la maxime de l'un des plus grands hommes d'Etat, de *Machiavel : peu sont corrompus par peu*, il a conclu au renvoi de toutes les liquidations aux comités qu'elles concernent.

Ayant débuté par promettre de défendre le décret du 3 mars avec calme & courage, M. *Camus* auroit bien voulu persuader que les imputations de M. *de Cazalès* « ne peuvent atteindre certains membres de l'Assemblée ». Il a dit que le décret étoit l'ouvrage de tous les comités réunis, excepté celui de liquidation. Il s'est plaint que ce dernier n'avoit fait aucun rapport, que les arriérés des départemens n'étoient pas liquidés, qu'on entasse assignats sur assignats, qu'il y a 170 millions dans la caisse de l'extraordinaire,

Digitized by Google

que cette inertie volontaire retarde l'aliénation des biens nationaux, la baisse de l'argent, cause à l'état une perte de 700,000 liv. d'intérêts par mois, & multiplie les mécontentemens par des injustices gratuites. Le résultat de ces récriminations déclamatoires a été que la mesure proposée au sujet du comité central, étoit le fruit d'une sagesse & d'une intégrité parfaites, qu'il n'y avoit rien de si naturel & de plus utile, puisqu'on y accéléroit les travaux du comité. Les applaudissemens de la gauche & la préalable, appelée à grands cris sur la réclamation de M. *de Batz*, ont consommé le triomphe de M. *Camus* & terminé la séance.

Du mercredi, 9 mars.

On a lu le bulletin de la santé du Roi.

On a repris la discussion sur l'organisation du trésor public, & M. *le Brun* a borné la délibération à la seule question constitutionnelle que l'Assemblée eût à décider : les administrateurs du trésor seront-ils nommés par le Roi ou par la nation ?

Selon M. *Péthion*, la liberté court les plus grands dangers, si le Roi nomme ces administrateurs ; la responsabilité devient illusoire, M. *de Calonne* lui-même auroit l'art de s'y soustraire, & tout ira dès-lors aussi mal en France qu'en Angleterre, où l'opinant a prétendu qu'on ne réussit jamais à porter la lumière sur les erreurs & malversations qui s'y commettent dans les finances. La nomination réservée au corps législatif a aussi des inconvéniens ; mais un plan de M. *Péthion* remédie à tout. Voici ce beau plan : nos législateurs nommeront au sort 50 électeurs pris entr'eux (avocats, curés ou autres),

Digitized by Google

les 50 premiers dont les noms seront tirés de l'urne ; & ces électeurs nommeront, sans désemparer, les administrateurs du trésor public. De toute part la préalable a fondu sans pitié sur ce plan, & son modeste auteur a soutenu que ceux qui la lui opposoient seroient bien embarrassés de la motiver.

M. *de Jessé* a rappellé la division des pouvoirs, attribué l'administration des finances au pouvoir exécutif, & prouvé combien la responsabilité étoit alors plus facile à établir, ainsi que le danger d'introduire dans le corps législatif les intrigues & les cabales, & de faire soupçonner la législature de connivence, si elle choisit les agens qu'elle doit juger. Il a conclu à ce qu'on allât tout de suite aux voix sur l'article premier.

« Nous sommes tous d'accord, a dit sérieusement M. *Rœderer*. Nous voulons bien qu'il y ait des administrateurs nommés par un des pouvoirs, & des surveillans nommés par l'autre. Il ne s'agit que de savoir lequel des deux nommera ». M. *de Mirabeau* s'est opposé aux voix qui demandoient que la discussion fût fermée ; il a protesté qu'il n'étoit ni d'accord, ni assez humble pour penser que, lorsqu'il doute, tout le monde voie l'évidence. Les idées de M. *Dupont* ont offert un sage développement de celles de M. *le Brun* & de M. *de Jessé*.

M. *Robespierre* a seul trouvé que la question, importante en soi, n'étoit pas difficile à résoudre ; & pour la prouver, il a délayé de grands principes. L'impôt est une portion de la fortune nationale, de là le droit de voter l'impôt, celui d'en surveiller l'emploi, les précautions & mesures toutes dévolues aux représentans du peuple. Ensuite un coup-d'œil sur l'ancien régime,

Digitized by Google

sur les devoirs des législateurs appellés à réparer tant de désordres....., finalement élection de l'ordonnateur & des administrateurs des finances faite par un corps électoral pris dans le corps législatif.

Après avoir recueilli tous les motifs de sécurité que donne le nouveau régime, & des raisons de rendre au pouvoir exécutif toute la force qui doit résider dans ses mains, M. *Anson*, tenant plus à certains systèmes qu'à sa logique, au lieu d'en conclure que le droit de nommer appartient au Roi, a cru plus patriotique de terminer ses divagations par demander : la nation déléguera-t-elle ou non, au pouvoir exécutif, l'administration des finances ?

M. *Rœderer* a réuni, dans son opinion, tout le génie de M. *Péthion* à celui de M. *Robespierre*. D'abord les finances si mal gérées de l'Angleterre, lui ont fourni de véritables carreaux pour foudroyer les ministres trop puissans & leurs moyens inquisitifs & vexatoires. Ensuite, le civisme des électeurs lui a servi à tranquilliser ceux qu'alarmoit ce plan, qu'il a dit avoir été proposé à *Henri IV* par l'assemblée non-constituante des notables. Quoique ce plan, que *Henri IV* adopta, n'ait eu qu'un mauvais succès, sans doute par le peu de lumières de l'ignorant *Sully*, toujours en résulte-t-il cette vérité, que le peuple a le droit d'administrer lui-même ses finances, dût-il s'y ruiner. Il ne manquoit à une si grande vérité que de se trouver dans la constitution, & M. *Rœderer* l'a vue dans les décrets déjà rendus sur les corps administratifs. Mais il y a mis deux restrictions pour en écarter toute espèce d'inconvéniens ; aucun membre du corps législatif ne sera éligible, & les cent

Digitized by Google

électeurs seront désignés par le sort dans la dernière séance de la session.

Résumant les puissantes considérations qui déférent la nomination au monarque, M. *d'André* a déterminé les suffrages de l'Assemblée, qui a décrété que les administrateurs du trésor seront nommés par le Roi.

Deux lettres ont annoncé l'élection d'un curé à l'évêché du Morbihan & la paix rétablie par les soins des commissaires dont on fait un éloge de clubiste; l'élection de M. *Dumouchel*, recteur de l'université de Paris & membre de l'Assemblée, à l'évêché du département du Gard; & celle de M. *Vouland*, autre membre, comme l'un des juges du tribunal de cassation.

M. l'abbé *Maury* a demandé qu'on ajournât à la semaine prochaine l'affaire de M. *d'Orléans* pour la succession de la Reine d'Espagne. M. *Camus* a répondu que le comité étoit chargé de faire ce rapport.

La séance s'est terminée par la lecture très-applaudie d'une lettre de M. *du Portail*, ministre de la guerre à l'armée. M. *de Montlauzier* a demandé l'impression de cette dépêche, qu'il a qualifiée de *sermon*. Elle est en effet dans le genre de la harangue & le style persuasif Son extrême longueur nous prive du plaisir de la rapporter.

Du mercredi, séance du soir.

On a lu diverses adresses, une entr'autres qui étoit un véritable recueil d'églogues, de longues descriptions de fêtes villageoises & patriotiques, de danses & de chants; que des éclats de rire & des bâillemens ont ajournés à l'âge d'or qui va renaître.

Digitized by Google

Pour montrer à la nation que ses représentans sont bien déterminés à faire punir les ennemis de son repos, M. *d'André* a demandé que tous les prisonniers accusés de crime de lèze-nation, soient transférés à Orléans où s'ouvrira, le 26, le tribunal qui doit les juger. M. *le Chapelier* en a pris occasion de s'élever contre le décret rendu sur « une petition inconsidérée » de la municipalité de Paris, par lequel il lui a été permis de faire réparer le Donjon de Vincennes, local inutile puisqu'on ne manquoit pas d'emplacemens à Paris, & puisque les tribunaux en activité, préviendront désormais l'engorgement des prisons; réparations aussi absurdes que honteuses, puisqu'elles coûteront 600,000 l. pour ne loger qu'une trentaine de prisonniers, & qu'au lieu de réparer ce Donjon, « il faudroit plutôt anéantir cet odieux monument de tyrannie ». M. *de Baumetz* a saisi l'instant, le jour où la tranquilité est rétablie, pour prier qu'on n'afflige plus les regards du peuple d'une forteresse qui ne retrace que les crimes du despotisme, d'un vrai nid à tyrans. Prenez, a-t-il dit, « les mesures les plus promptes pour la démolition de ce Donjon, & pour qu'elle s'exécute sans aucun désordre ».

M. *de Montlausier* a annoncé six cents prisonniers de plus. « Si les huit particuliers détenus pour s'être trouvé au Château des Tuileries, le lundi 28 février; & indignement traités pour avoir voulu se dévouer à la défense de leur Roi, ne sont pas élargis, nous sommes tous déterminés à nous constituer prisonniers; j'irai m'enfermer avec eux ». En appuyant la motion de M. *de Beaumetz*, M. *Biozat* a décement observé au préopinant, que chaque Département doit avoir

Digitized by Google

des petites-maisons assez spacieuses pour contenir tous les fous. Nous devons au côté gauche la justice d'ajouter que, quelques-uns de ses membres ont rougi de la grossièreté de cette réponse & paru sensibles aux sentimens généreux qui l'avoient attirée à M. *de Montlausier*.

M. *Rewbell*, & M. *Merlin* craignoient, l'un qu'après ce qui s'est passé à Vincennes, la suspension des travaux ne compromît l'honneur de l'Assemblée; l'autre, que le nouveau décret ne détruisît le respect du peuple pour la municipalité de Paris, & qu'on n'en conclût, dans les départemens, que les législateurs se laissent conduire par des mouvemens populaires. L'avis de M. *du Port* étoit d'ajourner la délibération, jusqu'au moment où le comité de jurisprudence criminelle proposera des moyens pour accélérer le jugement de 1400 procès au criminel actuellement en instance à Paris dont les prisons renferment 1800 prisonniers. La motion de M. *de Beaumetz* devoit naturellement être appuyée par M. *Robespierre*. M. *Buzot* l'a restreinte à la suspension des travaux, que l'Assemblée a décrétée ainsi que la translation prochaine des accusés de crime de lèze-nation, des prisons de l'Abbaye à celles d'Orléans; & le Roi sera prié de donner des ordres en conséquence.

On a lu le bulletin de la santé du Roi.

Reprenant la suite des articles relatifs aux engagemens, dégagemens & congés, M. *de Bouthillier* en a fait adopter de nouveaux.

Du Jeudi, 10 mars.

On lit le bulletin de la santé du Roi.

On avoit envain essayé d'ôter aux Evêques le droit de choisir leurs vicaires; ces tentatives

Digitized by Google

échouoient toutes contre l'article XXII du titre II de la constitution civile du Clergé, qui laisse à chaque nouvel Evêque cette liberté. Ceux qui ont juré de maintenir ladite constitution, auroient-ils étendu leur serment éventuel à toutes les variantes dont les occurrences la rendront susceptible? Aujourd'hui la même loi, toujours constitutionnelle, défend ce qu'elle permettoit : les vicaires une fois nommés ne pourront être destitués, ni par l'Evêque, ni par son successeur qui, par conséquent, ne pourra choisir les siens; tout dépendra du Synode. Pour opérer ce changement dans une loi solemnellement jurée, il a suffi à M. *Lanjuinais* de dire que l'article XXII a été imprimé autrement qu'on ne l'a décrété, qu'il ne s'agit que de rétablir les expressions qui avoient été changées & telles qu'elles se trouvent dans le procès-verbal de la séance du 14 juin 1790. Cette correction a été décrétée.

M. *le Couteulx* a présenté les tableaux des recouvremens de la contribution patriotique, où les payemens effectués pour le premier tiers forment un total de 22,474,780 liv. Le Roi sera prié d'accélérer les rentrées. On a fixé à mardi un rapport sur l'avancement dans le corps de l'artillerie. A dimanche le compte à rendre de l'exécution du décret relatif à la fabrication de petite monnoie d'argent & de cuivre; & l'on est passé à l'organisation du trésor public qui depuis 22 mois en est encore à la théorie.

Le rapporteur, M. *le Brun*, a exposé les précieux avantages de l'unité, & conclu à ce qu'il n'y eût qu'un ordonnateur des finances. M. *de Montesquiou* a soutenu l'opinion contraire. Il a peint le trésor public occupant » le milieu juste entre l'action royale & ministérielle qui y con-

Digitized by Google

duit les fonds de toutes les parties de l'Empire, en exécution des décrets, & la même action qui applique les fonds aux objets de dépense, en exécution d'autres décrets «. Recevoir, garder inviolablement, distribuer dans l'ordre prescrit, & tenir compte de tout, telles sont les fonctions qu'il lui attribue. Le plan de M. *le Brun* n'offre qu'une distribution nouvelle de l'ancien trésor royal, où les commissaires de l'Assemblée se perdroient bientôt dans des détails qui leur seroient peu familiers. Une recette de 600 millions est au-dessus de toute responsabilité. Du bureau central de comptabilité proposé par M. *de Beaumetz*, & de sa caisse unique de recette, M. *de Montesquiou* a composé ce qu'il a nommé » le système simple de son comité de trésorerie, » qu'il a supposé moins dispendieux, de moitié, » que l'ancien régime, & propre à donner, ce » qui jusqu'ici a été inconnu, un ordre toujours » complet & une comptabilité toujours évi» dente «. Après des débats peu approfondis, l'Assemblée en a décrété les XXI articles, avec de légers amendemens. Nous les transcrirons lorsque nous aurons sous les yeux l'article X qu'on a renvoyé au comité.

Jeudi, séance du soir.

Organe du comité des finances, M. *de Montesquiou* a fait un rapport sur les secours que M. l'abbé *Mulot* implora dernièrement au nom de la municipalité de Paris. En voici la substance. Le 13 juillet 1789, il y avoit dans la caisse de la maison commune 2 millions 854,676 liv., au moment où les électeurs en prirent possession. Depuis le 15 juillet 1789 jusqu'au 31 octobre 1790, jour où la municipalité provisoire fut rem-

Digitized by Google

placée par la municipalité conſtitutionnelle, les revenus ordinaires, les contributions volontaires & quelques dettes recouvrées, ont produit 5 millions 265,142 liv. Dans ce même eſpace de temps, les dépenſes ordinaires (on n'y comprend ni la garde de Paris, ni l'illumination, ni la police, ni le pavé, ni les carrières, & l'on ne ſpécifie pas les autres articles), montèrent à 5 millions 145,221 livres, ce qui donnoit évidemment un reſtant de près de 3 millions. Mais la démolition de la Baſtille (que ſembleroient avoir ſurabondamment payée & la vente des matériaux & un demi million, accordé par le corps légiſlatif pour ſolder l'atelier employé à la démolir), la détention de MM. *de Bezenval*, *Savardin*, &c., les 60 diſtricts, les corps-de-gardes à bâtir, l'armement & l'habillement de la garde nationale, ſes détachemens à tant par jour, la fédération, les fêtes, les travaux qu'elles ont néceſſités (& dont la plupart des ouvriers attendent encore le paiement), tous ces frais ont abſorbé 8 millions 200,000 liv., & il reſte à payer 4 millions 520,000 liv., ſans rien amortir de ſa dette, montant à 32 millions de capital. La concluſion a été la demande d'une avance de 3 millions, ſur le ſeizième qui doit revenir à la municipalité de la vente des biens nationaux qu'elle a acquis.

« La caiſſe de l'extraordinaire, a obſervé M. *Feydel*, n'eſt vouée, d'après les décrets, qu'à l'acquittement de la dette publique, & non des dépenſes particullères. Le comité convient lui-même qu'il n'a point de preuve que la municipalité ſoit créancière de l'Etat. Si vous accordez un ſecours à celle-ci, toutes les municipalités du Royaume formeront bientôt des prétentions.

Digitized by Google

Qu'elle faſſe imprimer les Etats de ſa dépenſe ».

Un décret a fermé la diſcuſſion ; mais M. l'abbé *Maury*, appuyant la motion de M. *Feydel*, a ſoutenu que ce ſeroit attenter aux principes fondamentaux de la conſtitution, que de rendre la nation tributaire d'une ville, de celle de toutes qui poſſède le plus de reſſources. Il a rappellé les réclamations de la ville de Lyon, que l'Aſſemblée avoit repouſſées ; il a demandé que dix commiſſaires, pris parmi les légiſlateurs, portaſſent la lumière dans ce honteux gaſpillage des deniers publics, & examinaſſent les divers états que remettroit la municipalité, qu'il a repréſentée dans une véritable banqueroute. Se refuſant aux 3 millions d'avance, il a remarqué que loin d'être débiteur d'un ſeizième envers la municipalité, le tréſor national étoit créancier de quinze ſeizièmes du prix des domaines à elle vendus, qu'elle n'a pas payés.

En renonçant à l'avantage politique qu'il pouvoit tirer, dans cette diſcuſſion, du rôle que Paris a joué dans la révolution, M. *de Mirabeau* a dit d'un ton d'oracle : « Ses beſoins ſont urgens, ils ſont tels que leur influence pourroit être fatale à ceux-là mêmes qui en conteſtent l'exiſtence ». Cette confidence prêtoit de nouvelles forces aux raiſonnemens ; auſſi l'Aſſemblée a-t-elle décrété que le tréſor public, & non la caiſſe de l'extraordinaire, verſera, dans la caiſſe de la municipalité, à titre d'avance à imputer ſur le ſeizième à elle dévolu dans le prix des biens nationaux, un million lors de la publication du préſent décret, un million le 10 avril, & un troiſième million le 10 mai prochain.

Au milieu de ces débats, on avoit lu le bulletin de la ſanté du Roi, & on a fait auſſi lecture d'une

Digitized by Google

d'une lettre de M. *de Leſſart*, contenant de triſtes nouvelles du diſtrict de Rhédon, écrites le 10 février, & qui ne ſont parvenues au miniſtre que le 9 mars. Attroupement, loi martiale, deux hommes tués, quatorze priſonniers..... Le tout a été renvoyé au comité des rapports.

M. *Geoffroy* a rendu compte enſuite, pour la ſeconde fois, de l'affaire du Clermontois. Répétant ce qu'il avoit déjà dit au nom du comité des domaines, il a perſiſté dans la même opinion, & ſoutenu que le traité de 1641 eſt l'époque de la première réunion au domaine : il n'a pas voulu analyſer le contrat d'échange de 1784 ; ce qui ne l'a point empêché d'aſſurer que ce contrat « renferme une léſion très-forte ». Il a trouvé qu'une jouiſſance de 142 ans, les ſommes laiſſées & les rembourſemens à faire, étoient une récompenſe ſuffiſante pour les ſervices du grand *Condé*, & qu'en détruiſant « un acte illégal, en annullant des dons injuſtifiables, on ſubſtitue une nature de récompenſe à une autre, & qu'ainſi elle n'éprouve eſſentiellement aucune diminution ». Sa concluſion a encore été qu'il fût décrété que le Clermontois fait partie du domaine national. La diſcuſſion eſt ajournée à ſamedi ſoir.

Du vendredi, 11 mars.

La lecture du procès-verbal a été ſuivie de celle du bulletin de la ſanté du Roi.

A l'ordre du jour étoit un travail ſur les ſucceſſions. Croyant cet objet étranger à l'organiſation du gouvernement qui doit fixer tous les ſoins de l'Aſſemblée conſtituante, M. *d'André*

Digitized by Google

vouloit qu'on s'occupât des articles ajournés concernant les corps administratifs. L'égalité des partages a semblé à M. *de Mirabeau* l'une des bases de la constitution. M. *Buzot* a pensé qu'on feroit ainsi des volumes *in-folio* d'articles constitutionnels, qu'organiser la force publique, c'étoit le seul moyen de se mettre à l'abri des dangers imminens tant extérieurs qu'intérieurs. Il a accusé le comité de constitution de laisser l'Assemblée sans travail, ou de ne lui offrir à délibérer, que sans préparation & sur-le-champ, des objets qui exigeroient la plus mûre réflexion. Il a sommé ce comité de présenter une loi de responsabilité, d'achever de constituer les gardes nationales, de s'expliquer sur les loix qu'il projette, sur celles qu'il a préparées, & de ne plus causer de retard par sa paresse ou sa mauvaise volonté.

M. *Thouret* a répondu que les matières étoient ajournées, que les membres de ce comité ne se séparoient plus le souvent qu'à minuit, que les successions avoient été mises à l'ordre du jour à la suite de deux décrets qui pressoient le travail sur cette question, dont « l'opinion publique est déja saisie ». Il a peint des départemens entiers où les esprits sont travaillés par l'incertitude, les mariages retardés, les biens nationaux ne s'y vendant, quoi qu'on en dise, avec aucune activité, malgré l'abondance des capitaux, & tout le zèle du patriotisme. Puis tombant sur le comité d'imposition, il l'a vivement tancé de ce qu'on arriveroit au mois de juillet, avant d'avoir fini le travail relatif à la contribution foncière, dont ce retard extrêmement dangereux rendroit le recouvrement impossible pour cette année, & laisseroit un vuide de près de 300 millions & intérêts... Les applaudissemens, les murmures, les débats, si vifs qu'ils menaçoient

Digitized by Google

de devenir scandaleux, n'ont cédé qu'au décret de passer à l'ordre du jour, ce qui laisse subsister toutes les vérités énoncées de part & d'autre.

Les électeurs du Bas-Rhin, & l'administration provisoire du département du Haut-Rhin, ont informé l'Assemblée que deux professeurs viennent d'être élus évêques, pour remplacer M. le cardinal *de Rohan*, à Strasbourg & à Colmar. M. *Victor de Broglie*, au nom de la députation d'Alsace, a démenti un libelle qui circuloit au moment même dans Paris, où l'on dit que M. *de Condé*, à la tête de huit mille hommes, s'est emparé de Landau. M. *de Broglie* a ajouté qu'il y avoit actuellement en Alsace 15 mille hommes de troupes, & 50 mille gardes nationales, que le Roi venoit d'y nommer un commandant patriote, & que s'il étoit difficile d'y entrer, il seroit encore plus difficile d'en sortir; assurances qui ont eu d'autant plus de succès, qu'elles étoient parfaitement inutiles.

La municipalité de Paris a déclaré, par écrit, que ne pouvant prendre aucun parti relativement aux personnes arrêtées aux Thuileries le 28 février, elle s'en remettoit au corps législatif. MM. *Duport*, *de Folleville* & *de Mirabeau* ayant observé que cette affaire regardoit les tribunaux, l'ordre du jour en a délivré l'Assemblée.

Il a été question de fixer ce que les fermiers devroient payer aux propriétaires, à raison de la suppression des dîmes. Après des discussions plus longues que pleines, douze articles décrétés ont statué que les fermiers paieront annuellement, en deux termes, en argent, l'équivalent des dîmes évaluées à l'amiable, & à dire d'experts sur une année commune pour le reste du bail, & les sous-fermiers en conséquence.

Digitized by Google

Du samedi, 12 mars.

Le président a fait lecture du bulletin de la santé du Roi.

M. *le Brun* a proposé d'ordonner que le caissier de l'extraordinaire acquittera les dépenses du Roi pour l'année 1790; les billets des régisseurs des vivres de la marine; les lettres de change des colonies pour les dépenses du département de la marine antérieures au premier janvier 1789; les billets des fermes, assignations sur la ferme, billets de la régie générale, nouveaux billets des administrateurs des domaines, reserciptions sur les impositions foncières tirées en 1789; que le caissier de l'extraordinaire, par une fiction d'ordre, a dit le rapporteur, remboursera au trésor public la portion desdits effets qui y auront été payés depuis le premier janvier de la présente année, jusqu'au décret, ainsi que les reconnoissances, ci-devant délivrées pour éteindre le papier monnoie des îles de France & de Bourbon, & successivement les emprunts faits à Gènes, pour les quinze-vingts, pour l'arsenal de Marseille, pour la ville de Paris, pour les travaux de Lyon, en Hollande, pour les Américains, & à Bruxelles pour la Flandre maritime. M. *le Brun* a évalué le tout ensemble à 60 millions.

La formule usuelle du comité : « les besoins sont pressans, il faut aujourd'hui tant de millions », a excité les réclamations de M. *Régnault* de Saint-Jean-d'Angély. « Les cordons de la bourse que tient l'Assemblée, a dit M. *de Mirabeau*, forment les plus importans & les plus délicats des rapports journaliers de cette Assemblée avec le peuple, dont le pot-au-feu est une des bases de l'Empire. Je demande que nul projet

Digitized by Google

de décret en demande d'argent ne puisse être présenté qu'après qu'il aura été connu par l'impression, au moins quatre jours d'avance ».

MM. *le Chapelier* & *de Montesquiou* ont répondu qu'il n'étoit question que d'objets liquidés, & de rendre exécutoires des décrets antérieurs. L'Assemblée a décrété la proposition de M. *le Brun* en y joignant, sur la motion de M. *Régnault*, un article portant que les sommes ainsi remboursées seront imputées sur les fonds qui seront demandés par le trésor public pour les besoins du mois courant.

L'ordre du jour amenoit un rapport de M. *Merlin*, au nom des comités de constitution & d'aliénation, sur l'inégalité des partages dans les successions *ab intestat*. Il ne s'agit de rien moins que d'établir une égalité rigoureuse, universelle, pour toutes personnes, pour tous biens, d'abolir toute rénonciation, même stipulée par contrat de mariage, même consentie par tous les intéressés, les majorités, les substitutions, &c. Dans cet océan sans rivages, M. *Merlin* va plantant des balises; ce sont d'abord dix à douze questions qu'il propose de résoudre.

« Nous sommes véhémentement soupçonnés, a dit M. *Garat* l'aîné qui en bon sens a son droit d'aînesse, de vouloir éterniser en nos mains l'autorité souveraine... ». Quelques applaudissemens & beaucoup plus de murmures l'ont interrompu. Il a répété sa première phrase & a poursuivi : « ce soupçon, je le sais, a été répandu par les ennemis de la révolution qui peut-être ne l'ont pas conçu eux-mêmes. Mais si vous adoptez l'ordre de travail qu'on vous présente, si vous délibérez seulement sur ce projet de décret, vous justifierez tous les soupçons ». Puis au milieu des

Digitized by Google

Du samedi, 12 mars.

Le président a fait lecture du bulletin de la santé du Roi.

M. *le Brun* a proposé d'ordonner que le caissier de l'extraordinaire acquittera les dépenses du Roi pour l'année 1790 ; les billets des régisseurs des vivres de la marine ; les lettres de change des colonies pour les dépenses du département de la marine antérieures au premier janvier 1789 ; les billets des fermes, assignations sur la ferme, billets de la régie générale, nouveaux billets des administrateurs des domaines, reserciptions sur les impositions foncières tirées en 1789 ; que le caissier de l'extraordinaire, par une fiction d'ordre, a dit le rapporteur, remboursera au trésor public la portion desdits effets qui y auront été payés depuis le premier janvier de la présente année, jusqu'au décret, ainsi que les reconnoissances, ci-devant délivrées pour éteindre le papier monnoie des îles de France & de Bourbon, & successivement les emprunts faits à Gênes, pour les quinze-vingts, pour l'arsenal de Marseille, pour la ville de Paris, pour les travaux de Lyon, en Hollande, pour les Américains, & à Bruxelles pour la Flandre maritime. M. *le Brun* a évalué le tout ensemble à 60 millions.

La formule usuelle du comité : « les besoins sont pressans, il faut aujourd'hui tant de millions », a excité les réclamations de M. *Régnault* de Saint-Jean-d'Angély. « Les cordons de la bourse que tient l'Assemblée, a dit M. *de Mirabeau*, forment les plus importans & les plus délicats des rapports journaliers de cette Assemblée avec le peuple, dont le pot-au-feu est une des bases de l'Empire. Je demande que nul projet

Digitized by Google

de décret en demande d'argent ne puisse être présenté qu'après qu'il aura été connu par l'impression, au moins quatre jours d'avance ».

MM. *le Chapelier* & *de Montesquiou* ont répondu qu'il n'étoit question que d'objets liquidés, & de rendre exécutoires des décrets antérieurs. L'Assemblée a décrété la proposition de M. *le Brun* en y joignant, sur la motion de M. *Régnault*, un article portant que les sommes ainsi remboursées seront imputées sur les fonds qui seront demandés par le trésor public pour les besoins du mois courant.

L'ordre du jour amenoit un rapport de M. *Merlin*, au nom des comités de constitution & d'aliénation, sur l'inégalité des partages dans les successions *ab intestat*. Il ne s'agit de rien moins que d'établir une égalité rigoureuse, universelle, pour toutes personnes, pour tous biens, d'abolir toute rénonciation, même stipulée par contrat de mariage, même consentie par tous les intéressés, les majorités, les substitutions, &c. Dans cet océan sans rivages, M. *Merlin* va plantant des balises; ce sont d'abord dix à douze questions qu'il propose de résoudre.

« Nous sommes véhémentement soupçonnés, a dit M. *Garat* l'aîné qui en bon sens a son droit d'aînesse, de vouloir éterniser en nos mains l'autorité souveraine.... ». Quelques applaudissemens & beaucoup plus de murmures l'ont interrompu. Il a répété sa première phrase & a poursuivi : « ce soupçon, je le sais, a été répandu par les ennemis de la révolution qui peut-être ne l'ont pas conçu eux-mêmes. Mais si vous adoptez l'ordre de travail qu'on vous présente, si vous délibérez seulement sur ce projet de décret, vous justifierez tous les soupçons ». Puis au milieu des

Digitized by Google

clameurs d'une partie du côté gauche à laquelle il a dit : *silence aux braillards*, le véridique opinant a montré que, de prétexte en prétexte, & toujours au nom de la constitution, les comités induiroient l'Assemblée à refondre le code civil, & l'engageroient dans un labyrinthe inextricable.

« Vous vous êtes établis corps constituant, a-t-il ajouté; eh bien, Messieurs! occupez-vous de l'essentiel de vos fonctions; achevez la constitution. Laissez à la législature qui vous succédera le soin de refaire le code. Honorez assez vos successeurs pour croire qu'ils auront aussi du zèle & des lumières ».

M. *Tronchet* a vu la marche de l'Assemblée tracée dans trois de ses décrets. Le premier porte que les loix civiles seront revues & réformées par les législatures suivantes qui formeront un code général. Des deux autres décrets, l'un ordonne que le comité de constitution présentera une loi sur les successions *ab intestat*, & l'autre un travail constitutionnel relatif à la motion de M. *de Mirabeau*, sur les *inégalités résultantes de la volonté de l'homme.*

Les observations du préopinant ont paru plus justes que ses conséquences à M. *Buzot* qui, cependant, mettant la même sorte de logique dans les siennes, a demandé qu'on mît simplement aux voix cette question : « Les partages des successions *ab intestat* seront-ils inégaux, oui ou non ? »

Réformerez-vous les coutumes, a demandé M. *de Frondeville*? on lui a répondu que cela étoit décidé. « Nous sommes ici pour exécuter les mandats de nos commettans, a dit M. *Achard* » *de Bonvouloir*. Or je déclare que la majorité » des ci-devant Normands veut conserver la

Digitized by Google

» coutume ». M. *de Bonvouloir*, & plusieurs autres députés du département de la Manche se font écriés qu'ils ne pouvoient délibérer sur la destruction de la coutume de Normandie, sans des mandats impératifs qui les y autorisassent. Quelqu'un a protesté que les cinq départemens représentant la Normandie, recevront la loi sur l'égalité des partages avec reconnoissance.

M. *Thouret* a persiflé lestement cette coutume » qui, dans l'excès de sa sagesse, a tout » donné aux aînés & rien aux puînés «. M. *de Frondeville* a observé que les coutumes n'étoient point des priviléges; que la précipitation qui accompagne les délibérations de l'Assemblée, empêche qu'on n'y donne aux objets les plus importans toute l'attention qu'ils méritent; qu'il est trop tard maintenant pour combattre les principes qu'une fausse métaphysique a fait adopter; mais que la coutume de Normandie est l'ouvrage du temps, des siècles, d'un peuple agricole, de l'expérience, du besoin, le fruit du sol. Morcelez vos champs en des milliers de petites propriétés égales, vous aurez une multitude de malheureux dont aucun ne pourra secourir les autres, qui, privés tous des moyens de l'agriculture, s'entredévoreront en procès pour des patrimoines qu'une subdivision réduira bientôt à rien. Objectez-vous les pays de droit écrit? Ils avoient la faculté de tester librement que vos loix vont leur ravir, & les ressources & les vastes possessions du Clergé, qui, d'après vos décrets, n'offrent plus que le tableau du délabrement & de la division morale & civile... D'horribles brouhaha ont réfuté M.

de Frondeville ; il a conclu à l'ajournement à la législature prochaine.

M. *Garat* l'aîné, a demandé qu'on exceptât de la loi nouvelle ceux qui ont actuellement l'expectative des loix encore subsistantes. Aux applaudissemens des galeries, l'article rédigé par M. *Tronchet* a été décrété en ces termes :

Toutes inégalités ci-devant résultantes entre héritiers *ab intestat*, des qualités d'aînés ou de puinés, de la distinction des sexes ou des exclusions coutumières, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale, sont abolies «.

» Tous héritiers en égal degré succéderont par portions égales aux biens qui leur sont déférés par la loi ; le partage se fera de même par portions égales dans chaque souche, dans les cas où la représentation est admise «.

» En conséquence les dispositions des coutumes qui excluent les filles & leurs descendans du droit de succéder avec les mâles ou les descendans des mâles, sont abolies «.

Le président a lu une lettre directoire du département de Paris, qui conseille à la municipalité d'instruire l'Assemblée nationale, que l'accusateur public du tribunal du premier arrondissement n'ayant pas trouvé matière à plaintes, dans les faits qui se sont passés au château des Thuileries le 28 février, on va rendre la liberté aux détenus, à moins que l'Assemblée nationale regardant ces faits comme des fautes ou des délits sortant des cas ordinaires, ne juge à propos d'établir une compétence. Que si l'Assemblée nationale, prévenue en cette forme, passe encore à l'ordre du jour, la liberté doit être immédiatement rendue aux prisonniers.

Digitized by Google

On eſt paſſé à l'ordre du jour, en levant la ſéance.

Séance du ſamedi ſoir.

Fort des circonſtances, le club jacobite d'Uzès accuſe pardevant le corps légiſlatif la municipalité de cette ville, de perſécuter le civiſme des clubiſtes, & de fomenter les troubles. On a renvoyé l'adreſſe au comité des rapports, qui inſtruira le procès. Voilà donc les clubs en correſpondance directe & juridique avec l'Aſſemblée Nationale.

M. *Voidel* a prétendu que les ennemis de la révolution groſſiſſoient le nombre des prêtres non jureurs, & a demandé que les corps adminiſtratifs fiſſent la liſte de ceux qui ont juré. On a décrété cette propoſition, dont le but eſt manqué; car pour éclaircir la vérité, & comparer les nombres, il faudroit une liſte double de jureurs & de non jureurs, ſouſtraire les eccléſiaſtiques qui ne ſont pas fonctionnaires publics, & tenir compte ſéparé de ceux qui n'ont prêté que le ſerment reſtrictif de M. l'évêque *de Clermont*. La moitié des jureurs eſt dans ce dernier cas.

M. *Camus* a entretenu l'Aſſemblée des avantures de M. *Latude*, imprimées depuis long-temps, & déja racontées par ce plaignant dans une pétition au corps légiſlatif. Une priſon de 45 ans a paru à M. *Camus* mériter une ſomme de 10,000 liv., outre la penſion de 400 liv. dont il jouit. Quel délit avoit attiré à M. *Latude* un ſi terrible châtiment? M. *Camus* a avoué que pour ſe faire valoir auprès de Madame *de Pompadour*, cet homme lui avoit écrit qu'à telle heure, tel jour, elle recevroit un poiſon ſubtil, dans une lettre qu'il lui envoya en effet. Ce fait déja connu a glacé le cœur de l'audience: « J'invoque la queſ-

Digitized by Google

« tion préalable, a dit M. *Voidel*. On ne doit « pas récompenser une bassesse. Celui qui a vingt- « quatre ans, fut capable d'une pareille lâcheté, est « indigne de vos secours. Les ministres lui ont « fait une pension de 400 liv., c'est tout ce qu'il « mérite. »

L'Assemblée a généralement partagé ce sentiment; M. *Camus* est resté muet, & son client a été débouté de sa demande.

Le reste de la séance a été donné à la discussion sur la propriété du Clermontois, disputée avec l'acharnement de la vengeance, à M. le Prince *de Condé*. MM. *d'Esbourmel*, *Bengy de Puyvalée* & *de Clermont Lodève* ont combattu le système anti-historique, & artificieusement erroné du rapporteur. M. *Bengy de Puyvalée*, député du Berry, qui montra tant de justesse d'esprit, de connoissance & de talent dans la question des apanages, a ruiné sans ressource le rapport, & écrasé le rapporteur. Dans un style clair, précis & analytique, l'orateur a développé les faits historiques, en a tracé la chaîne, constaté la certitude par les titres, les actes, les traités. Il a montré, jusqu'à l'évidence la plus inconteſtable, que le rapporteur étoit coupable ou d'infidélités criantes, ou d'une grossière ignorance. Il ne s'agissoit ici ni de déclamations, ni de phrases de tribune, mais de vérités positives. M. *de Puyvalée* les a recueillies en critique, & les a déduites en logicien. Ce sont de pareils morceaux que les jeunes gens devroient étudier, pour se former à l'éloquence délibérative, au lieu de cette bavarderie empoulée, exagératrice & criarde, qui est la ressource du charlatanisme, le fléau des assemblées politiques, & la honte de l'art oratoire. On ne trouve pas une ligne obscure, ni une déclamation, ni un hors-d'œuvre dans

Digitized by Google

cette opinion de M. *de Puyvalée*, dont nous sommes à regret forcés de réduire l'analyse au résumé final qu'a présenté l'orateur.

Pour mettre sous vos yeux, a-t-il dit, le tableau de tout ce que j'ai avancé, je me résume en peu de mots, & je dis que la France n'a point soumis le Clermontois par la force des armes, qu'ainsi le droit de conquête n'a pas imprimé sur cette contrée, un premier caractère de domanialité. Que le traité de 1641, a été l'ouvrage de l'artifice & de la fraude, de la force & de la violence; que le traité de 1644, qui a formellement dérogé à celui de 1641, est revêtu de tous les caractères qui distinguent un rescrit diplomatique; qu'au surplus, le Duc Charles qui a passé ces traités, n'étoit pas propriétaire de la Lorraine; que la souveraineté appartenoit à la princesse Nicole son épouse; qu'ainsi, sous aucun aspect, le traité de 1641, n'a pu imprimer sur le Clermontois un second caractère de domanialité. Je dis que la donation de 1648 n'a conféré au Prince de Condé qu'une jouissance précaire, que la propriété ou l'équivalent lui avoient seulement été assurés par un brevet de garantie; que le Roi, par le traité des Pyrénées & celui de 1661, ayant obtenu dans une forme valable & authentique un titre, par lequel il a réuni la propriété à la jouissance du Clermontois, il a par le même traité, validé les effets de la donation de 1648, & assuré au Prince de Condé une propriété incommutable, qui repose sous la garantie immédiate de l'Espagne, & sous la protection successive de l'autorité nationale. En un mot, par la donation de 1648, il avoit obtenu la jouissance, & par le traité des Pyrennées, il a acquis la propriété

du Clermontois. D'après cela, j'ai eu raison de vous dire en commençant que l'époque de la désobéissance & de la révolte du grand Condé, est devenue la base & le garant de sa fortune & de sa propriété. Mais je dois vous dire en finissant avec Louis XIV, *je ne me souviens de ses erreurs que pour parler de la manière dont il les a réparées.*

Cette opinion doit servir à tenir l'Assemblée & le public en garde contre les rapports de ces comités, si expéditifs dans leurs instructions, si légers dans leurs conséquences, si superficiels dans leurs autorités. Croira-t-on qu'un avocat de Charolles, M. *Geoffroy*, auteur de ce rapport, a affirmé que *Dom Calmet* n'avoit pas dit un mot du traité de 1644, dans son Histoire de Lorraine, tandis que ce traité est tout entier dans le septième volume ? Croira-t-on que cet avocat, qui probablement n'a jamais étudié l'histoire qu'au collège, & qui, fort des leçons de son régent, se croit suffisamment instruit pour dépouiller les héritiers du grand *Condé* de leur patrimoine, fait prendre la forteresse de *la Mothe* le 7 juillet 1644, tandis qu'elle ne le fut qu'un an après ? Croira-t-on que ce même avocat Bourguignon, substitue, dans son rapport, sa réputation à celle du cardinal *de Mazarin* & de *Dom Louis de Haro*, les plus habiles négociateurs de leur siècle, auxquels on dût cette paix célèbre des Pyrénées, & que M. *Geoffroy* déclare aujourd'hui n'avoir jamais connu les élémens de la politique & du droit des gens ?

M. *de Clermont-Lodève* a fourni de nouvelles preuves contre les arguties de ce rapport, dont la discussion a été ajournée à mardi soir. Nous ne craignons pas d'avancer que si la maison *de Condé*

Digitized by Google

perd sa cause (& elle la perdra, nous le prédisons), ce sera par tous autres motifs que ceux de la justice, du respect des conventions souveraines & de celui de la propriété.

Du dimanche, 13 mars.

M. *Prugnon*, après avoir parcouru dans un style fleuri, les principaux édifices de la capitale, pour fixer l'emplacement du tribunal de cassation, l'a enfin logé au palais de justice.

M. *Dupont* a ensuite conduit l'audience aux prisons de la capitale, qui renferment 1800 prisonniers. Il faut les juger & faire place à d'autres. En conséquence, on décrète qu'il sera formé incessamment un tribunal provisoire en six chambres, dont les membres seront tirés des tribunaux voisins de Paris. Je doute que l'histoire de la monarchie ou celle d'aucun autre pays, depuis deux siècles, offrit l'exemple d'une semblable circonstance.

On a lu une lettre intéressante de M. *de Montmorin* au comité diplomatique. Elle a pour objet la situation de la France avec l'Etranger. Le ministre promet toute sa vigilance & des informations successives, lorsqu'elles lui seront transmises. Il annonce que des princes de l'Empire, possessionnaires en Alsace, quatre seulement, le duc *de Wirtemberg*, la maison palatine de *Deux-Ponts* & le prince *de Linange*, sont entrés en négociation plus ou moins active; l'évêque de Basle attend la fin des troubles de sa principauté. Le ministre a éclairé les cours de Vienne & de Berlin sur les réclamations des princes de l'Empire; mais, quoique leurs dispositions paroissent pacifiques, la fermentation est grande à Ratisbonne. Les conventions militaires avec les Suisses approchent de leur terme. --- M. *de Bombelles*, am-

Digitized by Google

baſſadeur à Veniſe, a donné ſa démiſſion avant même de refuſer le ſerment. La place de réſident à Genève, occupée par M. *de Caſtelnau*, a été ſupprimée. Quant à M. le cardinal *de Bernis*, il perſiſte dans ſon refus du ſerment pur & ſimple: il recevra bientôt ſes lettres de rappel.

M. *Démeunier*, faiſant paſſer l'attention de l'Aſſemblée à la police des corps adminiſtratifs, a lu une ſérie de nouveaux articles, en remplacement de ceux qui avoient été ajournés. Les débats qui ont ſuivi ſe ſont terminés par un ajournement.

Le Roi a été incommodé pendant quelques jours, d'un catharre, accompagné de fièvre & de toux. Le ſommeil étoit interrompu par celle-ci, & pluſieurs fois S. M. a craché du ſang. Ces ſymptômes qui pouvoient donner quelqu'inquiétude ſe ſont heureuſement diſſipés. S. M. eſt beaucoup mieux depuis lundi; elle s'eſt levée, & tout promet ſon entier rétabliſſement dans peu de jours.

L'aſſemblée électorale de Paris a donné, dimanche dernier, le ſiége épiſcopal de la capitale à M. *Gobet*, évêque *in partibus* de Lydda, qui a recueilli 500 ſuffrages ſur 664 votans, formant la moitié ſeulement des Electeurs. On connoît les opinions actuelles de cet eccléſiaſtique, ſuffragant de l'évêque de Bâle; opinions diamétralement

Digitized by Google

contraires à celles qu'il professoit en 1789.

La fortune est le plus sûr des convertisseurs. Le plus grand nombre des hommes nés avec un esprit médiocre & une ame sans élévation, sont aussi incapables de consistance dans leurs idées que dans leur conduite, & on ne doit pas l'exiger d'eux. Peu de jours auparavant, M. *de Lydda*, plus heureux & plus honoré que ne l'auroient été *Bossuet* ou *Fénelon*, avoit été nommé à l'évêché de Langres & à celui de Colmar. Gémissant, & non accablé sous le poids de ses thiares, il a donné la préférence à la capitale. Le jour même de l'élection, dans la soirée, il alla se prosterner devant le Créateur, c'est-à-dire devant le club des Jacobins, auquel il témoigna sa sensibilité & sa reconnoissance, en demandant le signe de l'Apocalypse, c'est-à-dire l'affiliation. Dans sa harangue, il informa les Jacobins, qu'il venoit puiser au milieu d'eux des principes de *sagesse*, de *modération* & de *civisme*. On voit par ce choix d'éloges, que l'église primitive, régénérée, s'entend aussi bien en flatteries & en contre-vérités, que la prélature superbe qui jadis encensoit le trône.

Les nouveaux évêques qui sont déjà au nombre de 2 à trois douzaines, se sacrent mutuellement. On en institua dix de cette manière dimanche dernier.

Il est à retenir que le plus grand nombre

Digitized by Google

de ces élections épiſcopales ont été faites par la minorité des électeurs ; la pluralité n'ayant pas voulu concourir à cette opération, & s'étant abſentée. On nous a certifié qu'à Rennes, l'évêque canonique avoit été réélu par la majorité, & que ne le conſidérant pas comme éligible, les commiſſaires ont déchiré les billets qui le portoient de nouveau à l'évêché.

On retrouve ſur la liſte des prélats du jour, les noms les plus fameux de la minorité des députés eccléſiaſtiques à l'Aſſemblée nationale : MM. *Gouttes*, *Grégoire*, *de Lydda*, *Dumouchel*, *Maſſieu*, *Saurine*, &c. On doit s'interdire de juger les intentions & de ſoupçonner les conſciences. Il eſt même bien évident que, ni M. *Gouttes* ni M. *Grégoire*, n'imaginoient, en 1789, qu'ils ſeroient évêques en 1791 ; mais, que penſeront l'hiſtoire & la nation, dans dix ans, de cette accumulation de bonnes fortunes de la révolution, ſur ceux qui ont montré le plus d'aprêté à faire dépouiller leurs collègues, & le plus d'empreſſement à leur ſuccéder ?

Les bons eſprits ont vu avec ſatisfaction, la reſipiſcence politique qui a dicté à M. *Démeunier* quelques vérités importantes, dans ſon rapport ſur l'organiſation du Miniſtère. Lorſque l'année dernière, à chaque remontrance contre l'anéantiſſe-

Digitized by Google

ment du pouvoir central, monarchique; à chaque effort de la minorité pour obtenir qu'enfin on limita l'indépendance des corps administratifs & celui du peuple; à chaque plainte sur l'impuissance où se trouve le Gouvernement de prévenir aucun excès, de contenir aucune autorité, de poursuivre le châtiment du crime, on entendoit des Membres du Comité de Constitution, M. *Démeunier* lui-même, & cent autres, repousser dédaigneusement ces craintes, ces sollicitations, ces vérités, on pouvoit désespérer de voir jamais sortir de la plume du Comité, les phrases suivantes :

» Si vous énervez l'action & la force » du Gouvernement, le Royaume livré » à l'anarchie, n'offrira plus qu'une foule » éparse de corps administratifs ou municipaux, agissant sans accord & sans » frein. Cette faute perdra tout & fera » tout oublier. Point de liberté publique, » si l'administration centrale ne tient pas » tout lié, & tout soumis à la loi. Nous » avons ici à nous défendre de nos préventions & même de nos habitudes ».

Ce passage frappant est une fidelle répétition des maximes prophétiques, qui ont été persévéremment défendues à l'Assemblée, par les hommes les plus indignement calomniés, & objets de la haine furieuse de ceux qui, enfin, empruntent aujourd'hui leur langage. Le Public se rappellera

Digitized by Google

que MM. *Mounier*, *de Lally*, *Redon* au mois d'Août & de Septembre 1789, & depuis, continuellement, MM. *de Cazalès*, *Malouet*, *de Virieu*, *Maury* & autres, ont vainement & cent fois rappellé ces principes, reçus par des huées & des imprécacations. Il eſt vrai qu'aujourd'hui, le Comité de Conſtitution a la priorité des moyens, par leſquels il entend conſtituer une autorité centrale & repreſſive. Il vient de ſe juger lui-même, quant à ſes anciennes erreurs qu'il déſavoue : ne déſeſpérons pas que, dans ſix mois, l'expérience qui eſt le Comité par excellence, nous vaudra peut-être une ſeconde amende honorable.

En liſant les meſures que propoſe M. *Démeunier* pour contenir les Corps adminiſtratifs, & former un pouvoir central, on ſe ſouvient de la Mythologie Indienne, qui fait porter le monde ſur un éléphant, l'éléphant ſur la tortue, & la tortue..... ſur le néant.

Ce pas rétrograde du Comité de Conſtitution eſt très-digne d'obſervation. Si on le reproche de la proclamation qu'a rendu le nouveau Département de Paris, on aura la condamnation complette de tous les crimes protégés juſqu'à ce jour, & des folies anarchiques qu'on appelloit *Théorie de la liberté*. Voici comment s'exprime le Département.

» Une conſtitution n'eſt bonne qu'autant

Digitized by Google

qu'elle assure la tranquillité publique. & qui voudroit habiter dans un pays où chacun vivroit comme s'il étoit sans loix, où le peuple exerçant un droit qu'il a délégué n'obéiroit pas aux officiers publics que lui-même auroit choisis, où chacun voudroit user de la liberté à sa manière, où l'on auroit à craindre des attroupemens continuels & tous les excès qui peuvent en être la suite » ?

» Les auteurs des troubles déshonorent également la liberté : car la liberté ne consiste point à ne reconnoître aucune autorité, elle consiste à n'obéir qu'à la loi constitutionnellement faite. La liberté ne donne pas le pouvoir de nuire aux autres ; elle ôte au contraire à tout le monde le pouvoir de nous nuire. La liberté, bien loin de troubler la Société, en assure le repos. On reconnoît un peuple qui l'ayant conquise est digne de la conserver, à sa tranquillité intérieure, à la confiance qu'il a dans ses chefs, à la sécurité avec laquelle chacun se livre à son industrie ; enfin à la prospérité générale, qui est toujours l'ouvrage des bonnes loix. L'inquiétude du peuple produit un effet tout opposé ».

Remarquez aussi que les auteurs des troubles nuisent encore plus aux pauvres qu'aux riches ; car lorsque la tranquillité publique est interrompue, chacun craint pour l'avenir, resserre sa fortune, suspend ses travaux, diminue ses dépenses & songe à quitter une ville où la sûreté de chaque individu n'est pas suffisamment protégée par la loi ».

Cette exhortation, on en conviendra, n'est pas dans l'esprit de ce que l'on appelle le *sens de la révolution*. On l'attribue à M. *de*

Digitized by Google

Mirabeau. Il y a loin de ces sentences judicieuses à l'appel *aux phalanges*, à la protection donnée aux Marseillois, *au vaisseau de l'Etat qui s'avançoit majestueusement dans le port*, dans le moment où le Roi appelloit vainement les Représentans du Peuple, dans son Palais entouré de brigands, & souillé du sang de ses Gardes, &c.

On nous fera la grace de se rappeller que nous avons, sans relâche, depuis deux ans, malgré les délations, les menaces, les proscriptions & les plus atroces calomnies, opposé à l'anarchie, avec persévérance, les maximes auxquelles la sagesse du Département vient de rendre hommage. Voici la liste des Membres qui composent cette Assemblée & son Directoire.

Les 36 administrateurs sont : MM. Kersaint, Cretté de Paluel, Arnoult, Glot, Deix, Cérutti, du Tremblay, la Cépède, la Rochefoucault, Faucoupré, Brousse Desfaucherets, Talleyrand (ci-devant évêque d'Autun), Mirabeau l'aîné, le Févre d'Ormesson, Maillot, Briere de Surgy, Thouin, Iselin, le Fevre, Trudon des Ormes, Danton, Gravier de Vergennes, Dumont, Anson, l'abbé Sieyes, Barré, de Bry, Dacoust, Garnier, Mautort, Alexandre Lameth, Jussieu, Thion de la Chaume, Charton, Vieillard, Treil de Pardailhan. Procureur-général-syndic, M. *Pastoret.*

Le Directoire est composé de MM. du Trem-

Digitized by Google

blay, Anſon, Garnier, Mirabeau, Cretté de Palluel, l'abbé Sieyes, Glot & Dacouſt.

M. *de la Rochefoucault* eſt Préſident, & M. *Blondel*, ſecrétaire.

La légèreté & l'ignorante inſouciance d'une foule d'habitans de la capitale, leur perſuade, ſur la foi des papiers publics, que la liberté, la ſûreté, la paix, les loix ont fixé leur empire au milieu de nous : ils ne ſavent pas que le tableau journalier du Royaume eſt celui des plus horribles attentats de la tyrannie populaire; attentats dont les autorités qui devroient les réprimer, ſe rendent quelquefois ouvertement complices. Chaque ſemaine nous apporte le récit de quelque nouveau crime en ce genre. En voici un très-récent, dont nous certifions la relation, d'après une lettre authentique d'Amiens, en date du 28 Février.

» Madame la Comteſſe de *la Mire* demeuroit à ſa terre de Davenecourt. La Municipalité a été chez elle avant-hier, pour lui demander ſi elle vouloit donner ſa renonciation aux droits de tiers, qu'elle poſſède dans la Commune, Champart, &c. Elle proteſta de ſa ſoumiſſion aux décrets de l'Aſſemblée nationale, & obſerva aux Municipaux qu'ils ne la dépouilloient pas de ces droits. La Municipalité lui demanda ſi elle étoit bien décidée à ne pas s'en départir. Elle leur témoigna ſon étonnement de leur démarche : » *Eh bien*, lui dit-on, *il vous arrivera malheur*. Au même inſtant deux Municipaux ſortirent, & firent ſonner le tocſin. Un inſtant

Digitized by Google

après, tout ce village entra dans le château que la Municipalité venoit de quitter. Un domestique court avertir madame comme il montoit l'escalier, un paysan lui tire un coup de fusil & lui casse le bras. Il a le courage de se relever, d'aller à sa maîtresse & tombe près d'elle. Tous les paysans entrent dans la chambre de madame de *la Mire* & la chargent de coups, ainsi que son fils & sa fille âgés de 18 a 19 ans. Une femme de chambre qui se sauvoit par une échelle, qu'un ouvrier de la maison avoit appliquée à une croisée, est jettée a bas avec l'échelle par les paysans. Madame de *la Mire* essuya leurs outrages depuis 10 heures du matin jusqu'à 3 heures après-midi. Pendant ce temps, on lui a fait signer tout ce qu'on a voulu, & sans lui en donner connoissance. Un de ces monstres a voulu la tuer d'un coup de sabre, qu'elle a paré avec son bras, coupé depuis le coude jusqu'au poignet. Enfin quelques gens de la maison ont trouvé le moyen de la faire évader avec ses enfans dans un cabriolet, pendant qu'on pilloit le château. Des membres du département viennent de s'y transporter. On a verbalisé. En attendant le fidèle domestique est mort. Plusieurs autres sont estropiés «.

M. *de Bonneval*, cet officier au régiment de Berry, si lâchement assassiné dans le parc de Chantilly, par une troupe de paysans voleurs qui dévastoient cette enceinte depuis deux mois, n'est pas encore mort; mais la gravité de ses blessures diminue l'espérance de le sauver.

Digitized by Google

P. S. En rapportant dans le supplément du n°. 10, la fermeté de M. *François de Beauharnois* au château des Thuileries, le 28 février, nous nous sommes mépris en prenant ce député de Paris, ci-devant marquis, pour le *plus jeune* des deux personnes de ce nom qui siégent à l'Assemblée nationale. Le cadet de ces Messieurs, est M. *Alexandre de Beauharnois*, député de Blois & Jacobin, & qui, certainement n'étoit pas au château.

M. *de Court*, & les huit particuliers arrêtés dans la même circonstance, ont été remis en liberté dimanche dernier. Ni délateurs, ni témoins, ni accusateur public, n'ont osé accréditer les infâmes calomnies répandues sur cette réunion de citoyens François, près de la personne du Roi, dans un instant de danger. Ces calomnies sont donc un nouveau crime de la licence & de l'esprit de parti; il a fallu renvoyer absous, ceux qu'on avoit témérairement dénoncés comme *très-suspects*.

P. S. Dans la séance d'hier au soir, mardi 12, M. le Prince *de Condé*, déjà dépouillé par anticipation, aux Jacobins, a perdu le Clermontois, la plus belle, la plus considérable de ses propriétés, garantie à son ayeul par le traité des Pyrénées. M. l'abbé *Maury* n'a jamais été si éloquent; car jamais il ne défendit une cause plus évidente. Le côté droit s'est retiré sans prendre part à la délibération.

Digitized by Google

A V I S.

Le sieur *Lethien*, maître coutellier, demeurant rue Neuve-Saint-Médéric, près l'hôtel de Jabach, n°. 55, vient d'inventer des ciseaux portatifs, dans la poche, sans craindre de se blesser, donc l'étui en acier, parfaitement ressemblant aux ciseaux, les renferme entièrement ; leur grosseur n'excède pas les petits ciseaux ordinaires. Le prix est de quinze livres, & les branches & étui en or 150 liv. Ils peuvent le disputer aux meilleurs ciseaux d'Angleterre. Le sieur *Lethien* fabrique & vend des rasoirs de toutes qualités, entr'autres à six lames, & à rabot d'argent qui empêche de se couper. On trouve également chez lui les plus fines coutelleries, & l'on peut être assuré de cur perfection.

Les Numéros sortis au tirage de la Loterie Royale de France, du premier Mars, sont : 77, 25, 58, 63, 36. Ceux sortis au tirage du 16 du même mois, sont : 68, 47, 12, 66, 48.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 26 MARS 1791.

PIECES FUGITIVES EN VERS ET EN PROSE.

LES SOUPIRS DE L'AMOUR,

ODE Anacréontique, à Mlle. S. D.

QUE sont-ils devenus
Ces jours si pleins de charmes,
Où, loin du bruit des armes,
Dans des lieux inconnus
Je vivais solitaire,
Et goûtais le bonheur
Avec une Bergere
Qui possédait mon cœur?

Hélas! ils ne sont plus;
Et, loin de ma Sylvie,

Digitized by Google

Je consume ma vie
En regrets superflus.
Sans cesse je l'appelle :
Sensible à mon malheur,
La seule Philomele
Répond à ma douleur.

Lorsque du haut des airs,
Commençant sa carriere,
Le Dieu de la Lumiere
Eclaire l'Univers,
Je pense à ma Bergere ;
Et, plein de mon amour,
Je demande, j'espere,
Et j'attends son retour.

Bientôt la sombre nuit,
Dans une paix profonde,
Ensevelit le Monde,
Et chasse au loin le bruit.
Moi seul, je veille encore ;
Et, plein de mon amour,
Long-temps avant l'aurore
J'appelle son retour.

Vain espoir ! vains souhaits !
Ma Bergere est absente ;

Digitized by Google

Loin de moi, mon Amante,
N'entend point mes regrets.
Je gémis, je soupire,
Et mes tristes concerts,
Vains jouets du Zéphyre,
Se perdent dans les airs.

Vous donc, tendres oiseaux,
Confidens de mes peines,
Qui, souvent dans ces plaines,
Gémissiez de mes maux;
Ah! d'une aile légere,
Messagers de l'Amour,
Volez vers ma Bergere
Pour hâter son retour.

Dites-lui que Lisis,
Que son Amant fidele
Languit séparé d'elle;
Que les jardins flétris,
Que les arbres sans vie,
Les vergers, les guérets,
Redemandent Sylvie
Aux lointaines forêts.

Et toi, ne tarde plus,
Reviens, ô ma Bergere!

Digitized by Google

Ici, comme à Cythere,
On adore Vénus.
Reviens, chere Sylvie,
Et qu'à jamais nos jours
Coulent, loin de l'envie,
Dans le sein des Amours.

(*Par un jeune homme de 15 ans.*)

A MON FILS.

Tu n'as vu que douze Printemps,
Et ton heureuse adolescence,
Près d'un pere, s'écoule aux champs,
Dans une paisible innocence.

Non, jamais d'un triste censeur
Il n'empruntera le langage.
Saisis le rapide bonheur;
On ne le fixe qu'à ton âge.

Dans sa recherche seulement,
Je veux long-temps être ton guide.
Jeune, on se livre ingénument;
Et l'homme, hélas! est si perfide!

Tu verras toujours, mon enfant,
Au moins je me le persuade,

Digitized by Google

Dans ton pere ton confident,
Ton Mentor & ton camarade.

(*Par M. A. M. G. du Wiquet-d'Ordre.*)

Explication de la Charade, de l'Énigme & du Logogriphe du Mercure *précédent.*

LE mot de la Charade eſt *Oiſeau-Mouche*; celui de l'Énigme eſt *Inconſtance*; celui du Logogriphe eſt *Libertinage*, où l'on trouve *Age, Tage, la Reine, Rat, Elie, Neige, Ane, Lie, Lait, Liberté, Ligne, Gerbe, l'An, Bal, Air, Ange, Nil, Lit.*

CHARADE.

A certain jeu, Lecteur, ſi tu n'as mon premier,
Tu riſqueras ſouvent d'eſſuyer mon dernier;
Le nom d'un animal te donne mon entier.

(*Par un Abonné.*)

ÉNIGME.

QUELQUE part où je ſois, à la ville, au village,
Je fais me rendre utile, & ſuis fort en uſage;

Digitized by Google

Mais vous qui m'employez, soyez sage & prudent;
Et de votre pouvoir usez modérément,
Sans quoi point de quartier : sans égard pour personne,
Je traite également, Thémis, Flore, Bellone;
Et ne respectant point la raison ni les lois,
Je porterais le feu jusqu'au palais des Rois.

(*Par un Abonné.*)

LOGOGRIPHE.

Aux champs de Mars j'appelle les Guerriers,
Qui volent sur mes pas moissonner des lauriers.
Je sais, quand il me plaît, fixer le sort des armes;
Mais la gloire des uns coute aux autres des larmes.
Je vois mille rivaux, avec égale ardeur,
Se disputer la conquête d'un cœur :
Chacun prétend à la couronne;
Mais au plus tendre je la donne.
Cherchez à me décomposer,
Si cela peut vous amuser.

Les Poëtes m'ont mise au rang des Immortelles;
Et, pour me distinguer, ils m'ont donné des ailes.
J'en ai huit qui d'abord vont, sans beaucoup de frais,
Vous donner ce qui sert à sceller vos secrets;

Digitized by Google

Ce que nous trouvons tous de trop courte durée ;
Ce qui doit faire horreur à toute ame bien née ;
De joie ou de douleur un indice certain ;
Le nom que nous donnons à notre Souverain ;
Une cité de Baſſe-Normandie ;
Ce précieux métal que tout le monde envie ;
Un terme familier, ſigne d'intimité ;
De la Religion l'uſage reſpecté ;
Le nom d'un Saint Martyr révéré dans Marſeille ;
Ce que devient ſouvent l'ami de la bouteille ;
Un animal rampant & deſtructeur ;
L'inſtrument dont le bruit éveille le chaſſeur ;
J'offre un autre animal ſauvage & domeſtique ;
Et pour finir, un ton de la muſique.

(*Par un Abonné.*)



Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

ADRESSE à l'Assemblée Nationale sur la Liberté des Opinions, sur celle de la Presse, &c. ou Examen philosophique de ces Questions : » 1°. Doit-on parler de » Dieu, & en général de Religion dans une » Déclaration des Droits de l'Homme ? » 2°. La Liberté des Opinions, quel qu'en » soit l'objet, celle du Culte & celle de » la Presse, peuvent-elles être légitimement circonscrites & gênées de quelque » maniere que ce soit par le Législateur ?

Punitis ingeniis, gliscit auctoritas : neque aliud externi Reges, aut qui eâdem sævitia usi sunt, nisi dedecus sibi atque illi gloriam peperêre. TACIT.

A Paris, chez Volland, Libraire, quai des Augustins.

CETTE Brochure ne doit pas être confondue avec celles dont le torrent nous inonde, & qui paraissent chaque jour pour

Digitized by Google

disparaître le lendemain : elle est l'Ouvrage d'une tête forte & d'un esprit imbu d'idées philosophiques. C'est annoncer assez que sur la premiere de ces deux questions, l'Auteur est pour la négative. Supposez, dit-il, l'homme aussi dépendant de Dieu que la Religion l'enseigne, il n'en a pas moins ses droits inaliénables, imprescriptibles & sacrés, ses rapports nécessaires qui dérivent de sa nature, & par conséquent ses devoirs. Considérez-le sous un point de vue tout opposé, c'est-à-dire, comme portion nécessairement organisée d'une matiere éternelle, nécessaire, & douée d'une infinité de propriétés tant connues qu'inconnues ; ses droits ne seront ni différens, ni plus étendus, ni plus invariables, ni plus sacrés.

Que Dieu existe ou n'existe pas, l'homme reste toujours ce qu'il est : sa nature est constamment la même au pole & sous la ligne : par-tout il est sensible ; il a des besoins physiques, & des relations sociales plus ou moins immédiates, plus ou moins étendues, mais toujours réelles & nécessaires : or, on peut déduire de cette sensibilité, de ces besoins, de ces relations, tous les droits & tous les devoirs de l'homme. Ils ne doivent même pas avoir d'autre base, lorsqu'on ne veut pas les établir sur des fondemens mobiles & ruineux. Rien n'est donc plus dangereux que de lier

Digitized by Google

les droits naturels de l'homme à l'existence de Dieu, & la Morale à la Religion; parce que toutes les idées religieuses étant par leur nature vagues, incertaines, vacillantes, diverses selon les pays, les âges & les passions, ne peuvent être la base de ces droits qui sont toujours & par-tout les mêmes.

L'Auteur va plus loin. Il ne veut pas que le nom de Dieu se trouve ni dans des principes de droit naturel, de Gouvernement civil, de droit des gens, ni dans un Traité de morale; ni dans un Livre de philosophie rationnelle, à moins qu'on ne s'y propose dans quelque Chapitre l'examen des preuves de l'existence & des attributs de la Divinité; à plus forte raison, dans un Ouvrage de Géométrie, de Physique, ou d'Astronomie. » C'est, ajoute-t-il, pour n'avoir pas fait une entiere abstraction de Dieu dans la discussion de toutes les questions qui ne sont pas essentiellement & exclusivement du ressort de la Théologie; c'est pour ne les avoir pas résolues précisément comme on l'aurait fait, si l'on n'eût pas admis l'existence de Dieu, que les progrès de la raison ont été si lents, si tardifs dans tous les siecles & chez tous les Peuples policés «.

Il impute à un reste d'influence des idées religieuses ce qu'il y a d'imparfait & d'embarrassé, même dans les Ouvrages

Digitized by Google

de Montesquieu, de Buffon, & qui plus est d'Helvétius. Ces idées ne devaient surtout être pour rien dans une Déclaration des droits de l'homme, puisque ces droits ont pour base la nature de l'homme & non la Religion. Tout Philosophe regrette, sans doute, de voir dans cette *Déclaration* l'Article relatif aux opinions religieuses : mais qui ne sait comment & dans quelles circonstances il a été rendu ? Qui osera en faire un crime à la Nation Française ? Qui refusera d'y reconnaître l'un des derniers maux que lui ait faits un Corps qui avait encore alors quelque puissance ? L'Auteur, qui paraît avoir composé son Ouvrage au commencement de l'année derniere, après avoir rappelé quelques autres exploits de ce Corps dans l'Assemblée Nationale, finit en disant comme Caton le Censeur, & en déclarant qu'il ne cessera de répéter avec lui : *Mon avis est qu'on détruise Carthage.* Il a eu depuis, & tout récemment encore, bien des occasions de se rappeler son *Deleatur Carthago.* On peut enfin lui répondre aujourd'hui *Deleta est.*

Il s'éleve avec force contre l'*importance* qu'on attache *aux opinions religieuses* en général, & à telle ou telle Religion en particulier. Il regarde cette importance comme *aussi contraire au bon sens qu'au bon ordre*, & comme la source de la plupart des divisions, des guerres & des crimes

Digitized by Google

qui ont affligé l'espece humaine. Aussi n'est-il rien moins que satisfait du point où nous sommes constitutionnellement parvenus sur l'article de la Religion. Nous avons beaucoup fait sans doute en évitant de déclarer une Religion dominante; mais à cette déclaration près, les choses ne sont-elles pas réglées comme s'il y en avait une? Cela lui paraît tel. Il fait des vœux pour que nous fassions sur ce point important les progrès qui nous manquent encore. Il nous renvoie, il renvoie toutes les Nations à l'Acte de la République de Virginie sur la liberté de Religion; Acte qu'on peut effectivement regarder comme le seul juste, le seul raisonnable, le seul fondé sur les principes d'une véritable Liberté, qui ait encore été formé par aucune association politique; Acte qui établit non seulement la liberté des opinions & celle du culte public, mais celle de professer & de défendre ses opinions par des argumens; non seulement la nécessité de ne forcer personne à professer une croyance, à fréquenter un Temple quelconque, mais celle de ne contraindre personne à payer pour l'entretien de tel ou tel Ministre, & qui déclare enfin qu'il est criminel & tyrannique de forcer un homme à payer des contributions destinées à répandre des opinions qui ne sont pas les siennes, &c.

Nous n'en sommes pas-là sans doute;

Digitized by Google

mais pourquoi désespererions-nous d'y atteindre un jour ? Les circonstances qui nous ont commandé d'autres mesures changeront ; & les droits de la raison, de la justice, de la liberté ne changent pas.

Selon cet Acte vraiment philosophique, & selon la saine raison, toutes les opinions vraies ou fausses, religieuses ou anti-religieuses, celles même qui seraient contraires à l'existence d'un Dieu, doivent avoir une pleine & entiere liberté de se produire. » Aussi-tôt que la Loi met dans certain cas quelque restriction au droit inaliénable qu'a tout homme de penser, de parler, d'écrire & d'imprimer, elle décrete une chose injuste, elle excede son pouvoir, elle porte directement atteinte à une Déclaration des droits de l'homme, établis sur les vrais principes. « C'est ainsi que l'Auteur entame sa seconde question ; question importante & sur laquelle il est aussi ferme, aussi décidé, aussi Philosophe que sur la premiere.

» Je connais, dit-il, tous les lieux communs que le désir de dominer sur les esprits, & de faire taire la raison devant les préjugés les plus absurdes & les plus nuisibles, fait débiter tous les jours aux Prêtres, aux Magistrats & aux Ministres oppresseurs, sur la nécessité de ne pas confondre la liberté avec la licence. Je sais tout ce qu'on peut alléguer contre la to-

Digitized by Google

lérance des libelles & des satires personnelles ; mais après y avoir réfléchi autant & plus peut-être qu'aucun de ceux qui s'élevent contre cette tolérance, & qui déterminent dans leur prétendue sagesse, & d'après des considérations partielles, le terme où la liberté de la Presse doit s'arrêter, il m'est bien démontré, que sous tous les rapports, il y a bien plus d'inconvénient & de danger à mettre des entraves à cette liberté si constamment désirée, si utile, & à défendre, sous quelque prétexte que ce soit, l'impression d'un libelle, qu'à la permettre «.

» D'abord c'est à la Loi à définir, avec la précision la plus rigoureuse, ce qu'elle entend par un libelle calomnieux & diffamatoire, par un Ecrit séditieux, par un Livre contre les bonnes mœurs, par ces mots si vagues, *attaquer la réputation d'un Citoyen ; troubler l'ordre établi par la Loi ; le repos public ; échauffer, ameuter, soulever le Peuple, &c.* : en un mot, par toutes ces expressions qui ont une latitude plus ou moins grande, & un sens plus ou moins défavorable, selon l'intérêt, les préjugés, & les passions des agens du pouvoir exécutif, & qui leur fournissent mille prétextes spécieux d'abuser de leur autorité..... C'est à la Loi à s'expliquer avec une exactitude si scrupuleuse sur tous ces points, qu'elle ne laisse aucune équivoque, aucune incer-

Digitized by Google

titude dans l'esprit de celui qui doit appliquer cette Loi, ni aucun lieu à la plus légere interprétation..... Des Loix que l'Assemblée Nationale décrétera à cet égard, dépendent la tranquillité, la paix intérieure de l'Etat, la sûreté, le repos & la liberté de chaque Citoyen, la conservation de ses droits sacrés, & le bonheur de tous «.

» La tyrannie ministérielle ne pouvant plus désormais se jouer avec la même effronterie & la même impunité de la liberté de l'homme & de la vie des Citoyens, inventera sans doute une nouvelle nomenclature adaptée à ses coupables desseins, & comprendra sous le terme générique de libelles séditieux, tous les Ouvrages qui auront pour objet de réclamer fortement l'exécution des Loix, de rappeler au Peuple ses droits, d'entretenir dans son cœur le désir, l'enthousiasme de la Liberté, passions qu'il est plus difficile de rallumer lorsqu'elles sont éteintes, que d'inspirer à ceux qui ne les ont pas encore éprouvées; enfin de l'éclairer sur ses véritables intérêts, & sur la conduite plus ou moins oblique & ténébreuse de ceux qui le gouvernent «.

» Mais l'abus que l'on peut faire des mots ne change point la nature des choses & des idées dont ils sont les signes institués..... Un Ecrit séditieux n'est en d'autres termes qu'une plainte, une satire plus

Digitized by Google

ou moins violente des vûes du Gouvernement sous lequel on vit. C'est un mal inconnu & qu'on n'a point à craindre dans un ordre de choses qui ne porte aucune atteinte aux droits naturels des hommes..... Il y a donc un moyen sûr, infaillible d'empêcher les Ecrits séditieux, & de n'être pas même dans le cas de les craindre & de les punir; c'est de s'occuper avec un zele constant & éclairé du bonheur du Peuple; c'est de gouverner selon les Loix; c'est de ne pas employer à détruire, une autorité qui n'a été confiée, déléguée que pour protéger & pour conserver «.

» Quant à la satire personnelle, elle est ou une pure médisance, ou un libelle calomnieux & diffamatoire. Dans le premier cas, on ne peut nier qu'elle n'ait ses avantages, puisqu'il est de l'intérêt de tous que les méchans soient connus, *interest Reipublicæ cognosci malos*. Elle éclaire la conduite de ceux contre lesquels elle est dirigée; elle révele le secret de leur vie; elle les expose à la surveillance & à l'animadversion de l'opinion publique, Tribunal toujours redoutable, qui double la force de celui des Loix lorsqu'elles sont bonnes, qui les supplée lorsqu'elles sont mauvaises, & que les Juges sont ignorans ou prévaricateurs. En un mot, la médisance, simplement telle, & renfermée dans de justes bornes, exerce en quelque sorte dans l'Etat

Digitized by Google

la fonction de Censeur, & les droits de l'Historien sévere & véridique : elle corrige ; elle fait redouter au vice l'infamie & la Postérité, ou du moins elle ôte aux méchans, en les démasquant, le pouvoir & l'espérance de nuire avec impunité «.

» Si, au contraire, la satire personnelle est une calomnie, un libelle diffamatoire contre un homme de bien, le meilleur & le plus sage parti qu'il puisse prendre est celui du silence..... Si, devenu l'objet d'une calomnie atroce, il croit devoir se défendre, il peut d'abord, pour réponse générale, en appeler à la teneur constante de sa vie, espece de justification qui est toujours d'un grand poids dans l'esprit des honnêtes gens, les seuls dont il lui importe d'obtenir & de mériter l'estime. Mais indépendamment de cette apologie, qu'un honnête homme injustement accusé se doit à lui-même..... il a encore son recours à la Loi. C'est au Juge, qui en est l'organe, à informer contre le Libelliste satirique, à le forcer de prouver juridiquement son accusation, de donner caution pour sa personne, jusqu'à ce qu'un examen approfondi & comparé des preuves des deux parties ait fait connaître l'innocent & le coupable ; & au cas que le calomniateur soit évidemment reconnu pour tel, après l'instruction légale & publique du procès, c'est à la Loi à prononcer la peine qu'il

Digitized by Google

mérite, & à proportionner sur-tout le degré de flétrissure qu'elle lui inflige, à celui auquel il aurait exposé l'innocent, si celui-ci avait succombé..... «.

» Ce ne sont ni les bons Princes qui défendent par des Loix l'impression & la publication des libelles & des satires personnelles, ni les gens de bien qui sollicitent ces Loix iniques. Qu'auraient-ils à redouter à cet égard de la liberté & même de la licence ? Ce sont ou des Souverains, dont les mœurs & la réputation sont équivoques, ou des Ministres louables en apparence, au fond pervers & corrompus, & qui craignent de voir la vérité descendre dans la caverne, & en éclairer tous les recoins. (L'Auteur pouvait ajouter, ou des Administrateurs & des Hommes publics quels qu'ils soient, dont l'intérêt est de cacher leurs actions & leurs vûes.) Auguste, ce lâche Tyran, malgré les éloges que la flatterie lui a prodigués, fut le premier qui, par la Loi *de Majestate*, prit connaissance de ces Livres que les Latins appelaient *Famosos*, & qui étendit la Loi à cette espece de Livres. Tibere, bien digne de lui succéder, la remit en vigueur, aigri par des vers anonymes qui couraient dans Rome sur sa fierté, sa cruauté, & ses querelles avec sa mere. Citer sur ce point l'exemple de ces deux Tyrans, c'est énoncer le jugement qu'on serait obligé de porter de ceux qui seraient tentés de les imiter «.

Digitized by Google

» Il n'eſt aucun cas, ſans exception, où la liberté de penſer & d'imprimer puiſſe être légitimement limitée; & pour ne rien diſſimuler dans une matiere ſi grave, un libelle diffamatoire, dans lequel le poiſon de la calomnie, préparé avec art, peut compromettre l'honneur, la liberté, & quelquefois même expoſer la vie d'un Citoyen honnête, eſt un grand mal ſans doute; mais enfin ce mal, dont un bon Gouvernement ne ſouffrira jamais, n'eſt qu'un mal particulier, individuel; & la liberté indéfinie de la Preſſe eſt un bien général, dont les avantages ſont inappréciables, & ne ſont encore connus d'aucun Peuple: c'eſt un inſtrument dont la force eſt incalculable dans nos Gouvernemens modernes, ſans en excepter l'Angleterre même, où cette liberté de la Preſſe eſt très-gênée «.

» La ſeule idée d'un homme vertueux, ou d'un innocent qui périt victime d'une calomnie atroce, fait frémir; .... mais ce cas, un des plus propres à favoriſer l'opinion des ennemis de la liberté indéfinie de la Preſſe, eſt néceſſairement très-rare. C'eſt une de ces chances qu'on ne peut guere amener que par une combinaiſon, c'eſt-à-dire, par ces convulſions violentes & momentanées qu'éprouvent les Empires, lorſqu'après avoir ſouffert les maux d'un long Deſpotiſme, une Nation paſſe bruſquement de l'eſclavage à la liberté «.

Digitized by Google

Ici l'Auteur prouve très-bien que cette crise ne peut être que passagere ; que lorsque les Loix ont repris leur empire, le libelle calomnieux n'expose plus impunément l'homme de bien qui en est l'objet ; qu'au reste il n'y a aucune Loi, aucune Institution humaine qui ne soit sujette à quelque inconvénient ; mais que la conservation des droits naturels & sacrés de l'homme est, pour tous les Etats, la Loi premiere & fondamentale ; & que ce principe, dont le Législateur ne peut jamais s'écarter, sans abuser du pouvoir qui lui est confié par la Nation, doit dominer dans toutes les Loix qu'il décrete. Il conclut à la liberté la plus indéfinie de la Presse, sauf à répondre devant les Tribunaux prépposés par la Loi pour connoître des accusations de calomnie, & à être puni comme calomniateur, si celui qu'on a accusé est innocent.

Si les dangers qui peuvent, en certains cas, résulter du libelle & de la satire personnelle, ne lui font rien rabattre de la fermeté du principe, on a vu, dès le commencement, qu'il est bien loin d'y déroger relativement aux matieres religieuses. » Il doit, dit-il, être permis à tout homme d'écrire & de publier sur ces matieres que Dieu a livrées, comme toutes les choses de ce monde, aux vaines disputes des hommes, tout ce qu'il croit vrai & utile, selon ses lumieres, sans craindre de s'exposer à

Digitized by Google

aucun châtiment. Des Légiſlateurs ſages qui, dans un ſiecle éclairé, décretent une Loi ſur cet objet, ne doivent pas être plus ſéveres, plus oppreſſeurs que Tibere : ils doivent l'imiter à cet égard, &, comme lui, laiſſer aux Dieux le ſoin de venger leurs injures : *Deorum injurias Diis curæ.*

Nous nous ſommes étendus ſur ces idées, & au lieu d'y mêler les nôtres qui ſont abſolument conformes à celles de l'Auteur, nous avons cité, en le reſſerrant, tout ſon ſyſtême, parce que ces notions, quoique ſimples & raiſonnables, ne ſont rien moins encore que généralement adoptées, & qu'aux approches du moment où nos Légiſlateurs doivent prononcer ſur cette grande queſtion, il eſt important de diriger & de fixer l'opinion publique, non pour influer ſur leur déciſion, mais pour y préparer les têtes faibles.



Digitized by Google

Londres & ses Environs, ou Guide des Voyageurs curieux & Amateurs dans cette partie de l'Angleterre, qui fait connaître tout ce qui peut intéresser & exciter la curiosité des Voyageurs, des Curieux & Amateurs de tous les états; avec des instructions indispensables à connaître avant d'entreprendre ce voyage, & une Notice des principales Villes les plus commerçantes & les plus manufacturieres des trois Royaumes. On y a joint dix Vues des principaux Édifices & Maisons Royales; & une Carte, le tout gravé en taille-douce. Ouvrage fait à Londres, par M. D. S. D. L...; seconde édition. 2 Vol. in-12. Prix, 5 liv. br. & 6 l. franc de port par la Poste. A Paris, chez Buisson, Libraire, rue Haute-feuille, N°. 20.

L'Angleterre est aujourd'hui presque le seul pays de l'Europe où un bon Français, c'est-à-dire, un Français libre puisse voyager avec plaisir, & peut-être même avec sûreté. C'est donc rendre un vrai service au Public que de lui donner une

seconde édition de cet Ouvrage utile ; & si la premiere a été débitée rapidement, on peut croire que celle-ci le sera plus rapidement encore.

Un Ouvrage de cette espece est peu susceptible d'extrait. On peut cependant s'arrêter de préférence à quelques endroits, en le parcourant ; comme on ferait à Londres même, en s'y promenant cet Ouvrage à la main. Il est naturel, par exemple, de ne pas glisser rapidement sur la description de Westminster, & dans tous les détails intéressans de cette fameuse Abbaye, de choisir par prédilection les monumens dont elle est décorée. L'Auteur y invite en quelque sorte, en s'arrêtant lui-même à quelques réflexions que nous citerons ici, tant pour donner une idée de la maniere dont il a vaincu, quand l'occasion s'en est présentée, l'aridité de ces sortes de descriptions, que parce que ses réflexions pourraient avoir pour nous des applications utiles.

» On a érigé dans cette Abbaye des monumens aux Princes, aux Guerriers, aux Patriotes, aux Philosophes, aux Poëtes, &c. Les Anglais regardent, avec raison, cet usage comme produisant d'excellens effets politiques, infiniment supérieurs à tout ce qu'on peut se promettre de galeries publiques où l'on rassemblerait les statues ou les portraits des hommes qui, n'importe

Digitized by Google

dans quelle carriere, ont bien mérité de leur Patrie. Un Temple consacré au service de l'Eternel, & devenu l'asile des morts illustres, inspire des sentimens plus sublimes, produit des impressions plus durables: on se croit environné des ombres de ses ancêtres; on éprouve l'influence de leur vénérable société; on croit converser avec eux; l'ame s'éleve à la contemplation, & s'enflamme du désir de mériter des distinctions accordées à la seule vertu. C'est la plus belle école de morale qu'il soit possible d'instituer ".

Nous aurons bientôt enfin un Temple digne d'être le Panthéon de nos grands hommes. Ils ne cedent ni en nombre, ni en renommée, à ceux d'aucune Nation connue; & le temps n'est plus où l'on aurait craint de profaner un lieu consacré à l'Eternel, en y plaçant les images de ceux dont il se plut à créer le génie, & à l'élever au dessus de celui des autres hommes. Pourquoi Corneille, Racine, Boileau, Moliere, la Fontaine, Buffon, les deux Rousseau, Voltaire, & tant d'autres, seraient-ils plus déplacés dans un Temple que Dryden, Cowley, Milton, Congreve, Newton & Shakespeare? Pourquoi Ste. Génevieve, bien supérieure comme ouvrage de l'Art, ne serait-elle pas encore, sur ce point, la rivale heureuse de Westminster?

Les établissemens publics, ceux sur-tout qui

qui ont la charité pour objet, sont justement célebres en Angleterre. Les Hôpitaux y sont en grand nombre, & les malades y sont traités, soignés, logés, nourris mieux peut-être que dans aucun lieu de l'Europe. Mais qui croirait qu'à tant d'humanité, & même de recherches délicates, il se mêle une mesquinerie qui tient à la cruauté? Dans l'Hôpital de St. Barthélemy, & dans plusieurs autres, le pauvre malade est obligé de déposer une guinée en entrant. » Devinez pourquoi? pour payer les frais de son enterrement. Il y a là de quoi abréger ses jours, indépendamment de ce que, pour un pauvre, une guinée ou un louis d'or est un royaume. Que résulte-t-il de plus funeste encore de ce réglement absurde & barbare? C'est que l'Hôpital est ouvert à des gens qui pourraient s'en passer, & fermé à ceux qui, absolument dénués de tous secours, y ont des droits plus sacrés «.

L'un des plus beaux de ces établissemens, où tout est fait en grand, où tout est dirigé par une générosité noble & humaine, est l'Hôpital des Enfans-trouvés. Sa fondation, sa dotation, & les décorations dont il est embelli, fruits de la charité publique & de la munificence nationale, prouvent tout ce que, chez un Peuple libre & généreux, peut une émulation de bienfaisance & d'humanité. Des Citoyens de tous les rangs, de tous les degrés de fortune, contribuerent

Digitized by Google

selon leurs moyens à faire élever ce monument. On le voulait fort simple, mais les Artistes les plus distingués s'empresserent à l'embellir. Quatre Peintres célebres ornerent la grande salle de quatre tableaux analogues à la destination de cet édifice, & fournirent aux autres pieces d'autres tableaux & des portraits. D'habiles Sculpteurs y ajouterent des productions précieuses de leur Art; le fameux *Handel* fit présent d'un orgue superbe, & fit exécuter dans la chapelle plusieurs Oratorios qui attirerent un concours immense, & produisirent de fortes recettes au profit de l'Hôpital. Enfin, le Docteur *Cadogan*, célebre Médecin, composa exprès un excellent Traité sur la maniere d'élever les enfans jusqu'à l'âge de trois ans, & cet Ouvrage se vendit & se vend encore au profit de l'Etablissement. Voilà sans doute un noble emploi des Arts, inconnu chez les Nations esclaves. Que l'on ouvre maintenant à nos Artistes une carriere pareille, on verra avec quelle ardeur ils s'empresseront d'y courir.

Le second de ces deux volumes est consacré tout entier aux environs de Londres. Il est rédigé avec le même détail & le même soin. Le total de l'Ouvrage est d'une utilité qu'il est inutile de démontrer. On pourrait dire qu'aucun voyageur ne peut se passer de ce *Guide*, & que, soit dans la Capitale, soit dans les villes qui en sont à une certaine

Digitized by Google

distance, & dans les délicieuses campagnes dont Londres est environnée, chacun peut, avec ce Livre en poche, jouir de tout, remarquer tout, & s'épargner non seulement les frais, mais, ce qui est encore plus important, l'ennui des conducteurs à gages.

SPECTACLES.

THÉATRE ITALIEN.

CAMILLE a été attaquée dans une forêt par des voleurs, & délivrée par Lorédan, jeune homme plein de bravoure, mais un peu libertin, & dont les désirs, allumés par la vue d'une belle personne, sur laquelle il se croit des droits, l'égarent au point de vouloir abuser de sa situation. Il l'emmene chez lui, au lieu de la conduire à Naples, & sollicite pendant deux jours le prix du service qu'il lui a rendu. La vertu de Camille fait naître enfin ses remords. Elle appartient à une famille très-distinguée à Naples, & elle aurait tous les moyens de se venger; mais en la rendant à cette même famille, il lui fait promettre qu'elle ne le nommera jamais. Elle le promet d'autant plus volontiers, qu'elle sait que Lorédan

Digitized by Google

est le neveu chéri de son époux ; mais que cette qualité ne le déroberait pas à sa jalouse vengeance. C'est ici où commence l'action de *Camille* ou *le Souterrain*, Drame lyrique, représenté le Samedi 19 de ce mois.

Lorédan égaré la nuit avec son Valet, arrive dans un château où on ne les reçoit qu'avec beaucoup de peines. Le Maître de ce château est peint comme un homme bizarre & sombre, qui ne voit personne & ne parle à personne, pas même à ses gens. Lorsqu'il paraît, il ne dément point l'idée qu'on en a donnée. Alberti, époux de Camille, dévoré du feu de la jalousie, n'ayant pu obtenir de cette infortunée le nom de l'homme qui a voulu l'outrager, l'a crue coupable, & la tient enfermée depuis sept ans dans un souterrain, dont lui seul connaît le secret. Il a publié sa mort, il l'a séparée de son fils ; c'est lui-même qui lui porte chaque jour une nourriture grossiere ; mais si cette vengeance cruelle soulage sa passion jalouse, elle n'a pas éteint la violence de son amour. Il voudrait la croire innocente ; il la croirait telle, si elle lui nommait son ravisseur. Il tente un dernier effort. Il la rappelle pour un moment à la lumiere, & emploie tous les moyens possibles pour lui arracher son secret. Camille, fidélement attachée à son serment, & par la reconnaissance qu'elle doit au coupable qui, d'un autre côté, lui a sauvé la vie,

Digitized by Google

& par les funestes conséquences que ne manquerait pas d'avoir son indiscrétion, d'après le caractere d'Alberti, résiste aux sollicitations les plus pressantes; son époux emploie cependant un moyen qui l'ébranle. Il lui rend tout à coup le fils adoré qu'il lui avait ravi, en lui défendant de se faire connaître pour sa mere, à moins qu'elle ne révele ce qu'il exige. On conçoit combien cette situation, bien développée, est terrible. Dans un moment d'égarement maternel, elle est prête à tout dire.... une menace de son époux l'arrête..... lorsqu'on vient avertir Alberti qu'un ordre du Roi arrive pour l'arrêter comme meurtrier de sa femme. Le cruel la renvoie dans le souterrain. Il veut en vain empêcher son fils de l'y suivre. Le bruit qu'il entend à la porte ne lui laisse pas le temps de l'arracher de ses bras : il les enferme tous deux.

On l'arrête bientôt en effet, à l'instant où, voulant se rendre à Naples, il confie à son neveu Lorédan la clef du souterrain, mais il n'a pas le temps de lui en indiquer l'issue, & il part. Le malheureux jeune homme, qui sent tout ce que la position de Camille doit avoir de terrible, brûle de la délivrer : mais comment pénétrer dans le cachot qui la renferme? Il consulte les gens du château, qui n'en savent pas plus que lui; ils tâchent tous par leurs cris de connaître sa retraite. Ce moment

Digitized by Google

forme un des tableaux les plus neufs & les plus intéreſſans qu'il y ait au Théatre.

On voit au 3^e. Acte la malheureuſe mere occupée inutilement à ſecourir ſon enfant victime du beſoin & du défaut d'air. Cette ſituation eſt parfaitement jouée par les deux Actrices, & rend délicieux le moment qui la ſuit. Nous ne faiſons qu'indiquer ces ſituations déchirantes : vouloir les peindre ici, ce ſerait en détruire l'effet.

Peu de Pieces préſentent un ſujet auſſi heureux, auſſi attachant, plus d'intentions dramatiques auſſi bien remplies. Cet Ouvrage a obtenu dès le premier jour, & doit conſerver long-temps tous les genres de ſuccès, puiſqu'il joint le plus grand mérite au plus grand effet. La muſique, d'accord avec le poëme, en releve encore la beauté. Elle eſt de M. Daleyrac, qui compte preſque autant de triomphes que d'Ouvrages : le poëme eſt de M. Marſollier. La Piece eſt jouée avec une perfection étonnante, par Meſdames Dugazon & St-Aubin ; & par MM. Philippe, Sollier, Meſnier, Trial, &c.

Digitized by Google

NOTICES.

Apologie de la Conſtitution Françaiſe, ou Tableau hiſtorique & politique des abus de pouvoirs de la Nobleſſe, du Clergé & de la Magiſtrature, depuis l'établiſſement de la Monarchie juſqu'à l'époque de la Révolution. 1 Vol. in-8°. Prix, 3 liv. 12 ſ. A Angers; & ſe trouve à Paris, chez Moutard, Imp-Lib. rue des Mathurins-Sorbonne, N°. 12.

Le même Libraire vient de mettre en vente *le Voyageur Français*, par M. l'Abbé de la Porte, & continué par M. Domairon. Tomes XXXIII & XXXIV. Prix, 6 liv. rel.

Ces deux Volumes renferment le Languedoc, le Rouſſillon, la Gaſcogne, le Limoſin, l'Angoumois, le Poitou, &c.

Diſſertation ſur la Culture du Tabac, par M. Mallet, Auteur de pluſieurs Ouvrages d'Agriculture, & Inventeur du Châſſis phyſique. Brochure de 15 pages. Elle ſe vend, ainſi que les autres Ouvrages de M. Mallet, chez Madame Régnard, Négociante, rue & à côté du Cloître St-Honoré, à l'entreſol; chez M. Beraud, Nég. même rue, près St-Roch; & chez Petit, Libraire, au Palais-Royal.

Elle eſt ſuivie d'une approbation de la Société Royale d'Agriculture. M. Mallet annonce qu'il fournira des ſemences de Tabac de Baltimore. Il en aura un million de jeunes plantes pour le commencement de Mai.

Digitized by Google

Réflexions sur la Révolution de France, & sur les procédés de certaines Sociétés à Londres, relatifs à cet événement, en forme d'une Lettre qui avait dû être envoyée d'abord à un jeune homme à Paris ; par Edme Burke ; traduit de l'Anglais sur la 3e. édition, en 364 pages. Troisieme édition, revue, corrigée & augmentée d'une Table des matieres. Brochure in-8°. de 540 pag. A Paris, chez Laurent fils, Libraire, rue de la Harpe, vis-à-vis la rue Serpente ; & à Londres, chez Edward Pall-Mall, N°. 102.

Cette édition de l'Ouvrage de M. Burke sur la Révolution de France, est purgée de toutes les fautes qui s'étaient glissées dans les deux premieres par la négligence des Imprimeurs. Prix, 4 liv. 16 s. pour Paris, & 5 liv. 10 s. port franc dans tout le Royaume.

Il paraît dans les Départemens une contrefaçon de cet Ouvrage, faite sur la 1re. édition : on y a laissé non seulement subsister les fautes, mais encore omis 8 pages dans différens endroits. Pour ne pas y être trompé, la bonne édition & la seule complette se trouve chez ledit Laurent fils. Derriere le titre est un Avertissement commençant par ces mots : *Les deux*, & finissant par ceux-ci : *ma propriété.*

Outre cet Avertissement, il y a une Table des matieres, & une Lettre de M. Burke à son Traducteur. Le Volume contient 536 pages.

Catalogue d'objets rares & curieux du plus beau choix, de Tableaux des Ecoles d'Italie, de Flandres, &c. de Dessins montés & en feuilles, des mêmes Ecoles, de terres cuites, ivoire, Figures de marbre antique & moderne ; de Vases, Coupes

Digitized by Google

& Colonnes de porphyre, &c. antiques & modernes; de Tables de mosaïque antique & autres; Antiquités Egyptiennes, Grecques, &c. en or, argent, bronze; d'armures anciennes; de Statues & Busles de bronze moderne; de Vases & Coupes d'agate, de jade, &c. montés en or, & en bronze doré au mât; de Porcelaine du Japon, craquelé fin & autres; de Laques du Japon, de riches meubles du célebre Boule, & autres objets curieux; d'une Collection de Pierres gravées en relief & en creux sur les plus belles matieres, le tout monté en bague, formant un assemblage rare, provenant du Cabinet de M. Le Brun.

La vente s'en fera le Lundi 11 Avril & jours suivans, en assignats ou en argent: l'exposition s'en fera les 7, 8, 9 & 10, depuis dix heures jusqu'à une heure après-midi, rue du Gros-Chenet, vis-à-vis celle du Croissant, & dans la Salle, rue de Clery, N°. 96. Ceux qui désireront voir les objets avant l'exposition, le feront savoir à M. Le Brun, qui donnera 3 jours de la semaine à ceux qui le feront demander. Prix, 3 liv. Ce Catalogue se distribue à Paris, chez M. Le Brun; à Londres, chez M. Christi, Pall-Mall; à Bruxelles, chez M. Deroi, Md. de Tableaux; à Amsterdam, chez M. Fauquet.

Le Nouveau-Testament de N. S. J. C., en latin & en français, de la Traduction de Sacy, édition ornée de Figures en taille-douce, dessinées par M. Moreau le jeune, & gravées sous sa direction par les plus habiles Artistes de la Capitale: dédié à l'Assemblée Nationale. 13e. 14e. 15e. & 16e. Livraisons.

Ce superbe Ouvrage, commencé au 1er. Jan-

Digitized by Google

vier dernier, sera complété dans cette année 1791. Il est divisé en 52 Livraisons, distribuées exactement chaque semaine. Chacune renferme une ou deux Estampes. Il y en aura en tout environ 80. L'exécution des Gravures, dignes des talens célebres du Dessinateur, se continue avec le même soin.

On ne souscrit point pour cet Ouvrage, mais on s'engage à prendre chaque Livraison, qui coute, en papier vélin, 2 liv. & 30 s. en pap. ordinaire. On le trouve à Paris, chez M. Saugrain, Libr. rue du Jardinet, N°. 9.

MUSIQUE.

Abonnement de Harpe, ou Recueil périodique, composé de différens morceaux, avec accomp.; par les Sieurs Pétrini, de le Planque, de la Maniere & B. Pollet. N°. 2. Prix séparément, 3 l. Abonnem. pour 12 Cahiers de 10 à 12 Planches, 24 liv. port franc. A Paris, chez M. Naderman, Luthier, rue d'Argenteuil, Butte St-Roch. Il faut affranchir les lettres & l'argent.

Romance, avec accompagnement de Forté-Piano ou Harpe, sur M. de B***. tué à une émeute à C**. paroles de Mad. Laugier de Grand-Champ, musique & accomp. de M. d'Ennery. Prix, 24 s. A Paris, chez l'Auteur, rue de Rohan, N°. 16.

GRAVURES.

Tableaux, Statues, Bas-reliefs & Camées de la Galerie de Florence & du Palais Pitti, dessinés

Digitized by Google

par M. Wicar, Eleve de M. David, Peintre du Roi; & gravé sous la direction de M. Lacombe, Peintre; avec des explications des Antiques, par M. Mongez l'aîné, de l'Académie Royale des Inscriptions & Belles-Lettres, Garde des Antiques de l'Abbaye Royale de Sainte-Génevieve; imprimées avec les caracteres gravés & fondus par P. L. Waffard. 8e. Livraison. Prix, 13 liv. papier vélin d'Etonne. On ne peut s'adresser dorénavant pour la Souscription & distribution de cet Ouvrage, qu'à M. Lacombe, Editeur rue de la Harpe, N°. 84, près la place St-Michel.

Cette huitieme Livraison est, nous ne dirons pas plus soignée, car cette qualité se fait voir également dans toutes, mais d'un plus beau choix encore, s'il est possible, que les précédentes. La premiere Gravure, d'après un Tableau de Raphaël, a beaucoup de ton & est d'un superbe effet.

AVIS.

Nouveau Chocolat gommeux, & autres Chocolats de santé avec ou sans vanille.

Le nouveau Chocolat gommeux, dont nous avons déjà parlé, mérite sans doute d'occuper une nouvelle place dans notre Journal, & nous nous y prêtons d'autant plus volontiers que les effets connus de cet aliment agréable nous en font un devoir. Nous ne saurions donc trop répéter combien son usage est précieux pour les personnes d'une constitution délicate; combien il peut être efficace pour rétablir les forces de l'estomac & adoucir les âcretés du sang; enfin combien il est à désirer qu'il devienne le déjeûner des personnes sujettes aux rhumes, ainsi que de celles

Digitized by Google

à qui le tempérament ou le climat peuvent faire craindre les maladies de poitrine : mais en faisant mention de ce Chocolat, nous ne pouvons nous dispenser d'observer que tout dépend du choix des substances, de leurs doses & de la manipulation ; c'est pour cela que le Médecin qui l'a imaginé, s'est adressé pour le faire préparer à quelqu'un dont il était sûr, au Sieur Duthu, rue Saint-Denis, vis-à-vis l'Eglise Sainte-Opportune, N°. 172, à Paris ; c'est chez lui seulement qu'on trouve ce nouveau Chocolat, qui peut faire beaucoup de bien sans pouvoir jamais faire de mal. Les autres Chocolats de santé, sans vanille ou à la vanille, sont préparés par M. Duthu, suivant son usage, avec les plus grands soins & la plus grande exactitude.

Le Sieur de Bonnaire, Greffier à l'un des ci-devant Tribunaux de Paris, au fait des Liquidations, Remboursemens & Recettes, ayant travaillé dix années chez M. Delamotte, Notaire, à Paris, offre de suivre les Liquidations d'Offices de Judicature, Militaires, Maîtrises & Jurandes : il se charge même des Recettes à la Ville & de la Correspondance ; l'honoraire sera fixé à l'amiable.

Son Bureau est rue & Hôtel Serpente, à Paris, N°. 14, & est ouvert tous les jours matin & soir.

TABLE.

Ode Anacréontique.	121	*Londres.*	141
A mon Fils.	124	*Théatre Italien.*	147
Charade, Enig. Logog.	125	*Notices.*	151
Adresse.	128		

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE
ET
POLITIQUE.

POLOGNE.

De Varſovie, le 29 Février 1791.

On remarque, depuis quelque temps, moins d'activité dans les travaux politiques de la Diète. Sa dernière déciſion importante eſt du 28 Janvier : elle a conſacré le principe fondamental de la conſtitution, qui réſerve aux Membres ſeuls de l'Ordre équeſtre, Propriétaires fonciers, le droit de voter aux Diétines. On en a exclu les Fermiers des biens nobles ; mais les Gentilshommes, qui ſervent dans l'armée, y ſeront admis. La même conceſſion a été demandée pour les Eccléſiaſtiques, & la Diète a ajourné cette diſcuſſion.

Dans la Séance du 18 de ce mois, il a été arrêté que, pour abréger les travaux immenſes

Digitized by Google

qu'exige l'inſtitution de la forme de Gouvernement, il ſera établi une Députation qui s'occupera de régler la Conſtitution des Diétines, & en fera ſucceſſivement le rapport à la Diète. Une loi de 1768 s'oppoſoit à cette forme de travail ; elle a été révoquée. Les Nonces qui ont parlé avec le plus d'énergie pour l'établiſſement de la Députation, ſont MM. *Solcyk*, Nonce de Cracovie, & *Kicinski*, Nonce de Liwa ; le dernier a prouvé que la loi de 1768 étoit évidemment l'ouvrage de la politique étrangère, qui avoit en vue de traîner en longueur les délibérations de la Diète.

Il faut attribuer vraiſemblablement le ralentiſſement des opérations de l'Aſſemblée ſouveraine aux circonſtances extérieures qui préoccupent les eſprits. La République ſe voit preſſée de déterminer ſes alliances, de fixer ſa place, d'aſſurer ſon point d'appui, d'opter entre les différens ſyſtêmes des Puiſſances qui lui offrent des relations politiques & commerciales.

L'Angleterre vient de faire ici des démarches oſtenſibles, de concert avec le Baron *de Rheede*, Miniſtre de Hollande à Berlin, & qui ſe trouve depuis quinze jours dans cette réſidence. M. *Hailes*, Envoyé Britannique, a remis, le 28 Janvier dernier, une note de la teneur ſuivante.

« Le ſouſſigné a l'honneur d'informer la députation des affaires étrangères, qu'il a reçu par une dépêche du 8 de ce mois, une déclaration des ſentimens de ſa Cour, relativement aux affaires de Pologne. Il eſt agréable pour lui d'avoir été autoriſé à mettre au jour de la manière la plus

Digitized by Google

cathégorique, le desir sincère du Roi, son maître, d'entrer avec Sa Majesté le Roi de la sérénissime République de Pologne dans des liaisons politiques & commerciales. Il assure en même-temps que l'on pourra faire sur cet objet des propositions certaines & déterminées, dès que la nation Polonoise se montrera disposée à adopter un système, dans lequel leur allié commun, le Roi de Prusse, sera compris. Le soussigné pense qu'il est superflu de détailler les avantages qui résulteront pour l'Angleterre & la Pologne, d'une liaison plus particulière; il se borne seulement à observer que la réciprocité des nouveaux avantages pour les deux nations, qui naissent d'un concours de circonstances heureuses, est de la plus haute importance; attendu que les deux parties pourront agir avec la plus grande confiance, & entreprendre tout ce qui dépendra d'elles pour effectuer un ordre de choses conforme à leurs vœux respectifs. Le soussigné espère que l'illustre députation voudra bien faire connoître les dispositions de sa Cour aux illustres Etats, & les inviter à rechercher & à peser dans leur sagesse, les moyens les plus sûrs d'effectuer un arrangement, dont la possibilité ne repose que sur le moment actuel, & qui pourroit ne plus se retrouver par la suite ».

En même temps, on a répandu un Ecrit sous le titre de *Mémoires sur les affaires actuelles de Pologne*, qui fait une grande sensation. L'Auteur a pour but de démontrer que la Pologne ne peut conserver son indépendance, & se rendre respectable, que par une étroite alliance avec la Prusse & la Grande-Bretagne.

Digitized by Google

On a répandu, peut-être sans fondement, qu'il s'est élevé des contestations entre l'Ambassadeur de Pologne & l'Envoyé de Prusse à Constantinople, relativement aux projets de Traités à conclure entre la Porte & la Pologne. Deux articles de ces Traités forment, dit-on, le sujet de ce dissentiment. Le Comte *Potocki* veut faire stipuler que la République ne prendra les armes en faveur de la Porte, que lorsque la Prusse les aura prises, & qu'en conséquence elle se réglera sur cette dernière Puissance. Il demande encore par le Traité de Commerce, que les Sujets de la République jouissent de la navigation libre sur le Dniester jusqu'à la mer Noire.

M. *de Knobelsdorf*, Envoyé Prussien, s'oppose vivement à ces articles, & prétend que dans le cas où la Russie seroit en guerre avec la Porte, la Pologne doit prendre la première les armes en faveur de la seconde, parce qu'elle en est plus voisine, & qu'elle pourra mieux défendre les frontières des Etats Ottomans. Quant à la navigation sur le Dniester, l'Envoyé de Prusse observe que, si elle avoit lieu purement & simplement, il en résulteroit le plus grand désavantage pour les Etats Prussiens, parce que les Polonois, qui jusqu'à présent ont exporté leurs grains sur la Vistule, les exporteroient sur le Dniester dans la mer Noire.

On attribue à cet incident le retard qu'éprouve la signature de ces Traités.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 5 Mars.

On reparle très-affirmativement du voyage

de l'Empereur à Florence; voyage dont on fixe l'époque au 14. Les Archiducs *Ferdinand Léopold* & *Charles* accompagneront, dit-on, Sa Majesté Impériale, dont l'absence sera de six semaines.

Les régimens qui ont servi contre les Turcs rentrent successivement dans leurs anciens quartiers. *Durlach* & *Terzy* sont arrivés dans l'Autriche intérieure.

Les dernières dépêches de Sziſtowe, du 15 Février, ont apporté la nouvelle certaine que le Grand-Visir *Hassan* Pacha, a été déposé, étranglé & décapité à Schiumla, par ordre du Grand-Seigneur. Nous avions présagé cette tragédie, d'après la conduite incertaine, timide & inactive du Grand-Visir pendant la dernière campagne. Il a été remplacé par l'ancien Visir *Jussuf* Pacha, brave & intelligent Officier, qui dirigea avec un succès brillant la première campagne dans le Bannat de Temeswar. Sa réintégration a ranimé la confiance de l'armée, & répandu une satisfaction générale.

On avoit très-faussement annoncé l'interruption des conférences du Congrès : elles ne sont que ralenties par l'attente de nouvelles instructions qu'ont demandé les Plénipotentiaires.

Digitized by Google

De Francfort-sur-le-Mein, le 12 Mars.

Le 4, il paſſoit pour certain à Ratiſbonne, d'après les derniers avis de Vienne, que l'Empereur a reçû du Roi de France une réponſe qu'on peut conſidérer comme négative, relativement aux griefs de divers Princes de l'Empire. On paroiſſoit attendre très-inceſſamment un Décret de la Commiſſion Impériale, d'après lequel la Diète délibérera ſur ce différend ſi ſerieux. Juſqu'à préſent, il eſt plus que téméraire de décider le parti que prendra le Corps Germanique. Les Miniſtres des Princes intéreſſés, & ceux de quelques autres Souverains de l'Empire, preſſent les meſures, & agitent les eſprits dans la Diète. On a cru remarquer, depuis quelque temps, un aſſez grand empreſſement à ſeconder ces vœux & ces réclamations, de la part du Comte *de Goëtz*, Miniſtre du Roi de Pruſſe à Ratisbonne. L'Archevêque-Electeur de Mayence a remis à la Dictature un dernier Mémoire, relatif à ſes droits de Métropolitain ſur le Diocèſe de Straſbourg; & l'Evêque de Spire a proteſté, pour la partie de ſes domaines ſitués en Alſace, contre l'exécution des Décrets de l'Aſſemblée Nationale de France, qui ordonnent la perception des droits de Timbre, d'Enregiſtrement, &c.

Digitized by Google

Le Comte *de Bruhl*, Miniſtre Pruſſien à la Cour de Munich, eſt arrivé de cette ville à Ratisbonne, ſans avoir pris, dit-on, congé de l'Electeur. Avant ſon départ, il a fait remettre au Gouvernement une déclaration, au ſujet d'un démêlé, dont voici l'objet. Un des Chaſſeurs de M. *de Bruhl* ayant commis ſur ſa propre perſonne un ſuicide, dans une autre maiſon que celle du Miniſtre Pruſſien, la juſtice de Munich, ſans en prévenir le Comte *de Bruhl*, fit prendre ce Chaſſeur agoniſant, l'interrogea, & refuſa enſuite de le rendre après ſa mort. Cet incident donna matière à une correſpondance entre les deux Cours; & celle de Munich ayant refuſé de donner ſatisfaction, le Comte *de Bruhl* a reçu l'ordre de la quitter.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 20 Mars.

C'eſt très-ſérieuſement, & non par des vues ſimplement comminatoires, que le Gouvernement a réprimé les premiers eſſais de la multitude & de ſes Inſtigateurs. Une police ſévère a bientôt fait diſparoître les outrages, & le calme extérieur a ſuccédé à la licence. Entre les meſures priſes par le Gouvernement, il faut remarquer un Edit, rendu le 2 de ce mois, contre *les Attroupemens et les Perturbateurs du*

Digitized by Google

repos public : le préambule de cette Ordonnance en fera connoître le but.

« *Léopold II*, &c. Tandis que nous ne cessons de donner à nos Peuples Belgiques des preuves de notre clémence ; de notre amour & de notre sollicitude constante à rétablir le bon ordre & la tranquillité publique dans ces provinces si malheureusement déchirées par les derniers troubles ; tandis que nous nous occupons sans relâche du choix des moyens propres à conduire à ce but salutaire, & que nous cherchons à concilier, par notre exemple, comme par nos soins, les vœux & les opinions opposées des différens ordres de l'Etat, & que même, pour accélérer l'accomplissement de nos vues bienfaisantes, nous venons de réintégrer notre Conseil de Brabant, nous apprenons, avec une extrême douleur, que beaucoup d'individus se permettent des voies de fait, des violences & des excès de toute espèce, aussi nuisibles au bien de l'Etat, que contraires à la tranquillité publique ; nous avons reconnu aussi que la multiplicité des imprimés, dont quelques-uns ont pu servir à éclairer l'autorité, mais qu'on continue à répandre chaque jour, & avec profusion, dans le public, commençoit à devenir dangereuse, & pourroit amener insensiblement à des inconvéniens réels, à des suites incalculables, s'il n'y étoit pourvu à temps : enfin, nous voyons, avec un regret infini, que tandis que nous donnons tous nos soins pour réunir sous l'égide de la Constitution & des Loix, toutes les classes de nos Sujets, & n'en composer désormais qu'une même famille, dont nous désirons être le Chef & le Père, bien plus que le Monarque & le Maître, on continue encore à se servir de plusieurs qualifications odieuses imaginées pen-

Digitized by Google

dant les troubles, pour désigner les différens partis qui ne doivent & ne peuvent plus exister ; ce qui d'ailleurs ne peut que tendre à nourrir des haines & des persécutions particulières, & à rappeller à notre mémoire des évènemens affligeans pour notre cœur, & que nous voulons être couverts d'un éternel oubli : à ces causes, &c. »

Ce Préambule est suivi de huit dispositions, qui autorisent les Juges à décerner peine de mort contre les coupables, dans les cas les plus graves ; & les Tribunaux de Justice & de Police, à s'appuyer au besoin de la Force militaire. La censure des livres est rétablie, & l'on proscrit toutes les désignations de parti.

La Société des *Amis du bien public* avoit craint d'être enveloppée dans cette proscription ; mais le Gouvernement, rassuré sur les intentions & les principes de cette Association, la laisse subsister. Pour effacer les craintes qu'avoient inspiré les maximes de quelques Requêtes imprimées, dont nous avons fait connoître les opinions subversives de la Constitution actuelle, la Société des *Amis du bien public* a publié, en ces termes, une Déclaration solemnelle de ses sentimens.

« Comme il importe à la tranquillité publique & au bonheur de la Nation de faire cesser tout motif de méfintelligence & tout sujet de discorde entre les Concitoyens ; comme il importe de détromper cette partie du Peuple, qui, par défaut d'instruction, croit trop aveuglément toutes les

Digitized by Google

impostures suggérées par des gens, dont le principal devoir est d'être les organes de la paix & de la vérité; comme il importe enfin de détruire à temps les impressions sinistres, que les ennemis de la félicité publique s'efforcent de donner contre notre société & ses louables intentions; nous déclarons hautement & à la face du Ciel, que, bien loin de vouloir porter la moindre atteinte, soit à la sainte Religion de nos pères, soit à l'ancienne Constitution du pays, nous n'avons d'autre desir que de maintenir la première dans toute sa pureté, ni d'autre but dans nos travaux que de nous occuper, quant à la dernière, des moyens d'améliorer la représentation actuelle des trois Etats de Brabant, en la rapprochant de son ancienne institution, conformément aux principes de la plus simple justice; que, bien loin de vouloir détruire aucun des trois Ordres des Etats, tous nos efforts tendent à les conserver & à les rendre plus respectables, en donnant accès, dans chacun d'eux, aux Citoyens des classes respectives, qui, dans la représentation actuelle, ne sont pas du tout représentés, & nommément à la classe respectable des Curés, qui est le plus à portée de connoître les desirs & les besoins du Peuple; que c'est dans cette unique vue, que les Commissaires de la Société des *Amis du bien public* continuent leurs séances & s'occupent de l'examen d'un Mémoire, dans lequel on prouvera quelle étoit, à diverses époques, la véritable forme de la représentation des *Trois Etats de Brabant*, & combien leur organisation actuelle est dégénérée de la primitive; & dans lequel on prouvera également qu'il existe des moyens de très-facile exécution de la rendre généralement juste & légale, & d'en faire, comme

Digitized by Google

jadis, la source de la prospérité du pays & du commerce national.

C'est d'après ces considérations & d'après ces principes, dont la Société des *Amis du bien public* ne se départira jamais, que nous, ses Commissaires, avons unanimement arrêté ce jour, de communiquer à nos Concitoyens la présente Déclaration, & de la faire imprimer, munie de la signature d'un des Secrétaires de la Société.

Bruxelles, le 8 *mars* 1791. (*Signé*) PORINGO, *Secrétaire de la Société.*

Bruxellis, 9 martii 1791, Vt. DE LEENHEER, Subst. Proc. Generalis.

FRANCE.

De Paris, le 26 Mars.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Suite des articles décrétés sur la Police des Corps Administratifs.

« Les articles XXII & XXIII sont ajournés. »

« XXIV. Si les directoires de département ne peuvent, malgré deux avertissemens successifs, obtenir des municipalités ou directoires de district les renseignemens ou informations nécessaires à l'administration, ils sont autorisés à nommer deux commissaires, qui se transporteront, aux frais des officiers municipaux, ou des membres des directoires de district, pour recueillir ces renseignemens ou informations. »

« XXV. Indépendamment de la correspondance habituelle que les directoires de département seront obligés d'entretenir avec le ministre

Digitized by Google

de l'intérieur, ils lui feront parvenir tous les mois un tableau raisonné des affaires du département, & des progrès de l'exécution des diverses parties confiées à leurs soins. »

« XXVI. Les conseils ou directoires de département seront tenus d'exécuter & faire exécuter sans délai les ordres d'administration émanés du Roi, en qualité de chef suprême de l'administration générale, & contre-signés par le ministre de l'intérieur. Mais si ces ordres leur paroissent contraires aux loix, après les avoir exécutés provisoirement, ils seront tenus d'en instruire le corps législatif. »

« XXVII. Si le procureur-syndic requiert, ou si le directoire d'un district prend des délibérations contraires, soit aux loix, soit aux délibérations de l'administration du département, soit aux ordres qui leur auroient été donnés ou transmis par le directoire du département, celui-ci déclarera ces actes nuls, & instruira le directoire de district. »

« XXVIII. Si le directoire, ou le procureur-syndic d'un district, mettoient à exécution une délibération du conseil général de District, sur laquelle le conseil-général du département auroit notifié sa désapprobation, ou même refusé son approbation, comme aussi dans tous les cas où ils se permettroient une résistance persévérante à l'exécution, soit des loix, soit des délibérations de l'administration du département, soit des ordres qui leur auroient été donnés ou transmis par le directoire du département; celui-ci pourroit, sans se servir de l'expression de *mander à la barre*, appeller devant lui le procureur-syndic, même un ou plusieurs membres du directoire de district, leur remontrer qu'en intervertissant l'ordre des pouvoirs constitutionnels, ils mettent la

Digitized by Google

chose publique en danger, & prononcer par une délibération qui sera imprimée, la défense de mettre à exécution les actes déclarés nuls. »

« XXIX. Si le directoire du département n'a pas annullé les actes mentionnés en l'art. XXVII, le Roi pourra les annuller par une proclamation, sous la responsabilité de son ministre. »

« XXX. Dans le cas où, soit après la déclaration de la nullité prononcée par le Roi, soit après la défense de mettre à exécution prononcée par le département, ainsi qu'il est dit en l'article XXVIII, le directoire, ou le procureur-syndic du district, persisteroit dans son insubordination, le Roi pourroit suspendre individuellement ou collectivement, comme il sera expliqué dans les articles suivans, les membres du directoire, ainsi que le procureur-syndic du district. »

« XXXI. Toutefois, si les circonstances sont urgentes, le directoire, ou le conseil de département, pourra, sous sa responsabilité, suspendre de leurs fonctions le procureur-syndic qui auroit requis, ou les administrateurs de district qui auroient pris des délibérations capables de compromettre la sûreté ou la tranquillité publique, mais à la charge d'en instruire aussi-tôt le pouvoir exécutif, lequel levera, ou laissera subsister cette suspension. »

« XXXII. Si la suspension n'a été prononcée que contre deux membres du directoire de district, ils seront remplacés par les deux suppléans. Si le nombre des membres suspendu excède celui de deux, le directoire de département nommera parmi les membres du conseil de district, des commissaires, en nombre suffisant, pour compléter le directoire. »

Digitized by Google

» XXXIII. Pour remplacer un procureur-syndic suspendu de ses fonctions, le directoire du département nommera un commissaire pris parmi les membres de l'administration de district, ou, en cas de refus, parmi ceux du conseil de département. »

« XXXIV. Si un directoire de département met à exécution une délibération du conseil de département, auquel le Roi auroit refusé son approbation, ou prend des délibérations ou arrêtés contraires, soit aux règles établies pour la constitution des corps administratifs, soit aux ordres donnés par le Roi, en matière d'administration, sous le contre-seing du ministre, qui en est responsable, le Roi pourra, sous la responsabilité de son ministre, annuller ces actes par une proclamation, & défendre de les mettre à exécution. »

« XXXV. Si une administration de département prenoit, dans des circonstances urgentes, des délibérations ou arrêtés capables de compromettre la sûreté & la tranquillité publique, comme aussi, dans les cas où, après une nullité prononcée par le Roi, & les ordres donnés par lui en matière d'administration, soit le conseil-général, soit le directoire, soit le procureur-général-syndic, persisteroient dans leur insubordination, le Roi, sous la responsabilité de son ministre, pourroit suspendre les auteurs du délit individuellement ou collectivement. »

« XXXVI. La suspension mentionnée au précédent article, ainsi qu'en l'article XXX, pourra être prononcée, soit contre le corps entier du conseil ou du directoire, à raison des délibérations ou arrêtés qu'il aura pris, quel que soit le nombre des membres qui auront concouru à les former, soit contre un ou plusieurs membres pour les actes

Digitized by Google

qui leur ſont perſonnels, hors la délibération. »

« XXXVII. Dans tous les cas où une ſuſpenſion ſera prononcée, ſoit par le directoire de département, ſoit par le pouvoir exécutif, le Roi en inſtruira ſur-le-champ la légiſlature, ſi elle eſt aſſemblée, & dès les premiers jours de la ſeſſion, ſi elle eſt en vacance. »

« XXXVIII. Sur cette notification, le corps légiſlatif pourra, ſoit prononcer qu'il y a lieu à accuſation contre le miniſtre qui aura ſigné l'acte de ſuſpenſion, ſoit lever la ſuſpenſion, ou diſſoudre le corps adminiſtratif, même ſtatuer, à l'égard de quelques-uns de ſes membres, qu'il y a lieu à accuſation; & dans ce dernier cas, les renvoyer pour être jugés, ſoit à la haute-cour nationale, ſoit aux tribunaux criminels de département. »

Les bornes de ce Journal nous ont forcé, à regret, de nous renfermer dans le ſommaire du Rapport & des opinions de M. *le Brun* ſur l'organiſation du Tréſor public. Cet objet préſentoit deux queſtions, l'une de Conſtitution, l'autre d'Adminiſtration publique.

Juſqu'ici, l'autorité exécutive en matière de Finances, eſt paſſée preſque toute entière à l'Aſſemblée Nationale ou à ſes Comités. Divers Décrets fondamentaux ont également attribué à d'autres qu'au Roi pluſieurs des branches eſſentielles de cette Adminiſtration; auſſi, au moment où il a fallu fixer à cet égard la place & la prérogative du Monarque, cette place

Digitized by Google

& cette prérogative étoient déja prises à l'avance. Nous avons remarqué cette politique dans la fixation de la plupart des attributions essentielles du Prince.

Les deux Comités de Constitution & des Finances étoient chargés d'organiser le Trésor public; car toute autre administration des Finances est soustraite au Pouvoir exécutif. Ses Agens n'ont point, ainsi qu'en Angleterre, la faculté de préparer l'état des besoins & des ressources nationales, d'aviser aux moyens de subvenir à celles-ci, de les présenter ensuite au Corps législatif, & par un droit d'*initiative* qui, en matière d'Administration, a paru aux Anglois un devoir de nécessité, de lui porter des projets de Loix générales ou particulières.

La perception, la recette, la dépense, les versemens, le jugement du contentieux s'opèrent, d'après nos Loix, par des Officiers ou des Corps, dont le plus grand nombre non choisis par le Prince, ce qui pouvoit entraîner des inconvéniens essentiels, sont de plus presque indépendans, & de son influence & de son autorité; ce qui produira des inconvéniens d'une autre espèce, dont chaque Lecteur exercé pénètre aisément la nature.

Le Trésor public ne pouvant être administré directement par l'Assemblée Nationale, sans confondre les pouvoirs, on

Digitized by Google

en confie le dépôt & la régie mécanique aux Agens du Pouvoir exécutif; mais qui nommera ce Tréſorier ou ces Adminiſtrateurs ? Ici les opinions s'étoient diviſées.

Les uns ont propoſé d'enlever au Roi cette nomination; M. *le Brun* & le Comité des Finances la réſervoient à S. M.

Un Comité d'Adminiſtration, compoſé du Miniſtre de la Juſtice, du Miniſtre de l'intérieur, & de l'Ordonnateur général du Tréſor public, devoit, dans le plan du Comité des Finances, diſcuter toutes les matières qui intéreſſent la perception & le verſement des impôts.

Le Comité de Conſtitution y ajoutoit deux Commiſſaires du Corps légiſlatif : tant eſt forte & habituelle la tendance qu'a toujours montré ce Comité, à énerver la prérogative du Monarque, à rompre l'unité d'exécution, & à confondre les pouvoirs.

M. *le Brun* défendit avec ſuccès, ainſi qu'on l'a vu la ſemaine dernière, & emporta la nomination par le Roi d'un ou de pluſieurs Ordonnateurs du Tréſor public.

On agita, le 10, cette queſtion de la pluralité des Ordonnateurs : M. *de Monteſquiou* la plaida, triompha du plan d'unité propoſé par M. *le Brun*, & fit décréter un Comité de Tréſorerie, compoſé de ſix Commiſſaires, nommés par le Roi.

Digitized by Google

Cet établiſſement, dont nous rapporterons les Statuts dans huit jours, ne doit pas être aſſimilé au Bureau de la Tréſorerie en Angleterre; Bureau préſidé par un Chef, ſous le nom de *Premier Lord*, dont les autres Commiſſaires ne ſont que les Adjoints. Leurs fonctions effectives ſont ſi peu conſidérables, que ces places ſont ordinairement données à de jeunes gens qu'on veut former aux affaires, ou dont les voix au Parlement ſont néceſſaires au Gouvernement. L'Adminiſtration eſt toute entière exercée par le premier Lord, & par les Secrétaires en chef. Le premier Lord eſt très-ordinairement Chancelier de l'Echiquier, qui n'eſt autre choſe ſinon le Bureau de Comptabilité de la Tréſorerie. Le Comité de M. *de Monteſquiou* & celui d'Angleterre, ſi différens par la forme, diffèrent encore davantage par la compétence.

Sans pénétrer les vues qui ont fait préférer le ſyſtême de ſix Adminiſtrateurs égaux, à celui d'un Ordonnateur unique, nous penſons donner des lumières ſur cette queſtion, en publiant l'Opinion par laquelle M. *le Brun* défendit le ſyſtême d'unité, dans la Séance du 10 Mars.

MESSIEURS,

» Vous avez ſagement prononcé que l'ordonnateur ou les ordonnateurs du tréſor public ſeroient nommés par le Roi. »

Digitized by Google

« Il s'agit en ce moment de déterminer s'il y aura un ou plusieurs ordonnateurs. Pour résoudre cette question il faut bien définir ce qu'est un ordonnateur du trésor public, quels sont ses devoirs, quelles sont ses fonctions, qu'elle est sa responsabilité. »

« C'est par-là qu'a commencé votre comité des finances ; & dans l'ordre de ses idées, le second article de son projet de décret a été & a dû être le premier. »

Diriger le versement des contributions publiques des caisses particulières dans la caisse nationale, en surveiller le dépôt, en ordonner la distribution entre les diverses parties de la dépense, en presser & accélérer la comptabilité, c'est dans ce cercle-là que sont renfermées toutes les fonctions, tous les devoirs des ordonnateurs du trésor public tel que l'a conçu votre comité des finances.

S'il sort de là, ce ne sera plus l'ordonnateur du trésor public, ce sera un ministre & ce n'est point un ministère que vous vous soyez promis d'organiser.

Renfermera-t-on la discussion dans ces limites ? Quiconque les dépassera pourra dire de belles choses, mais il ne dira pas la chose dont il s'agit.

Dans un autre temps, vous examinerez, vous discuterez si la direction du trésor public peut se lier à d'autres fonctions, & cette question offrira des considérations importantes.

Je pense moi qu'il doit y avoir entre la direction du trésor public & l'administration générale, une correspondance exacte, une communication habituelle, mais je pense qu'il ne doit point y avoir de confusion.

Je pense que la responsabilité à laquelle est sou-

Digitized by Google

mis l'ordonnateur du trésor public, doit être particulière, indépendante, insubordonnée à toute autre responsabilité. Voilà ce que je discuterai, ce que je prouverai, quand il en sera temps.

Mais pour me renfermer dans les limites que j'ai tracées, je dirai que l'ordonnateur du trésor public doit être un & son action une.

En effet, Messieurs, toute action est indivisible, tout méchanisme exige un premier ressort, un mobile premier qui met en mouvement les agens subordonnés.

On a vu quelquefois soumettre une armée à deux généraux; mais on a vu cette armée rester immobile, ou un seul général s'emparer de l'autorité, & tout entraîner par la force de son caractère.

Si vous établissez dans la direction du trésor public plusieurs coopérateurs égaux en autorité, bientôt votre trésor public languira sans action, ou un des ordonnateurs fera tout & les autres rien.

Que si vous assignez à chacun de ces coopérateurs une activité séparée, une sphère particulière, prenez garde que vous diviſez ce qui doit être réuni, que vous jettez le trouble & l'incohérence dans une administration dont toutes les parties ont une alliance étroite, une correspondance nécessaire.

Le versement, le dépôt, la distribution, la comptabilité forment une chaîne d'opérations dépendantes & indivisibles: sans versement point de dépôt, sans dépôt point de distribution. Sans versement, sans dépôt, sans distribution point de comptabilité.

Chacune de ces opérations forme le contrôle perpétuel & nécessaire de toutes les autres.

Digitized by Google

Il faut que toutes marchent ensemble, que toutes se mouvent d'accord & par l'impulsion d'une même volonté.

Cette unité de direction, ce n'est pas votre comité qui vous l'a proposée, c'est la nature qui l'a faite, c'est la raison qui la commande, c'est vous qui déja l'avez décrétée.

Quand vous avez organisé la caisse de l'extraordinaire, cette caisse importante qui plus que tout autre sembloit devoir être soumise à l'action du pouvoir législatif, vous l'avez organisée en une seule séance, vous l'avez organisée, j'ose le dire, avec l'instinct du bon sens, plutôt qu'avec les formes lentes de la délibération.

Eh bien ! Messieurs, quand vous l'avez organisée cette caisse, on ne vous a pas proposé, vous n'avez pas imaginé de lui assigner plusieurs ordonnateurs.

Vous avez senti qu'elle ne devoit obéir qu'à un seul, qu'un seul pouvoit y entretenir le mouvement & l'harmonie, que plusieurs ne feroient que le ralentir & le troubler.

Mais à cet ordonnateur unique vous avez donné un contrôle sévère, vous l'avez entouré de surveillans. Ce sont aussi les contrôles, la force, les surveillances qu'il faut multiplier autour du trésor public.

Votre comité, Messieurs, en a placé de nécessaires, d'infaillibles dans l'organisation qu'il vous propose.

Tout y a son régulateur & son contre-poids. La direction donne le mouvement à la caisse, mais dans les bureaux de la direction se répètent, pour ainsi dire, tous les mouvemens de la caisse ; là, comme dans les bureaux de la caisse, sont inscrites toutes les recettes, sont inscrits tous les paiemens ;

Digitized by Google

il faut que tous ces bureaux divisés, indépendans, s'accordent ensemble ; la moindre contradiction entr'eux accuse une infidélité ou une mépriſe.

Les adminiſtrateurs de département, les tréſoriers de diſtrict, les régies diverſes, ou agens, ou témoins des premiers verſemens dépoſent de l'exactitude ou de l'inexactitude de la recette, la comptabilité du payeur accuſe ou juſtifie la comptabilité du tréſorier, & un bureau central de comptabilité générale établi dans la direction, loin du tréſorier & des payans, conſtate à chaque inſtant dans des livres, à parties doubles, l'état, non-ſeulement de la recette & de la dépenſe, mais de chaque partie de la dépenſe & de la recette.

Telle eſt, Meſſieurs, la combinaiſon de ce méchaniſme que toute erreur y trouve le contrôle qui la corrige & toute infidélité de nombreux témoins qui la décèlent.

Ajoutez, s'il eſt poſſible, à toutes ces garanties internes des garanties extérieures ; nous vous avons propoſé toutes celles que le zèle & l'expérience ont pu nous ſuggérer.

Nous vous avons propoſé ſur-tout cette garantie ſuprême, cette garantie qui ne trompe jamais ; la publicité du compte du mois, la publicité du compte d'année & la célérité dans leur apurement. On vous dira, Meſſieurs, que nous nous ſommes traînés ſur les pas de la routine, que nous n'avons fait que corriger, qu'améliorer ce qui exiſtoit déjà ; que quand toute la France ſe régénère, il faut que toutes les parties de ſon adminiſtration ſe regénèrent avec elle.

Oui, Meſſieurs, nous n'avons fait que corriger, qu'améliorer ce qui exiſtoit déjà. Ce reproche nous l'acceptons dans toute ſa ſévérité :

Digitized by Google

vieilles ou nouvelles, qu'importe, pourvu que les inſtitutions ſoient ſages, ſoient utiles. Je me contenterai de ce qu'ont penſé ou Colbert ou Sully, ſi l'expérience m'a démontré que ni Colbert ni Sully ne ſe ſont trompés, & je n'ambitionne point le trop facile, mais trop dangereux honneur d'avoir imaginé de nouvelles combinaiſons, que peut-être démentiront le temps & l'expérience.

Ce n'eſt point, Meſſieurs, le vieux ſyſtême d'organiſation du tréſor public qu'il faut accuſer du gaſpillage & des déprédations des Miniſtres : ce ſont les déprédations des Miniſtres qui ont corrompu le tréſor public, qui ont ſubſtitué à la fidélité, à la pureté de ſes comptes, les fictions des ordonnances & des acquits de comptant.

Ces abus retranchés, & ils le ſont déſormais ſans retour, ces abus retranchés, il ne reſte que l'ordre, que la réalité, votre ſageſſe y fixera l'économie, & ſans vous livrer aux ſpéculations de l'empiriſme, vous vous contenterez comme nous de ce qui eſt bien, juſqu'à ce que le temps, juſqu'à ce que l'expérience ſur-tout vous ait révélé ce qu'on peut faire de mieux.

Du lundi, 14 mars.

M. *de Monteſquiou* a remplacé M. *de Noailles* dans le fauteuil de la préſidence.

On a repris la diſcuſſion ſur la queſtion : *Devant qui ſeront portées les conteſtations qui s'élèveront au ſujet des élections* ? M. *Goupil* vouloit qu'on appellât au département, & en dernier reſſort, à la légiſlature. Son grand principe étoit qu'il n'y auroit plus de liberté ſi un pouvoir quelconque *influençoit* les élections ;

Digitized by Google

or, les *clubs* ne sont pas des pouvoirs, & il ne s'agit ici que de ne laisser aucune action au monarque. Le projet du comité paroissoit à M. *Démeunier* ne renfermer des inconvéniens, que parce qu'il est impossible que de bonnes loix n'en aient aucun.

« Nous sommes tous d'accord, a-t-il dit, sur ces points essentiels, 1°. la régularité des convocations & des élections ne doit pas être jugée par le pouvoir exécutif; 2°. dans tous les cas, on doit toujours avoir recours, en dernier ressort, au corps législatif; 3°. il peut seul juger des élections faites pour lui, pour le tribunal de cassation, & pour la haute-cour nationale. Vous avez adopté un gouvernement représentatif; la souveraineté réside dans la nation, mais la nation est représentée; ainsi la souveraineté ne réside pas dans les assemblées primaires, qui seroient aussi-tôt dissoutes, si elles blessoient les principes de la constitution. Un décret a déja statué que lorsqu'il s'élèvera des contestations dans les assemblées primaires, l'administration du département pourra faire une nouvelle convocation, & y envoyer des commissaires. Voilà la question préjugée. Ces contestations offrent tous les effets d'une basse jalousie, elles doivent être jugées sur les lieux; trop éloignés, avec les meilleures intentions, vous vous exposeriez à seconder les machinations les plus dangereuses. Décrétez les trois principes, & passez à la délibération. »

Appliquant de vieilles idées de formes aux créations modernes, M. *Duport* a rappellé les maximes du droit public françois à des philosophes inspirés, qui n'ont que le plus profond mépris pour toute maxime ancienne, & a prétendu

Digitized by Google

tendu que ces contestations d'assemblées primaires portoient toutes sur une violation de la loi, dont le rétablissement appartient aux tribunaux. Pour abréger, M. *d'André* a proposé de mettre aux voix les dispositions suivantes, que l'Assemblée a décrétées sans débats; 1°. le corps législatif connoîtra seul des questions relatives aux élections des membres de la législature, de la cour de cassation & du haut-juré; 2°. toutes contestations relatives aux qualités personnelles pour être citoyen actif ou éligible, seront portées dans les tribunaux.

Après une discussion peu intéressante, on a successivement décrété dix autres articles, en ces termes :

« Art. I. Les contestations relatives soit à la régularité de la convocation & formation tant des assemblées de communes, par communauté entière ou par sections, chargées d'élire les officiers municipaux & autres fonctionnaires attachés aux municipalités, que des assemblées par cantons chargées de la nomination des juges de paix & de leurs assesseurs, & des assemblées de négocians & marchands chargées de choisir les juges de commerce & leurs suppléans, soit à la tenue de ces assemblées & à la forme des élections, seront jugées par le conseil ou le directoire de district, & l'appel en sera porté au conseil ou directoire du département. »

« II. Les contestations sur la régularité tant de la convocation, de la formation & de la tenue des assemblées primaires & des assemblées électorales par district, que de la forme d'élection qu'elles auront suivie, dans la nomination des électeurs, des administrateurs & procureur-syndic de district, des juges des tribunaux de district &

Digitized by Google

de leurs suppléans, ainsi que des curés, seront jugées par le conseil ou le directoire de département, & l'appel en sera porté au conseil ou directoire du département dont le chef-lieu sera le plus voisin, sauf le recours au corps législatif. »

« III. Les contestations sur la régularité tant de la convocation, de la formation & de la tenue des assemblées électorales par département, que de la forme d'élection qu'elles auront suivie pour la nomination des administrateurs & du procureur-général-syndic du département, des évêques & des présidens, accusateur public, & greffier du tribunal criminel du département, seront décidées par le conseil ou le directoire du département dont le chef-lieu sera le plus voisin, & l'appel sera porté au choix de l'appelant, devant le conseil ou le directoire de l'un des trois départemens dont les chefs-lieux seront les plus voisins de celui qui aura prononcé en première instance. Le tout sauf le recours au corps législatif. Dans les cas des deux articles précédens, soit le procureur-général-syndic du département où les élections auront été faites, soit son suppléant, seront appellés pour être entendus sur les contestations qui seront portées devant les conseils ou directoires des départemens voisins. »

« IV. Tout citoyen déclaré non-actif ou inéligible, en présence du procureur-syndic, soit par une assemblée de commune, de section ou de canton, soit par une assemblée primaire ou électorale, pourra se pourvoir au tribunal de district du lieu de son domicile. La question de sa qualité y sera jugée suivant les formes ordinaires, comme toute autre question d'état ou de pro-

Digitized by Google

prière, mais sans que sa réclamation puisse jamais faire déclarer nulles les autres opérations de l'assemblée, »

« V. Si cette réclamation a lieu à la suite d'une assemblée dans laquelle on auroit procédé à la nomination d'un ou de plusieurs juges du tribunal de district, elle sera portée en première instance au tribunal dont le siège sera le plus voisin du district. »

« VI. Le réclamant procédera contre le procureur-syndic du district où l'élection aura été faite, en présence du commissaire du Roi du tribunal où l'affaire sera portée. »

« VII. L'appel pourra avoir lieu dans la forme ordinaire, soit de la part du réclamant, soit de la part du procureur-syndic du district; il ne pourra être interjetté après le délai de huit jours, à dater de la signification du jugement. »

« VIII. Les tribunaux de district ne pourront, en aucun cas, recevoir ni juger des réclamations relatives à la régularité de la convocation, de la formation & de la tenue des assemblées, ou de la forme d'élection qu'on y auroit suivie. Ils seront tenus de les renvoyer au conseil ou au directoire de district ou de département, conformément aux articles ci-dessus, lors même qu'elles seroient présentées avec les questions sur l'activité & l'éligibilité des citoyens. »

« IX. Tout citoyen actif sera admis dans la huitaine à former action devant les tribunaux sur la non-activité ou l'inéligibilité des citoyens nommés aux places municipales & aux fonctions d'administrateurs ou de juges, mais à la charge de consigner une somme de 50 liv., à laquelle il sera condamné par forme d'amende s'il succombe dans son action. L'exercice provisoire

Digitized by Google

demeurera à ceux dont l'élection se trouveroit attaquée. »

« X. Les opérations d'aucune assemblée duement convoquée pour une élection, ne pourront être attaquées sous prétexte, soit de l'exclusion d'un citoyen qui, depuis auroit été jugé citoyen actif, soit de l'admission de celui qui auroit été jugé non-actif, soit de l'absence d'un nombre quelconque de citoyens actifs; ou enfin s'il s'agit d'une assemblée primaire, sous prétexte de l'absence de la totalité des citoyens d'une ou plusieurs communautés. »

Des transports de joie de la gauche & des galeries, un tapage de battemens de mains & des pieds, dont ceux qui n'ont pas été témoins auroient peine à se faire une idée, ont annoncé l'arrivée de M. l'évêque de Lydda, qui avoit à choisir entre trois siéges épiscopaux, celui de Langres, celui du département du Haut-Rhin, & celui de Paris, ainsi que l'ont notifié les lettres des divers corps électoraux. Au milieu des applaudissemens des mêmes admirateurs, M. l'évêque de Lydda est monté à la tribune, & y a prononcé quelques phrases, où le trouble de la reconnoissance n'a guère laissé d'intelligible, que les mots devoir, obligation, dévouement, hommage: il a déclaré qu'il s'en tenoit au siége épiscopal de la capitale.

M. *Dufraisse Duchey* a voulu opposer à l'allégresse des tribunes, la lecture d'une opinion précédente de M. de Lydda, qui condamne très-énergiquement ce que ce prélat approuve aujourd'hui; mais M. *le Chapelier* n'a pas voulu souffrir cette lecture. M. *de Custines* l'a repoussée en des termes offensans pour M. *Dufraisse*, qui, de la tribune, est allé à M. *de Custines*, & lui

Digitized by Google

a témoigné des sentimens fort vifs. L'ordre du jour a mis fin à cet épisode.

Le garde-du-sceau a annoncé que le président & les commissaires de la société des catholiques d'Uzès, mandés à la barre, étoient arrivés à Paris. M. *de Folleville* croyoit que le décret qui a prononcé l'amnistie générale, & annullé les procédures de Nîmes, prescrivoit plus d'indulgence; mais l'Assemblée a décidé que les prévenus seront entendus mardi soir à la barre.

Une lettre électorale du département de la Vendée, a informé le corps législatif de l'élection de M. *Servan*, oratorien, au siége de Luçon, & qu'il a envoyé à l'Assemblée des paquets du ci-devant évêque de la Rochelle & du grand-vicaire de Luçon, paquets que les électeurs n'avoient pas ouverts pour n'avoir pas à s'en répentir. *Au feu*, se sont écrié quelques voix. *Au comité des recherches*, ont crié beaucoup d'autres. *Pompée* brûla les lettres de *Sertorius*, disoit M. *Goupil*. Ceux qui ont reçu ces paquets peuvent nous transmettre le droit d'en disposer, observoit M. *Goupilleau*. Les cachets & le secret des postes sont une chose plus que jamais sacrée depuis la déclaration des droits de l'homme; mais cependant on a renvoyé les paquets & l'affaire au comité des rapports.

Du mardi, 15 mars.

M. *de Saint-Martin* a dit, que dans le département de la Drôme, la vente des biens nationaux se faisoit avec une telle ardeur, qu'à Valence on a vendu plus d'un million des objets évalués 139 mille liv.; ce qui prouve l'intégrité des appréciateurs.

Digitized by Google

M. *de Dortan* s'eſt plaint qu'à Dôle en Franche-Comté, les gardes nationales forcent les prêtres & les moines au ſervice militaire. Ces plaintes, a-t-on répondu, regardent les tribunaux, le pouvoir exécutif : on eſt paſſé à l'ordre du jour.

A propos des adminiſtrateurs du département du Var, qui demandent à ſe loger dans le palais épiſcopal de Toulon, M. *Prugnon* a cité *Périclès*, *Fabricius*, *J. J. Rouſſeau* & les Veſtales, & l'aſſemblée a adjugé l'emplacement, excepté l'entre-ſol & le jardin. L'éloquence de ſix à ſept cens rapports pareils, à un quart-d'heure chaque préambule & décret, coûtera plus d'un demi-million de droits de ſéance.

On a décrété deux nouveaux articles & des mots intercalaires additionnels au décret ſur l'organiſation des corps adminiſtratifs. Voici les uns & les autres.

« Art. I. Si la ſuſpenſion eſt prononcée contre tous les membres du directoire, ils ſeront remplacés proviſoirement, d'abord par les ſuppléans mentionnés en l'art III, enſuite par des commiſſaires que le Roi choiſira parmi les membres du conſeil de département, & au beſoin, parmi les membres de tous les conſeils de diſtrict du même département : le remplacement aura lieu de la même manière dans les cas où la ſuſpenſion aura été prononcée contre quelques membres du directoire individuellement. »

« II. Si un conſeil de département ſe trouve ſuſpendu, ſoit à l'époque où il doit tenir ſa ſeſſion annuelle, ſoit avant d'en avoir conſommé les opérations, le Roi nommera trois commiſſaires pris dans chaque conſeil de diſtrict du même département, dont les fonctions ſeront bornées à la réception du compte de la geſtion du directoire,

Digitized by Google

à la répartition des contributions de l'année, & à la distribution des travaux publics de la même année, si ces opérations n'ont pas été faites. »

A l'art. IV, décrété hier, ajoutez ces mots, *sans passer au bureau de conciliation.*

A l'art. XXXIV, après ces mots, *soit aux règles établies par la constitution des corps administratifs*, ajoutez ceux-ci, *soit aux loix de l'Etat.*

M. *de la Rochefoucault* a lu ensuite un rapport sur les moyens de fournir aux dépenses de l'année 1791.

Quoi qu'en aient dit les détracteurs du comité des contributions, il n'y a point eu de temps de perdu, suivant M. *de la Rochefoucault*, à l'égard des contributions directes. La neige peut-être a retenu les habitans de certains cantons dans une inaction forcée ; mais tout va se vivifier & fructifier en finance. A force de méditations & de chiffres, le comité a trouvé 8,921,498 liv. de plus que dans ses apperçus du 19 février dernier, pour le produit net du droit d'enregistrement qui dorénavant ne manquera pas de donner tout juste 50,246,438 l. jusqu'au premier aperçu plus favorable. Les commissaires administrateurs ne portoient le produit net du timbre qu'à 20,764,000 liv. ; le comité, d'un trait de plume, le fait monter à 22 millions : alors les patentes ne promettoient que 18 millions ; elles représentent aujourd'hui 22,425,000 liv., dont 2,425,000 liv. pour les municipalités qu'il est sage d'intéresser dans cette perception ; restent 20 millions. Ces augmentations démontrées infaillibles par des assertions bien positives, le comité les réduit à 7,938,000 l., pour qu'il n'y ait point d'erreur ; car il n'établit jamais que ce qu'il lui faut, & règle exactement

Digitized by Google

ses apperçus, de telle ou telle époque, d'après le résultat qu'exigent les circonstances.

Si le droit d'enregistrement n'a commencé qu'en février, si le droit de patentes ne commence qu'en avril, on a d'anciens impôts & d'autres objets, formant 21 millions pour remplir un vuide de 15 millions; ainsi les retards même tournent au profit clair, & l'on garde encore 10 millions de numéraire dans la caisse, afin que le prix de l'argent baisse par son abondante circulation. Les contributions seront-elles arriérées d'un semestre? Elles l'étoient sous l'ancien régime; tout se rapprochera si facilement, dès que l'ordre sera rétabli! Comme on vendra plus de tabac & de sel qu'on ne le vouloit d'abord, le déficit de 1791 en sera augmenté; mais ce déficit réduit par l'extinction de 4 millions de rentes viagères, & par 3 millions d'augmentation du bail des postes, ne sera que de 23 millions; or il se trouve fort heureusement que les tabacs & les sels produiront ni plus ni moins de 15,379,184 livres, au-delà de ce que le comité les avoit évalués, lorsqu'il s'agissoit d'arranger d'autres calculs dans son tableau du 5 décembre.

Au surplus, « s'il est une année qui exige des » ménagemens, c'est celle où nous sommes, a » dit le rapporteur. Ce ne sera pas une indul» gence coupable comme on l'a prétendu; car » le produit des taxes indirectes peut aller au» delà des évaluations, & la vente des biens » nationaux passe toutes les espérances. » Il n'a demandé cependant que 294 millions de contribution foncière, & 60 millions de contribution mobiliaire; 240 de la première pour le trésor public, & 44 pour les départemens. Le comité se réserve de prouver, en tems & lieu, que la con-

Digitized by Google

tribution en principal & accessoires, n'excèdera pas 6 vingt-cinquièmes (ou 24 pour cent) du revenu de chaque contribuable.

M. *de Folleville* & d'autres desiroient qu'on fit imprimer ce rapport avant de le discuter; mais M. *Martineau* a soutenu que l'Assemblée en savoit assez pour entamer la discussion, sauf à méditer ensuite.

Desirant de rendre d'abord sensible aux habitans de la campagne, les avantages d'une constitution dont la partie métaphysique ne les enthousiasmeroit pas long-temps, s'ils venoient à payer plus qu'auparavant, M *Dedeley d'Agier*, désabué de ces calculs approximatifs, demandoit qu'on bornât la contribution foncière pour cette année, à 210 millions.

Pour rassurer le préopinant & l'auditoire, M. *Dupont* de Némours a récapitulé, les anciens impôts; tailles 108 millions, vingtièmes, 54; impositions des pays d'état, 26; chemins, 20; milices, 6; dîmes, 133; décimes, 10; gabelles à la charge des campagnes, 55; aides à la charge des campagnes, 10; tabac des campagnes, 10; dégats du gibier & procès de chasses, 9; droits féodaux abolis & frais de procès, 8; frais de justices seigneuriales, 45 mendicité de 10 mille moines, 5; total 459 millions. Il a porté ensuite la contribution foncière y compris les frais, les fonds consacrés aux soulagemens, modérations & non-valeurs, à 300 millions; la contribution mobiliaire à 67 millions; & il y a vu un soulagement en masse de 92 millions & 36 millions que les ci-devant privilégiés payeront à la décharge des ci-devant taillables; total de l'allégement annuel 128 millions.

Les murmures n'ont pas suspendu ce torrent de bonheur; au contraire, l'orateur en a pris

Digitized by Google

occasion de renforcer son arithmétique, de réflexions & de faits singulièrement instructifs : il a établi qu'un lapin qui vaut 12 sous, consume pour 6 livres tournois par an, & s'il avoit voulu profiter de tous ses avantages, les lapins seuls nationaux pouvoient lui fournir un bel article d'une centaine de millions ; mais le rapprochement des lapins & des moines mendians a excité d'honnêtes éclats de rire, qui auroient presque fait oublier toutes nos fabriques de zéros.

Quelques membres ont plus prolongé que nourri la discussion. M. *Ramel de Nogaret* demandoit que les dépenses des départemens, dont on ignore encore le montant, fussent l'objet d'un impôt séparé, & déduites également des contributions foncière & mobiliaire. M. *Rœderer* a dit que le cultivateur ne paieroit pas comme cultivateur, mais uniquement comme propriétaire. Après avoir lu des pages entières de l'ouvrage de M. *Necker* sur l'*administration des finances*, il a compté 1200 millions de revenu en France ; & ayant porté à 40 millions l'article des privilégiés que M. *Dupont* avoit mis à 36, M. *Rœderer* a affirmé hardiment que l'Angleterre paye 306 millions de contribution foncière. On lui a nié le fait : il a cité en preuve de prétendus calculs d'*Artur Young*, & un acte du parlement de 1775 (1). Enfin, il a conclu

(1) Cette citation de M. *Rœderer*, est un des exemples des absurdités de ce genre, que l'on entend quelquefois à la tribune de l'Assemblée, soit pour l'induire en erreur, soit par l'ignorance tranchante de quelques opinans. Si M. *Rœderer* avoit jamais ouvert un livre Anglois, une Gazette, un Journal du Parlement, il y auroit vu que, depuis plus de

Digitized by Google

à 294 millions d'imposition foncière pour 1791, ne fut ce que pour réfuter péremptoirement les calomnies que l'on répand contre le peuple en disant qu'il ne payera pas. L'opinant a paru bien assuré que les 294 millions n'excéderoient pas les 6 vingt-cinquièmes du revenu net, ce qui laisse de la prise aux autres impôts.

---

15 ans, la taxe territoriale en Angleterre est constamment passée au revenu de l'année courante, pour 2 millions sterlings, faisant moins de 50 millions tournois; encore le produit réel reste-t-il souvent au-dessous de cette estimation. Il n'y a pas un garçon de taverne en Angleterre qui ne soit instruit de ce fait, aussi bien que le chancelier de l'échiquier.

Apparemment, M. *Rœderer* qui aime la métaphysique des calculs, aura réuni à la contribution foncière en Angleterre, ce que payent encore les propriétaires par les droits d'accise, par la taxe des pauvres, &c. & en réunissant ainsi toutes les impositions directes & indirectes, il aura trouvé que les terres & leurs possesseurs payoient 306 millions. Trois cent six millions font plus des trois quarts du revenu public de la Grande-Bretagne : or, je ne crains pas d'affirmer qu'il est absolument faux, qu'en cumulant même toutes les taxes existantes, les propriétaires fonciers supportent une pareille charge. On sent, d'ailleurs, combien est abusive cette méthode de calculer la répartition des taxes : M. *Rœderer*, en l'adoptant, auroit dû joindre également à l'impôt direct que paieront les terres en France, ce que coûteront à leurs possesseurs la contribution mobiliaire, le timbre, l'enregistrement, &c. &c. &c.

Digitized by Google

MM. *de Folleville* & *Piſon du Gallard* ont combattu les calculs hypothétiques & ſi flexibles du comité... La fin de la ſéance a rompu le cours des opinions ſans rien terminer.

Du mardi, ſéance du ſoir.

La lecture de quelques adreſſes a précédé l'arrivée des préſidens & des commiſſaires des délibérations, priſes par les citoyens catholiques de Nîmes & d'Uzès, mandés à la barre.

M. *de Monteſquiou*, préſident, a traité ces *prévenus* comme des coupables, en leur adreſſant une mercuriale en ſtyle dur & impérieux. Cette harangue, à laquelle on reconnoiſſoit un *deſcendant de Clovis*, plutôt que le chef des repréſentans d'une nation libre, a fini par ces mots : *Parlez.*

M. *Ribens* a pris la parole au nom des préſidens & commiſſaires de Nîmes & d'Uzès, & a dit :

« Meſſieurs, c'eſt en exécution de vos décrets, ſanctionnés par le Roi, que nous nous préſentons aujourd'hui devant vous.

» La pureté de nos intentions devoit nous tranquilliſer : nos démarches, nos paroles, nos actions ont été fondées ſur la conſtitution; elle veut *que les citoyens puiſſent ſe réunir paiſiblement & ſans armes pour rédiger des adreſſes, ſoit au corps légiſlatif, ſoit aux corps adminiſtratifs, ſoit au Roi.*

» Elle veut encore que *nul ne puiſſe être inquiété pour ſes opinions, même religieuſes.*

» D'après ces loix, qui ſont la ſauve-garde de la liberté publique & individuelle, on s'eſt aſſemblé à Nîmes & à Uzès, *paiſiblement* &

Digitized by Google

sans armes. On a rédigé des pétitions qui manifestent notre haine pour les discordes civiles & notre attachement à la constitution, *qui doit faire le bonheur de tous les François*. Ce sont, Messieurs les propres termes de nos pétitions.

» Cette démarche légale a néanmoins servi de prétexte pour faire soupçonner nos principes ; & pour donner quelque espèce de fondement à une inculpation, on a argumenté de la publicité donnée à nos pétitions.

» Mais c'est précisément, Messieurs, *la publicité de notre démarche qui en garantit la loyauté* ; & certes, il y a de la franchise à livrer ses opinions à l'approbation ou à la censure publique.

» Ce n'est pas ainsi que se machinent les complots : les trames s'ourdissent dans le secret & dans les ténèbres. La publicité de nos pétitions leur imprime donc le caractère distinctif de la loyauté françoise.

» Elles n'ont eu d'autre but, ces pétitions, que d'exprimer notre desir de voir la constitution s'achever & se consolider sur les bases de la religion & de la monarchie, & de hâter *le moment où la France reconnoissante pourra jouir de tous les bienfaits de l'Assemblée nationale*. Ce sont encore, Messieurs, les propres expressions de nos adresses.

» Loin de nous donc ces inculpations démenties, même par la procédure que vous avez récemment supprimée. Dans cette procédure, dirigée contre nous & composée de plus de 500 témoins, pas un seul ne donne le plus léger indice d'aucune coalition, d'aucun complot.

» Nous, des complots !.... Ah ! Messieurs,

Digitized by Google

au lieu de conspirateurs, vous ne voyez devant vous que des victimes !

» Messieurs, nous avons rempli vos ordres ».

L'orateur ayant achevé ce discours noble, soutenu de la contenance qui sied à l'innocence accusée, le président a dit aux commissaires de se retirer. Sur la demande de quelques voix, on a renvoyé leur discours & l'affaire aux comités de rapports & des recherches; ainsi, l'amnistie générale prononcée, il y a 15 jours, relativement aux troubles de Nîmes, n'empêchera pas que les catholiques mandés à la barre, ne soient soumis à un rapport, & peut-être aussi à un jugement.

L'ordre du jour a ramené la discussion du rapport, par lequel le comité des domaines adjuge à la nation, le Clermontois appartenant depuis un siècle & demi à la maison *de Condé*, par les titres les plus solemnels qui existent entre les hommes, par des traités qui ont engagé la foi de trois puissances souveraines.

Cette question fondée sur des actes positifs, & connus de tout le monde, excluoit les verbiages & les raisonnemens abstraits. Néanmoins M. *de Vismes*, défenseur & membre du comité, a plaidé trois mortelles heures contre la possession du prince *de Condé*. Durant ces trois heures, à peine a-t-il été trois minutes dans la question. Il s'est efforcé de prouver que le Clermontois étoit domanial, avant le traité des Pyrénées, & il l'a fait par un étalage verbeux des principes atroces de la domanialité, & par des arguties sur le droit de conquête, dignes d'un procureur de Gengiskam. Le vol du Clermontois sous *Louis XIII*, le traité frauduleux arraché en 1641 au duc *Charles de Lorraine*, que le cardinal *de Richelieu* attira & retint prisonnier à Paris, pour lui extorquer sa

Digitized by Google

signature, ont paru à M. *de Vismes*, des titres de propriété absolument légitimes. Dans l'analyse des traités de 1644 & des Pyrénées, ce terrible publiciste a embrouillé le texte le plus simple & le plus clair, au point de faire disparoître les sanctions inattaquables de ces engagemens publics. Il a pesé à sa balance le grand *Condé*, le cardinal *Mazarin* & *dom Louis de Haro*. Si quelque chose caractérise le moment présent, c'est cette longue ergoterie d'un praticien, qui, par des chicanes de palais, s'étudie à ravir une propriété de 150 ans, contre la teneur littérale de traités solemnels, aux héritiers d'un héros, sans les exploits duquel, la moitié de la France appartiendroit peut-être aujourd'hui à la maison d'Autriche.

M. *de Vismes* ayant enfin terminé son plaidoyer en deux manuscrits qu'il a lûs, & qui ont été écoutés de toutes parts dans le plus profond silence, M. l'abbé *Maury* s'est présenté à la tribune. Aussi-tôt, cinquante voix de la gauche, & bientôt deux cens, ont crié que la discussion étoit fermée, & qu'il falloit aller aux suffrages. M. *Charles de Lameth* en a fait la motion formelle : MM. *Dubois de Crancé*, *Bouche*, *Prieur*, l'ont appuiée. M. l'abbé *Maury* attendoit paisiblement le retour du silence. Ne pouvant l'obtenir du président, il l'a dû à M. *de Bonnay*, qui, après avoir essuyé dix minutes de cris & d'interruptions, est parvenu en deux mots à faire sentir l'indécence de ce déni de justice.

On a fait silence. M. l'abbé *Maury* a pris la parole, & dès les premières phrases on a tenté de la lui couper.

» Je n'entrerai pas, comme ont fait les préopinans, a-t-il dit, dans des digressions historiques,

Digitized by Google

parce qu'il n'y a pas une seule propriété dans le monde qui pût résister à un pareil examen. Il faut juger sur des titres, & non pas sur des conjectures. Il me suffit donc d'examiner les trois pièces essentielles de cette affaire, le traité de 1641, celui de 1644, & celui des Pyrénées. Je vous ferai grace des circonstances infiniment affligeantes du premier de ces traités; il n'a été, comme on vous l'a démontré, que l'effet de la violence, de la ruse, de la perfidie d'un ministre despotique. La restitution que fit *Charles IV* de 12 mille louis que lui donnoit *Richelieu* pour le suborner, fut la plus éloquente protestation de ce prince contre ces violences. »

« Mais quand ce traité de 1641 eût été librement contracté, il n'en seroit pas moins illégitime, puisque le duc de Lorraine auroit donné ce qui ne lui appartenoit pas encore, puisque c'étoit la princesse *Nicole*, son épouse, qui étoit souveraine de la Lorraine. »

« Mais, nous a dit le rapporteur, même antérieurement au traité de 1641, le Clermontois étoit réuni au domaine par droit de conquête. Une conquête ne suffit pas pour constituer une propriété domaniale; il faut qu'elle soit confirmée par un traité, ou que la réunion se fasse par des lettres-patentes enregistrées, par l'exercice de la souveraineté. Ici il n'y a pas même eu de conquête. Je ne vois, en 1632, qu'une prise de possession par un prince tout-puissant qui en opprimoit un plus foible. Une conquête suppose une déclaration de guerre; ici je ne vois que la violation à main armée d'un territoire étranger; la France n'en osoit pas même demander la propriété. »

« Je passe au traité de 1644. Si le comité avoit eu connoissance de ce traité avant son rapport, vous

Digitized by Google

n'auriez jamais entendu parler de cette affaire. On dit que ce traité est nul ; qu'il n'a été ni exécuté ni ratifié : or, je dis qu'il a été exécuté & ratifié. Il portoit que le Clermontois resteroit en dépôt entre les mains du roi de France. Ce dépôt a-t-il eu lieu, oui ou non ? Il y avoit trois ans que le prétendu traité définitif de 1641, étoit passé ; & cependant le roi recevoit encore le Clermontois en dépôt !... Cinq ans après, lors de la donation de 1648, *Louis XIV* reconnoît que le Clermontois n'a jamais appartenu à la couronne... Quant à la ratification, le traité dont je parle n'en avoit pas besoin, puisque le duc *Charles* de Lorraine l'avoit signé lui-même. Si vous prétendez que cette ratification étoit nécessaire, je dirois que c'est à vous qui attaquez, à prouver qu'elle n'a pas existé ; si enfin l'on doute qu'elle ait eu lieu, je répondrai que *Louis XIV* ne souffroit pas que ses ministres prissent en son nom aucun engagement de cette importance, que lui-même ne le sanctionnât après. De plus, *Louis XIV* étant âgé de 21 ans, reconnut, par le traité des Pyrénées, l'existence de tous les traités antérieurs, du nombre desquels se trouve celui de 1644. »

L'orateur passoit ensuite à la lecture des articles du traité des Pyrenées, relatifs à la question ; mais, les éclats de rire, les huées, les brouhaha, qui l'avoient déjà interrompu trente fois, ont redoublé. Il sembloit que la vérité offensât les oreilles des murmurateurs, & que dans l'impuissance de refuter des titres aussi authentiques, & déterminés à n'y avoir aucun égard, ils vouloient interdire à l'Assemblée d'en écouter la lecture. D'autres, postés derrière la tribune, adressoient des injures à l'orateur, & le fatiguoient de leurs bourdonnemens. S'en étant plaint inu-

Digitized by Google

tilement, ainſi que du ſcandale des interruptions, il a abandonné la tribune, & eſt ſorti de la ſalle, avec une très-grande partie du côté droit.

On a vu l'inſtant où les ennemis de la maiſon de *Condé* prononceroient ſeuls le jugement. Cependant, on a ramené l'orateur; M. *Dumetz*, a demandé qu'il continuât, il a continué.

Ayant achevé l'examen du traité des Pyrenées, il a dit. » Meſſieurs, vous allez juger le Prince » de *Condé*; mais l'Europe écoute aux portes, » & elle vous jugera. Voulez-vous connoître » la vérité? elle eſt dans les traités: vous en » avez entendu la lecture. Qu'a oppoſé votre » comité à ces actes inattaquables? Il a oppoſé » l'autorité d'un Hiſtorien, & cet Hiſtorien, » Meſſieurs, c'eſt le romancier *Reboulet*. Ne » vous le diſſimulez pas, vous avez contracté » par l'organe de *Louis XIV*, l'engagement » ſacré de garantir le Clermontois à la maiſon » de *Condé*, & de ne jamais la troubler dans » ſa poſſeſſion.... Quoique les murmures qui » n'ont ceſſé de m'interrompre, m'annoncent » le ſort de la cauſe que je défends, je ne ceſ- » ſerai de vous avertir que vous ne pouvez » plus ſans violer la foi des traités, dépoſſéder » le propriétaire du Clermontois. Si le grand » *Condé* paroiſſoit au milieu des repréſentans de » la nation, oſeriez-vous lui conteſter en ſa » préſence le prix de ſes ſervices «?

« Donnez-lui pour juge un peuple quelconque, même le plus féroce; perdroit-il cette cauſe lorſqu'il ſe préſenteroit avec un traité à la main; avec le traité par lequel la nation s'engage à ne jamais le troubler ſous aucun prétexte dans ſa poſſeſſion? Perdroit-il cette cauſe au parlement d'Angleterre? Il auroit à faire à un peuple po-

Digitized by Google

licé, & les titres diplomatiques ne passeroient pas dans la filière du paradoxe. Si vous méprisez les traités solemnels que je vous présente, déchirez donc toutes les collections diplomatiques. Mais, non; vous êtes une nation généreuse, & j'ai compté assez sur votre justice, pour croire que ni la défaveur où se trouve M. *de Condé* ni celle de son défenseur, ne pourroient lui faire perdre cette cause, qui est celle de la justice & de la reconnoissance ».

La discussion ayant été fermée, divers amendemens ont été élevés, repoussés, &, ainsi qu'on en étoit persuadé d'avance, le décret final sur lequel le côté droit n'a point pris part à la délibération, a revoqué la donation du Clermontois, déclaré nul l'échange de 1784, remis aux préposés du fisc la régie des revenus du Clermontois, soumis au remboursement par le trésor public, les offices créés dans cette petite province, & en *mémoire des services du grand Condé*, laissé à son successeur actuel les 7 millions & demi qu'il reçut à l'époque de l'échange des droits régaliens en 1784.

Cette décision enlève douze cent mille livres de rente à M. le Prince de *Condé*, qui n'a pas même été entendu en personne ou par procureur, & qui se trouve frustré d'une propriété d'un siècle & demi, par le corps constituant, devenu tribunal, & jugeant cette cause solemnelle au milieu du tumulte, des préventions & de l'animosité la plus passionnée.

Du mercredi, 16 mars.

Après deux décrets rendus sur les motions de M. *Prugnon*, pour emplacement de corps administratifs, M. *de la Rochefoucault* a fait lec-

Digitized by Google

sure d'un projet de loi concerté entre le comité des contributions & M. *Ramel-Nogaret*, qui fixe la contribution mobiliaire de 1791, à 66 millions, & la contribution foncière à 240. M. *Dallarde* a répété ce qu'avoient dit M. *Roederer* & M. *Dupont*, en établissant de plus que, » l'Etat ne doit pas demander trop, & que le citoyen » doit payer assez; que c'est être ennemi du » peuple que de lui faire une remise; que cette » cruelle modération causeroit sa perte, que la » rigueur est bienfaisance; que la calamité des » finances est grande, & l'impôt direct un der- » nier moyen «. Il a conclu à une contribution foncière de 294 millions.

Rempli d'autres idées que la foiblesse de la voix, l'a privé de faire valoir, M. *Aubry du Bochet* a borné l'imposition foncière à 198 millions, & a développé le plan d'un cadastre universel. Son système étoit trop éloigné des théories du moment, pour que l'exposer ce fût les combattre; mais M. *Dedelay d'Agier* les a directement attaquées.

» Certes, je ne me serois pas attendu, a-t-il dit en substance, à voir reproduire dans cette tribune, des calculs dont il est difficile d'entendre la fastidieuse répétition sans impatience, lorsqu'il a été tant de fois prouvé qu'ils n'ont ni bases ni motifs. A voir celui qui présentoit ces calculs avec tant d'assurance, & tout le comité réuni, ne trouver aucun remplacement, & employer dans la dépense de cette année, la dette des Américains, le sel & le tabac à vendre, la contribution patriotique du quart qu'il faudra peut-être rembourser l'année prochaine aux termes de vos décrets, si l'intérêt tombe à 4 pour cent, tous objets qui ne sont pas des impôts, j'espé-

Digitized by Google

rois que chacun de nous abandonneroit la ridicule prétention de prouver : 1°. à l'habitant des campagnes, éloigné de Paris, qui ne voit pas un lièvre en six mois, que l'abolition de la chasse le met en état de payer plus de contribution ; 2°. que la suppression de 60 millions de gabelle, soulage la campagne de 48 millions, tandis que, dans le fait, elle n'en est allégée que de 24 millions, puisqu'on est obligé d'y payer le sel que ces calculateurs devoient défalquer de l'impôt ; or l'habitant des Hautes-Alpes paye son sel 3 sous & le payoit six ; 3°. que 10 millions de droits supprimés sur les cuirs, &c. ont produit un soulagement dans les campagnes pour 1791 ; 4°. que la liberté de la culture du tabac doit influer sur cette année ; 5°. enfin que les terres peuvent porter 294 millions, parce qu'il n'y a plus de vexations fiscales, de frais de justice, de religieux mendians, de corvées, de milices, &, ce qui est le comble de l'absurdité, parce qu'on a supprimé la dîme qu'a payée encore la récolte dont le produit acquittera l'impôt ».

» Ne vous arrêtez pas davantage aux calculs de M. *Rœderer* sur la contribution foncière en Angleterre. Les impositions indirectes y montent à près de 300 millions de nos livres ; les boissons en payent 146, les douanes 90, le timbre 23, le luxe 34... En voilà déjà 293. Admettons ces assertions ; l'impôt direct & l'impôt indirect y seront égaux, & en France l'un sera de 294 & l'autre de 161 millions. Il compte, en Angleterre, la taxe des pauvres pour 75 millions ; sommes-nous délivrés du fléau de la mendicité ? Il y évalue la dîme 150 millions ; c'est comme s'il la portoit en France, à 450

Digitized by Google

millions. Et le droit sur la drêche, perçu sur le consommateur, il l'appelle un impôt direct.

Vouant toute cette arithmétique & ces prétendus faits au mépris des hommes de bon-sens, *M. Dedelay d'Agier* a exhorté l'Assemblée à considérer que, des campagnes dépend le salut de la constitution, qu'il importe de leur faire aimer la révolution, que la récolte qui payera l'impôt de 1791, a été grêvée de la dîme, que le comité s'efforce d'élever à 135 millions, ce qui le condamne d'autant mieux; que les campagnes sont tourmentées, fatiguées, écrasées de mille autres dépenses extraordinaires; que la répartition faite d'abord à l'aveugle, sera fort onéreuse pour certains cantons, que si la masse en est forcée, les erreurs seront intolérables; qu'il faut imposer moins afin d'éviter l'excès, & laisser aux législatures le moyen d'égaliser l'impôt en chargeant davantage ceux qui auroient échappé à leur contingent; que la vente des biens nationaux souffrira de l'impôt excessif; que la diminution de 30 millions qu'il sollicite pour 1791, peut se rembourser insensiblement, en vingt années, capital & intérêt, par une imposition additionnelle de 2,400,000 livres.

M. *Dedelay* s'est étayé des calculs de M. *Pison du Galland*, d'où il résulte qu'on exigeroit au moins 30 millions de contribution foncière, de plus que le peuple n'a payé ci-devant; & il a conclu à ce qu'on ne décrétât, pour le trésor public, que 210 millions de cet impôt pour l'année courante.

M. *Biauzat* a porté d'autres bottes au comité, en niant que le revenu net territorial supportât précédemment au-delà de 294 millions; en soutenant qu'une partie considérable des tailles,

Digitized by Google

capitation & impositions locales, étoient payées par cote personnelle indépendamment de la cote de propriété, & par un grand nombre de gens sans propriété ; que jamais la dîme n'a pu raisonnablement être évaluée 135 millions, en admettant même 1200 millions de revenu territorial en France ; les loyers des maisons, le produit des bois, des étangs, des moulins, &c. ne payant point de dîme. Après avoir observé qu'il passoit pour constant que, dans plus d'une province les propriétés étoient trop surchargées, même lorsque les vingtièmes, impositions locales, tailles & capitations, n'excédoient pas 189 millions, en réel & personnel, qu'ainsi *a fortiori*... M. *Biauzat* a été d'avis de décréter une somme déterminée, parce qu'on n'auroit aucune règle de répartition ; il a montré le vuide des promesses de soulagement fondées sur l'abolition de 7 à 8 millions de droits féodaux, sur le droit de chasse, & sur tant d'autres exagérations, ou sur de vraies balivernes, telles que le déjeûner & le goûter des lapins, &c. & sa conclusion a été de fixer la contribution foncière au cinquième du produit net, ce dont il étoit loin d'espérer les 294 millions qu'il faut au comité.

L'originalité de la motion qu'a fait alors M. *d'André* réclame ici quelques lignes. ». M. *Pison du Galland*, a-t-il dit, vous propose de décréter un déficit ; vous avez été appellés pour le combler. M. *Dedelay d'Agier* propose un remboursement par annuités, vous ne pouvez adopter une mesure qui tient de l'emprunt. M. *Aubry du Bochet* propose un cadastre, cette opération est impossible. Décrétez le cinquième. Chacun a présenté des calculs : ceux

Digitized by Google

de M. *Necker*, ceux d'autres auteurs, ceux de M. *Biauzat*, n'ont pas détruit les réſultats du comité qu'on a long-temps médités. Je demande la priorité pour l'avis du comité ».

M. *Dedelay d'Agier* auroit juſtifié ſon opinion ſi on avoit voulu l'entendre. MM. *de Foucault* & *de Montlauſier* ſuppoſoient toujours qu'on avoit droit de parler, & qu'il falloit écouter pour qu'une ſi importante queſtion fût bien éclaircie. « Je demande que l'on diſcute, juſqu'à ce » que l'on ſache qu'il y a un parti dans l'Aſ- » ſemblée qui ne veut pas d'impôts, s'eſt écrié » M. *Rewbell* ». L'autorité de M. *de Mirabeau* a fermé plus décidément la diſcuſſion déjà fermée ; & l'on a décrété que l'impoſition mobiliaire ſera de *66* millions.

Sur le ſecond article, M. *de Cuſtine* & M. *Dedelay d'Agier* n'ont reproduit que des raiſons ; M. *Babey* les a pulvériſées en démontrant que, les propriétaires ſeront prodigieuſement ſoulagés ; calculs & diſcours dont l'Aſſemblée a ordonné l'impreſſion. Armés de la préalable, les zéros de MM. *Bubey* & autres ont remporté la victoire la moins douteuſe. La contribution foncière ſera de 240 millions verſés en totalité au tréſor public. Voici le décret.

» Art. I. La contribution mobiliaire ſera, pour l'année 1791, de ſoixante-ſix millions, dont ſoixante pour le tréſor public, trois à la diſpoſition de la légiſlature, pour être employés conformément aux articles VI & VII du décret du 13 janvier 1791, & trois millions à la diſpoſition des adminiſtrations de département, pour être employés par elles en décharges ou réductions, remiſes ou modérations, conformément aux mêmes articles.

« II,

Digitized by Google

» II. La contribution foncière sera, pour l'année 1791, de deux cent quarante millions, qui seront versés en totalité au trésor public ».

Du jeudi, 17 mars.

Un décret a ordonné que les secours accordés, le 14 octobre dernier, aux religieuses, leur seront provisoirement payés en 1791, jusqu'à nouvel ordre, sur l'avis des directoires, sans que ledit secours puisse excéder 300 liv. pour chaque religieuse.

On a beaucoup applaudi à des annonces vagues de sermens, & on a renvoyé aux comités d'aliénation & militaire une lettre de M. *du Portail*, qui croit proposer pour la nation une économie de cent mille écus, en demandant que le couvent des Augustins à Landau soit changé en caserne.

Par une lettre municipale, l'Assemblée a été invitée à envoyer une députation au *Te Deum* qui sera chanté dimanche pour la convalescence du Roi. L'invitation est agréée.

L'ordre du jour a ramené la discussion sur les contributions foncière & mobiliaire. Faute d'un cadastre, la répartition d'une somme déterminée ne sauroit être que fort arbitraire. M. *de la Rochefoucault* a proposé de fixer une quotité, au-dessus de laquelle tout contribuable pourra prétendre à une réduction. Le comité a recours à une évaluation du revenu foncier de la France, qu'il porte à 1500 millions, & il a rédigé deux articles en conséquence, le III^e^. & le IV^e^. Par l'un, tout contribuable surchargé aura droit à la réduction au sixième de son revenu net, pour le *principal* de la contribution foncière. Par l'autre,

Digitized by Google

en outre dudit principal, il sera perçu un sou pour livre évalué 12 millions, dont 8 à la disposition de la législature, & 4 à la disposition des administrateurs des départemens, le tout en décharges & secours.

« Dans son premier & dans son second rapport, a dit M. *Dédélay d'Agier*, le comité d'imposition demandoit 300 millions, & promettoit qu'on ne paieroit que le *cinquième*. Dans son troisième rapport, il demandoit 287 millions, qui faisoient encore le cinquième. Hier il lui falloit 298 millions, & constamment le *cinquième*. Aujourd'hui, pour 300 millions, 240 au trésor public & 60 en dépenses locales, il lui suffit d'un *sixième*. S'il n'est pas ébloui par des idées systématiques, si son espoir n'est pas illusoire, s'il s'appuie sur des bases motivées, d'où viennent ces variations & sur-tout cette dernière ? Il se trompa d'abord, ou il se trompe maintenant.... Eh ! n'avons-nous pas nous-mêmes approuvé les calculs d'un opinant, qui se flattoit sérieusement de démontrer que 100 liv. de revenu net payoient 30 liv. en tailles & vingtièmes ? S'il en étoit ainsi quand le produit des tailles & des vingtièmes ne montoit pas à 180 ou à 220 millions, en compensant la surcharge qui résultoit des privilèges ; que sera-ce lorsque les terres porteront seules 300 millions ? Convenez que les calculs de l'opinant qui fut applaudi hier sont inexacts, ou que le comité vous a fait mettre sur les terres un impôt direct, intolérable. Je suis extrêmement peiné d'avoir à vous retracer d'aussi tristes vérités..... Décréter l'article III du projet, c'est provoquer d'innombrables procès, & vous exposer à n'avoir pas d'impôt ; les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des contribuables prouveront qu'ils

Digitized by Google

ſont taxés au-deſſus du *ſixième*. Mais ſi j'indique le mal, voici le remède » :

» Je vous propoſe de décréter que la portion des 60 millions deſtinée aux dépenſes locales, aux non-valeurs, les fonds à la diſpoſition de la légiſlature & des départemens, comme intéreſſant tous les genres de propriétés, ſoient rejettés ſur les impôts indirects par des ſous additionnels, & les ſeuls & modiques frais de perception des 240 millions de la contribution foncière, par des deniers additionnels ſur elle-même. J'invoque la queſtion préalable contre tous les articles du projet qui n'ont pas été décrétés..... Si vous n'admettez pas ce mode, je demande que vous ſubſtituiez à l'article III une diſpoſition préciſe, qui, ſans ouvrir la voie aux réclamations, ſtatue que toute propriété ſera impoſée à raiſon du *ſixième* ou du *cinquième* de ſon revenu net.

L'amendement de M. *Dédélay d'Agier* a été repouſſé, & les articles III & IV décrétés. Il s'eſt élevé alors diverſes queſtions au ſujet des dépenſes locales. Seront-elles payées en ſous pour livre ſur les contributions foncière & mobilière? M. *le Grand* étayoit cette propoſition de la néceſſité de réduire le nombre des diſtricts & des tribunaux, qu'on avoit eu cependant de ſi belles raiſons de multiplier, lors de la diviſion du royaume!

Au décret qui a déjà ordonné que ces frais ſeront ſupportés par les départemens, M. *Rœderer* a oppoſé une diſtinction de *maximum*, le danger de ſupprimer des diſtricts occupés de l'aſſiette de l'impôt, qui ſont au fait de la vente des biens nationaux, imbus des grands principes; enfin le décret qui renvoie les demandes en réduction de diſtricts à la prochaine légiſlature. Sa concluſion

Digitized by Google

a été que ces frais fussent acquittés provisoirement par la caisse de l'extraordinaire, parce que « si elle est bonne à quelque chose, c'est à payer le premier essai de la constitution ».

M. *Biauzat* a soutenu la motion de M. *le Grand*, en insistant sur l'utilité de rendre l'impôt plus onéreux, à ceux qui ont imprudemment multiplié les districts ; (ce qui ne nous semble pas avoir été tout-à-fait l'imprudence des administrés;) & il a demandé que les dépenses locales fussent l'objet d'une colonne particulière du Rôle.

Le *maximum* des sous pour livre fixé à 4 pour cent, l'assurance que la caisse de l'extraordinaire ne payera que sur des demandes motivées, les deux colonnes du Rôle, & la crainte « de dé» goûter le peuple d'établissemens momentané» ment nécessaires » ont été les uniques moyens de M. *Dupont* en faveur du comité.

Un membre bornoit le *maximum* à 3 sous pour livre. M. *d'Auchy* a représenté qu'il en résulteroit un déficit de 9 millions. M. *de Murinais* a demandé fortement que les sous pour livres portassent sur la contribution foncière & sur la contribution mobiliaire, afin d'atteindre aussi les capitalistes. L'amendement de M. *de Murinais* a prévalu, & six articles ont été décrétés en ces termes :

» III. Tout contribuable qui justifiera avoir été cotisé à une somme plus forte que le sixième de son revenu net foncier, à raison du principal de la contribution foncière, aura droit à une réduction, en se conformant aux règles qui ont été ou qui seront prescrites.

» IV. Il sera perçu, en outre de ce principal, un sol pour livre, formant un fonds de non-valeur de douze millions ; dont huit seront

Digitized by Google

à la disposition de la législature, pour être employés, par elle, en réductions ou secours pour les départemens, & quatre feront à la disposition des administrations de département, pour être employés par elles, en décharges ou réductions.

» V. Les départemens & les districts fourniront aux frais de perception & aux dépenses particulières mises à leur charge par les décrets de l'Assemblée nationale, au moyen de sols & deniers additionnels aux contributions foncière & mobiliaire, sans que ces accessoires puissent excéder quatre sols pour livre du principal de chacune des contributions.

» VI. Si pour l'année 1791, dans quelques départemens ou quelques districts, les quatre & deux sols pour livre, mentionnés en l'article précédent, étoient insuffisans, le corps législatif y suppléera, pour cette fois seulement, & par un secours pris sur les fonds de la caisse de l'extraordinaire.

» VII. Les municipalités fourniront pareillement à la rétribution & aux taxations de leurs receveurs, au moyen de deniers additionnels aux contributions foncière & mobiliaire.

» VIII. Les sols & deniers additionnels que les départemens, les districts & les municipalités auront à imposer en exécution des articles précédens, seront répartis sur chaque rôle, dans une colonne particulière, au marc la livre de la cote de chaque contribuable. »

La séance a été terminé par l'annonce de l'élection de M. *Joubert*, curé, député à l'Assemblée, au siége épiscopal de M. l'évêque d'Angoulême; de M. *Minret*, curé à la place de M. l'évêque de Nantes, & de M. *Desbois*, curé de Saint-

Digitized by Google

André-des-Arts, à Paris, à celle de M. l'évêque d'Amiens.

Du jeudi, séance du soir.

La procédure extrajudiciairement commencée par la municipalité de Strasbourg, au sujet des troubles qui eurent lieu à Scheleſtat en juillet & août 1790, a été renvoyée au tribunal de Saint-Diez ; & le décret a ordonné qu'on y transfère les priſonniers.

M. *Joubert*, élu pour être évêque d'Angoulême, a annoncé que quelques prêtres, revenus de leurs préventions, ſe diſpoſoient à faire le ſerment auquel ils s'étoient refuſés. Ce texte haſardé avoit pour but, d'amener la propoſition d'accorder aux prêtres, qui ne ſont pas encore remplacés, la grace d'être réintégrés s'ils jurent avant qu'on procède à l'élection de leurs ſucceſſeurs. « L'Aſſemblée ne veut pas la mort du pécheur, s'eſt pieuſement écrié M. *Bouche* ; mais qu'il ſe convertiſſe ». L'apoſtolat de M. *Bouche* a excité de grands éclats de rire. Il a cependant obſervé que la motion, d'abord particulière & depuis générale, du préopinant, étoit oppoſée à l'un des plus importans décrets, comme ſi c'étoit le premier que l'on eût contredit. Celui que propoſoit M. *Joubert* a été adopté.

L'évêque élu d'Auch, admis à la barre, a débité une harangue dont nous citerons ici les principaux traits, pour caractériſer cette époque de régénération & de lumières. M. l'évêque a fait à l'Aſſemblée l'hiſtoire de ſon mérite, & de chacune des brochures par leſquelles il a éclairé l'univers. « Décimateur d'un canton *preſque ſtérile*, il avoit généreuſement fait *une motion*, dans l'aſſemblée de la ſénéchauſſée de Toulouſe, analogue aux opérations du corps conſtituant. Par

Digitized by Google

un discours prononcé sur l'autel de la patrie, il a *réduit au plus profond silence* les détracteurs de la spoliation si légitime du clergé. Il a *peut-être* contribué, en sa qualité d'aumônier des gardes nationales, à prévenir, dans le Languedoc, l'effusion du sang *qui bouillonne toujours* d'ardeur pour le maintien des sages décrets. Long-temps avant le *sublime décret* du mois d'août sur le culte religieux, il avoit démontré l'harmonie des droits de l'homme & du citoyen avec ceux de l'Etre suprême, en écartant l'indifférence coupable *de Bayle*, les ménagemens trop politiques *de J. J. Rousseau*, les conséquences trop manifestes *de Voltaire* ou *de Wolf*. C'est dans cet écrit que, *pour la première fois*, la science mystérieuse de la divinité se trouve *asservie au compas mathématique*. Il a fait hommage à l'assemblée législative d'un si bel ouvrage, & des procès-verbaux de la confédération des gardes nationales du midi de l'Empire, *rédigés*, a-t-il dit, *par l'aumônier, votre très-humble serviteur*. Après le vœu, de voir se terminer « cette *sublime* législation qui assure tant de biens à la France, & qui va servir de modèle à toutes les législations de *ce vaste univers*, il s'est promis le bonheur de pouvoir bientôt, entouré de *ses fidèles*, présenter *ce code sublime* à l'Eternel, & chanter avec *Siméon* le juste, *nunc dimittis servum tuum, Domine*.... Ce discours hétéroclite a paru tellement indigne du moderne épiscopat, que le côté gauche s'est refusé à la demande, maligne, sans doute, d'en décréter l'impression.

Le président n'en a pas moins répondu sérieusement que l'Assemblée recevoit avec plaisir de pareils hommages, & l'orateur a eu les honneurs de la séance.

Digitized by Google

Une lettre de M. *de Montmorin* communiquée à l'Assemblée par M. *de Mirabeau* de la part du comité diplomatique, a assuré l'auditoire qu'un *avis réquisitorial* des princes de l'Empire, imprimé dans une feuille du jour, & un décret commissorial qui suit cet *avis*, ne sont pas émanés de la diète de Ratisbonne; attendu que la forme de ces pièces ne laisse, dit-on, aucun doute qu'elles ne soient l'ouvrage de l'intrigue & de la malveillance; & sur-tout parce que la correspondance de M. *de Montmorin* ne lui annonce rien qui puisse causer de l'inquiétude. Le Ministre ajoute qu'au reste, il y a beaucoup de fermentation à Ratisbonne, & qu'on y attend, sous peu de jours, le véritable décret de commission, « devoir de forme pour le chef de l'Empire; décret qui ne sera certainement, ni pour la forme, ni pour le fond, tel que celui qu'on a répandu avec tant de profusion dans le public ».

Du vendredi, 18 mars.

Le département de l'Ille & Vilaine a élu pour son évêque M. *Coz*, principal du collége de Quimper. On a aussi annoncé l'élection de M. *Thibault*, curé de Souppes, & député à l'Assemblée Nationale, à l'évêché de Saint-Flour, & M. de *Barencelle* au siége de Cahors.

La municipalité de Saint-Marc, district de Sédan, s'oppose au reculement des barrières, & soutient qu'elle est en partie sous la souveraineté de la puissance voisine; l'avis est renvoyé aux comités diplomatique & de commerce.

M. *le Couteulx* a demandé, au nom de Mademoiselle *de Biffy* & de M. *de Livron*, 4,500 liv. d'indemnité, pour six mois de détention, sur accusation de crime de lèze-nation, dans les

Digitized by Google

prisons de l'abbaye, où leur nourriture & les soins qu'exigeoit la santé de la plaignante ont coûté fort cher. M. *Fermont* a craint de voir fondre des milliers de requêtes pareilles; l'Assemblée a prononcé qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer.

Après quelques débats peu intéressans, on a décrété les articles & le tarif sur les marchandises coloniales. Nous les rapporterons incessamment.

Une lettre du garde du sceau a informé l'Assemblée que les commissaires du Roi envoyés à Aix, conformément à son décret, ont rempli leur mission, & sollicitent leur rappel. Cette lettre est remise au comité des recherches.

M. *de Beaumetz*, à la suite d'un rapport, a proposé de décréter le mode de création & d'installation du comité de trésorerie. De légers amendemens ont produit un décret en 9 articles, dont voici la substance :

« Le Roi nommera les six commissaires qui choisiront un secrétaire pour tenir registre de leurs délibérations. Le corps législatif fixera le jour où cessera l'administration actuelle, & le jour de l'entrée en exercice des nouveaux administrateurs. Trois membres de l'Assemblée Nationale assisteront aux opérations préparatoires, à l'inventaire des papiers, & à l'inventaire des valeurs échues ou non, bonnes ou caduques, & du comptant; ce dernier inventaire sera arrêté la veille de l'entrée des commissaires en exercice. Le comité de trésorerie proposera le plan de son organisation intérieure, de ses caisses, de ses bureaux, de l'état de ses commis, de ses relations avec les receveurs; & l'Assemblée statuera.

Digitized by Google

Du samedi, 19 mars.

MM. *Descars* & *Terrasse* ont demandé qu'on ne les transférât pas à Orléans sans M. *Guillin*, puisque leur affaire est indivisible, & que, pour raison de maladie, il a obtenu de ne pas être transféré. Suivant M. *Goupil*, la maladie, la contumace, la mort même d'un coaccusé ne peut mettre aucun obstacle à la procédure, moins encore dès qu'il s'agit « de la trop fameuse conspiration de Lyon ». M. *Voidel* a trouvé que le préopinant *avoit raison en principes*, (nouveau dialecte qui commence à passer de la législature dans les conversations ;) mais que c'étoit ici une affaire de circonstances. Il a objecté les frais de deux voyages des témoins à confronter. Après une épreuve douteuse, un décret fait en deux fois a compris les trois coaccusés dans le même surfis.

M. *d'Estourmel* a annoncé qu'un courier venoit d'apporter d'affligeantes nouvelles du département du Nord. Le peuple s'est emparé d'un bateau chargé de blé ; le directoire du département a vainement requis la municipalité, d'employer ses soins à dissiper l'émeute qui en est résultée ; les municipaux se sont refusés à la publication de la loi martiale ; les soldats ont déclaré qu'ils ne feroient pas feu sur leurs concitoyens ; un officier de la garde nationale & un autre particulier ont été pendus, au milieu de la place, par cette multitude enivrée des pernicieuses maximes d'insurrection. Le directoire s'est enfui à Lille. « Cet évènement est d'autant plus fâcheux, a remarqué M. *d'Estourmel*, qu'on devoit élire un nouvel évêque dimanche ». Trois comités ont été chargés de faire le rapport de ces malheurs dans la séance du soir.

Digitized by Google

La séance a été terminée par une dissertation de M. *Bouteville-Dumetz*, suivie d'un projet de décret sur les baux emphytéotiques de biens ecclésiastiques. On a décrété sept articles & un article additionnel aux décrets antérieurs, relatifs au même objet.

Du samedi, séance du soir.

La lecture de quelques adresses, l'hommage d'une harangue des maîtres de pension de la capitale, un commencement de rapport par M. *Tellier* sur la liquidation des offices de procureurs, ont précédé le compte qu'a rendu M. *Alquier* de l'affaire de Douay, dont on a vu le récit abrégé dans la séance du matin.

M. *Alquier* devenu fameux par son rapport de l'affaire de Nîmes, a présenté celle-ci sous les couleurs les plus défavorables à la municipalité de Douay. « Le 14, a-t-il dit en substance au nom de trois comités, on chargeoit à Douay des grains pour Dunkerque. Le peuple s'attroupa; l'échauffement s'accrut le lendemain, le bateau de grains fut déchargé de force. Le propriétaire ayant été demander une sauve-garde pour sa personne & pour son bled, il ne trouva aucun officier municipal à l'Hôtel-de-Ville. Le directoire ordonna à la municipalité de s'assembler & de requérir la force armée. Quoique le peuple eût déjà mis le bled en vente, à une heure & demie seulement la municipalité s'étoit mise en mouvement avec un détachement de 50 hommes.

Nouvelle réquisition du directoire; lenteurs de la municipalité. Dans ces entrefaites, & durant ces conflits, M. *Nicolau*, marchand de bled, horriblement maltraité par la populace, est sauvé de ses mains féroces par l'intrépidité de

Digitized by Google

M. *Derbaix*, officier de la Garde Nationale, qui le conduit en prison, comme en un lieu de sûreté. Aussi-tôt, la rage se tourne contre ce brave M. *Derbaix*; on le saisit, on le frappe, on le mutile, on le traîne dans les rues, on l'étrangle à un reverbère.

Nouvelles allées & venues, & point d'unité de conduite entre le directoire, la municipalité, le district, & M. *de la Noue*, commandant des troupes de lignes qu'il avoit fait mettre sous les armes. Les deux directoires réunis font rendre une proclamation exhortatoire & paternelle; en voici l'effet.

Le lendemain, l'infortuné *Nicolau*, meurtri la veille, traîné dans les boues, & tépané pendant la nuit, est arraché de sa prison : la multitude le pend à la corde d'un étau de boucher.

Le directoire ayant apparemment épuisé toutes ses ressources de rhétorique, & se voyant sans appui de la municipalité, en justifie en quelque sorte la lâcheté, en l'imitant, en prenant la fuite, & en allant se refugier à Lille.

Au rapport de ces faits, exacts ou non, & tirés des procès-verbaux du département, M. *Alquier* joignant ses conjectures sur les causes, n'a pas manqué de voir dans ce nouveau crime populaire, fruit des maximes dont on a empoisonné la multitude, & de tant d'exemples affreux qu'on a tous légitimés, M. *Alquier* n'a pas manqué, disons-nous, de voir l'effet des trames des *ennemis de la révolution*, sur-tout des ecclésiastiques. En conséquence, à la demande que la municipalité de Douay fût mandée à la barre, il a ajouté celle d'un projet de décret, sur les peines à infliger aux ecclésiastiques, qui,

Digitized by Google

soit par leurs discours, soit par leurs écrits, excitent le peuple à la révolte.

» Je demande, a crié M. *Biauzat*, que la municipalité soit sur-le-champ mise en état d'arrestation ».

M. *Robespierre*, au contraire, a réclamé contre cette précipitation, contre l'injustice d'emprisonner des officiers du peuple sans les avoir entendus, contre la tyrannie des châtimens à infliger pour des discours ou des écrits, sans spécifier moins vaguement leur nature. « Un » ecclésiastique, a-t-il ajouté, est un citoyen » comme un autre. Généralisez vos loix & vos » punitions; mais vous ne pouvez faire rendre » de décret qui prive d'une liberté commune à » tous, une classe particulière de citoyens. «

Ces réflexions judicieuses, saines, conformes aux véritables notions de la liberté, ont été écoutées, ou plutôt repoussées avec une impatience de fureur. L'opinant a vu s'élever contre lui, les voix habituées à lui applaudir, lorsqu'il imite leurs exagérations : il a eu le courage de la raison & de la justice, en persistant à demander la question préalable sur l'article cercernant les ecclésiastiques, & que la municipalité fût mandée à la barre, sans être arrêtée.

M. *de Cazalès* a aggrandi la discussion, en prouvant que ces émeutes éternelles prenoient leur source dans la foiblesse de la loi, qui rend inutile toute force militaire, sans la réquisition d'une municipalité. Il a répété, qu'il ne se lasseroit point de redire, que le flagrant délit provoquoit nécessairement l'activité du premier secours qui peut le réprimer. « Il ne faut pas, a-t-il dit, que la » vie des citoyens dépende de la lâcheté ou de la » connivence des municipalités. Si le flagrant délit

Digitized by Google

» eût tenu lieu de réquisition, nous n'aurions » vu ni les crimes d'Aix, ni ceux de Nîmes, » ni ceux de Douay. Je demande donc une » loi qui pourvoye à la sûreté publique, lorsque les municipalités ne voudront pas s'en » occuper, & que le flagrant délit tienne lieu » de réquisition «.

M. *Regnault* a combattu cette motion par quelques lieux communs. » C'est la loi, a-t-il » dit, qui garantit la tranquillité publique «. Belle logique, dans un temps où la loi a moins de force que le vœu de cinquante bandits! où la constitution a placé le maintien de cette loi dans les mains qui la violent, & en a confié l'exécution à des officiers qui sont dans la dépendance absolue du peuple qu'ils doivent contenir!

M. le *Chapelier* a pris la parole pour défendre la motion de M. *Biauzat*. Il a regardé la municipalité comme coupable, parce qu'elle étoit accusée : la volonté du corps législatif lui a paru légitimer l'emprisonnement d'une municipalité non entendue, parce que le jugement de l'Assemblée est un simple décret pour déclarer qu'il y a lieu à accusation. Comme si ce décret d'accusation n'étoit pas un premier jugement, comme s'il pouvoit être rendu au mépris de toutes les formes juridiques!

L'article concernant les ecclésiastiques qui parlent ou écrivent, & sur lesquels les comités étendoient le bras de leur despotisme, a été rejetté par une très-grande majorité. Pour le surplus, décrété que la municipalité de Douay sera transférée aux prisons d'Orléans, pour y être jugée par la haute cour provisoire. — Huit

Digitized by Google

commissaires nommés par le département la remplaceront :

-- Les procèdures seront continuées, &c.

Du Dimanche, 20 mars.

M. *Charles de Lameth* a envoyé à M. le président 60,000 l. en assignats, qu'il remet au trésor public, conformément à la déclaration qu'il avoit faite, il y a quelques semaines.

De cette annonce, on a passé à celle d'une lettre des Jacobins de Marseille, surnommés par eux & leurs associés, *amis de la constitution*. Ils offrent de traverser le royaume pour repousser les ennemis téméraires de la France. Dieu merci, nous n'aurons pas besoin de ce redoutable pélérinage.

Le reste de la séance a été consacré à l'adoption de 15 articles relatifs aux fabriques de tabac.

Le Roi entièrement rétabli, parut en public dimanche dernier, & entendit la Messe dans la Chapelle du Château des Tuileries. La Municipalité, ce jour-là, a fait chanter un *Te Deum* en actions de graces, & ordonné une illumination générale, qu'un vent d'équinoxe, accompagné de pluie, a éteinte au moment où on l'allumoit.

Enfin, *Mesdames*, après l'outrage de leur arrestation à Arnay-le-Duc, après avoir essuyé en plusieurs lieux diverses insolences, & entr'autres à Châlons, la visite d'un

Digitized by Google

Maire, qui leur a dit, à ce qu'on assure, qu'en qualité de Magistrat, il venoit les complimenter, mais qu'en qualité de Citoyen, il blâmoit leur départ contraire au vœu du peuple ; après avoir ouï à leur passage sur la partie françoise du Pont de Beauvoisin, des discours qu'on ne peut rendre ni caractériser, *Mesdames* ont salué une terre, où la liberté n'existe pas en paroles ; mais où elle est respectée. Elles sont entrées au Pont de Beauvoisin sur la Savoye aux acclamations du peuple ; elles y ont été reçues par un détachement des troupes de S. M. S. Une garde d'honneur les a escortées à Chambéry, d'où un cortége nombreux étoit sorti pour venir à leur rencontre. Le Mont Cénis couvert d'une neige très-abondante, & tombée peu de jours auparavant, n'étoit pas encore praticable.

M. *de Lydda*, maintenant évêque de Paris, est allé demander la consécration au cardinal *de Lomenie*. Cet archevêque de Sens la lui a refusée. Est-il allé à Orléans la solliciter de l'évêque de cette ville, qui a prêté le serment ; ou est-il revenu à Paris ? C'est ce que nous ignorons ; & peu importe ; car on sent bien que, dans les circonstances, & à la suite des préalables, une consécration de plus ou de moins ne doit pas embarrasser M. *de Lydda*. Nous devons dire, d'après l'observation qu'a pris la peine de nous adresser un électeur du département de Paris, que ce prélat élu par 500 voix, l'a été par une petite majorité des électeurs que nous

Digitized by Google

avions supposés, inexactement, être au nombre total de 1200, & dont il n'existe que 913. M. *de Lydda* a eu sans doute la grande majorité des électeurs présens; mais vu la minorité de 164 d'entr'eux qui ne lui ont pas donné leurs suffrages, & l'absence de 249 autres, dont quelques-uns sont morts depuis la première convocation du corps électoral, le nouvel évêque l'est par le vœu de 500 électeurs contre 413 qui n'ont pas voté, ou qui ont voté pour un autre. — C'est l'évêque de Vannes, & non celui de Rennes, qu'on nous a assuré avoir été réélu par les électeurs, ainsi que nous l'avons rapporté. Ce prélat ayant refusé le serment, on l'a déclaré inéligible.

Lorsqu'on prononçoit affirmativement, il y a trois mois, que le Pape adhéreroit à la Constitution civile du Clergé, ou qu'il la rejetteroit très-promptement, nous manifestâmes l'opinion contraire, en conjecturant encore que la crainte du schisme dont on épouvantoit S. S., ne seroit pas une raison suffisante de le décider à l'approbation. Tous les doutes sont maintenant levés, & par le Bref de S. S. au Cardinal *de Loménie*, en date du 23 Février dernier, & par la lettre encyclique du Souverain Pontife, arrivée ici Dimanche dernier, qui compose 158 pages, & qu'on traduit en ce moment. Une copie du Bref au Cardinal *de Loménie* a été envoyé par le Cardinal *Zelada*, Secrétaire d'Etat, à M. l'abbé *Maury*: il est traduit & aujourd'hui dans les mains de tout le monde. Après avoir résumé deux lettres

Digitized by Google

qu'il a reçues de M. l'Archevêque de Sens, le Pape lui mande :

« Je ne trouve point de termes pour vous exprimer la douleur dont j'ai été pénétré, en vous voyant publier & écrire des sentimens si indignes d'un Archevêque & d'un Cardinal. Mais ce n'est ici ni le temps ni le lieu de vous convaincre des erreurs où vous êtes tombé. Je me contente de vous dire, en passant, que vous ne pouviez pas imprimer un plus grand déshonneur à la Pourpre Romaine, qu'en prêtant le serment civique, & en l'exécutant, soit par la destruction de l'ancien & vénérable Chapitre de votre Eglise, soit par l'usurpation d'un Diocèse étranger, irrégulièrement remis entre vos mains par la Puissance civile ; car de telles actions sont des attentats odieux. »

» Alléguer, pour couvrir votre faute, que votre serment a été purement extérieur, que c'est la bouche & non le cœur qui l'a prononcé, c'est avoir recours à une excuse aussi fausse qu'indécente ; c'est s'autoriser de la pernicieuse morale d'un soi-disant Philosophe qui a imaginé ce subterfuge tout-à-fait indigne, je ne dis pas de la sainteté du serment, mais de la probité naturelle d'un honnête homme ; & toutes les fois que cette doctrine a été publiée, l'Eglise n'a jamais manqué de la condamner, & de la proscrire. La réponse que je vais adresser incessamment aux Evêques de France fera connoître tout le venin de vos erreurs, & en même-temps elle annoncera les peines que les canons leur infligent, & je me verrai, quoiqu'avec regret, forcé d'employer à votre égard cette sévérité, & même de vous dépouiller de la dignité de Cardinal, si, par une rétractation faite à propos, & d'une manière con-

Digitized by Google

venable, vous n'expiez le ſcandale que vous avez donné. »

» Si le Roi très-chrétien, ſi les Curés, ſi l'illuſtre Nation Françoiſe ne repouſſent pas la voix de la vérité que je vais leur faire entendre, en qualité de leur père commun, & que les Evêques unis & attachés à leur chef appuyeront de tout leur pouvoir; je ſuis porté à eſpérer qu'avec le ſecours céleſte, que je ne ceſſe d'implorer par mes prières, tous les François ſe garantiront des erreurs dont on aſſiége leur foibleſſe & leur ignorance, & que tous les complots de leurs ennemis ſeront dévoilés & confondus; car ſous prétexte de réformer la Religion, il eſt évident qu'ils ne cherchent qu'à ſapper les fondemens de la foi catholique & de la Religion de nos pères. »

» En finiſſant je vous renouvelle les plus vives exhortations; je vous prie, je vous conjure de ne pas vous écarter du droit chemin, de reſter attaché aux règles ſacrées de l'Egliſe Catholique, de faire paroître dans cette occaſion, comme vous le devez, l'ame & le caractère d'un Evêque, & de fermer autant qu'il eſt en votre pouvoir tout accès aux nouveautés, à l'erreur & au ſchiſme. Dans ces momens périlleux, dans ces temps de criſe, abandonnez-vous abſolument à la conduite de l'Eſprit divin, de l'eſprit de ſageſſe, de courage, de foi & de patience : pour vous y exciter encore davantage; je vous donne, mon cher fils, ma bénédiction apoſtolique, ainſi qu'au troupeau confié à vos ſoins & à votre vigilance. »

L'avis réquiſitorial de la Diète de Ratisbonne, & le Décret de Commiſſion Impé-

Digitized by Google

rule qu'on y a joint, ont été publiés ici avec profusion, soit séparément, soit dans les feuilles publiques. On a vu plus haut que M. *de Montmorin* en a contesté l'authenticité, & nié d'en avoir connoissance officielle. L'opinion s'est partagée sur cette publication, que les uns ont regardée comme une fraude, tandis que les autres en désavouoient la bâtardise. Dans cette contestation, on a, selon l'ordinaire, raisonné de tous côtés par des mots & des conjectures vagues, sans appuyer les différens avis d'aucune espèce de critique. Certainement, l'existence de ces deux pièces ne choque pas la vraisemblance; mais la vraisemblance est une fort mauvaise base de jugement. Dans l'Intitulé, on annonce l'acte réquisitorial, comme étant *traduit littéralement sur une pièce Allemande intitulée*: Reich Gutachten. Ce titre Allemand qui signifie: *Avis général de l'Empire*, indique une délibération ou *Résultat commun* de tous les Colléges de la Diète. Les résolutions de ce genre sont toujours rédigées par l'Electeur de Mayence, Chancelier de l'Empire, & présenté par son Ministre dirigeant au Commissaire principal de l'Empereur. Cette forme est entièrement supprimée, soit en tête, soit à la fin de l'*Avis réquisitorial* qu'on vient de publier. La date qu'on lui donne du 2 Février est antérieure à celle de plusieurs Mémoires

Digitized by Google

ſubſéquens, remis par divers Princes intéreſſés à la Dictature de la Diète. Si cette Aſſemblée avoit déjà formé ſon avis, pourquoi ces inſtructions tardives des Princes réclamans ?

Le décret Impérial, ſigné du prince de la *Tour-Taxis*, principal commiſſaire, eſt du 18 février. Or, il eſt certain qu'à cette époque, l'Empire n'avoit aucune connoiſſance de ce décret, & qu'on l'attendoit inceſſamment. Pluſieurs lettres que nous avons reçues, du premier & du trois mars, ne nous en diſent pas un mot. Aucune gazette Allemande n'en a fait mention. Ne ſeroit-il pas étrange qu'on le connût en France, tandis qu'on en ignoroit l'exiſtence en Allemagne ? A qui perſuadera-t-on, que le principal commiſſaire de l'Empereur a, dans ſon décret de commiſſion, parlé à la Diète *des fers dans leſquels l'Aſſemblée de France retient notoirement le Roi* ?

Il nous paroît donc raiſonnable de ſoupçonner la fidélité, l'exiſtence même de ce prétendu décret Impérial. Quant a l'*avis*, il nous paroît moins apocryphe ; mais nous penchons à le croire un projet de *réſultat*, plutôt qu'un *réſultat* même de la Diète. Au reſte, la critique ne déſabuſe aujourd'hui perſonne ; l'eſprit de parti fait tout croire ou tout rejetter, & il ne reſte aux eſprits plus tempérés qu'à répéter aux enthou-

Digitized by Google

flattes le mot de *Fontenelle. Si le P. Baltus veut croire aux oracles, qu'il y croie.*

La Municipalité de Douay eſt ſans doute bien hautement coupable, ſi le rapport lû à l'Aſſemblée nationale, ſamedi dernier, eſt exact. Il a été rédigé ſur le procès-verbal du Département qu'on ſait être en méſintelligence ouverte avec la Municipalité. Une relation d'ennemi n'eſt pas une pièce de conviction. Au reſte, après ce que nous avons vu à Aix & ailleurs, il n'y a aucune lâcheté qu'il ne faille attendre de ces corps populaires, aſſervis par la loi même à la multitude, & à la multitude ſeule. On prétend que la grande partie des troupes avoit menacé de ſe joindre aux ſéditieux, au lieu de les réprimer, & que la Municipalité, en les requérant, a craint de les voir ſe réunir au peuple & aggraver le mal. Cette aſſertion n'eſt point prouvée; mais la Municipalité a aujourd'hui le plus grand intérêt à la mettre en évidence, ſi ſes craintes ont eu en effet quelque fondement. Il eſt déplorable que cet exemple de ſévérité, ſi néceſſaire, s'exerce après l'impunité où l'on a laiſſé les Municipalités de Marſeille, d'Aix, de Valence, & de tous les lieux où la vie & la propriété des citoyens ont été ſacrifiées à des intérêts de faction, à de coupables complaiſances, ou à une honteuſe puſillanimité.

Digitized by Google

A nos portes on voit un exemple de cette conduite criminelle des Municipalités; mais comme le malheur de leur connivence ou de leur inertie tombe sur M. le prince *de Condé*, la justice dort & dormira. A la suite d'une relation des derniers assassinats de Chantilly, une main sûre nous mande le 18 :

» Le brigandage continue toujours dans le parc de Chantilly ; les murs, les grilles & les bois sont dans un délabrement qui fait pitié. Ce parc est situé sur cinq municipalités ; (excepté sur celle de Chantilly,) pas une n'a voulu venir au secours des propriétés de M. le prince *de Condé* ; telles réclamations qu'aient pu faire ses officiers, & malgré qu'elles eussent des forces à leur disposition, telles qu'un détachement du régiment de Berry, de plusieurs brigades de maréchaussée & de la garde nationale d'un village voisin de ce parc, laquelle a été offrir du secours à la municipalité du lieu où se passoit le fort du brigandage, & qui n'a pas voulu la requérir. Voyant que les municipalités ne vouloient faire aucun droit aux plaintes qui leur étoient portées, les officiers de M. *de Condé* s'adressèrent au directoire du district, & ensuite au département, avant la grande insurrection qui eut lieu dans le cours de février dernier, & qu'ils prévoyoient depuis long-temps. Jusqu'à ce moment, leurs supplications ont été vaines, & l'on n'apprendra pas sans étonnement que, malgré les décrets de l'Assemblée nationale, aucune des douze municipalités, où sont situées les propriétés du prince, n'a fait la plus petite démarche pour arrêter l'affreux brigandage qui y règne depuis dix-huit mois ».

Digitized by Google

Des lettres de St. Marcellin en Dauphiné annoncent que le peuple de cette ville & du voisinage, n'a pas voulu souffrir le remplacement de ses curés, dont les vertus exemplaires ont mérité l'attachement public. La multitude effervescente s'est portée, dit-on, sur les possessions des membres de la Municipalité & du District, & les dévaste.

Lettre au Rédacteur du Mercure Politique.

A Trèves, ce 12 mars 1791.

« J'ai lu dans le n°. 65 du Journal intitulé le *Moniteur*, une pétition faite par mon fils, & dont je suis l'objet. J'ai été surpris qu'il se soit permis de ne pas déférer à la défense absolue que je lui ai renouvellée plusieurs fois d'entretenir de moi le public, sous quelque prétexte que ce pût être. »

« Mon étonnement a été plus grand encore, en voyant que les paroles qu'on met dans ma bouche, les faits qu'on rapporte, & les assertions contenues dans cette longue pétition, qu'il a sans doute adoptées sans examen, sont d'une égale fausseté. Mon respect pour la vérité m'impose le devoir, bien pénible pour un père, de les désavouer formellement. »

Le Maréchal Duc DE BROGLIE.

P. S. Le comité de constitution a présenté hier mardi, un projet de loi sur la régence : la discussion commencée se poursuit aujourd'hui & ne se terminera probablement que demain.

C'est faute de nouvelles intéressantes pour le moment, que nous ne donnons pas de supplément.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

DEC 11 1935



Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google